enteredity, in the state of the

Application of the state of

विभिन्न होते प्रमान समान तर ह ক সম্প্রাকৃতিকে এক প্রক

विभिन्न सुन्त यह देखार है।

The state of the s P Ram chamber (game)

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

विकास सम्बद्धाः । इति । अस्ति । इति । Charles, and best out out

and the state of t

satire da diciologica

المرمونين والمراوية والمناطقة المعالمة المعالمة

and a large grade of the

is the amount of the little of the

Control of the second

Employed the second

等 **2000 电**电子 2000 电路电子

and the second s

IN The second

东军队 馬 50 竹 三头 4

er <del>er en en</del>

see the cartery of

anounce of the con-

禁稿を与れたい とうしょ

a medicine service

# ORCHANIST

30 THE P. LEWIS CO.

AND THE RESERVE

Bern marker to day -

a de la compania del compania de la compania del compania de la compania del compania de la compania de la compania de la compania del compania de la compania de la compania de la compania del compania

entre entre en

电影 化二氯化二氯甲基

the control of a control of a control

See and a section of the section of

true of

there are a state of the state

Sale of the sale

die.

45 2 Z

----

7.0

- Table 1-

-

■ Les pirates informatiques

**■** Emploi: 13 pages d'annonces classées

La lutte

contre

raciales

à l'embauche

les discriminations

**COMMENT** rendre plus efficace

la lutte contre les discriminations

raciales à l'embauche? Dans un

rapport rendu public, mardi

6 avril, le conseiller d'Etat Jean-

Michel Belorgey prend position

pour une réforme profonde de

l'organisation des institutions

chargées d'agir en France dans ce

domaine. Sévère sur les pratiques

de l'administration, il préconise la

création d'une autorité indépen-

dante, calquée sur la CNIL ou le

CSA, qui serait notamment char-

gée d'instruire les réclamations

des personnes qui s'estiment vic-

times du racisme d'un employeur.

Il prône également la séparation

entre les services qui gèrent les

flux d'immigration et ceux qui

œuvrent pour l'intégration. Cette



55° ANNÉE - № 16857 - 7,50 F-1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

**MERCREDI 7 AVRIL 1999** 

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

### E Le procès de Lockerbie

Les sanctions de l'ONU contre la Libye ont été levées dès que les deux suspects de l'attentat contre un avion de la PanAm sont arrivés aux Pays-Bas. Mais le procès ne devrait pas commencer avant plusieurs mois.

### **■** Restructuration chez Elf

Le groupe a décidé de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de sa branche exploration-production. L'Aquitaine serait la région la plus touchée. p. 22

### ■ Banques: 🕽 résultats records

La reprise de la consommation et de l'immobilier permet aux banques françaises d'afficher d'excellents résultats



### **■** Endormissement mortel au volant

Des chercheurs ont mis au point des instruments capables de traquer les premiers signes d'hypovigilance. L'endormissement est l'une des premières cause d'accidents mortels sur la mute.

### Ambroise Roux. ce grand patron

Familier du pouvoir politique, Ambroise Roux a régné pendant vingt ans sur la Compagnie générale d'électricité avant de devenir l'éminence grise d'une nouveile génération de patrons. li est mort le 4 avril.

### **Euro Disney, ville**

C'est une véritable ville que va construire Euro Disney, avec 4 000 logements. 30 000 m² de bureaux. 12 000 habitants, à côté de son parc de loisirs à Mame-la-Vallée. p. 16

### **■** P'tite faim

Notre chroniqueur gastronomique a testé deux restaurants traditionnels, entre daube des familles et œuf mayonnaise soudé à sa légende. p. 32

### **■** Financer les productions

La Bourse aux coproductions permet aux auteurs de télévision de financer leurs émissions en partenariat interna-

### ■ Légion d'honneur La liste des nominations et promotions

dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel, dimanche

Allemagne, 3 DM.; Antiliae-Gayene, 9 F.: Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Cose-d'Ivoire, 850 F CFA; Danamark, 15 KRD; Espague, 225 PTA: Grand-Bragape, 12; Grèce, 500 DR; Irlande, I-VIC; balle, 2000 I; Luxembourg, 48 FI; Maroc, 50 DH; Norvieg, 14 KRN; Psys-Bas, 5 FI.: Porsugal COM, 250 PTE: Réunion, 9 F: Sanégal, 800 F CFA; Suède, 18 KRS; Soisse, 2,10 FS; Turrene, 1,2 Die; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 \$



# Kosovo: que faire des réfugiés?

 L'afflux des Kosovars aux frontières conduit les alliés à infléchir leurs objectifs
 L'OTAN s'affirme déterminée à assurer leur retour • L'hypothèse d'une intervention terrestre en est renforcée • Selon M. Kouchner, il y aurait une centaine de morts parmi les réfugiés en Macédoine

DEVANT l'affiux continu des réfugiés aux frontières du Kosovo, Américains et Européens ont accentué leur campagne de bombardements sur la République fédérale de Yougoslavie (RFY), mais entretiennent la plus grande confusion sur leurs objectifs. Le nombre de Kosovars chassés par la vague d'épuration ethnique que mènent les forces serbes était évalué, lundi 6 avril, à quelque 400 000 persomes. L'ampleur du drame paraît avoir conduit les Etats-Unis, au moins, à modifier sensiblement les objectifs qui avaient initialement été fixés à l'opération « Force alliée »: ramener Slobodan Milosevic, le président de la RFY, à la table de négociation ; imposer à Belgrade la formule de Rambouillet, celle d'une autonomie poussée pour le Kosovo. Lundî, à Washington, on disait la

formule de Rambouillet condamnée, sans indiquer par quoi on la remplaçait. On s'interrogeait sur la possibilité de négocier encore avec



Le sort des réfugiés, par nos envoyés spéciaux p. 2 M. Milosevic: «Il y a le sentiment croissant (...) qu'il sera de plus en l'OTAN révise ses objectifs stratégiques p. 4

p. 2
 La colère des Serbes de Bosnie, reportage
 p. 6
 La peur qui taraude l'Europe : débats
 p. 20 et 21
 p. 4
 Editorial, revue de presse, chroniques
 p. 19, 38 et 40

plus difficile de s'asseoir à une table de négociations avec quelqu'un qui est politiquement responsable de ces horribles actes barbares. » La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a dit envisager de faire inculper M. Milosevic devant le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Enfin, en filigrane des déclarations, apparaît l'éventualité d'une opération au soi, condition nécessaire au retour des Kosovars.

En Albanie, en Macédoine et au Monténégro, des milliers de réfugiés ont continué à affluer dans des conditions de dénuement absolu. Selon Bernard Kouchner, une centaine de personnes sont mortes en Macédoine. La question du retour des réfugiés au Kosovo provoque des polémiques en France. Les avions de l'OTAN ont conduit, dans la muit de lundi à mardi, l'un de leurs raids les plus mássifs, depuis le 25 mars, début de l'opéra-

# Le cri et l'angoisse de Sabri Hamiti, écrivain albanais du Kosovo

de notre envoyée spéciale

Universitaire et auteur albanais du Kosovo, Sabri Hamiti a pu trouver refuge en France, depuis le 29 mars, grâce à l'aide du Parlement international des écrivains. Cette association de défense des artistes menacés a pris contact avec lui après qu'il eut été blessé devant sa maison à Pristina, en septembre 1998, lors d'une agression éclair qu'il attribue aux

« forces de sécurité serbes ». Né en 1950, ce spécialiste de littérature contemporaine, auteur de poésie, de théâtre et de roman, appartient à la génération des intellectuels qui, dans les années 70, ont voulu Kosovo. «L'université de Pristina a ouvert en 1970. Nous formions un cercle autour de mon ami Ibrahim Rugova, et nous voulions propager la culture et les débats d'idées contemporains. Très vite, nous avons traduit les livres de Roland Barthes, dont Rugovo avait été l'élève, ou de linguistes comme André Martinet », explique-t-il. Autour de ces jeunes gens qui ont souvent approfondi leurs études dans d'autres universi-

tés yougoslaves ou étrangères, des revues se créent, ainsi que des émissions littéraires à la radio. Sabri Hamiti suit un troisième cycle à Zagreb, consacré à la littérature européenne contemporaine, puis étudie un an à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris. A son retour, il traduit des essais de théorie littéraire de Gérard Genette.

A partir de 1986, quand l'Association des écrivains, présidée par ibrahim Rugova, lance ses critiques contre la politique de Slobodan Milosevic, la situation devient « très cruelle pour les intellectuels, affirme Sabri Hamiti. Pour le pouvoir serbe, l'Albanais cultivé constitue une menace. La plupart des écrivains, qui ont perdu leur emploi ».

Les écrivains albanophones ont perdu contact avec leurs confrères de l'ex-Yougoslavie. L'isolement et la répression se sont amplifiés. Les éditions Rilindja, qui publiaient les œuvres de Sabri Hamiti - poèmes, pièces de théâtre, romans et ouvrages de critique littéraire, non traduits en français -, ont fermé. Jusqu'à ces dernières semaines, « seuls trois à

quatre éditeurs privés ont continué à publier des romans et de la poésie. Les livres n'étaient presque plus distribués et les tirages sont tombés à mille ou deux mille exemplaires. Rares étaient les nouvelles œuvres, car chacun était happé par les problèmes de survie ».

Accueillis par la ville de Blois pour un an, Sabri Hamiti et sa femme sont arrivés directement d'Allemagne, où il était soigné depuis plusieurs semaines pour les séquelles de son agression. Ils devaient retourner chez eux à Pristina, avant de gagner la France pour y retrouver leurs deux fils. Les événements ne l'ont pas permis. Le couple a passé ses premiers jours dans l'Hexagone « en pleine vo, où ils ont tout abandonné, y compris leur précieuse bibliothèque. « Je passe mes journées à téléphoner, à écouter les informations, à lire les journaux, dit-il. Pour écrire, il faut un minimum de tronquillité. Je ne peux pas faire de la littérature en criant, et, actuellement, c'est le temps du cri et de l'angoisse. »

Catherine Bédarida

### coupure permettrait, selon lui, de préserver la politique d'intégration des débats sur les étrangers. Lire pages 10 et 11 **Justice contre**

crimes de guerre L'ASSEMBLÉE nationale devait débattre, mardi 6 avril, d'une nouvelle révision de la Constitution, nécessaire pour pouvoir ratifier le traité approuvé à Rome, le 17 juillet 1998, par cent vingt pays, créant une Cour pénale internationale. Celle-ci se mettra en place quand soixante Etats auront ratifié le traité. La Cour aura pour objet la sanction, à l'avenir, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humaet de ceux qui, ayant le ponvoir de les empêcher, les auront laissé commettre. A la demande de la France, un Etat pourra récuser la compétence de la Cour pour des crimes de guerre pendant sept ans après la date de ces crimes.

# Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS du numéro d'avril

# La Russie est mal partie

Dégradation de l'économie et du tissu social, instabilité politique, un président malade et de prochaines élections rendent plus hypothétique une perspective de redressement.



**POINT DE VUE** 

# Pourquoi cette rage anti-américaine?

par Pascal Bruckner

bombes larguées sur l'OTAN, s'est réveillée l'une des plus vieilles passions de l'intelligentsia et de la classe politique françaises: l'anti-américanisme. Mais il a pris une forme démesurée qu'on ne lui avait pas vue depuis longtemps, comme si une rancœur mal contenue depuis la chute du Mur pouvait s'épancher en toute innocence.

Tout de suite a triomphé le principe d'équivalence : parce que cette guerre est « une forfaiture », « un conflit destructeur voulu et décidé par les Etats-Unis » (Jean-François Kahn dans Marianne), on renvoie dos à dos les frappes euro-américaines et la politique de déportation de Belgrade. « Ni bombardements ni purification ethnique », proclamaient les banderoles de la manifestation organisée à Paris le le avril par le Parti communiste français et le Mouvement des ci-

Bref, on met sur le même plan Pascal Bruckner est écrivain.

peine les premières ceux qui veuient sauver les Kosovars et ceux qui veulent les liquider. la République fédérale Ou bien, dans une pétition signée de Yougoslavie par notamment par Pierre Bourdieu et Pierre Vidal-Naquet, on exige simultanément l'arrêt immédiat des missions de l'OTAN et l'autodétermination des Kosovars. Par quei bond magique passera-t-on de l'un à l'autre ? Mystère. L'essentiel, c'est la pose anti-impérialiste, si frivole soit-elle. Amérique : il faut être contre. Ainsi l'exige le conformisme intellectuel, à gauche comme à

> Il y a plus: pour beaucoup, cette guerre injuste, ignoble, qu'une superpuissance mène contre un petit pays souverain (pour des broutilles, explique avec délicatesse Jean-François Kahn: « Parlet d'éputation ethnique au Kosovo est une formidable sottise ») devrait nous inciter à une tâche primordiale : libérer

> > Lire la suite page 21

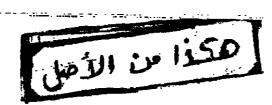
# Lire page 8 Une voix du rock américain



« LES MODES passent, les chansons restent », affirme Pex-vocaliste des Replacements. Paul Westerberg sort un album, Suicaine Gratifaction, en même temps que ses cadets du groupe Wilco (Summer Teeth), qui se réclament de lui : « Paul Westerberg a été l'un des songwriters les plus importants pour ma génération », confie Jeff Tweedy, le leader de Wilco, en visite à Paris.

Lire page 36

-	
International 2	Tableas de bord25
France-société	Aujourd'hai
Carnet12	Météorologie, jenz 33
Régions16	Culture35
Horizons18	Guide culturel37
Entreprises22	Klosque
Communication 24	Abonnements38
EmploMannosces24	Radio-Télévision39



### INTERNATIONAL

BALKANS L'afflux de réfugiés en Macédoine et en Albanie a contraint les pays occidentaux à mettre en place une logistique importante

rien a été mis en place pour acheminer vivres, médicaments et tentes, et transférer vers les pays d'accueil des dizaines de milliers de Kosovars. ● L'OTAN devrait envoyer en Alba-

ne seront pas confinés dans des tâches humanitaires. En Macédoine, elle dispose déjà d'un contingent de 12 000 hommes bâti à partir de la force d'extraction en place depuis décembre. ● LES OCCIDENTAUX sont contraints de réviser leurs objectifs, devant la situation dans les Balkans et notamment face à l'ampleur de

l'exode des Kosovars, pour briser le potentiel militaire serbe et permettre, ensuite, le retour des réfugiés au Kosovo. (Lire aussi notre éditorial page 19.)

# Pont aérien et aides d'urgence pour atténuer la tragédie des réfugiés

L'OTAN livre par avion des tentes, des vivres et des médicaments, mais ne peut empêcher les premiers décès dans les camps.

Comment prévoir le retour des Kosovars ? La question divise les Occidentaux, qui doivent réviser leur stratégie en fonction de ce nouvel objectif

LES ÉTATS-UNIS ont ostensiblement durci le ton, lundi 5 avril, à l'égard du président yougoslave, Slobodan Milosevic, de plus en plus diabolisé par l'administration américaine. L'évacuation d'exilés forcés du Kosovo a commencé lentement, tandis que l'aviation de l'OTAN a accru la pression sur les forces serbes.

● Les Etats-Unis, qui tiennent un langage de plus en plus sévère envers M. Milosevic, ne semblent plus exclure d'en finir avec lui. « Il y a un sentiment croissant au sein de ce gouvernement et chez nos alliés qu'il sero de plus en plus difficile de s'asseoir à une table de négociations avec quelqu'un de politiquement responsable de ces horribles actes barbares », a déclaré lundi le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « On ne peut pas totalement exclure [de négocier avec lui] s'il y va de l'intérêt de la paix souhaitée par les Kosovars et des objectifs que nous avons décrits, mais cela devient de moins en moins plausible », a ajouté M. Rubin.

• Le président Bill Clinton a rejeté par avance toute demimesure que proposerait le président yougoslave pour obtenir un cessez-le-feu. « De nouvelles promesses creuses ne serviront à rien. Un engagement à mettre fin aux tueries dans un Kosovo privé de liberté et vidé de sa population ne sera pas acceptable », a déclaré le chef de l'exécutif américain. « Nous savons que nous sommes confrontés à un dictateur qui a montré à de multiples reprises qu'il préfère exercer le pouvoir en campant sur des ruines plutôt que de ne pas l'exercer du tout. »

● La responsabilité directe de M. Milosevic est désormais clairement signifiée par Washington. La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a affirmé qu'«il n'y a aucun doute que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sont en train d'être commis au Kosavo. De même au'il ne peut v avoir aucun doute que les ordres pour commettre de tels actes sont donnés » par de hauts responsables.

séiour temporaire à la police macé-

« papier blanc » semble inacces-

sible. Les autorités macédoniennes

n'ont ouvert qu'un seul bureau,

abrité sous une tente dressée en

bordure du camp, juste en dessous

des bâtiments de la douane. L'at-

tente dure plusieurs jours sous le

regard soupconneux d'un cordon

de policiers harnachés dans leur te-

nue anti-émeutes, casque sur la

tête, gilet pare-balles sur le poitrail.

A Blace, ils sont ainsi plusieurs

dizaines de milliers - 55 000 selon

le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies - à

espérer ce véritable sésame. On ne

sait pas précisément combien de

milliers d'autres attendent, au Ko-

sovo, de l'autre côté de la fron-

tière, victimes de la terreur serbe

avant de subir l'obstructionnisme

des Macédoniens. Seulement deux

à trois mille réfugiés sont enregis-

très quotidiennement par les auto-

rités macédoniennes. Environ

5 000 personnes ont été évacuées.

dimanche, par bus du camo impro-

visé de Blace en direction des

centres de transit montés ces der-

niers jours par l'OTAN à Nepros-

tine, Bojane, Radusa, Senokos et

Brazda. « Nous attendons encore la

venue d'un fonctionnaire pour enre-

gistrer les gens », a dénoncé, lundi,

Paula Ghedini, porte-parole du

HCR en Macédoine. « Le gouverne-

ment doit accélérer les procèdures »,

a-t-elle exigé. « Il freine des quatre

fers, ajoute le représentant d'une

grande ONG française, nous avons

trois avions d'aide bloqués en

douane pour de mauvaises raisons

administratives et nous ne parve-

nons pas à obtenir l'agrément des

ministères de la santé, de l'intérieur

et des affaires étrangères, nécessaire

pour pouvoir travailler dans les

sortent qu'au compte-goutte du

camp de Blace. La situation sani-

Résultat, les réfugiés kosovars ne

camps », explique-t-il.

donienne. Mais pour le moment, le

« Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider le Tribunal pénal international à réunir les preuves et prononcer les inculpations », a-t-elle ajouté. Et d'après David Scheffer, ambassadeur itinérant américain chargé des crimes de guerre, les témoignages concordants des réfugiés démontrent que « la responsabilité politique (des crimes) incombe au

président Milosevic ». • Les forces serbes ont utilisé quelque 500 Albanais du Kosovo comme boucliers humains pour se couvrir lors de tirs de l'OTAN samedi et dimanche au Kosovo, out rapporté lundi des réfugiés. Deux exilés forcés interrogés, l'un par l'AFP, l'autre par le Haut-Commis-

### La guerre des ondes et des tracts

L'armée de l'air américaine a mis en service, à bord d'un avion C-130 Hercules dénommé « Commando Solo », une station de radiotélévision émettant à destination de la Yougoslavie, selon une méthode éprouvée dans le Golfe et en Bosnie. L'avion vole de jour et de nuit pour tenter d'être le plus souvent capté sur des fréquences FM ou TV. Il peut transmettre des images en couleur, compatibles avec le système de télévision en vigueur en Yougoslavie. La statiou a pour mission de dire au peuple serbe ce qui se passe réellement au Kosovo, déclare-t-on à l'OTAN, et, en dépit du brouillage, des télespectateurs ont capté, lundi 5 avril, une image peu visible, montrant l'emblème de l'OTAN et des incrustations en serbe signifiant « La Voix unie de l'OTAN ». Simultanément, des avions ont largué des tracts, expliquant en cyrillique que l'OTAN ne fait pas la guerre au penple serbe, au-dessus du sud de la Roumanie de manière que les vents les poussent vers le nord de la Yougoslavie.

sariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, ont indiqué que 500 hommes ont servi de boucliers humains dans une attaque lancée par l'armée serbe contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à proximité de Krajlane, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Pristina. D'après M. Scheffer, la Serbie se livre à « des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité ».

> ◆ L'évacuation vers de nombreux pays des exilés forcés du Kosovo, qui continuent d'arriver par dizaines de milliers aux frontières, et dont le nombre, selon le HCR, avoisinerait désormais les 400 000, a commencé lundi. Quelque 1138 réfugiés acheminés de Macédoine sont ainsi arrivés en Turquie à bord de cinq avions. Ankara, qui s'est déclaré disposé à accueillir un maximum de 20 000 déportés, doit en recevoir 6 000 dans un premier temps. Un autre groupe de 91 réfugiés, eux aussi en provenance de Macédoine, est arrivé mardi à l'aube en Norvège, laquelle est disposée à en accueillir un maximum de 6 000. D'après l'OTAN, ce sont 100 000 réfugiés kosovars qui devraient être évacués vers des pays lointains. Les Etats-Unis se disent prêts à en recevoir 20 000 sur la base militaire américaine de Guantanamo, à Cuba. La France,

n'entérinent le nettoyage eth-

• Cinquante-six pays traditionnellement donateurs aux agences d'aide humanitaires de l'ONU devaient se réunir, mardi, au siège des Nations unies, à Genève, pour discuter du financement de l'aide et de la répartition des charges entre les différents pays. La commissaire européenne à l'action humanitaire, Emma Bonino, a réclamé une « carte d'identité provisoire » pour les centaines de milliers de déplacés. L'aide commence à arriver sur place. Des hélicoptères français, américains et italiens ont effectué lundi plusieurs rotations en Albanie - pays qui accueille le plus grand nombre de déportés - pour livrer tentes, sacs de couchage, lits, couvertures, produits pharmaceutiques et alimentaires.

• L'aviation de l'OTAN a diversifié ses cibles et intensifié ses raids à la faveur du beau temps qui a prévalu sur la Serbie au cours des dernières vingt-quatre heures. Si l'on en croit les sources serbes, plusieurs villes ont été visées: Belgrade, Sombor, Pristina, Nis, Aleksinac, Novi Sad, Vrbaski, Loznica. Le porte-parole du Pentagone, Renneth Bacon, a indiqué pour sa part que vingt-quatre objectifs ont été atteints à travers le

l'Italie et la Grande-Bretagne pays, soit un nombre « sensible craignent que ces éloignements ment plus important que la veille » ou l'avant-veille. Les bombardements « commencent à avoir des effets », a ajouté M. Bacon, tout en admettant que les raids n'avaient « pas encore arrêté l'armée serbe ». Un responsable de l'OTAN à Bruxelles a affirmé que les conditions météorologiques, supposées bonnes jusqu'à jeudi, allaieut permettre de maintenir un rythme intensif. Cent quarante avions ont décollé entre dimanche et lundi de la base aérienne d'Aviano, en Italie. Belgrade a affirmé avoir abattu deux avions de l'OTAN au-dessus de Novi Sad, mais l'Alliance a démenti. Un missile tiré par un avione de l'OTAN est tombé sans explo ser sur le territoire macédonien.

1

5....

Ξ:

У.,

---

 $\mathbb{Q}(z_1):$ 

≥~ :

1

×...

 $\mathfrak{S}_{i,-}^{(n)}$ 

Marie Marie

9 . 2

- - -

٠.

.-.

. ,

٠. \_

· : 25

. . .

 $\mathbb{R}^{3\times 28}$ 

 $z=-i\epsilon_{i,j}$ 

. .

.

• Confirmant le trouble qu'avaient suscité ses premières déclarations, le chef modéré des Albanais, Ibrahim Rugova, a déclaré lundi à Pristina, après avoir rencontré l'ambassadeur de Russie à Belgrade, Iouri Kotov, que l'OTAN devait « arrêter les bombardements ». Il a également souhaité que Belgrade soit « plus coopératif avec la communauté internationale ». Il a demandé « à sortir de Pristina, à aller à Skopje [Macédoine] et dans d'autres pays pour contribuer du processus » de pacification, indiquant qu'il attendait une réponse des autorités serbes à sa demande.

# « Depuis des jours, sans eau, sans nourriture ni assistance médicale »

SKOPTE de notre envoyé spécial Dés son arrivée à la frontière de Blace, mercredi 31 mars, Azem a retrouvé ses réflexes de paysans. Il

### REPORTAGE

Les exilés se heurtent à l'obstructionnisme des Macédoniens

a grimpé dans un arbre pour couper des branches, envoyé ses fils ramasser du bois mort pour le feu et s'est mis en devoir de construire une tente pour abriter les douze membres de sa famille, chassés d'un petit village proche de Vucitm (30 kms au nord de Pristina). Entassée sous cet abri de fortune couvert d'un patchwork de couverture, de cartons et de films de plastique, la famille d'Azem désespère de pouvoir sortir de ce camp solidement gardé par la police et l'armée macédoniennes.

La vie quotidienne s'organise autour des corvées d'eau jusqu'au camion citerne, de la quête de rations alimentaires. Laura, jeune mère de famille, exhibe son trésor : un pot de nourriture pour bébé, une rareté. « Depuis samedi, il ne pleut plus et on nous distribue plus à manger, surtout du pain et du lait. La situation est meilleure au'au début » explique-t-il. Une rafale d'armes automatiques claque en l'air au delà d'un petit pont. Une poignée de réfugiés reflue. L'espace libre qu'ils convoitaient au bord de la rivière

L'anglais à Bristol

L'anglais à Cambridge L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Outord spécialisé dans les stages intensits de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux ens ou collégiens.

Avec logament en familie, voyage et loisirs. Informations at inscriptions at 95 56 00 77 77 Like 63 20 40 26 38 Lyon 04.78 24 66 74 Paris 61 53.57 44 44 s 62 97 77 76 44 Stranbourg 63 86-43 38 90

taire v est relativement sous n'est clairement pas en Macédoine. « Le problème, reprend Azem, imcontrôle. Ce qui n'est pas le cas pour les milliers de réfugiés qui perturbable, c'est le papier blanc. » sont bloqués sur les routes au Ko-Sans beaucoup de succès jusqu'à présent. Azem et sa famille se resovo en amont des postes fronlaient iour et nuit dans une file intières macédoniens. « Nous ne disterminable pour tenter d'arracher posons pas de beaucoup ce fameux « papier blanc », docud'informations mais nous supposons que la situation y est dramatique. ment délivrée par les douaniers qui attestera de leur entrée sur le terri-Beaucoup sont là depuis des jours, toire macédonien. Il leur permettra sans eau, sans nourriture ni assisd'avoir accès à l'aide humanitaire tance médicale », explique Hannu accordée aux réfugiés du Kosovo Pekka Laiho, porte-parole du Comité international de la Croix et de pouvoir demander un titre de

> « FAMILLES SÉPARÉES » A Jazhnice, autre poste frontière situé à une dizaine de kilomètres plus à l'ouest, la situation devient alarmante. Au cours des demières quarante-huit heures, les Serbes canalisent des flots de réfugiés vers ce petit village. Selon les témoi-

> gnages, la file d'attente atteignait.

lundi, 25 kilomètres. Alim y est arnvé avant que la situation ne se bloque totalement. Après deux jours passés à dormir à bord de sa voiture, il a décidé de tout abandonner pour partir à pieds vers le poste frontière où en raison de son âge et grâce à un billet de 50 deutschemarks, les donaniers macédoniens l'ont laissé passer. Le plique qu'au Kosovo « l'essence est devenue aussi précieuse que de l'or. Mon réservoir était vide, je ne pouvais plus faire tourner le moteur pour chauffer l'habitacle ». Lundi, ce retraité, séparé de sa famille à son départ de Pristina, erre comme une âme en peine dans les allées du centre de transit de Nepostine érigé au pieds des montagnes, sur un champ terrassé par les engins de l'armée allemande. Les tentes militaires ont été montées à une vi-

l'OTAN en Macédoine. Elles sont vides pour la plupart. Les autobus ont récupéré moins de 600 réfugiés alors que la capacité d'accueil sera très prochainement de 6 000 personnes (1 600 actuellement). Au total, l'OTAN prévoit que les camps déjà ouverts plus ceux à venir pourront accueillir 40 000 personnes. L'aide humanitare a menton tremblant d'émotion il ex- commencé à se déverser sur le pays au rythme d'un avion gros porteur toutes les heures. « Pour le moment, les autorités de

Skopje préferent monter des coups en direction de son opinion publique pour faire croire qu'elles maîtrisent la situation. C'est scandaleux », confie sous couvert d'anonymat un membre du HCR. Lundi, les Macédoniens ont ainsi chargé sept avions de réfugiés à destination de la Turquie sous le regard des caméras de la télévision macédonienne, mais dans le dos des organisations

humanitaires et des agences internationales spécialisées. « Les policiers et les personnels de bord portaient des masques chirurgicaux sur la bouche et des gants de latex pour trier les réfugiés. Dès qu'un groupe de 150 personnes était constitué il était chargé dans l'avion. Des familles étaient séparées, des enfants couraient sur le tarmac de l'aéroport de Skopje. Des parents criaient. Ils ne savaient pas pour quelle destination ils étaient embarqués », ont raconté plusieurs témoins. Les autorités de Skopje sont demeurées insensibles, jusqu'à présent, aux reproches des organisations humanitaires.

Mais la pression ne devrait probablement pas cesser de monter pour faire plier le gouvernement, surtout depuis que l'OTAN est entrée dans le jeu humanitaire.

Christophe Châtelot

### A Tirana, des témoins racontent les maisons brûlées, les marches forcées et les cadavres...

TIRANA

de notre envoyé spécial Slobodan Milosevic doit envier Joseph Staline, qui pouvait se permettre, en moins de deux jours, de

> REPORTAGE. Des récits encore trop parcellaires

dresser un bilan

pour pouvoir

déporter tous les Tatars de Crimée au Kazakhstan et tous les Kalmouks vers la Sibérie. Pour vider le Kosovo de ses habitants albanais, le dictateur serbe a dû employer tous les moyens: la pression psychologique, la peur, la force, la ruse. Il a fait brûler des maisons. Il a fait vider des villages. Il a obligé les Albanais à se cacher dans les

campagnes pour les débusquer

quelques jours après. Et puis il a

fait tuer.

Combien de victimes? Pour l'instant, il est impossible de déterminer l'ampleur des tueries. Le drame est loin d'être terminé. Qui peut dire ce qui se passe en ce moment dans les villages qui ont abrité des militants indépendantistes et qui n'ont pas encore été « nettoyés »? Les témoignages des réfugiés sont encore trop parcellaires

pour pouvoir dresser un bilan, même provisoire. Dans certaines régions, l'intimidation a suffi aux milices serbes pour pousser les Kosovars à partir. Dans d'autres, elles ont recouru à la violence. Les habitants de nombreuses zones n'ont pas encore franchi la frontière et n'ont donc pas pu raconter ce qui s'est réellement passé chez eux.

tesse record par les soldats de

**EXORCISER LA PEUR** 

Traumatisés par les semaines de calvaire qu'ils viennent de vivre. certains réfugiés ont aussi tendance à confondre la réalité et l'image qu'ils se sont faite de cette réalité. Qui pourrait leur jeter la pierre et les accuser de « falsifier l'histoire », alors qu'ils ne font qu'exorciser la peur qui les a pris au ventre pendant des semaines?

Nous avons rencontré, au hasard, huit réfugiés et leurs familles dans un des centres d'accueil de Tirana. Ils racontent ce qu'ils ont sûrement vu. ce qu'ils ont entrapercu, ce que leurs amis ont dit

- Sali, 45 ans, agriculteur : « Il n'y a pas eu de massacre chez nous. Mais j'ai entendu dire qu'ils avaient tué 80 personnes dans un village voisin. Ils les ont tués et, après, ils les ont brüles. »

« J'ai vu les corps de sept personnes les Serbes m'ont mis un couteau sur

qui ont été tuées dans mon village. Les Serbes nous avaient prévenus la veille : partez, sinon vous serez tués. Sept personnes, trois vieilles femmes et quatre hommes, n'ont pas accepté de partir. Le lendemain, quand nous sommes revenus de la montagne, les maisons avaient été brûlées et nous avons découvert les sept corps. Nous les avons mis dans des couvertures et nous les avons enterrés. Je les connaissais. Si vous voulez, je peux vous donner leurs noms. »

- Memet, 38 ans, paysan: « Ils ont d'abord mis les tanks autour des villages et ils ont bombardé. Nous avons pu partir, sauf quatre personnes, trop vieilles, qui sont restées. Quand nous sommes revenus, elles étaient mortes. »

– Beissa, lycéenne : « Ils nous ont fait marcher pendant des heures, et, après, pour nous fatiguer, ils nous ont fait revenir à notre point de départ. On nous a dit qu'un vieux n'avait pas pu suivre et était resté sur le bord de la route, presque mort. On est passés dans un village et an a vu des morts, par terre. On ne sait pas combien, car c'était trop triste et on a tourné la tête. »

- Bajram, 70 ans, retraité: «Le 27 mars, j'ai vu deux femmes tuées devant leurs enfants. Une jeune et une vieille. (...) Je n'étais pas là mais - Kastrati, professeur, 40 ans : j'ai entendu les coups de feu. Moi,

la gorge et m'ont battu pendant deux heures. Puis îls m'ont dit de partir et ils m'ont tiré dessus. Ils m'ont raté. Peut-être voulaient-ils uniquement me faire peur. On m'a aussi dit qu'ils avaient tué un maître

d'école devant ses enfants. » Isuf, 50 ans, chauffeur: « f'ai vu des colonnes de cadavres dans les rues. Près de 100 personnes. (...) Peut-être pas cent, mais au moins dix. Je passais très vite, alors je n'ai pas fait très attention. Ma sœur m'a aussi dit qu'ils avaient assassiné un cheikh très connu chez nous, cheikh

Zenel Dervish Dana. » - Ibrahim, 40 ans, menuisier: «J'ai vu un camion transportant une cinquantaine de cadavres d'enfants qui passait en dessous de chez moi. (...) Oui, je crois que c'étaient des enfants, même si nous étions assez loin de la route. Je ne suis pas vraiment sûr du chiffre mais il y en avait beaucoup (...). Après, il y avait

du sang sur le trottoir. » - Collaku, 35 ans: « Nous sommes arrivés en voiture et nous avons vu trois cadavres sur la route. »

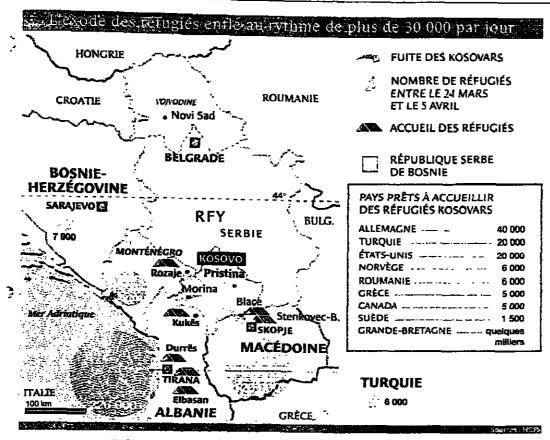
Parce ou'il faut du temps pour « oublier ses morts et la douleur de ses morts », la mémoire collective d'un peuple dira un jour le chiffre des martyrs du Kosovo.

the British Quitains

Charles of the party of the

. . . . .

. . . . .



# L'accueil des Albanais du Kosovo provoque un vif débat en France

sort des réfugiés kosovars - que la France entend aider sur place, dans les camps de fortune installés aux frontières de la Yougoslavie, alors que plusieurs pays de l'alliance envisagent des rapatriements par souci humanitaire (Le Monde du 6 vril) -, alimente un vif débat. Jack Lang (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, défend la position du gouvernement. « Nous ne devons en aucune manière nous détourner de notre stratégie première : vaincre Milosevic et obtenir que les Kosovars puissent ainsi revenir sur leurs terres et y vivre libres et en paix », a-t-il expliqué lundi 5 avril. Pour M. M. Lang, « organiser l'exil d'une partie de ses habitants vers des pays lointains, ce serait involontairement faire le jeu de Milosevic, dont le réfuglés chez nous, seul rève est le nettoyage ethnique du Kosovo.».

Cette position est également défendue par Paul Quilès (PS), président de la commission de la défense, pour qui le gouvernement « a apporté une réponse tout à fait. adaptée à la situation ... l'objectif étant le retour des réfugiés chez eux. La décision annoncée par Lionel lospin recueille aussi des approbations au sein de l'opposition. « Le premier ministre a raison de l'OTAN n'a pour but que de ramener les réfugiés dans leur foyer, a expliqué, lundi, Pierre Lellouche (RPR). La pire des choses que nous pourrions faire serait de ratifier le fait accompli qu'essaie de nous imposer

De nombreuses voix s'élèvent, cependant, pour critiquer une attitude d'où la part d'humanitaire serait trop absente. Malgré ce qu'il appelle « un devoir de réserve », le professeur Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, a déclaré, lundi sur France-Info, qu'il « y a un devoir d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la né-

LES ACCUEILLIR ou pas? Le cessité de faire une Europe humaine, humanitaire », et que « l'occasion nous en est fournie ». Pour lui, il est « un peu gênant vis-à-vis de nos partenaires européens » que la France, « patrie des droits de l'homme, refuse d'accueillir des réfugiés ... M. Gentilini a souligné qu'« on ne prend pas un risque important de voir s'implanter durablement en France des réfugiés », cat « ceux qui fuient leur pays n'ont qu'une envie, c'est d'v retourner ».

> Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, qualifie d'«inadmissible », dans Libération de mardi, le refus du gouvernement de partici-

« Accueillir les ce serait un aveu d'échec. Ne pas les accueillir, ce serait les laisser

"pourrir sur place" »

per à l'accueil des réfugiés. « C'est, rappeler que toute cette opération de en fait, la position de Chevenement qui s'impose, dit M. Cohn-Bendit. Son plus grand souci était de ne pas voir arriver des réfugiés kosovars en France. » Selon Itii, M. Jospin « développe un argument hypocrite quand il affirme qu'accueillir ces gens, ce serait faire le jeu de Milosevic ». «Le fond de sa pensee, conclut-il, c'est qu'on ne peut accueïllir toute la misère du monde et qu'il ne jaut pas relancer le débat sur l'immigration en France. »

Partageant cette analyse, Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a dénoncé, hundi, le « cynisme total » du gouvernement. Il estime que « tout doit être fait » pour aider les Kosovars, « y compris en les accueillant sur notre sol ». « Les Kosovars, a-t-il ajouté, sont à la fois victimes de la répression de Milosevic et des frappes de l'OTAN, qui l'ag-

Quelques propos, enfin, témoignent d'un certain embarras devant la complexité de la situation. Le communiste Francis Wurtz. député européen, s'est déclaré mardi « d'accord avec la position de principe » du gouvernement sur les réfugiés, tout en estimant que « si la guerre se prolonge », l'accueil risque de devenir «incontour-

Interrogé par Le Parisien, Max Gallo, historien et romancier, proche de Jean-Pierre Chevènement, a répondu : « Les accueillir \_chez nous, ce serait un aveu d'échec. mais ne pas les occueillir, ce serait les laisser "pourrir sur place", tout en risquant, en même temps, de déstabiliser toute une région. On nous a engagés décidément dans une voie sans issue. » Même ambivalence chez Alain

Madelin, président de Démocratie libérale, qui a expliqué, mardi à Nouméa, où l'a emmené la campagne électorale européenne : « Les femmes, les enfants dans les situations les plus difficiles doivent pouvoir être hébergés au-delà de la l'Albanie. » Il a aiouté : « Accueillir massivement des réfugiés kosovars de « déportés » ? dans le reste du monde serait, certes, donner raison à Milosevic. Je pense néanmoins qu'il faut le faire et que la France doit prendre sa part de cet accueil pour la partie la plus fragile des réfugiés. » Jean-Marie Le Pen, enfin,

cherche à relativiser le drame des Kosovars en « rappelant », mardi dans Le Parisien, « qu'il y a eu beaucoup d'autres exodes, dont celui, encore proche de nous, d'un million de pieds-noirs et de harkis chassés d'Al-

# L'évacuation des Kosovars hors des Balkans a commencé à partir de la Macédoine

Un « sanctuaire international » a été créé près de Skopje

L'evacuation hors des Balkans des réfugiés, qui conti-nuent à déferler aux frontières du Kosovo, s'est timi-dement esquissée lundi 5 avril, au lendemain de l'en-

THE RESIDENCE AND ADDRESS OF THE PROPERTY OF T

L'ACCUEIL des réfugiés du Kosovo dans les pays occidentaux a commencé, lundi 5 evril. Quelque 800 réfugiés sont ainsi arrivés en Turquie, à bord d'aviens en provenance de Macédoine tvoir article ci-dessous). Une centaine de Kosovars sont arrivés mardi en Norvège, dont les autorités ont annoncé qu'elles accueilleront ь 000 déportés.

Confirmant leur decision de recevoir 20 000 réfugiés, les États-Unis ont répété, comme les autres pays membres de l'OTAN, que l'objectif était le retour des réfugiés au Kosovo. Deux bases améri-

### TROIS QUESTIONS A... BERNARD KOUCHNER

Secrétaire d'État à la santé et à l'action sociale, quels risques sanitaires redoutez-vous avant la montée en puissance du plan humanitaire occidental ?

La situation médicale et sanitaire s'aggrave. Du côté albanais, la mission d'évaluation du Samu n'a pas observé d'épidémie massive ni de décès en nombre. Du côté macédonien, les conditions sont très difficiles. On dénombre déjà une centaine de

Il faut compter avec la pathologie habituelle d'une population aussi nombreuse : de la chirurgie usuelle et des blessés par éclats de grenades lors des expulsions ; de la médecine courante, et des accouchements par terre ou des accidents ; les affections des camps, dermatoses, affections pulmonaires, oculaires, dysenteries, etc. II y a encore l'épuisement physique et moral, qui entraîne une moindre résistance, la hantise des épidémies qui nécessite une surveillance précise. Pour tout cela, nous envoyons des équipes spécialisées. Mais n'oublions pas ceux des déportés qui errent encore à l'intérieur du Kosovo et oour lesquels, hélas, on ne peut encore rien.

2 Qu'en est-il de la politique des « sanctuaires internationaux » engagée en Macédoine? Macédoine, du Monténégro ou de Et combien la France prévoit-elle d'accueillir, à titre temporaire,

Difficile de parler de sanctuaire au moment où tout le Kosovo semble se vider. La Macédoine semble à nouveau entrouvrir sa frontière. L'OTAN ouvrirait un camp de 70 000 personnes à 15 kilomètres à l'intérieur du pays. En Macédoine, la cellule d'urgence du Quai d'Orsay nous demande des équipes d'évaluation en santé publique. aux côtés de la sécurité civile. Elles partent aujourd'hui. En Albanie, la France propose de prendre certains camps en charge et vient d'établir un premier pont aerien de ravitaillement.

La France, comme l'Italie, en accord avec l'Albanie, estime qu'on ne peut pas cautionner la politique de Milosevic en s'attribuant des « puotas » de déportès. Nous devons délà penser au retour de tous ces déportés au Kosovo, dans la paix retrouvée. Mais la France respectera la convention de Genève et accordera l'asile territorial à ceux qui le souhaiteront.

3 Pourquoi un tel manque de préparation du système d'accueil des réfugiés, avant même le début des frappes, puis cette improvisation, alors que la réaction des forces serbes était prévisible?

Il y a certainement eu des carences et des responsabilités mal assumées. Mais qui aurait imaginé une telle déportation de masse en cette fin de siècle ? Ni nos stratèges ni nos services secrets ne l'avaient prévue. Comme toujours, on critique l'humanitaire à la place du poli-

> Propos recueillis par Erich Inciyan

caines outre-mèr - l'île de Guam. dans le Pacifique, et la base de Guantanamo, à Cuba -, devraient être aménagées à cet effet, a explique le secrétaire à la défense, William Cohen.

Ces déplacements de réfugies paraissent encore dérisoires quand on les compare aux chiffres publiés lundi midi par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) des Nations unies : pres de 400 000 personnes ont fui le Kosovo depuis le déclenchement des bombardements, le 24 mars. 226 000 d'entre elles ont trouvé refuge en Albanie, 120 000 en Macédoine, 35 700 au Monténégro, 7 900 en Bosnie et 6 000 en Turquie. Selon le HCR le flux de Kosovars chassés de leur province continue à s'accroître à raison de

~ 30 000 tous les jours ». Localement, en Macédoine. l'initiative la plus notable a été l'ouverture d'un « sanctuaire international » géré par le HCR, annoncée lundi par le ministre britannique des affaires étrangères, Robin Cook. Situé à Brazde, tout près de la frontière entre la Macedoine et le Kosovo, ce camp devait accueillir 20 000 réfugiés, et plus de 100 000 à terme.

Le Foreign Office a exprimé sa gratitude aux autorités macédoniennes qui ont accepté l'implantation de tels « sanctuaires internationaux v. Cette initiative a vocation à améliorer la situation des environs du camp de Blace, à la frontière entre la Macédoine et le Kosovo, où les réfugiés sont confrontés à des difficultés ex-

Des officiels du HCR ont accusé les autorités macédoniennes, lundi, de mettre en danger la vie des Albanais déportés du Kosovo en les faisant entrer au comptedini, chargée des relations avec la presse pour le HCR, a critiqué, à PAM.

Skopie, l'extrême lenteur des enregistrements de personnes déplacées et des autorisations à pénetrer sur le territoire macédonien (5 000 personnes par jour seule-

ment). Environ 65 000 personnes sont entassées à ciel ouvert depuis plusieurs jours dans l'« enfer humanitoire \* de Blace, un champ de boue dans le no man's land entre la frontière avec le Kosovo et le poste-frontière macédonien, selon le HCR. Dix personnes décèdent chaque jour d'épuisement, de deshydratation, et la situation sanitaire empire, a indique Mª Ghedi-

UNE CRAINTÉ DES ÉPIDÉMIES

D'autre part, près de 30 000 refugies attendraient encore de l'autre côté de la frontière, au Kosovo même. «L'état de ces personnes auxquelles nous n'avons pas accès et qui attendent depuis plusieurs jours sans approvisionnement est extrémement préoccupant », explique Pierre Ramelle, responsable du secteur « urgence » à Médecins du monde (MDM). Une intervenante de MDM a expliqué, lundi sur LCI, que plusieurs enfants déshydratés n'avaient pas été autorisés par la police macédonienne - gantée de caoutchouc et munie de masques à gaz par crainte des épidémies - à recevoir des soins au poste de secours de Médecins du monde situé en aval du champ de boue.

Le pont aérien du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unles se met cependant progressivement en place. Un premier vol, dimanche, a permis de transporter 22 000 rations en Albanie. « Tous les réjugiés qui arrivent dans le nord du pays recoivent maintenant quelque chose, gouttes en Macédoine. Paula Ghe- et 80 % d'entre eux ont une ration complète », a indiqué lundi le

# RECHERCHE

# TRAFIC AÉRIEN Comment éviter le chaos

À LIRE AUSSI :

**Entretien avec Walter Kohn** prix Nobel de chimie 1998

**Tuberculose:** saura-t-on juguler l'épidémie?

N° 319 • AVRIL 1999 • EN KIOSQUE • 38 F

### Transfert des premiers groupes de réfugiés en Turquie

de notre correspondante Sept avious civils out atterri, lundi 5 avril en fin de soirée, sur l'aéroport militaire de Corlu, dans l'ouest de la Turquie. Ils transportaient les premiers groupes de refugiés kosovars en provenance de zones de concentration insalubres à la frontière de la Macédoine et du Kosovo. Les 1138 Albanais du Kosovo ont été transférés par autobus au camp de Kirkiareli, situé près de la frontière bulgare, à une centaine de kilomètres de l'aéroport.

Dans le hall d'arrivée bondé, des équipes médicales ont pris en charge ceux des réfugiés qui réclamaient des soins urgents. Les plus malades ont été transférés à l'hôpital local. Partagés entre le soulagement d'avoir survécu aux horreurs et le désespoir d'avoir dû abandonner leurs proches et leurs domiciles, de nombreux réfugiés, épuisés, choqués et couverts de boue. étaient en larmes. Pour la plupart, le bol de soupe chaude, le pain, le fromage, les tomates et les petits gateaux qui leur ont été servis ont été leur premier repas depuis plu-

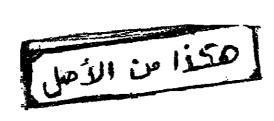
La Turquie, dont onze avions annoncé qu'elle participerait à une participent aux raids aériens de l'OTAN, a annoncé qu'elle accueillerait vingt mille réfugiés. Environ trois mille d'entre eux seront logés dans des maisons préfabriquées érigées il y a dix ans pour abriter la minorité turque qui avait fui le régime communiste bulgare. Cinq milie tentes vont être dressées sur un terrain boisé à proximité du camp pour abriter les milliers de Rosovars attendus dans les prochains jours.

LIENS HISTORIQUES Depuis le début de l'offensive contre la Serbie, quelque 5 500 réfugiés sont déjà arrivés en Turquie. Seuls 262 d'entre eux ont, jusqu'à présent, pu être logés au camp de Kirklareli où vivent encore 300 réfugiés bosniens. Les autres ont trouvé refuge auprès de membres de leurs familles qui forment une communauté d'Albanais installés en Turquie. Des liens historiques, qui remontent à l'époque de l'empire ottoman, se sont tissés entre les Albanais du Kosovo et la Turquie. En raison de ces liens ethniques et culturels, la Turquie, qui a

éventuelle intervention terrestre au Kosovo, s'apprête également à mettre sur pied deux camps de réfugiés supplémentaires en Albanie et en Macédoine. Deux avions chargés de matériel se sont envolés lundi et treize camions du Croissant-Rouge doivent quitter mardi la Turquie avec des tentes, de la nourriture, des cuisines de campagne et des couvertures. Quinze personnes superviseront l'installation de deux camps de tentes devant abriter dix mille personnes

Au total, la Turquie envisage de prendre en charge quelque quarante mille réfugiés kosovars. Les autorités turques insistent cependant sur le fait que ces arrangements doivent demeurer temporaires. « Nous ne pouvons pas participer aux plans serbes de vider le Kosovo des Kosovars », a déclaré le premier ministre Bülent Ecevit. en ajoutant: «L'OTAN doit s'assurer que les victimes de ce génocide puissent retrouver leurs maisons, leurs terres et leurs emplois. »

Nicole Pope



# Washington ajuste ses objectifs politiques selon l'évolution de la situation

Les accords de Rambouillet paraissent désormais dépassés

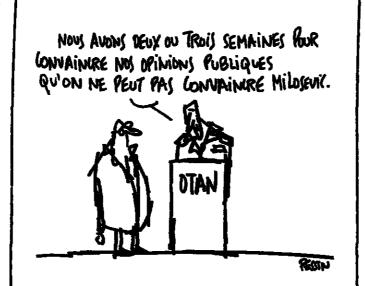
tuation dans les Balkans, et notamment l'am-

dentaux à réviser leurs objectifs politiques. Il s'agit moins d'amener Slobodan Milosevic à signer un accord qu'à briser le potentiel militaire est de plus en plus incertain.

serbe pour permettre, ensuite, le retour des ré-fugiés dans la province, dont l'avenir politique

DANS la définition de leurs objectifs politiques, les Américains donnent l'impression d'improviser en pratiquant au jour le jour des ajustements en fonction de l'évolu tions des différents responsables télévision (lire page 5), il ne ressort pas à proprement parler un changement de stratégie, écrit notre correspondante aux Nations unies, Afsané Bassir Pour, mais la mise en circulation d'idées nouvelles pour faire face à des événements que l'administration ne semble pas avoir anticipés. C'est vrai, surtout, de l'exode des Kosovars, dont la brutalité avait été largement sousestimée : « Nous savions aue les bombardements de l'OTAN pourraient accélérer l'épuration ethnique au Kosovo, reconnaît un haut fonctionnaire, mais ni le rythme ni l'ampleur n'étaient prévisibles. »

Avec près de 400 000 réfugiés dans les pays limitrophes du Kosovo et un exode qui se poursuit au rythme de quelque 30 000 personnes par jour, le retour des Kosovars dans leur pays est devenu par la force des choses un objectif prioritaire, que la communauté internationale n'était pas en mesure d'envisager il y a quelques semaines. Comment l'assurer ? La réponse à cette question reste tributaire des résultats de la campagne de bombardements en cours sur la Serbie. Avec le prochain déploiement de deux bataillons d'hélicoptères d'attaque Apache, venant s'ajouter aux avions A-10, les Américains se donnent les moyens de détruire les unités blindées des forces serbes au Kosovo. En même temps, l'OTAN devrait envoyer en Albanie une force de 6 000 hommes qui ne seront pas confinés dans des tâches humanitaires. En Macédoine, elle dispose déjà d'un contigent de



force d'extraction, en place depuis

Ces troupes sont-elles l'avantgarde de la force que l'OTAN pourrait envoyer au Kosovo pour accompagner les réfugiés ? Peut-être. Reste à définir les conditions. Les Occidentaux ont toujours affirmé

qu'une force internationale commandée par l'OTAN devrait être déployée au Kosovo pour surveiller l'application d'un éventuel accord, mais qu'il n'était pas question d'envoyer des troupes de combat. C'est ce que les Américains ont appelé l'« environnement nermissif ». La nature de cet « environnement permissif » est en train d'évoluer. A l'origine, il s'agissait d'un accord politique, le texte de Rambouillet prévoyant que les forces de l'OTAN seraient stationnées au Kosovo « à l'invitation » bouillet est désormais caduc. Tout 12 000 hommes bâti à partir de la des belligérants, donc du gouver-

nement de Belgrade. Aujourd'hui, les responsables américains parlent d'un accord politique ou d'une réde l'armée serbe, à la suite des frappes aériennes, de telle sorte qu'elle ne représente plus une menace. Alors que, pendant des jours, Washington a répété qu'il était exclu d'envoyer des troupes au Kosovo sans un accord politique, le secrétaire à la défense, William Cohen, a déclaré, lundi 5 avril: « Pour avoir une force au sol, si jamais nous devions en avoir une, nous devons d'abord avoir ce type de campagne aérienne intensive qui

peut durer des semaines. » La notion même d'accord politique est en train de changer. Officiellement, les Occidentaux se réfèrent toujours à Rambouillet mais, en privé, aucun responsable ne conteste que le texte de Ramau plus peut-on en sauver

les«*principes*». Mardi, la Maison Blanche a réitére son opposition à l'indépendance comme à la partition du Kosovo (lire page 5). Mais la question de savoir si, après le nettoyage ethnique dont ils sont l'objet, les Kosovars voudront vivre, même avec « une autonomie substantielle », dans le cadre de la Serbie, reste officiellement sans réponse. Il est fort probable cependant que la guerre a renforcé la volonté d'indépendance de la

AVEC QUI SIGNER UN ACCORD ? Antre question dont la réponse échappe aujourd'hui: avec qui signer un éventuel accord? Plus la guerre dure, moins le président yougoslave apparaît comme l'interiocuteur qu'il était encore lors du déclenchement des bombardements. « Milosevic sera vraisemblabement inculpé comme criminel de guerre. Il ne peut plus se cacher derrière un Karadzic ou un Mladic», explique un responsable du département d'Etat, qui ajoute aussitôt: « Cela dit, si demain Milosevic acceptait les termes de Rambouillet, on pourrait peut-être arrêter la cam-

pagne militaire, la différence est que

les troupes serbes ne pourraient en

aucun cas rester au Kosovo. » (L'ac-

cord de Rambouillet prévoyait le maintien d'un contingent de 1500 soldats chargés de la protection des frontières.) Les Américains ne seraient pas mécontents que la poursuite de la campagne aérienne provoque un revirement de l'opinion serbe et la chute du régime Milosevic. Mais si l'homme fort de Belgrade se disait

prêt à céder devant la force, ils ne

pourralent éviter de traiter avec lui.

Daniel Vernet avec Afsané Bassir Pour ···· (à New York) et Patrice de Beer

# "aconfusion regne Conton sur la final La « guerre parallèle » subit son baptême du feu

Le chef d'état-major interarmées américain prône le découplage entre la guerre électronique et aérienne et la menace d'intervention au sol

Unis, George Bush, avait complètement enfourché les thèses de son chef d'état-major interarmées, le général Colin Powell, qui s'était déclaré partisan d'une doctrine plutôt musclée. Face à un adversaire, les Etats-Unis devaient ne s'engagen et ne pas se contenter de pratiquer des demi-mesures. De surcroît, il leur fallait, dès le départ, obtenir un soutien total de l'opinion, être garantis d'une haute probabilité de l'emporter sur le terrain et, naturellement, suivre une ligne straté-

gique clairement déterminée. Pour le Kosovo, mais pas seulement pour ce cas-là. Bill Clinton s'est affranchi de cette doctrine. En Afghanistan et au Soudan, pour lutter contre le terrorisme international, mais aussi en Irak et au Kosovo, pour casser une machine répressive au service de dictateurs, il a estimé devoir cibler les actions militaires sur les « centres de gravité » - les commandements des forces et les installations qu'ils contrôlent - par le biais de frappes aériennes à distance, sélectives ou plus globales. Une fois ce but atteint, il compte au Kosovo sur la paralysie du pays et le démantèlement d'unités asphyxiées et privées de leur sytème nerveux.

MAÎTRISE À DISTANCE

Ce n'est plus la théorie du « zéro mort » à proprement parler, une théorie plus en vogue chez les politiques que dans les états-majors. C'est plutôt ce qu'on appelle désormais, outre-Atlantique, la « guerre parallèle », celle qu'on fait en évitant d'être trop en première ligne, pour ne pas risquer de prendre des coups, et en cherchant à infliger des pertes significatives à son adversaire tout en déconnectant stratégie aérienne et stratégie terrestre. Cette « guerre parallèle », préconisée par l'année de terre américaine, M. Clinton l'a fait sienne : elle ne permet pas des succès mirobolants d'entrée de jeu, mais elle est censée épuiser, à la longue, l'adversaire et écarter les ment en Corée, au Vietnam et en

Somalie par les Américains. Sur la foi de ce que prétendent les industriels, dont les matériels « gadgétisés » sont toujours considérés comme efficaces à 100 % lors des présentations en temps de paix sur ordinateur, les chefs militaires des Etats-Unis ont ainsi développé l'idée qu'on pouvait obtenir à distance la maîtrise d'un théâtre d'opérations. On contrôle et on surveille tout à distance. C'était vral détà de l'armée de l'air américaine. C'est aussi devenu la théorie propre à son armée de terre. La marine s'est plutôt ralliée au concept d'une force qui, depuis la mer, participe à la projection et au soutien des deux autres armées et du corps des « marines ».

Pour l'armée de l'air comme

DURANT la guerre du Golfe, en ment moderne et sophistiqué doit 1990-91, le président des Etats- aujourd'hui leur permettre, mais à aujourd'hui leur permettre, mais à distance, d'être omniprésentes omniscientes et omnipotentes. Cela tient, à la fois, de « Big Brother » et de Robocop pour l'armée de terre et de Top Gun pour l'armée de l'air. Dans le foisonnement des idées qui agitent en permanence devient un laboratoire pour tester le tout-technologie, le tout-électronique et le tout-informatique. Les d'état-major interarmées, et Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, out, de toute évidence, été sensibles à cette conception pour la Yougo-

En Irak, dès la phase « Bouclier du désert », la coalition anti-Saddam Hussein avait couplé stratégie terrestre et stratégie aérienne à partir de l'Arabie saoudite. Si bien que l'armée irakienne a été fixée sur sou propre sol par cette stratél'erreur de se concentrer pour arrêter toute invasion éventuelle. Le dispositif irakien s'offrait, dès lors, en cible potentielle au matraquage aérien de la campagne « Tempête

et septembre 1995, il y eut, dans le même temps, combinaison du marteau, représenté par les frappes aériennes de l'OTAN, et de l'enchine, symbolisé par les troupes bosno-croates, puis par la force de réaction rapide franco-britannique et ses canons, sur le mont Igman. Et, malgré ses extrémistes bosnoserbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic, Slobodan Milosevic s'est assis à la table des discussions.

Rien de tout cela en Yougoslavie. L'OTAN a choisi, dès le début, de dissocier stratégie aérienne et stratégie terrestre, et elle a avoué, publiquement, que l'Alliance écartait une option terrestre d'envergure. Au risque, en menant deux types d'opérations – qui s'ignorent et qui seront décalées dans le temps dans le cadre d'une « guerre parallèle » dont les deux modes d'action désastres rencontrés précédem- ne s'interpénètrent pas, de sousestimer l'entêtement de M. Milosevic et la capacité des Serbes à encaisser des frappes aériennes de plus en plus sévères. Un temps, les alliés out cru que l'Armée de libération du Kosovo (UCK) serait l'aiguillon qui harcèle au soi les forces serbes et anrait rendu leurs positions intenables sous les bombardements de l'OTAN. L'UCK, médiocrement armée et encadrée, n'a pas joué le même rôle que les forces croates et musulmanes en

A 18 6 .

- -

1 19 1 L

.\_\*.\_ 2

A Participant

1.50

Bosnie. En privilégiant l'arme aérienne, l'OTAN s'est placée dans la situation d'un boxeur qui, en montant sur le ring, se serait interdit d'emblée d'user des deux poings à la fois. Le combat n'en est que plus

Jacques Isnard

722

.

1

್ತಾ.

 $\mathcal{Q}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}_{\mathcal{F}}}}}}$ 

C. ali

ür.

T. . . . .

±0772\_.

£2:5-

≥:.√

 $\mathfrak{P}_{2,2,2,2}$ 

102<sub>70</sub>

£1...

The state of the s

**€** 

11

# Les bombardements de l'OTAN s'étendent et s'intensifient

Les relais de télévision figurent désormais parmi les cibles des frappes occidentales

de notre correspondant Les responsables de l'OTAN avaient prévenu : les frappes aériennes, qui n'avaient pas pu avoir toute l'efficacité désirée en raison d'une météorologie défavorable, allaient s'intensifier dès que le ciel se dégagerait au-dessus de la Yougoslavie. Dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 avril, vingtsept cibles, réparties sur tout le territoire, ont été atteintes par des attaques de missiles et des sorties aériennes qui ne semblent pas s'être heurtées, selon le porte-parole du général Clark, à une riposte des batteries antiaériennes yougoslaves. La radio serbe fait état de cinq morts et de vingt blessés à Aleksinac, ville minière du sud du

La nuit de lundi à mardi a été le théâtre de bombardements encore plus intensifs, détruisant des objectifs dans cinq grandes villes de Serbie. Les cibles incluaient des dépôts de carburant, des ponts, des stocks de munitions, des hangars de Mig, la piste de l'aéroport Slatina de Pristina, l'aéroport de Nis (la deuxième ville de Serbie), un pout sur le Danube (à Sombor, à 200 kilomètres au nord-ouest de Belgrade), des mines de charbon (à Aleksinac, à 200 kilomètres au sud), la raffinerie de Novi Sad, des relais-émetteurs à Bogutovac, Cmi

Vrh et des stations de la radiotélévision serbe RTS dans la région de Kragujevac (à 120 kilomètres au sud de Belgrade), qui, depuis, ne

reçoit plus de programmes. Ces attaques prouvent, s'il en était encore besoin, que les phases 1, 2 et 3 définies par l'étatmajor de l'OTAN lors du lancement de l'opération « Force alliée » sont maintenant hors de propos. Officiellement, on se trouve toujours dans la phase 2, celle qui prévoit des attaques contre des objectifs militaires situés au sud du 44 parallèle. Or les attaques menées les deux nuits précédentes ont frappé de l'extrême nord à l'extrême sud du pays, de Sombor, près de la frontière hongroise, à Nis, située près de la frontière macédonienne.

On a également singulièrement élargi la notion d'objectifs militaires, en frappant tout d'abord les lieux ou « se planifie, se conçoit et se dirige l'épuration ethnique du Kosovo », selon la formule de Jamie Shea, le porte-parole. Maintenant. les cibles comprennent toutes les infrastructures jugées utiles à l'exercice du pouvoir de Slobodan Milosevic. L'attaque des relais de télévision indique que l'OTAN est maintenant décidée à mener une guerre psychologique visant à dissocier la population de ses diricombat antichars Apache, envoyés par les Américains en Albanie, appuyés par une force de deux mille hommes et des éléments d'artillerie ainsi que de missiles sol-sol pourraient, de l'avis de nombreux experts de l'Alliance, être l'avantgarde d'une force repoussant hors du Kosovo les éléments armés yougoslaves pour protéger le retour des réfugiés. On insiste cependant, dans les couloirs de l'Alliance, sur le fait que l'entrée au Kosovo des troupes de l'OTAN ne pourrait être que postérieure à un « accord » avec les autorités yougoslaves. Cet accord s'apparenterait plus à un armistice ou à un cessez-le-feu qu'à un accord de paix en bonne et due forme du type de l'accord de Rambouillet. Mais on

Les vingt-quatre hélicoptères de en est pas encore là, souligne-t-on encore, et l'essentiel reste de porter des coups décisifs à la capacité d'action de l'armée de Slobodan Milosevic, ce qui n'est pas encore le cas, de l'aveu même des chefs

Deux autres problèmes sont au centre des préoccupations des responsables de l'OTAN: la question humanitaire et l'inquiétude des pays de la région. Les forces de l'OTAN stationnées en Macédoine ont été mobilisées pour assurer la logistique de cette aide. Giorgio Balanzino, secrétaire général adjoint de l'OTAN, a commencé, lundi, une tournée d'explication en Roumanie, Albanie, Bulgarie et

Luc Rosenzweig pour l'armée de terre, un équipe-

# La proximité du conflit ne peut qu'inquiéter la Hongrie

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale « Je crois que les frappes aériennes de l'OTAN permettront d'atteindre le but politique de l'opération, c'est-à-dire la tenue de négociations. » Le général Ferenc Vegh, chef d'état major de l'armée hongroise, d'abord silencieux au début des raids aériens contre la Yougoslavie, a ensuite jugé nécessaire, face à «l'inquiétude» de l'opinion magyare devant le risque de débordement régional de la guerre, de procéder à certains éclaircissements. La position de la Hongrie est délicate, reconnaissent volontiers les officiels: seul pays membre de l'OTAN ayant une frontière commune avec la Yougoslavie (sur environ 100 kilomètres), elle doit en outre se soucier du sort de quelques 300 000 Magyars vivant en Voïvodine, dans le nord de

Dans un entretien au Monde, le général Vegh est resté prudent quant à l'éventualité d'un échec ral Vegh. « je ne pense pas que le

Dans le cas où Slobodan Milosevic refuserait de se plier aux injonctions des Occidentaux, « ce serait un autre problème. Pour une opération au sol, il faudrait à l'OTAN un autre mandat et cela créérait une situation différente. Ce serait une escalade », dit-il. L'idée d'une intervention terrestre suscite une certaine nervosité en Hongrie. Le gouvernement s'est rapidement distancé d'une déclaration du ministre de la défense, Janos Szabo, selon lequel tout envoi de troupes occidentales en Yougoslavie se terait « par la Macédoine » et non par la Hongrie. Craignant de voir le pays trop impliqué dans le conflit, les autorités de Budapest ont par ailleurs démenti que le pilote de l'avion furtif américain tombé en Yougoslavie ait été récupéré par une équipe de sauvetage partie du territoire hongrois.

« Nous ne ressentons pas de menace militaire directe », dit le géné-

taquer la Hongrie. Simplement, nous réagissons en fonction du risque évalué », ajoute-t-il. Des mesures ont été prises pour renforcer la sécurité à la frontière sud. Des «sous-unités» ont été mises en alerte, indique le général Vegh. La Hongrie, dont l'armée compte 60 000 hommes, héberge depuis 1995 à Taszar, dans le sud, une importante base militaire américaine qui appuie la SFOR en Bosnie. La Hongrie a aussi récemment mis son espace aérien et ses aérodromes à la disposition de l'OTAN dans le cadre des opérations contre la Yougoslavie. Le général Vegh affirme toutefois qu'« aucune installation militaire hongroise » n'a encore été utilisée depuis le début des frappes.

CONTACT MAINTENU

« Parce que nous sommes voisins de la Yougoslavie et un membre à part entière de l'OTAN, nous voulons

des bombardements de l'OTAN. 🛮 but des forces yougoslaves soit d'at- 🗸 dente », souligne le général. La rai- 🌓 son en est simple: «La minorité hongroise [de Voivodine] pourrait être prise en otage par la population serbe. » Cette minorité «éprouve déjà des difficultés d'approvisionnment, notamment en carburant », estime-t-il. Une opération d'évacuation des Hongrois de Voivodine serait-elle envisageable? « Je ne crois pas que cela sera néces-

> Le général Vegh, qui a suivi une formation dans une académie militaire américaine, s'attend à ce que la campagne de raids aériens contre la Serbie soit « longue ». « Souvenez-vous : la guerre du Golfe a duré six semaines », rappelle-t-il. Il précise aussi qu'entre militaires hongrois et yougoslaves, tous les canaux de communication n'ont pas été rompus : « Leur état-major nous a fait savoir l'autre jour qu'ils ne considèrent par la Hongrie сотте ип еппеті. »

BAC + 1RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE ISA L'AFIG(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION) VOUS PRÉPARE À INTÉGRER L'INSTITUT SUPÉRITUR DE GESTION Contactez Francis Pasteur: 45, rue Spontini - 75116 Paris Tél. 01 56 26 11 12



هكذا من الأصل

EMP AND COLUMN

THE STATE OF THE S

and a last one of

25.

20022

. . . . .

· . .

100

.....

. . .

....

J.

3x + . . ·

4.4

...

. .

# La « guerre parallèle ubit son baptéme du la confusion règne au sein de l'administration Clinton sur la finalité des opérations militaires Madalaine Albright évoque le jugement des « hauts responsables » serbes

Divers porte-parole à Washington ont cherché, toute « offre de paix bidon ». Mais sur la ques-

lundi 5 avril, à contrer d'avance toute « demition du traitement politique de la question des mesure » visant à garantir un cessez-le-feu et réfugiés et sur celle de l'envoi de troupes d'in- déclarations embarrassées et contradictoires.

WASHINGTON de notre correspondant

Pour la première fois, lundi 5 avril, Washington a fait état d'un plan de Slobodan Milosevic pour décréter un cessez-le-feu dans les prochains jours, une fois son obiectif de se débarrasser de la population albanaise du Kosovo atteint, dans l'objectif de diviser les alliés. Le président serbe « est probablement en train d'essayer de se positionner afin de déclarer son travail acheve et d'annoncer qu'il accepte la paix», estimait la Maison Blanche. « Nous ne serions pas surpris de voir dans les prochains jours des tentatives pour proner des demimesures ou des faux cessez-le-feu. Cela ne sera pas acceptable pour un arrêt des bombardements », a prévenu son porte-parole, joe Lockhart. « Les pays membres de l'OTAN 🦒 n'accepteront pas la première offre de paix bidon », a renchéri James Rubin au département d'Etat. Pour le moment, dit-on à Washington, la seule « ouverture » envisageable, c'est la « capitulation » de Milose-

La journée n'a pas été bonne pour l'administration Clinton, qui a semblé s'embrouiller à plaisir dans la définition des conditions d'envoi de soldats au Kosovo pour aider les réfugiés à rentrer chez eux dès lors que ce sera possible. Au Pentagone comme à la Maison Blanche, c'était à qui accumulerait le plus de nition qu'il reçoit et qu'il va conticonfusion. Alors que Bill Clinton nuer de recevoir - par l'aviation -

réaffirmait son intention de « per- dégradera et même détruira, parsister jusqu'à ce que nous l'empordans l'impossibilité de fournir une d'« environnement permissif », condition mise par Washington au franchissement de la frontière du Kosovo par ses GL

Pour que cette condition soit remplie, a expliqué M. Lockhart, il

fois, sa capacité militaire à imposer tions », son porte-parole a paru sa volomé (...), et il aura cessé de représenter une menace. » Mais plus définition consistante du terme tard, M. Lockhart est revenu sur ses propos pour assurer que cet \* environnement permissif » était impossible sans « une sorte d'ac-

Pour avoir tenu les mêmes propos, le porte-parole officiel du Pen-

### Pas d'« indépendance » pour le Kosovo

Le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart, est sans doute allé plus loin qu'aucun officiel américain en affirmant son opposition à toute perspective d'indépendance du Kosovo. Réitérant la nécessité d'un statut du type de celui de Rambouillet pour la province, il a expliqué que, « si l'on regarde le Kosovo tel qu'il est, ce n'est pas une entité politique ou économique viable en soi, et il restera un point de conflit régional ». In-terrogé sur un éventuel rattachement à l'Albanie voisine, il a répondu : « Nous pensons que la meilleure solution est celle qui a été prévue par les accords de paix de Rambouillet. » M. Lockhart a par ailleurs reconnu qu'une partie de l'aide qui avait été positionnée en prévision d'un exode de la population albanaise avait été stockée... à Belgrade. - (Corresp.)

trait des forces serbes, le retour des réfugiés et le déploiement d'une force dirigée par l'OTAN pour assurer leur sécurité ». Très bien, mais, lui a-t-on demandé, que se passera-t-il si M. Milosevic refuse d'obtempérer? « Il sera contraint de donner son accord, parce que la pu-

faudrait « un accord politique pré- tagone, Ken Bacon - pourtant voyant l'autonomie du Kosovo, le re- connu pour une extrême prudence exprimée en langue de bois -, s'est vu infliger un démenti cinglant par le porte-parole du chef d'état-major suprème : « Le chef d'état-major suprême, pour lequel je travaille, et les autres chefs d'état-major ont toujours estimé qu'un environnement permissif signifialt un accord avec M. Milosevic », a déclaré le capitaine Pietropaoli. Les deux

Maison Blanche et les militaires sur l'organisation des opérations, ces demiers ayant des le départ averti les politiques qu'une guerre aérienne serait insuffisante pour parvenir aux objectifs prévus, comme l'écrivait, lundi, le Washington Post, Mais, alors que les partisans de l'envoi de l'infanterie défilent... sur les écrans de télévision, l'administration Clinton ne donne pas, pour l'heure, l'image de la détermination sans faille et du leadership. En attendant, la question d'un jugement des responsables de l'ac-

hommes se sont toutefois efforcés

de réduire les divergences entre la

tuelle épuration ethnique est de plus en plus évoquée à Washington. Lundi, lors d'une cérémonie en l'honneur de la présidente du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Gabrielle McDonald, Madeleine Albright a déclaté: « Nous voulons faire répondre de leurs crimes les nauts responsables d'atrocités », tout en s'abstenant de citer nommément Slobodan Milosevic. Elle avait auparavant pris connaissance du rapport de David Scheffer, ambassadeur itinérant des Etats-Unis chargé des crimes de guerre, lequel dénonce « les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité » commis par les forces de répression serbes au Kosovo, décelant dans leurs actes des « indicateurs de géno-

Patrice de Beer

# Cinq leçons d'une guerre pour l'Europe du XXIe siècle

LA GUERRE du Kosovo n'est pas le Vieux Continent, paraissait à la une simple reproduction de la recherche d'une raison d'être. Avec guerre en Bosnie. Les images de réfugiés, le « nettoyage ethnique », la crainte renouvelée des déborde-

ANALYSE \_\_

Le conflit du Kosovo ouvre une ère nouvelle dans les relations internationales

menaces de l'OTAN contre Siobi dan Milosevic, finalement mises à exécution, créent une similitude trompeuse. La guerre du Kosovo « première » qui augure une nouvelle ère dans les relations internatendances qui marqueront l'Europe du XXI siècle - des tendances « d'après-après guerre froide ».

• Le sacro-saint principe de la souveraineté des Etats est un peu plus ébranlé. Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 avril, une grande capitale européenne a subi un bombardement aérien pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Pour la première fois, l'OTAN, alliance défensive, a fait usage de la force contre un Etat souverain pour des problèmes de politique interne à cet Etat. En Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale a tenté de sauver un Etat, issu certes d'une fédération multinationale, mais dont elle avait reconnu l'indépendance et la souveraineté en mars 1992. Par les accords de Dayton, elle a restauré, au moins en théorie, l'intégrité de cet Etat, qui était mise en cause de l'intérieur et de l'extérieur. Dans le conflit actuel, l'Occident fait fi de la souveraineté de la Yougoslavie tout en reconnaissant que le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie et en refusant l'indépendance de la province, peuplée à 90 % d'Albanais.

♠ La prépondérance de POTAN, cié de la sécurité en Europe, est affirmée. Après la chute du mur de Berlin, dans la période de l'après-guerre froide, l'OTAN occupait une place dans ce qu'on appelait « la nouvelle architecture de sécurité en Europe ». Sans être une organisation comme une autre, elle était plus ou moins mise sur le même plan que d'autres, l'ONU, l'OSCE, quand elle ne leur était pas subordonnée. La menace soviétique disparue, cette organisation, qui assure la présence poliar militaire des Etats-Unis sur

le Kosovo, l'OTAN s'affirme comme la pièce maîtresse de la sécurité en Europe, la gardienne de la stabilité, la seule organisation capable de mettre en œuvre les forces nécessaires dans des opérations où s'estompe la différence entre peace keeping et peace making, le maintien de la paix et le ré-

tablissement de la paix. • L'Europe de la défense a des années de retard. Le déploiement ments dans les pays voisins, les militaire de l'OTAN illustre l'extrême faible européenne. L'identité de l'Europe en la matière paraît quasi inexistante dans quelques-uns des doreprésente, à plusieurs titres, une maines-clés de l'avenir. L'Union n'a ni missiles de croisière ni bombardiers furtifs. Elle dispose d'encore tionales. Elle est annonciatrice de moins d'indépendance à l'égard des Etats-Unis quand il s'agit de la collecte - par satellites, notamment - des informations nécessaires à la conduire moderne de la guerre. Rarement la prépondérance américaine a paru aussi écrasante. Les Européens - essentiellement les Allemands, les

Britanniques et les Français prennent certes leur part dans l'offensive mais ils auraient été parfaitement incapables de la mener sans les Etats-Unis. Ceux-ci paraissent, a contrario, pousser sans cesse plus avant l'avantage technologique qu'ils ont sur les Européens, tout en craignant que cet court-circuitée. Avec Moscou, elle écart n'empêche à terme « l'interopérabilité » entre les armées al-

• Les clivages issus de la

guerre froide réapparaissent. Désireuse de justifier sa pérennité alors que le Pacte de Varsovie se défaisait, l'OTAN « nouvelle manière » a voulu tendre la main à une Russie résolument hostile à l'élargissement du pacte atlantique à certains de ses anciens satellites (Pologne, Hongrie, République tchèque). Le point d'orgue de cette isement par rappon à Moscou fut la signature, en mai 1997 à Paris, de l'Acte fondateur entre l'organisation atlantique et la Russie et la création du Conseil conjoint. Sans doute, les Occidentaux avaient-ils refusé ce que les Russes réclamaient, à savoir un droit de veto sur les décisions de l'OTAN, mais une sorte de participation à la formation du consensus était implicitement reconnue à

En se passant d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU par crainte d'un veto russe, les alliés affirment, au Kosovo, que le développement de la coopération avec la Russie n'est pas leur première priorité, au risque de recréer les lignes de fracture de la guerre froide. Autre membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine est

est résolument hostile à l'affaiblissement en cours du principe de la souveraineté des Etats pour des raisons qui, dans un cas, peuvent s'appeler Tchétchénie, par exemple, et, dans l'autre, Tibet ou Taiwan\_

● La justification humanitaire Pemporte sur le principe de souveraineté. L'invocation de la catastrophe humanitaire menaçante pour justifier l'action de l'OTAN sans mandat formel de l'ONU crée un précédent que les Américains et les Britanniques voudraient voil codifier dans le • nouveau concept stratégique » de l'Alliance. Certains responsables occidentaux sont allés plus join, comme Javier Solana. Le secrétaire général de l'organisation a justifié l'intervention de l'OTAN au Kosovo par l'impossibilité de tolérer, dans la nouvelle Europe en gestation, un régime dictatorial bafouant les droits de l'homme, même si ces violations ont lieu à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Corollaire de l'affaiblissement du principe de souveraineté, le droit d'ingérence humanitaire prend une valeur supérieure au respect des frontières, un des piliers de l'ordre ancien. C'est une nouvelle Europe qui se dessine.

> Alain Frachon et Daniel Vernet

# Ibrahim Rugova demande à sortir du Kosovo

du Kosovo, Ibrahim Rugova, a reçu Pristina, étroitement surveillé par la police, la visite de l'ambassadeur de Russie à Belgrade, louri Kotov, puis celle du vice-premier ministre yougoslave, Nikola Sainovic. Entre les deux, il a pu s'entretenir avec des journalistes, dont celui de

« Il faut vraiment trouver une solution à cette situation aigué, et je demande à Belgrade d'être plus coopératif avec la communauté internationale », a-t-il déclaré devant la presse. « Il faut arrêter les bombardements » et instaurer une « surveillance » de la situation au Rosovo, a-t-il ajouté sans être plus explicite. « l'espère que cela va être discuté au niveau international. Ce n'est pas une question pour moi actuellement, Ici je suis sans mon

« J'ai dit à M. Kotov que je suis in-

fundi 5 avril, à son domicile de la situation actuelle, parce que je suis ici sans mes collaborateurs », at-il ajouté. « Je ne peux pas travailler et apporter une contribution, ici à Pristina. Je pense que je peux contribuer davantage si je travaille actuellement hors du Kosovo. l'ai dit aussi aux autorités serbes aue c'est ma demande. l'attends une réponse de ce côté », a-t-il indiqué.

Interrogé par un journaliste sur sa liberté de mouvement, M. Rugova a répondu : « Je suis ici. La police de sécurité serbe est ici. J'ai demandé à sortir du Kosovo afin d'aider à résoudre cette situation, alder la partie serbe et aider la partie albanaise. » Plusieurs dirigeants occidentaux ont invité ces derniers jours M. Rugova à venir s'entretenir avec eux.

L'ambassadeur russe, Jouri Ko-

LE CHEF modéré des Albanais Skopje et dans d'autres pays pour avec Nikola Sainovic, vice-premier contribuer à ce processus et arrêter ministre yougoslave. « Sainovic m'a confirmé que vous étiez libre de vos mouvements et au'ils (les Serbes] se soucient surtout de votre sécurité personnelle, et je crois que cette situation pourra être résolue ». a-t-il déclare en s'adressant à M. Rugova. Interrogé à propos des doutes émis en Occident sur sa rencontre avec M. Milosevic, dont la RTS, la télévision de Belgrade, avait diffusé des images, M. Rugova a répondu : « C'est de la spéculation. J'ai été à Belgrade. »

Le Centre d'information serbe (MC) à Pristina a diffusé un « communiqué conioint » d'Ibrahim Rugova et de Nikola Sainovic, affirmant que les deux hommes se sont déclarés « entièrement prêts » à engager « un travail commun » dans deux domaines : le processus politique en vue d'un règiement du problème du Rosovo, et le retour dans leurs foyers des réfugiés et téressé à sortir de Pristina, à aller à tov. a dit avoir évoqué la question des personnes déplacées. - (AFP.)



<u>Un plaisir raisonnable.</u> La smart vous offre des raffinements souvent coûteux sur certaines

voitures plus grandes. Quelle autre voiture de sa catégorie a un moteur turbo? Et un équipement de sécurité standard aussi complet ? Le tout à des conditions de financement aussi favorables?

### Financement:

Au prix de 53 900 F TTC (tarif au 8 mars 1999), la smart & pure peut être financée en Crédit "Ballon" au T.E.G. de 3,95%, avec un apport minimum de 10% : 5 390 F. Soit un montant financé de 48 510 F composé de 35 mensualités de 717 F et d'une mensualité finale (échéance "ballon") de 27 960 F\*. Coût total du crédit hors assurances facultatives de 53 055 F. Cette offre est valable jusqu'au 15 avril 1999 sous réserve d'acceptation par smartstart finance, département de Mercedes-Benz Financement SA, BP 114, 78150 Rocquencourt.

\*Votre smart Center vous assure la reprise de votre véhicule pour le montant de l'échéance "ballon" sous réserve d'un kilométrage annuel de 10 000 km. (Modèle présenté : smart & pulse avec options)

### Équipement complet :

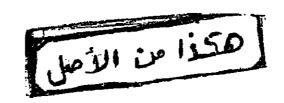
La smart bénéficie d'un équipement de très grande qualité : SOFTIP, boîte de vitesse séquentielle semi-automatique à 6 rapports, verrouillage centralisé, vitres teintées...

Suivant les modèles : climatisation, toit vitré, jantes en alu, antibrouillards, etc. L'équipement de sécurité de série est très complet : cellule TRIDION en acier, ABS, système électronique de stabilité TRUST, 2 coussins gonflables, prétensionneurs et limiteurs d'effort.

### Options très accessibles :

Pour personnaliser et optimiser votre smart, vous pouvez l'équiper de nombreuses options : boîte de vitesse automatique SOFTOUCH, alarme, coussins gonflables de sécurité latéraux et bien d'autres aménagements encore.

Pour plus d'informations, sur les avantages de la smart appelez le () 801 803 803 OU VENEZ DOUS VOLF dans votre smart Center.



u inquicter la liengie

### **DÉPÊCHES**

### RÉFUGIÉS

■ Le nombre des réfugiés du Ko-50vo « s'est accru plus rapidement que prévu » et leur total pourrait « atteindre 900 000 » dans le futur, a estimé, mardi 6 avril. le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), M™ Sadako Ogata, interrogée par un quotidien japonais. « Nous nous étions préparés pour 100 000 (réfugiés), puis pour 350 000, mais leur nombre a augmenté plus rapide-ment », a-t-elle déclaré depuis Genève, selon Asahi Shimbun. Interrogée sur la situation au Kosovo, elle a indiqué n'avoir « aucune information » en raison de la fermeture de la province. « Les mesures d'expulsion se sont étendues à d'autres régions [du Kosovo]. Je ne sais pas quand cela finira », a-t-elle ajouté en excluant la création d'un «sanctuaire» pour les réfugiés kosovars. Créer un sanctuaire dans un seul pays entraîne de nombreux problèmes militaires, économiques et sociaux. (...) Je ne crois pas qu'il y ait aucun exemple (de sanctuaire) qui ait réussi ». - (AFP.)

### **VOJISLAV SESEJL EXTRÉMISTE SERBE:**

■ « Toutes les zones d'habitation au Kosovo sont sous notre contrôle. l'UCK est défaite (...) mais nous n'arrêterons nos opérations que lorsque le dernier soldat aura été exterminé. Vendredi l'ultimatum pour la redition des soldats de l'UCK a été diffusé. Ceux aui ne se rendent pas seront exterminés », confie le vice-premier ministre serbe, Vojislav Sesejl au quotidien moscovite Moskovski

Komsomolets. L'ultra-nationaliste, dont l'entretien est publié mardi 6 avril dans le quotidien, stipule encore: « Les terroristes albanais seront détruits jusqu'au dernier. Seuls resteront au Kosovo les Albanais aui respectent la Serbie et son Etat ». Puis au sujet du retour des réfugiés : « Nous étudions encore la question. En principe, pourront revenir ceux qui ont un passeport serbe et ceux qui n'ont jamais participé à des actions séparatistes. Mais ceux qui ont été subordonnés aux Américains n'ont au à aller en Arizona, au Nevada ou au Novveau Mexiaue ». – (Corresp.)

■ Selon le site Internet de l'Armée de libération du Kosovo ont lieu actuellement entre les combattants albanais et les forces serbes dans les villages de l'ouest et du centre de la vallée de la Drenica, notamment à Shtutice, Verboc, Abri, Likoc. D'autre part des milliers de Kosovars seraient actuellement sur les routes, privés d'eau et d'approvisionnement. Une colonne formée par les habitants de Kozhica qui ont quitté leur village après en avoir été chassés s'est trouvée prise dans un champ de

### «TRIDENT HUMANITAIRE» FRANÇAIS

■ Côté français, quatorze avions de transport ont décollé lundi 5 avril de la base militaire d'Istres (Bouches-du-Rhône), pour livrer en Macédoine et en Albanie 24 tonnes de fret humanitaire, dans le cadre de l'opération « Trident humanitaire ».

**MANIFESTATION PARISIENNE** ■ Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés, lundi 5 avril, à l'initiative de l'UJP (Union des jeunes pour le progrès), devant l'église Saint-Germain-des Prés, afin de dénoncer le régime de M. Milosevic et « la politique d'épuration du régime serbe ». De nombreux membres de la communauté albanaise de Paris et de Bruxelles étaient présents ainsi que des représentants du Comité Kosovo. Le nom de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo) était scandé avec force, interrompant plusieurs discours pressant l'OTAN d'intensifier sa pression sur Belgrade.

MORT D'UN BÉBÉ

■ Un bébé de huit mois, qui faisait partie d'un groupe de 17 réfugiés kosovars, est mort dans la nuit de lundi 5 à mardi 6 avril, pendant la traversée du Canal d'Otrante de l'Albanie vers l'Italie. Le bébé, enveloppé dans un sac en plastique pour être protégé du froid et des embruns, est mort asphyxié, selon les médecins qui ont constaté son décès. - (AFP.)

# « Quand on est pacifiste, on doit quitter les Verts »

En Allemagne, les militants écologistes critiquent leur parti

Environ 50 000 personnes ont participé en Allemagne aux marches de la Paix ce week-end. Les défilés regroupaient des militants écologistes qui dénoncent violemment la prise de position du leader des Verts, Joscka Fischet, des communistes, des jeunes socialistes et des serbes immigrés outre-Rhin.

de notre envoyé spécial « Je suis un âne, j'ai voté Verts dans le passé. » Sur les bords du Rhin, à Cologne, le pacifiste Gimther est amer: le leader des Verts, le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, n'est-il pas en train de rentrer dans l'histoire comme celui qui aura approuvé les bombardements de la Luftwaffe hors d'Allemagne pour la première fois depuis 1945? « Dans ce parti, on ne peut plus rien changer. Quand on est pacifiste, on doit auitter les Verts ». explique-t-il. En compagnie d'environ cinquante mille manifestants. il participe aux marches de Pâques pour la paix.

COLOGNE

Nées à la fin des années 50, lorsqu'il était question d'équiper la Bundeswehr d'armes atomiques, ces marches sont tombées en désuétude lors de l'arrivée du socialdémocrate (SPD) Willy Brandt à la chancellerie, en 1969. Elles ont retrouvé une nouvelle jeunesse dans les années 80, lorsque l'OTAN a décidé de déployer de nouveaux missiles nucléaires en Allemagne, mais elles ont de nouveau perdu leur raison d'être avec la fin de la guerre

Les bombardements alliés en Yougoslavie leur redonnent un peu de dynamisme. « Les années précédentes, nous n'étions pas plus de cinq cents. Aujourd'hui, nous sommes plusieurs milliers », se réjouit Detlev, l'un des organisateurs, qui est aussi membre du KPD, groupuscule communiste orthodoxe qui tente de récupérer le mouvement.

La manifestation, qui part d'un monument à la mémoire des homosexuels victimes du nazisme

nour s'achever à l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht, est hantée par les souvenirs nazis. «La honte est passée. L'Allemagne mène de nouveau une guerre agressive », af-

### ROUGE SANG-VERT KAKI =

« C'est une tragédie internationale que des soldats allemands marchent de nouveau vers la Yougoslavie », proclame un professeur d'histoire, membre du PDS, les communistes rénovateurs, qui ont repris ces dernières semaines le flambeau pacifiste des Verts. « La situation est décrite de manière partiale. Bien sûr Milosevic est coupable, mais les autres le sont aussi et on ne le dit pas », reproche-t-il, estimant que « le gouvernement Rouge-Vert n'a pas de conscience historique. » Au contraire, une militante reproche à la manifestation pacifiste d'être manipulée par le KPD et de passer sous silence les crimes de Milose-

Les pancartes se livrent à des surenchères violentes : La coalition de M. Schröder est rebaptisée « rouge sang-vert kaki ». Un pancarte prétend que «l'OTAN fait avec les Serbes comme Hitler avec les Juifs ». A la tribune, un orateur affirme: « L'Allemagne a provoqué l'explosion de la Yougoslavie en reconnaissant la Slovénie et la Croatie. » Deux lycéennes, membres des Jeunesses socialistes - les Jusos - et qui se disent marquées par le passé de leur pays, sont elles aussi venues pour demander l'arrêt des bombardements: «La loi allemande dit qu'on doit seulement se défendre, mais que l'on ne doit pas agresser », estime l'une d'entre elles. Peter,

plus de vingt ans, a rendu cette seveux pas que mon fils de neuf ans ait dans le futur honte de nous, comme nous avons eu horite de nos parents

et de nos grands-parents. » Mais les manifestants sont bien en peine de trouver un moyen d'empêcher les exactions au Kosovo : « i.'ONU est inite nour cela », dit l'un d'entre eux. Les pacifistes estiment que les bombardements de l'OTAN ont plutôt empiré les choses. Rejetant l'argument humanitaire de l'intervention alliée, un orateur accuse l'Allemagne de dépenser \* quarante fois plus dans son intervention militaire qu'en aide humanitaire aux réfugiés ».

A la manifestation se sont joints des Serbes (750 000 en Allemagne) qui ont affiché sur leur poitrine une cible indiquant à l'OTAN où viser. Ils affirment avoir aussi été déportés par centaines de milliers en 1995. Ils reçoivent le soutien de la communauté grecque (360 000), venue nombreuse. Enfin, les Kurdes (400 000 à 500 000) de Cologne profitent de l'occasion pour rappeler leur cause. Le cas des Kurdes est bien pratique pour condamner les bombardements sur Belgrade. « Des bombes pour Belgrade, des armes pour la Turquie », accuse un manifestant. « Nous avons une morale double », accusent de nombreux militants Verts et SPD. « Il y a des génocides ailleurs dans le monde. Les Kurdes aussi veulent devenir autonomes. Mais cela ne viendrait jamais à l'idée de l'OTAN d'in-

Arnaud Leparmentier

# Dans leur fief de Pale, les Serbes de Bosnie ressassent leurs désillusions

Pas de soutien « complet » au président serbe

de notre envoyé spécial A Pale, les anciens francs-tireurs qui ont fait le siège de Sarajevo tuent l'ennui à la terrasse des cafés.

### REPORTAGE.

« Milosevic n'a pas fait ce qu'il devait faire pour

les Serbes d'ici »

Ils clignent des yeux sous le soleil, les mâchoires serrées. « Je ne veux pas parler. Ce seraient plutôt des insultes que j'ai à vous cracher», dit l'un. «C'est par la force qu'on peut vous répondre », menace l'autre, « Nos mots n'ont plus d'effets. Si cela doit se terminer, cela doit se terminer: nous serons tous exterminés », ajoute une

Certains n'ont pas peur de descendre, la nuit, à Sarajevo, prendre un verre dans les bars, où ils espèrent ne pas être identifiés. Les plus culottés y ont même trouvé un travail, et remontent, le soir, à Pale. D'autres sont terrorisés à l'idée de pénétrer dans la capitale bosniaque qui leur a échappé. Ils se sentent condamnés à vivre dans ce gros village de montagne, à l'entrée duquel, en guise de consolation, on a planté la pancarte indiquant « Pale, Sarajevo serbe ». Les autorités politiques de la République serbe de Bosnie ont préféré s'installer à Banja Luka. Les chefs militaires ont pris le maquis. Personne, à Pale, n'irait descendre dans la rue pour soutenir « complètement » Milosevic, expliquent ses habitants. D'ailleurs, personne, à Pale, n'aurait de leader politique,

ment. En Russie, les chaînes de té-

lévision, dans leur ensemble, ont

aussi ignoré pendant douze jours

le sort fait aux Albanais du Kosovo.

4 avril, quand NTV, seule grande

chaîne privée, a diffusé dans son

programme hebdomadaire Itogui

un premier reportage sur les réfu-

giés, évoquant l'épuration eth-

nique et montrant des images de la

cassette vidéo portant sur un mas-

sacre diffusée dimanche sur la BBC

(Le Monde du 5 avril). Le directeur

de la chaîne, Evgueni Kîsselev, a re-

connu que les journalistes russes à

Belgrade, qui ne parlent que du

raids aériens d'un agresseur insen-

Commentant ce revirement su-

bit, le politologue Andrei Piont-

kovski a estimé qu'il a été provo-

intelligentsia libérale de voir son sui-

visme panslave aboutir à un retour

au pouvoir des communistes », qui

jetteront ces libéraux en prison.

Mais un autre responsable de NTV

a assuré que le changement de ton

de la chaîne s'explique seulement

par l'artivée d'un de leurs envoyés

spéciaux en Macédoine, laquelle

fut retardée par un « manque de

moyens matériels, NTV ayant,

contrairement aux chaînes occiden-

A contre-courant de la vague

montante d'anti-américanisme en

Russie, l'hedomadaire d'opposi-

tion libéral Novaia Gazeta à aussi

comparé, lundi, la campagne du

président Milosevic contre les Al-

banais du Kosovo à celle qu'avait

menée Boris Eltsine contre les

Tchétchènes. Selon un politologue

du bureau moscovite de la Fonda-

tion américaine Heritage, cité par

le quotidien moscovite de langue

anglaise The Moscow Times, les

autres chaînes télévisées russes

vont être obligées de suivre leur

concurrent NTV, maintenant que

celui-ci a brisé le tabou. « Tout le

monde comprend que les bombar-

dements de l'OTAN sont mauvais,

mais personne ne veut voir les pas-

sions s'exacerber et tout balayer : ni

Eltsine ni Primakov ne veulent ren-

forcer les communistes », a précisé

tales, des ressources limitées ».

d'« idole à qui se fier aveuglément », précisent-ils. « Milosevic n'a pas fait ce qu'il devait faire pour les Serbes d'ici, car nous avons perdu Sarajevo. Maintenant, nous comprenons mieus pourquoi il a été forcé » de signer les 🕮 accords de Dayton consacrant la partition de la Bosnie, ajoutent-ils.

Les uns et les autres regardent les images de leur télévision, la chaîne de la République serbe de Bosnie. Lundi, ils ont appris qu'un monastère, à Gracanica (en Voivodine), aurait été détruit par les frappes de l'OTAN. Milosevic ou pas, « la question ne repose plus sur un leader; la communauté internationale s'est engagée dans une action qui va faire disparaître tout un peuple », se révoite Natacha, quarante-deux ans, une ancienne habitante de Sarajevo. Elle n'arrive pas à y croire: « Quand même I Ne me dites pas que les Américains, les Prançais, les Italiens pré- 🍎 ferent des musulmans, des Albanais, au peuple serbe ! », s'exclame-t-elle.

### « PLUS DE RETOUR POSSIBLE »

La purification ethnique? « le ne peux que rire. Comment cent mille Serbes vivant au Kasovo peuvent-ils mettre en danger deux millions d'Albanais? Les Américaires, les Français savent-ils compter? D'ailleurs, les images de réfugiés que je vois sur CNN ne font aucun doute : les Albanais ont davantage peur des bombes de POTAN que des Serbes. Ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. (...) Au Kosovo, ils peuvent connaître la liberté, comme les minorités vivant en Voivodine; jamais ils n'auront l'indépendance. Le terrorisme doit être étouffé. et que le monde, l'Europe, nous laissent en paix. Les Albanais vont le 💣 regretter. Au Kosovo, ils avaient tout. En Albanie, ils n'auront rien, seulement la nostaleie », dit celle qui se définit comme une réfugiée et précise : « Ayec Saraievo, le cordon a été coupé. Il n'y a plus de retour pos-

« Quelqu'un nous a détruits ». répète-t-elle. Souvent, elle évoque un « complot », une jalousie. « La Younous volait nos passeports, tellement ils étaient précieux; nous étions les seuls à pouvoir voyager en Occident comme dans les pays de l'Est. » « On a toujours accéléré le cours des événements dans le même sens : pour mettre toute la culpabilité sur le dos des Serbes. L'Amérique, l'Allemagne surtout, ont réussi. Ce qui nous fait le plus souffrir, c'est que la France soit entrée dans la guerre. Nous avions tellement de choses en commun. »

courage des Serbes soumis aux A Pale, elle a eu le terms de réfléchir sur la précédente guerre qui l'a sé, étaient « étroitement surveillés et exilée. « Tout le monde a été couleurs rapports soumis à la censure pable, en Bosnie. Tout le monde a fait de la purification ethnique. On aurait dû négocier plus tôt, on n'en serait pas ià. » Elle redoute que les Etats-Unis cherchent à faire entrer la Répuqué par «la crainte de notre blique serbe de Bosnie dans le conflit, aujourd'hui. « Nous, on a déjà eu l'expérience, et on n'en a pas envie. » Elle revient sur ce pouvoir occulte et « mondial aui manipule Clark, Chirac et Clinton »: « Ce sont les cerveaux fous de militaires ratés », affirme-t-elle. « Peu importe le nombre de Serbes survivants, ils combattront toujours pour qu'éclate, un jour, la vérité. » Bosnie, Croatie, Sexbie, «trois nations indestructibles, les peuples de l'avenir, nous savions 🕻 vivre en harmonie », s'enflamme-t-

> A la terrasse d'un café, un ancien combattant de trente ans passe l'après-midi à se lever et à changer de table. Il marche quelques pas dans la rue, revient, se rasseoit. L'hésitation passée, il meurt d'envie de poser la question à une jeune Bosniaque de passage : « Alors, c'est comment, Sarajevo? » La jeune fille lui raconte que « rien ne bouge vraiment, ça ne va pas de l'avant ». Lui : « C'est à cause des étrangers. » « C'est avant tout à cause de nous », lui ditelle en souriant, en le regardant dans les yeux. Le jeune homme est gêné, réfléchit quelques secondes. « Oui, en partie. Mais c'est surtout de la faute des étrangers », répète-t-il avant de passer, aussi avidement, à une deuxième question : « Tu vas où, dans les bars? . « Moi, je vais partout », lui répond-elle sèchement,

Sophie Shihab

Dominique Le Guilledoux

# Les médias serbes ignorent toujours le drame des Kosovars

continuaient, lundi 5 avril, à faire « sein de toutes les communautés silence sur le sort des dizaines de milliers de réfugiés du Kosovo qui ture ni abri, de franchir la frontière, rapporte le service d'écoutes de la BBC. Le « deuxième front » humanitaire de l'OTAN est également ignoré, alors que les « divisions » présumées au sein de l'Alliance sont abondament l'hebdomadaire, soulignant que les

LES MÉDIAS serbes officiels serbe, Vojska, affirme ainsi qu'au militaires de l'OTAN, à l'exception des Etats-Unis, l'attitude dominante slavie a seulement causé de grands problèmes, sans produire les effets désirés ». « Les forces de l'OTAN font face à une défense hautement organisée de l'armée de l'air et de la défense antiaérienne », poursuit planificateurs de l'Alliance ont

dement par étapes ». Il prétend qu'un « certain nombre de pilotes de l'OTAN ont accusé les dirigeants de leur pays et l'OTAN de les avoir risquée ». La radio serbe, elle, s'est inquiétée du « désastre écologique » provoqué par le bombardement de l'usine chimique dans la ville de Lucane, tout en multipliant, comme la télévision, les interviews de citoyens exprimant leur détermination à combattre L'hebdomadaire de l'armée « abandonné leur plan de bombar- l'OTAN et à soutenir le gouverne-

Le Monde



# **CORRUPTION INTERNATIONALE**

COMMENT LES ENTREPRISES S'ADAPTENT-ELLES **AUX CONTRAINTES LÉGALES CONTRE LA CORRUPTION** DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL?

MARDI 13 AVRIL 1999 (de 9 heures à 18 heures) Hôtel Royal Monceau - Paris

Conçu spécialement <u>pour les dirigeants des entreprises</u> exportatrices françaises, ce séminaire a trois objectifs :

- Expliquer, avec le concours des hommes de loi les plus au fait de ce dossier, le texte de la convention OCDE sur la lutte contre la corruption dans les transactions internationales, et discuter du projet de loi de réforme du code pénal, de la non-déductibilité des commissions, du devoir de diligence des commissaires aux comptes et des poursuites judiciaires possibles.
- <u>Ecouter</u> le point de vue des entreprises françaises, notamment dans le secteur du BTP et de l'armement, qui se préparent non seulement à s'adapter aux nouvelles contraintes légales, mais aussi à en tirer arguments et bénéfices dans la conduite de leurs affaires.
- Exprimer, avec Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la détermination de l'administration française de ne plus « fermer les yeux » et de combattre effectivement la corruption dans les relations commerciales de la France avec l'étranger.

Renseignements et inscriptions auprès de : Annie BOECE ou Christelle TORRES NORD SUD EXPORT (groupe « Le Monde ») Tél.: 01-47-42-25-74 – Fax: 01-47-42-11-86 E-mail: nselm@compuserve.com

LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999 / 7

# Dans leur fief de par Zhu Rongji est aux Etats-Unis les Serbes de Bosh pour un séjour délicat pour un séjour délicat Premier chef de gouvernement chinois en visite pour un séjour délicat

Committee of the Commit The second secon

- 20 to

THE THE STATE OF THE STATE OF THE STATE OF

Ext. of shed many

The state of the s

· Principles

And the last of th

Theory

A STANLEY OF THE STANLEY OF

·斯特··

13.434.51

4- 4---

572 511

7 1 2 2 2 2 2 2

A North Association

929-1797-17<sub>48</sub>

Land Control 

Section 1997

3. The second second

in the second

Service and a service

4.000,000,000

建建筑建筑地位 (1)

 $A_{ij} = 2 \mathcal{Q} \mathcal{Q} \mathcal{Q}_{ij}^{(j)} \qquad , \ \, , \ \ \, , \$ 

38 1 Page 125

State of the State

1. 0.4

State of the land

it de tage,

\$ - **4**,5 -

en in Zeelan Martine Comme

The second

San San San San

Strangens of the con-

and market special control of

See the second

射動學院在 第二次 人名马克

Both Carlot Comment

 $\label{eq:controller} \langle (a_{ij}, a_{ij}), a_{ij}, a_{ij} \rangle = \langle a_{ij}, a_{ij}, a_{ij}, a_{ij}, a_{ij}, a_{ij} \rangle = \langle a_{ij}, a_{ij},$ 

A Charles of the same

4466 300 300 300 1

More than the second of the second

Cagairte, Carlo

Proposition to an area

Service results of

34. 3 . 4.

5.8 U S A C.

Artist Control 34 C. 1. (1)

REPORTAGE

WASHINGTON. Premier chef de gouvernement chinois en visite officielle aux Etats-Unis depuis quinze ans, Zhu Rongii, s'est rendu, mardi 6 avril, à Los Angeles, première étape d'un voyage de neuf jours. Ce déplacement promet d'être déficat. La condamnation virulente par Pélain des homhardements de l'OTAN contre la Serbie s'est ajoutée aux déplacement promet d'etre uentait de l'OTAN contre la Serbie s'est ajoutée aux kin des bombardements de l'OTAN contre la Serbie s'est ajoutée aux différends accumulés entre les deux pays : espionnage, transferts de technologies sensibles, financement politique, divergences sur Taïwan, droits de l'homme, différends commerciaux, admission de la Chine à

La Chine a démenti, lundi, des informations selon lesquelles son chef des renseignements militaires, le général Ji Shengde, aurait versé 300 000 dollars au Parti démocrate en 1996 pour contribuer à la campagne présidentielle de Bill Clinton. Les deux pays sont presque arrivés à un accord sur l'ouverture accrue du marché chinois réclamée par les Etats-Unis pour faciliter l'adhésion de Pékin à l'OMC, mais il semble exclu qu'il soit signé durant la visite. De nouvelles interpellations de dissidents ont eu lieu ces derniers jours à Pékin à l'occasion, le 5 avril, de la Fête des morts. - (Corresp., AFP.)

# Le président soudanais annonce un cessez-le-feu unilatéral

KHARTOUM. Le président soudanais Omar Al Béchir a déclaré unilatéralement, lundi 5 avril, un cessez-le-feu global dans le sud du pays des le 15 avril, date d'expiration du cessez-le-feu partiel en vigueur. « Afin de souligner notre position inchangée en faveur de la paix, nous déclarons un cessez-le-feu global dans tous les Etats du sud du Soudan », a affirmé le général Béchir dans une allocution à l'Assemblée nationale soudanaise. Il a appelé l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLA, rebelles sudistes) à répondre positivement à cet appel pour un cessez-le-feu global. Le gouvernement soudanais et la guérilla sudiste, en guerre depuis 1983, ont prolongé en janvier un cessez-le-feu dans la région du Bahr el-Ghazal, qui doit expirer à la mi-avril. - (AFP.)

# Les candidats rivaux de M. Bouteflika dénoncent ses appuis au sein du pouvoir

ALGER. Quatre candidats en vue à l'élection présidentielle du 15 avril en Algérie dénoncent dans un communiqué commun la partialité de l'administration en faveur d'Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères du défunt président Houari Boumediène.

« Les méthodes et documents électoraux utilisés pour truquer les élections législatives précédentes (en 1997) refont surface malgré nos protestations répétées. L'administration et les services publics se dévouent à un candidut en particulier », affirment-ils dans un communiqué commun. Faisant clairement allusion à Abdelaziz Bouteflika, présenté comme le candidat du « consensus » d'une partie au moins du puissant lobby des généraux, ce texte émane de l'ancien ministre des affaires étrangères islamisant Ahmed Taleb Ibrahimi, de l'ancien premier ministre libéral Mouloud Hamrouche, du candidat islamiste modéré Abdallah Djaballah et d'un représentant du socialiste kabyle Hocine Ait Ahmed.-(Reuters.)

MÉTHIOPIE: deux membres d'une équipe de l'organisation non gouvernementale Action contre la faim (ACF) - dont un hydraulicien français - ont été enlevés, samedi 3 avril, par des « éléments armés non identifiés » en Ogaden, région éthiopienne jouxtant la Somalie. Dans un communiqué difusé lundi à Addis Abeba, l'organisation humanitaire confirme ne plus avoir de nouvelles de son équipe depuis quarante-huit heures. - (Reuters.)

■ CONGO-KINSHASA: Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, a nommé, lundi 5 avril, Moustapha Niasse, ancien ministre sénégalais des affaires étrangères, émissaire spécial pour la Réiblique démocratique du Congo (RDC, ex-Zaīre). M. Niasse est chargé de déterminer, après consultation des dirigeants de l'Afrique centrale, quel rôle les Nations unies peuvent jouer dans le rétablissement de la paix en RDC, de nouveau en guerre depuis août 1998. -

■ INDE : le gouvernement indien conduit par les nationalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien) est de nouveau menacé après la démission des deux ministres de son principal allié sudiste. Mécontente du refus du gouvernement de satisfaire ses exigences - réintégration du chef d'état-major de la marine limogé en décembre et changement du ministre de la défense -, l'ancienne actrice reconvertie en politique. M™ Jayalalitha, a demandé à ses deux représentants de démissionner et annoncé qu'elle allait de nouveau réétudier son soutien au gouvernement. Mor Jayalalitha, dont le parti a dix-huit députés au Parlement, n'en est pas à sa première menace, mais sa rencontre la semaine dernière avec la présidente du Parti du Congrès, M™ Sonia Gandhi, laisse à penser qu'elle pourrait changer d'alliance, au risque de faire tomber le gouvernement de M. Atal Bihari Vajpayee. - (Cor-

■ CHILL: neuf anciens officiers de l'armée de terre ont été artêtés, lundi 5 avril, dans le cadre d'une enquête ouverte sur l'assassinat en 1982 d'un dirigeant syndicaliste, Tucapel Jimenez, opposant au régime du général Augusto Pinochet. Tucapel Jimenez avait été tué après avoir lancé un appel à la restauration de la démocratie au Chili et à lutter contre le régime militaire dirigé par le général Pinochet. Il y a une semaine, la justice chillenne avait demandé l'arrestation de douze offi-

ciers, dont les neuf qui ont été mis en détention lundi. - (AFR) ■ RUSSIE: le président Boris Eltstne a suspendu, la semaine dernière, le procureur fédéral Iouri Skouratov, qui enquêtait sur des affaires de corruption au plus haut niveau de l'Etat, et fait apposer des scellés sur son bureau. Toutefois, c'est le Sénat russe, le Conseil de la Fédération, qui, constitutionnellement, doit entériner son limogeage. Le 17 mars, le président Eltsine avait déjà tenté d'écarter le procureur et le Sénat avait refusé de voter sa mise à l'écart. Une enquête criminelle a été ouverte à l'encontre du procureur, prétexte à sa mise à

### Washington déplore le contrat conclu entre Elf et l'Iran

WASHINGTON. Les Etats-Unis sont « profondément déçus et sérieusement préoccupés » par la signature, la veille, d'un contrat avec l'Iran, par les groupes petroliers français Elf et canadien Bow Valley, a déclaré, lundi 5 avril, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. « Les Etats-Unis demeurent fortement opposés à tout investissement dans le secteur pétrolier iranien », a ajouté M. Rubin. Elf et Bow Valley ont signé dimanche à Téhéran un contrat de 300 millions de dollars avec l'Iran pour exploiter un gisement pétrolier dans le Golfe. « Comme dans les cas similaires, nous allons examiner de près les faits et nous évaluerons les implications aux termes de la législation [D'Amato] qui prévoit des sanctions pour des investissements effectués en Libye et en Iran », a précisé M. Rubin. - (AFP.)

# Xanana Gusmao, le leader indépendantiste du Timor-Oriental, appelle à reprendre les armes

Washington lui demande de revenir sur sa décision

tiste timorais Xanana Gusmao a appelé la guéril- paraît être d'attirer l'attention sur la dégrada-

A la suite d'un raid de miliciens pro-indonésiens la à reprendre le combat. Washington lui a dequi a fait dix-sept morts, le leader indépendan-mandé de revenir sur une décision dont l'objet

tion de la situation dans le territoire envahi en 1975 et annexé unitatéralement par l'Indonésie

### BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Xanana Gusmao a appelé, fundi 5 avril, la guérilla est-timoraise a reprendre les armes contre l'armée indonésienne après avoir appris que des miliciens pro-indonésiens avaient tué 17 personnes lors d'une attaque à une cinquantaine de kilomètres de Dili, capitale de l'ancien territoire portugais. Washington a aussitôt réagi en demandant au leader timorais, assigné à résidence à Diakarta, de revenir sur sa décision. Tout « en réaffirmant son attachement à la poursuite » des négociations menées sous l'égide de l'ONU et qui doivent reprendre le 22 avril à New York, Lisbonne a exprimé « son indignation la plus forte ».

L'appel de Xanana Gusmao représente un revirement : ces derniers mois, il avait demandé à ses partisans de faire preuve de retenue et de ne pas répondre aux provocations des milices ou de l'armée. En apprenant, en mars, que Portugais et Indonésiens s'étaient entendus pour organiser, sous l'égide de

l'ONU, une « consultation directe » et s'installait en Australie quand la des Timorais de l'Est sur le statut de leur territoire, Xanana Gusmao guerre civile a commencé à déchirer le Timor-Oriental, que les Portugais avait donné son aval. Au même moment, à Diakarta, l'ancien chef de la guérilla timoraise s'était entendu avec Joao Tavares, chef des milices timoraises pro-indonésiennes, pour jeter les bases d'un « cessez-le-feu » entre leurs partisans respectifs. Alors qu'une bien fragile paix civile au Timor-Oriental est régulièrement menacée par des manipulations, celui qui fut longtemps, pour Djakarta, l'homme à abattre est devenu, par sa modération et son prestige, la cheville ouvrière d'un règlement timorais.

COUP DE GUEULE > Madeleine Albright, qui l'a rencontré en mars à Diakarta, s'est dite « très impressionnée » par cet ancien fonctionnaire du territoire portugais devenu chef du Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental), fondé en 1974, dans la foulée de la « révolu-

tion des œillets ». En 1974, Gusmao

venait d'obtenir un prix de poésie

s'apprétaient à évacuer sans avoir assuré de relève. Laissant sa femme et leurs deux enfants à Melbourne, où il avait adhéré au Fretilin, José « Xanana » Gusmao avait regagné son pays en novembre 1975, une semaine avant l'invasion indonesienne. Il avait gagné la forêt pour diriger le Falintil, bras armé du Fretilin, jusqu'à sa capture, en 1992, dans une banlieue de Dili. La justice indonésienne l'a condamné, en 1993, à perpétuité, sentence commuée sous pression internationale en vingt ans de prison.

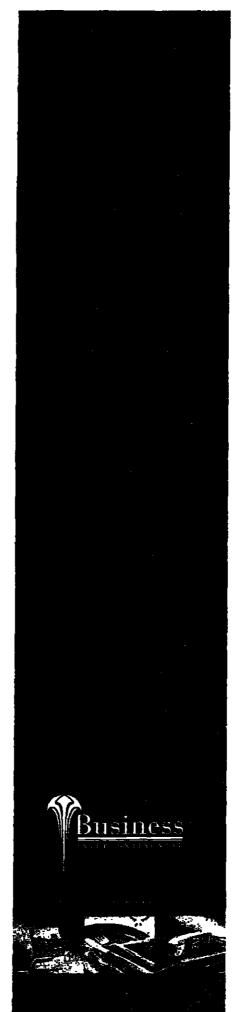
Début février 1999, le gouvernement indonésien a annoncé qu'il ne s'opposait plus à l'indépendance du Timor-Oriental Deux semaines plus tard, Gusmao a été assigné à résidence dans une villa à Diakarta, afin de faciliter sa participation aux négociations.

Sì Djakarta semble prêt à offrir aux Timorais le choix entre une large autonomie et l'indépendance, au cours d'une « consultation »

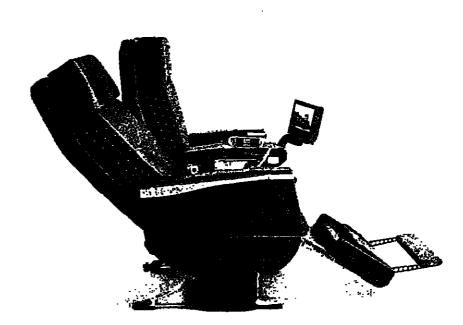
dont la nature et la date n'ont pas encore été déterminées, l'attitude de l'armée indonésienne est plus ambiguë. Malgré ses démentis, on la soupçonne d'armer des milices locales levées parmi une minorité favorable a l'intégration. Ces manipulations et l'incertitude qui pése sur l'avenir du territoire contribuent à v entretenir un climat de peur, y compris chez les Indonésiens, qui tiennent l'administration

et l'essentiel du commerce. Xanana Gusmao réclame une présence internationale » pendant une période de transition assez longue, ce que proposent également les Américains, ainsi qu'un retrait militaire indonésien progressif et le désarmement des milices timoraises levées par Djakarta. Son « coup de gueule » de lundi a pour objet d'attirer l'attention sur un engrenage inquiétant. Il a d'ailleurs fait savoir, mardi, qu'il reviendrait sur son appel si les Nations unies intervenaient dans l'ancienne colo-

Iean-Claude Pomonti

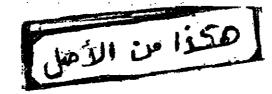


Enlin seuls.



Découvrez la nouvelle classe Business Intercontinentale d'Iberia et profitez d'une experience de niveau international sur une compagnie mondrale. Distancer la concurrence, c'est notre objectif. À ce sujet, la distance entre votre stecc rgonomiquement conçu es celui struc devant vous passe à 132 cm°. Un atout qui s'ajoute à un confort sur-mesure pour votre plus grand bien-être. Détendez-vous, profitez des 135° d'inclination que notre siège vous offre et oubliez le temps en regardant films, sport ou informations sur votre écran personnel. Entre autres possibilités, vous pouvez anssi télélephoner avec le combiné intégré à votre siège, ou déguster l'un de nos trois menus inspirés de la gastronomie mediterranée une. Enfin, quand vous autez attern, et que vous repenserez à ce que vous venez de vivre, vous ne vous demanderez plus pourquoi lberia est aujourd'hui l'une des premières compagnies

sériennes d'affaires au monde, » « « de ma con-"firetance menures entre ? etege. N° I VERS L'ESPAGNE ET L'AMERIQUE LATINE.



# FRANCE-SOCIÉTÉ

JUSTICE La procédure de ratification du traité de Rome, créant une Cour pénale internationale (CPI), a

révision de la Constitution, le Conseil né lieu à débat au sein de l'exécutif. séance publique. Les « souverai-constitutionnel ayant, le 22 janvier, DÉPUTÉS, dont la commission nistes » s'inquiètent, cependant, d'un jugé le traité incompatible avec la Loi mentale dans sa rédaction actuelle. Le principe de la CPI avait don-

des lois a approuvé le projet de loi constitutionnelle, sans difficulté, le 31 mars, devraient faire de même en

nouvel abandon de souveraineté. • LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

intervenir dans le débat sur l'immunité pénale du président de la République, mais il avait relevé d'autres contradictions entre le droit national

# Les députés valident la création d'une Cour pénale internationale

Le Conseil constitutionnel, saisi par Jacques Chirac et Lionel Jospin, l'ayant jugé nécessaire, la Constitution doit être modifiée avant la ratification du traité signé à Rome le 18 juillet 1998. La Cour pourra poursuivre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité

d'une Cour pénale internationale (CPI) devait être examiné, mardi 6 avril, par les députés, que l'actualité, depuis un an, aura sensibilisés à la notion de crime international. Mission d'enquête sur le génocide de 1994 au Rwanda; arrestation, à Londres, du général Pinochet; semi-reddition des anciens lieutenants de Pol-Pot au Cambodge; événements du Kosovo : tout s'est enchaîné pour faire prendre conscience du devoir de lutter contre l'impunité.

L'adoption du projet de loi constitutionnelle - la ratification du traité de Rome nécessitant une adaptation préalable de la Constitution - ne devrait donc pas poser de problème. Cependant, la guerre en Yougoslavie devrait inciter les parlementaires à un débat sur le fond, dont ils ont jusque-là fait l'économie, sans même s'apercevoir des très fortes tensions qui ont traversé l'exécutif pendant le long processus de la negociation.

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique - à l'exception de l'extrême droite -, on s'est converti aux vertus de la justice internationale au moment de l'arrestation spectaculaire d'Augusto Pinochet,

LE TRAITÉ portant création à Londres, en ctobre 1998, Tant mieux; mais l'objet de la future Cour n'est pas là. Ce tribunal, en effet, n'aura pas de compétence rétroactive et ne pourra connaître que des crimes survenus après sa création. Le simple pragmatisme en a voulu ainsi : on imagine l'engorgement qui l'étoufferait d'emblée s'il avait à juger tous les grands crimes impunis de ce siècle. Cette non-rétroactivité signifie aussi que le projet de Cour internationale est d'une autre nature oue la seule restitution de la mémoire et l'exercice d'une iustice posthume: il s'inscrit dans le présent, comme un outil de dissuasion judiciaire et de répression, qui prétend contribuer à arrêter ou à éviter les grandes entreprises criminelles en cours ou à venir.

> C'est à la lumière des événements d'aujourd'hui qu'il faut mesurer l'ambition du projet comme ses difficultés. La référence utile. c'est la Yougoslavie : d'une part. parce qu'un tribunal international s'en occupe déià - le Tribunal pénal international (TPI), installé à La Have, qui a fait office de laboratoire dans la conception de la future Cour : d'autre part, parce que l'intervention militaire alliée per

met de mieux comprendre certaines des polémiques qui ont eu lieu tout au long de la négociation. On le voit au Kosovo: la dissuasion judiciaire ne fait pas de miracles là où la dissuasion militaire elle-même a échoué. Mais on peut se dire, à l'inverse, que, sans le TPI, un autre grand criminel, Radovan Karadzic, serait toujours, au-

jourd'hui, le leader des Serbes en Bosnie, et qu'aucune entreprise de pacification n'aurait pu être engasée dans cette république. On peut supposer, aussi, que l'existence du TPI condamne à terme M. Milosevic. s'il ne finit pas autrement. Les déportations massives de populations sont évidemment un crime contre l'humanité, et les preuves de la responsabilité directe du président yougoslave devraient être moins difficiles à rassembler ici que pour les événements de Croatie ou de Bosnie.

**AUTONOMIE LIMITÉE** Les dirigeants politiques et mili-

taires sont considérés comme responsables, aux veux du TPI comme de la future Cour, non seulement pour les crimes qu'ils ont commandités, mais pour ceux qu'ils avaient le pouvoir d'empêcher. C'est le sens de la lettre adressée, fin mars. par le procureur du TPI, Louise Arbour, à Slobodan Milosevic, son gouvernement et son état-maior: « Je compte, écrivait-elle, que vous usiez de votre autorité sur vos subordonnés afin de prévenir toute commission de crimes, et que vous preniez toutes les mesures nécessaires pour punir vos subordonnés coupables de crimes. »

Mª Arbour est, en principe," seule juge de l'opportunité des poursuites. Le procureur de la fu-

Je te laisse sept ans 'avance! ture Cour internationale n'aura soit lancé contre Laurent-Désiré pas cette totale autonomie. Le traité prévoit, en effet, que le Conseil

de sécurité de l'ONU pourra lui demander de suspendre toute enquête et poursuite pendant un an, renouvelable. Ce fut un des grands débats dans la négociation, opposant les tenants d'une totale indépendance de la justice à ceux qui défendaient les prérogatives du politique, au premier rang desquels les membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France. On peut imaginer que ces derniers n'auraient pas autorisé, par exemple, des\_poursuites contre

M. Milosevic au moment des négo-

ciations de Dayton ou, même, de

celles de Ramboullet; on peut se

demander s'ils auraient accepté

on'un mandat d'arrêt international

Kabila, par exemple, lors de sa venue à Paris pour le dernier sommet

Soyons beaux

TOURUTS, VA ...

franco-africain... Les autres limites de l'indépendance du procureur concernent les poursuites abusives. A voir les banderoles « Clinton, Chirac = Hitler » dans les manifestations hostiles à l'intervention alliée, on peut se représenter ce à quoi pourrait donner prise, par exemple, une frappe qui, ratant sa cibie, produirait de dramatiques dommages dits « collatéraux ». Le souci de se protéger et de protéger leurs soldats a été poussé très loin par les deux Etats qui interviennent le plus à l'étranger, à savoir les Etats-Unis et la France

Les Etats-Unis n'ont finalement pas signé le traité de Rome : la

France, si, mais moyennant la mise en place d'une chambre préliminaire de juges, chargée de trancher en cas de contestation de la légitimité des poursuites. Les justices nationales, d'autre part, gardent la primauté sur la Cour internationale, ce qui veut dire qu'un soldat français qui se rendrait coupable de crimes pourrait être jugé par la instice française (lire ci-dessous).

Malgré toutes ces précautions, l'hostilité à la Cour internationale était telle, dans les milieux militaires, que Paris a dû introduire dans le traité une clause permettant à chaque Etat signataire de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre. C'est sur la base de ce compromis que Lionel Jospin a finalement tranché le débat qui, pendant des mois, avait opposé, schématiquement, le ministère de la justice et celui de la défense, ce

dernier étant soutenu par l'Elysée. Les milieux dirigeants font valoir qu'avec cette clause des sept ans il s'agit d'éviter des mises en cause abusives d'Etats pour des actes isolés, accidentels, non commandés. Mais la définition des crimes de guerre n'est pas du tout celle-là, répondent les organisations non gouvernementales (ONG), qui reprochent à la France d'affaiblir considérablement la future Cour en excluant de sa compétence la catégorie de crimes dont relèvent les exactions les plus fréquentes et d'être en recui par rapport aux conventions de Genève, signées il v a cinquante ans. Le Parlement n'ayant pas le pouvoir de modifier les traités, le débat, à ce niveau, ne peut être que théorique.

Claire Tream

....

Σ...

Z. .

### Soixante ratifications pour l'entrée en fonction

**■ Le traité de Rome**. Le traité créant une Cour pénale internationale a été adopté, le 17 iuillet 1998, et signé à partir du 18, à Rome, par les représentants de cent vingt pays. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Irak, l'Iran, Israël, notamment, ne l'ont pas

Signataires et ratifications. Soixante-dix-neuf Etats, à ce jour, ont signé le traité. Un seul Etat, le Sénégal, a déjà ratifié le traité de Rome. Dans de

nombreux pays, la ratification suppose, comme en France, une révision constitutionnelle. Il fautsoixante ratifications pour que la Cour entre en fonction.

### LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

L'AFPA, Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes, membre du SPE (Service public de l'emploi), placée sous la tutelle de Martine AUBRY, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité, vient de signer son deuxième contrat de progrès avec l'Etat.

Ce contrat de progrès fixe pour les années 1999 à 2003 les objectifs de Avec celui de l'ANPE, il vise à mobiliser tous les moyens en faveur de la lutte contre le chômage dans une logique de complémentarité des offres

LE PNAE

Cette complémentarité se concrétise, en particulier, par une participation active de l'AFPA dans la mise en œuvre du PNAE (plan national d'action pour l'emploi) - volet "nouveau départ" - adopté par votre Gouvernement en avril 1998. Ce contrat de progrès précise que les missions de l'AFPA sont de qualifier les actifs et de contribuer aux politiques de l'emploi et

Nicole PERY, Secrétaire d'Etat à la Formation Professionnelle a récemment déclaré que si le niveau de formation des actifs ne s'améliorait pas, notre "courbe de chômage risque d'avoir une accélération redoutable" dans 5 ou 6 ans, rappelant que "40 % de la population active a un niveau de formation inférieur au CAP

Pourtant les moyens alloues, tant en personnel que financiers, ne sont pas en adéquation avec les enjeux que vous fixez.

Dans ces conditions, les prestations de l'AFPA n'offriront plus aux usagers lleures garanties d'accès à la formation et à la qualification.

Par ailleurs, ceci se concrétise par une détérioration des conditions de travail et une déprofessionnalisation du personnel.

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL Le personnel de l'AFPA n'admet pas que Martine AUBRY n'applique pas à une Association sons sa Tutelle ce qu'elle demande aux entreprises, à

grand renfort de communication. La réduction du temps de travail permettrait de créer des emplois, d'améliorer le service rendu aux usagers et de faciliter la mise en oeuvre des conditions indispensables pour réussir les nouvelles missions confiées

Pourtant, notre directeur général prétend ne pas pouvoir débuter des négociations sur ce thème, fante d'un mandat de Martine AUBRY, qui, elle, se retranche derrière son collègue de Bercy.

Ces constats ont conduit :

plus de 70 % des salariés à cesser le travail à l'initiative des 5 syndicats de l'AFFA (CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC et CFE-CGC), le 21 janvier 1999. - 700 élus du personnel des 180 établissements de l'AFPA à manifester le 23 février devant le ministère de l'emploi et de la solidarité. 10.000 agents à signer une pétition, à votre attention, remise aux Préfets de région le 11 mars.

Par cette lettre ouverte, les 11.500 salariés de l'AFFA, par l'intermédiaire des organisations syndicales, vous demandent instamment, Honsieur le Premier Ministre, d'intervenir pour céer les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un service public de l'emploi efficace et réactif, en faveur de nos concitoyens.

Les syndicats CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC, CFE-CGC de l'AFPA 13 place du Général de Gaulle - 93100 MONTREUIL

# La mise en garde des « souverainistes » contre des pouvoirs jugés « exorbitants »

saisis préalablement aux opérations militaires au Kosovo, les députés auraient dû se passionner pour la création d'une Cour pénale internationale qui, un jour, permettra de punir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Or c'est dans une certaine indifférence que le projet de loi constitutionnelle permettant la ratification du traité créant cette cour a été examiné, en commission des lois, le 31 mars. Selon le rapporteur, Alain Vidalies (PS), seuls sept députés étaient présents : cinq de la majorité et deux du RPR.

Le texte a été approuvé sans modification, Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) s'abstenant, mais sans expliquer pourquoi. « Nous n'avons pas vu le coup venir, alors que ce texte est un des plus importants de la législature », regrette Jacques Myard (RPR, Yvelines), qui avait fait partie des « souverainistes » les plus pugnaces lors de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. M. Myard se promettait de se rattraper en séance publique, car, selon lui, le projet de loi n'est qu'« apparemment » consensuel. « S'il s'agit de juger des gens comme Milosevic ou Pol Pot, je suis évidemment d'accord, expliquait-il, décidé à s'abstenir plutôt que de vo- posée - « à juste titre » -, en 1997, à ce que ses

PROMPTS à se plaindre de ne pas avoir été | ter contre, mais on risque de donner à des | militaires comparaissent comme témoins dejuges internationaux des pouvoirs sans limites, en partant de l'idée que les démocraties qui les nomment seront toujours majoritaires sur la planète. Si la situation se modifie, ces pouvoirs se retourneront contre nous! >

RENDRE COMPTE AU POLITIQUE

Bien que, à la demande de la France, le traité prévoie des garde-fous contre toute dérive de la justice internationale, M. Myard estime que le procureur de la Cour « aura des pouvoirs exorbitants », car « il n'aura pas besoin du consentement de l'Etat pour enquêter, des lors que la chambre préliminaire aura donné son accord ». « Si l'on a un procureur à la Kenneth Starr, on va s'amuser... », plaisante à peine le député. La France pourrait alors payer chèrement les abandons de souveraineté qu'elle s'apprête à consentir : « Il ne seroit plus possible de tourner certaines pages de natre histoire », comme le prévoient les lois d'amnistie. « En outre, estime M. Myard, on prend le risque de voir le chef de l'Etat, qui ne bénéficierait plus de l'immunité, accusé d'ignominies. »

M. Myard rappelle que la France s'était op-

vant les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda. Le ministre de la défense, Alain Richard, avait déclaré, en novembre 1997, qu'ils n'iraient « jamais » témoigner à La Haye, et avait dénoncé la « justice-spectacle » de ce tribunal. M. Myard lui donne raison : « D'abord les militaires n'ont à rendre de comptes qu'ou pouvoir politique, et non aux juges. En second lieu, il faut se mettre dans la tête qu'il n'y a pas de guerre "propre" et que nos militaires, devant un tribunal, peuvent se retrouver en position d'accusés, alors qu'ils auront tenté d'aider une population. »

Quant à la clause, voulue par la France, qui permet de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de querre, elle paraît insuffisante à M. Myard. « Comme ces crimes sont imprescriptibles, le problème se reposera dans sept ans : on ne fait que reculer pour mieux souter », dit-il. Ce qui. aux yeux des défenseurs des droits de l'homme, est un insupportable facteur de retard est considéré par les « souverainistes » comme un verrou trop fragile.

Rafaële Rivais

0

# Le gouvernement tient à éviter les controverses

« LA RÉPUBLIQUE peut reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale [CPI] dans les conditions prévues par le traité signé ie 18 iuillet 1998 »: en proposant au Parlement d'insérer ce court article additionnel dans le chapitre de la Constitution consacré aux traités et accords internationaux, le gouvernement a choisi la commodité. Certes, dans sa décision du 22 janvier, le Conseil constitutionnel avait insisté sur l'ensemble des dispositions du statut de la future CPI, qui sont en parfaite conformité avec les principes constitutionnels, notamment la sauvegarde de la dignité de la personne humaine contre toute forme d'asservissement et de dégradation ; mais le juge constitutionnel avait jugé contraires à la Loi fondamentale trois dispositions du statut de la

La première concerne l'appl: :-

tion du statut de la CPI « à tous de des juridictions criminelles natio-manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle », en contradiction avec les régimes d'immunité dont bénéficient, en France, le président de la République, les ministres et les parlementaires. Si la décision du Conseil à propos de la responsabilité pénale du chef de l'Etat a suscité de vives polémiques (Le Monde du 26 janvier), il ne fait pas de doute que le débat aurait pu rebondir de façon aussi animée à propos de l'immunité des parlementaires, chapitre sur lequel ces derniers sont très sourcilleux.

Les deux autres dispositions contestées par le juge constitutionnel dessinent les zones de friction possibles entre la Cour pénale internationale et les juridictions nationales. Le premier article du statut de la CPI établit fermement que cette dernière « est complémentaire

tionnel, cette complémentarité - qui donne, en quelque sorte, la primauté aux juridictions nationales - pourrait être écornée dans deux hypothèses où seraient affectées les conditions essentielles

Stages intensifs
Pri-rearrie, Notl, Pérrier, Pâques
Mails, Physique, Français, Lampose...
de de à Term et Primes, Sup, Deug... cours à domicile nos livres en vente : Interror lythes, mini-inter Great mailus, 123 QUES 01 46 60 15 72

points forts; bebergement possil missé par des élèves de Polytechas Cantrale, décl. suprès rectorat contres Paris et Province, anéthode centres Pacis et Pro oris : 1 268 F pour 14 h, 2 348 F pour 26 h tionale.

D'une part, la CPI pourrait être saisie et intervenir en contradiction avec l'application d'une loi d'amnistie ou avec les règles françaises en matière de prescription (pour les crimes de guerre, par exemple). D'autre part, le procureur de la Cour pénale internationale est autorisé, par l'article 99 du statut, à effectuer des investigations sur le territoire national, sans être assisté des autorités judiciaires nationales compétentes, « quand cela est déterminant pour la bonne exécution de la demande ». En soumettant au Parlement le orincipe même de la ratification du traité créant la CPL sans entrer dans le détail, le gouvernement entend donc esquiver bien des controverses.

Gérard Courtois

حكذا من الأصل

de internationale

orsaitution doit être modifiée



Marie Carrier and Control

Sec. 9. 1.

4.0

த்தை இடன்ற

H. 19

والمراجعة والمعاولة والإنجابي

a dertite ill

rles controverses

les pouvoirs inges - exorbitants.

. . . X A 11 A 202 

٤.٠.٤ 

> . . . · . . –

1 ... 1.7 .

1.75

.....

1.1

1.0 1.0 1.00

1,1 1 - 1 - 1 C 1

verre et les crimes contre l'humanité AU DÉBUT de l'armée 1999, un avis d'appei public à la concurrence publié par La Gazette du Palais a fait sursauter le milieu des James Leave avocats. L'union des maires de l'Oise lançait un marché négocié. Jayant pour objet le « recrutement d'un cabinet d'avocats » pour « une durée d'un an », et demandait au candidat d'indiquer les « références et expériences professionnelles » témoignant de « sa compétence ». Le directeur de cette publication, Jean-Gaston Moore, s'est senti obligé d'expliquer, dans un article en date du 16 mars, que

# Les collectivités publiques recrutent désormais leurs avocats par appels d'offres

Le Conseil d'Etat doit dire si cette obligation est compatible avec la déontologie professionnelle

La moralisation de la vie publique justifie-t-elle sionnels en concurrence ? Oui, répond le les principes déontologiques qui régissent la re-

que l'Etat ou les collectivités locales passant des commissaire du gouvernement du Conseil lation avocat-client, ce que ne permet pas de contrats avec des avocats mettent ces profes- d'Etat, à condition que l'appel d'offres respecte faire, actuellement, le code des marchés publics.

> · deux avocats », Mª Prançoise Ton- les grands principes régissant la bol-Fischer (du barreau de Paris) et Me Gérard Bismuth (du barreau de Marseille), « il est possible d'espérer que le Conseil d'Etat l'annule-

MISE EN CONCURRENCE

Le Conseil d'Etat, réuni en as-

semblée du contentieux, a examiné, le 26 mars, ce recours, qu'ont appuyé deux ordres et un syndicat d'avocats. Les requérants demandaient l'annulation d'une disposition d'un décret du 27 février 1998 aux termes de laquelle les marchés de services juridiques d'un montant égal on supérieur à 300 000 francs annuels doivent désonnais faire l'objet d'une mise en concurrence. Ils faisaient valoir

profession d'avocat : secret professionnel, libre choix du défenseur par toute personne privée ou publique, indépendance de l'avocat par rapport à son client.

Le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant), Henri Savoie, a d'abord écarté l'argument selon lequel le décret violerait la règle du secret professionnel, dans la mesure où il inciterait les avocats à dévoiler l'identité de leurs autres clients. Il a affirmé que les avocats seront invités seulement à indiquer la taille de leur cabinet, ses spécialités, le nombre de personnes qu'ils sont susceptibles d'affecter an traitement de l'affaire et le niveau approximatif de leurs honoraires. Il a estimé que le que cette disposition méconnaît principe du libre choix ne serait

pas « restreint » mais, au contraire, « éclairé » par ces données. Il a donc jugé que la mise en concurrence préalable au choix d'un avocat ne méconnaît pas ces principes professionnels.

En revanche, M. Savoje a critiqué l'insertion de cette procédure dans le code des marchés publics, qui modifie la nature du contrat passé entre l'avocat et son client. Constatant que l'obligation, pour mettre ce contrat au préfet, afin qu'il exerce son contrôle de légalité, est contraire au principe de confidentialité, il a soutigné qu'en matière de marchés publics le cocontractant de l'administration ne peut pas se dégager, à tout moment, de l'exécution du contrat, ce qui est contraire au principe d'indépendance des avocats.

Le commissaire a observé aussi qu'un marché public doit indiquer précisément l'objet de la prestation, sa durée et son prix, ce qui est pratiquement impossible en matière de contentieux. Jugeant donc, au total, que les règles des marchés publics ne peuvent s'appliquer à la relation contractuelle qui unit l'avocat à son client, M. Savoie a proposé au Conseil d'Etat de dire que la disposition contestée est, pour cette raison, illégale. Toutefois, il a affirmé que, « si le gouvernement le souhaite, il pourra reprendre un texte qui soumettra à une mise en concurrence » les contrats juridiques, « mais en prévoyant, alors, un certain nombre d'ajustements par rapport aux règles des marchés publics ». Le Conseil d'Etat doit rendre son arrêt dans les prochains jours.

Rafaēle Rivais

# Jacques Chirac rend hommage à Ambroise Roux

LE PRÉSIDENT de la République a exprimé, hundi 5 avril, sa « profonde tristesse » après l'annonce du décès d'Ambroise Roux (Le Monde du 6 avril, lire aussi page 18), « Par son intelligence, par son rayonnement et par son action dans les différentes fonctions qu'il a occupées, tant au sein des entreprises françaises qu'au sein du CNPF. Ambroise Roux incarnait une des grandes figures du capitalisme français », a affirmé Jacques

Le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a salué « le rôle et la mémoire » d'Ambroise Roux, « une personnalité centrale de l'establish-

### L'UNEF favorable à un syndicalisme étudiant réunifié

LORS de son 79° congrès, qui s'est tenu du 2 au 5 avril à Pantin (Seine-Saint-Denis), l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) s'est prononcée en faveur d'une réunification du syndicalisme étudiant, en réponse à la proposition formulée par Carine Seiler, présidente de l'UNEF-ID (Le Monde du 19 mars).

Estimant « le temps venu de créer une nouvelle structure, un nouveau syndicat uni et rassembleur qui ne soit pas simple addition d'appareils », Karine Delpas, réélue présidente de l'UNEF, a évoqué l'ouverture de discussions, en mai, avec d'autres organisations (Fédération générale des associations d'étudiants, SUD-étudiants...). Elles pourraient aboutir à des assises de réunification avant la fin de l'année.

■ CONJONCTURE : le moral des ménages reste au plus haut. Selon l'« indicateur résumé » publié, mardi 6 avril, par l'Insee, le solde des opinions optimistes et pessimistes des ménages sur leur situation financière était négatif de seulement 7 points en mars, comme en février. Début 1996, ce solde était négatif de 38 points.

■ ACCIDENT: quatre adolescents, agés de quinze à dix-huit ans, sont morts, hudi 5 avril, au cours d'un accident de la route près de Macheren (Moselle). Deux autres jeunes, également passagers du véhicule, sont grièvement blessés. De retour d'une discothèque, le conducteur aurait perdu le contrôle du véhicule en raison d'une vitesse excessive et heurté la façade d'une habitation.

■ JUSTICE: un vigile de supermarché situé dans un quartier de Strasbourg (Bas-Rhin) a été mis en examen, lundi 5 avril, et écroué pour « tentative d'homicide » pour avoir avoir blessé par balle, samedi 3 avril, un jeune homme de dix-sept ans. L'incident serait intervenu après une altercation entre un groupe de trois adolescents et les vigiles du magasin.

■ FAIT DIVERS : un homme de quarante et un ans a été mis en examen, lundi 5 avril, pour « meurtre aggravé » et écroué à Brest après avoir reconnu le meurire de sa compagne, mortellement blessée, samedi soir, de plusieurs coups de râteau, à Plouézoch (Finistère), près de Morlaix. Il aurait invoqué l'abus d'alcool pour expliquer son geste. ■ MÉDECINE : la cour d'appel de Versailles a minoré, dans un arrêt rendu vendredi 2 avril, la responsabilité du vaccin contre l'hépatite virale de type B commercialisé par la firme SmithKline Beecham dans certains cas de sclérose en plaques (Le Monde du 10 juin 1998). La cour a demandé à un collège d'experts médicaux de réaliser une analyse approfondie du dossier des deux plaignantes.

### La CGT contre un report des échéances pour les 35 heures DEUX MOIS après son arrivée à la tête de la CGT, de l'annualisation », insiste M. Thibault. « La proposi-

Bernard Thibault réaffirme, dans un entretien publié, mardi 6 avril, par Les Echos, son inquiétude devant le bilan « encore modeste », en matière d'emplois créés, de la première loi portant sur la réduction du temps de travail. M. Thibault craint ainsi que «les suppressions de postes résultant des fermetures de sites, des délocalisations, etc. soient plus importantes que les emplois créés par la réduction du temps de travail ». C'est. pour la CGT, ajoute-t-il, « un énorme sujet de préoccupation ».

SALAIRE MINIMALISATION

«l'avis est conforme à la loi », car

« la prestation de l'avocat est assi-

milée à un marché», bien que

« cette procédure heurte notre sen-

sibilité ». Il ajoutait que « fort heu-

reusement, grâce à la vigilance de

La seconde loi, qui devra entériner, à l'automne, les modalités d'application du passage aux 35 heures, ne devra pas seulement tenir compte, à ses yenz, des accords passés mais aussi des « désaccords exprimés », et de « la représentativité des syndicats qui ont paraphé , ces textes». La loi devra «réévaluer le salaire minimum > - « aucun syndicat » ne s'accommodant d'un double SMIC -, et elle devra, aussi, « corriger les excès

tion du Medef de taxer les heures supplémentaires de 5 % seulement n'est pas une base de proposition sérieuse », ajoute-t-il-

Le secrétaire général de la CGT invite, entin, le gouvernement à être « logique avec lui-même » : « Il n'y a aucune raison que la fonction publique reste à l'écart ». M. Thibault repousse l'idée d'une période de transition. après le le janvier 2000, en arguant qu'« il n'y a pas de raison de reporter les échéances car on ne peut juger qu'il est urgent d'infléchir la courbe du chômase et donner des souplesses supplémentaires aux entreprises alors qu'elles ont eu largement le temps de négo-

Au sujet des retraites, M. Thibault continue de récuser les solutions envisagées par le rapport Charpin. «L'augmentation de la durée de cotisation pour les salatiés du régime général, en 1993, a été plus subie qu'acceptée », déclare-t-il, en soulignant qu'il « ne serait pas aberrant de consacrer une part plus importante au financement des retraites ».



Couvert par le Groupe Allianz.

Où que vous soyez. Quoi que vous fassiez. Une société du Groupe Allianz est toujours à vos côtés.

Pour nous, la gestion du risque, c'est envisager l'impensable de manière à identifier les risques avant qu'ils ne surviennent. La compétence de nos collaborateurs, notre savoir-faire technique et notre puissance financière tant au niveau international que national - nous le permettent. Et c'est précisément cette étroite coopération avec nos filiales, telles que les AGF en France, qui fait du Groupe Allianz le partenaire sur lequel vous pouvez compter, quels que soient l'endroit et le moment où vous avez besoin de nous. Allianz. La puissance à vos côtés.



AGF est un membre du Groupe Allianz la compagnie d'assurances leader en Europe. Un des plus importants prestataires de services financiers dans le monde: Allianz Group.



# Un rapport préconise une « autorité indépendante » contre les discriminations \*

Dans un document remis à Martine Aubry, le conseiller d'Etat Jean-Michel Belorgey propose la mise en place d'une institution, calquée sur la CNIL ou le CSA, qui instruirait notamment les réclamations des personnes s'estimant victimes du racisme d'un employeur

rendu public, mardi 6 avril, son rapport intitulé « Lutter contre les discriminations » rédigé à la demande de Martine Aubry, mi-nistre de l'emploi et de la solidarité. Dans

ce document, il prend position pour la mise en place d'une autorité indépendante, cal-quée sur la CNII, ou le CSA, qui devrait no-

discrimination raciale à l'embauche. M. Belorgey préconise également une séparation entre les services de l'Etat chargés de gérer tamment instruire les réclamations des per-sonnes qui s'estiment victimes d'une les flux migratoires et ceux qui œuvrent pour l'intégration. Pour rendre cette poli-

tique d'intégration plus efficace, celle-ci serait menée par une agence, sur le modèle de celles qui agissent dans le domaine de la santé publique. Jusqu'à présent, la justice n'est parvenue que très rarement à

condamner un employeur pour discrimina tion. Ceux-ci se retranchent souvent derrière le racisme de leur clientèle. Les textes européens pourraient obliger la législation française à évoluer à court tenne.

DU CONSTAT à l'action, il y a un grand pas. En particulier lorsqu'il s'agit de passer de la dénonciation des multiples discriminations dont sont victimes des personnes d'apparence étrangère à la lutte efficace contre ces pratiques qui compromettent l'intégration de millions d'acteurs de la société française et attisent la violence. Les propositions formulées par Jean-Michel Belorgey, conseiller d'Etat, dans le rapport intulé Lutter contre les discriminations remis, fin mars, à Martine Aubry et rendu public, mardi 6 avril, tentent de sauter ce pas décisif, comme semble le souhaiter Popinion publique.

Huit personnes sur dix estiment injustifiée la discrimination à l'embauche contre une personne d'origine maghrébine, selon un sondage CSA réalisé en novembre 1998. Il n'étaient que six sur dix un an plus tôt (Le Monde du 25 mars 1999), La réalité, familière des intéressés, n'a été reconnue officiellement que ré-

« ROMPRE LA LOI DU SILENCE »

() faut « rompre la loi du silence » face à une « évolution (...) de nature à saper les fondements mêmes du modèle français d'intégration ». avait lancé, en octobre 1998, le Haut Conseil à l'intégration (HCI). Dans le sillage de ce rapport, M™ Aubry avait annoncé la création d'un simple « observatoire des discriminations ». Mais elle avait simultanément chargé Jean-Michel Belorgey d'« évaluer la pertinence de l'organisation administrative française » dans ce domaine.

étayé, l'affirme : lutter sérieusement contre les discriminations suppose la création, par la loi, d'une véritable « autorité indépendante » sur le modèle de la CNIL ou du CSA, puisqu'aussi bien l'administration elle-même n'est pas exempte de pratiques discriminatoires. Mais cette innovation doit s'accompagner d'une audacieuse réforme des structures administratives chargées de l'intégration. Il s'agit de séparer les services qui gèrent les flux d'immigration de ceux qui ceuvrent à l'intégration. Autrement dit, d'en finir avec une administration censée simultanément mettre en application la police des étrangers et les intégrer. « ce qui est souvent difficilement

Au fond, la lutte contre les discriminations à l'égard de toute « personne étrangère ou que son origine, son patronyme, son apparence phy-sique conduisent à supposer tel » n'est, pour M. Belorgey, qu'une nouvelle manière de poser la question de l'intégration. Dans cet esprit, il invite à déplacer le projecteur « d'une réflexion sur les carences de l'intégration vers une ré-flexion sur les raideurs de la société d'accueil ».

Un tel changement d'optique n'est pas sans conséquences : engager la France dans la lutte contre les discriminations suppose d'abord de dépasser « le cadre étriqué de l'intégration républicaine », en reconnaissant que les populations d'origine étrangère « n'ont pas à effacer le souvenir de leur par-

Son diagnostic, solidement cours antérieur ». Cela suppose aussi, insiste M. Belorgey de poser-des questions conflictuelles comme la double peine, le droit de vote des étrangers aux élections locales, ou l'accès aujourd'hui interdit, des étrangers à certaines professions li-

> « ÉVENTUELS DÉRAPAGES » Enfin, agir contre les discriminations exige de les mesurer, et donc de réformer l'outil statistique pour permettre la prise en compte des « caractéristiques d'origine ethnique ou nationale» tout en veillant à

« se prémunir contre d'éventuels dé-

Pour bousculer de tels tabous. « une autorité administrative indépendante (...) peut vraisemblable-ment se révéler (...) en meilleure position que les autorités politiques ou que les administrations traditionnelles », constate M. Belorgey, qui juge avec sévérité les actions déja engagées par l'administration. S'appuyant sur des exemples européens, en particulier celui de la Commission for racial equality bri-

confirme que « seule » cette autorité indépendante « est de nature à permettre le franchissement d'un seuil significatif d'efficacité ».

Baptisée Conseil supérieur de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, cette institution « légère » serait composée de quinze membres nommés par le président de la République sur proposition du premier ministre. Elle pourrait être constituée par simple transformation de l'actuel Haut Conseil à l'intégration, dont la composition vient d'être renforcée. (lire ci-contre) et qui a lui-même

suggéré cette mutation. Contrairement à la pratique britannique, les simples citoyens saisi-. raient l'autorité indépendante non pas directement mais par l'intermédiaire d'un syndicat, d'une association (antiraciste, familiale, de parents d'élèves, de locataires, de consommateurs) ou d'un élu. La nouvelle « autorité indépendante », épaulée par l'observatoire déjà créé, aurait le pouvoir d'instruire des réclamations et de saisir

tannique, le conseiller d'Etat à son tour la justice ou d'autres administrations. Elle négocierait aussi avec les administrations, les syndicats, les organismes patronaux ou logeurs, des «chartes de bonnes pratiques » et des programmes d'action. Elle serait obligatoirement consultée par le gouvernement sur tout projet de texte comportant d'éventuelles consémences discriminatoires.

SOLIDES RELAIS . -

Mais la nouvelle « autorité» ne sera efficace, souligne M. Belorgey, que si elle dispose de solides relais dans l'administration. Son rapport propose de renforcer le pouvoir des inspecteurs du travail en leur permettant de dresser des procèsverbaux en matière de discrimination et de procéder à des mises en demeure, comme en matière de sécurité. Parallèlement, il suggère d'autoriser les syndicats à porter plainte en la matière comme c'est déjà le cas en cas de discrimination

Passant trop rapidement sur la question de la charge de la preuve

de la discrimination devant un tribunal, qu'il propose de laisser en l'état, il détaille en revanche la petite révolution administrative qui consisterait à déconnecter la gestion des actions d'intégration des pressions politiciennes. S'inspirant des institutions créées en matière de santé publique depuis le scandale du sang contaminé, il prône la création d'une « Agence de l'intégration et de la lutte contre les discriminations », regroupant le Fonds d'action sociale (FAS), une partie de la Sonacotra et de la Direction de la population et des migrations (DPM) relevant aujourd'hui du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette Agence, bras séculier de l'Autorité indépendante serait placée sous la tutelle de la direction des affaires sociales. Reste à savoir si Martine, Aubry sanra se saisir de ces propositions iconoclastes, mais cohérentes, pour rompre avec l'inertie qui a caractérisé sa gestion des questions d'inté-

gration depuis bientôt deux aus.

Philippe Bernard

2 - N

The state of the s

# Philippe Bataille, sociologue « Il faut éviter que le débat s'enlise dans les polémiques législatives »

Centre d'analyse et d'intervention sotiologique de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, auteur de Racisme au travail (Seuil, 1997), à quoi attribuez-vous l'émergence actuelle de la question de la discrimination dans le domaine de l'em-

- A l'essoufiement du discours sur l'intégration. Notamment pour les publics visés par ce discours : celui des "quartiers", où il existe actuellement un très net sentiment de "ras-le-bol". En outre, la question s'est déplacée. Aujourd'hui on s'interroge moins sur les résistances idéologiques ou politiques à l'intégration que sur les blocages qui la freinent. On travallle plutôt sur le vécu, sur la société française et ses institutions: l'école, la justice ou la police. Dans la mesure où le racisme est décliné sans être revendiqué. l'affrontement entre racisme et antiracisme est moins central alors que la notion de discrimination le devient.

» Bien entendu, la discrimination renvoie au racisme, mais à un racisme moins assumé, plus banalisé et plus diffus. Un racisme qui n'est pas dit. Un racisme qui, sous la forme de la "discrimination indirecte", touche pourtant au cœur des principes égalitaires sur lesquels est fondé notre ordre républicain. Ne constate-t-on pas que dans certaines villes le chômage touche 35 à 40 % des enfants d'origine nord-africaine? Que les chances de trouver du travail entre les ieunes de moins de vingt-cinq ans, peuvent varier de 1 à 3 selon qu'ils soient originaires du Maghreb et d'Afrique ou d'origine française?

– Faut-il à votre avis encourager les victimes de discrimination dans le monde du travail à porter plainte devant la justice? Evidemment. Si on a une

preuve, on condamne. Mais, en plein débat sur la présomption d'innocence, je suis de ceux qui préfèrent ne pas s'engager sur une controverse législative qui porterait sur le renversement de la charge de la preuve (imposant

« En tant que chercheur au à l'employeur accusé et non plus au plaignant d'établir ou'il n'a pas usé de critères discriminatoire dans sa décision d'embauche].

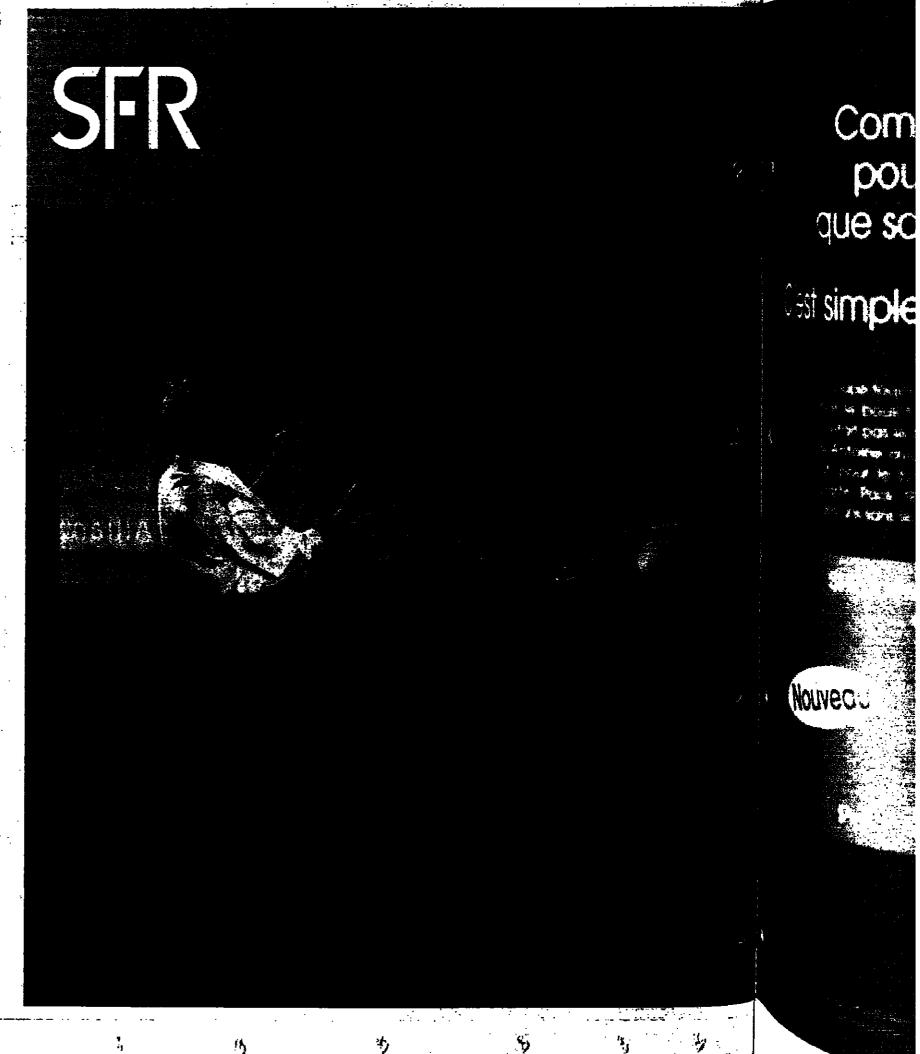
Que pensez-vous du "testing" pratiqué par certaines associations qui consiste à provoquer des situations de discriminations à l'embauche, dans le but de susciter la preuve de ce racisme non-dit ?

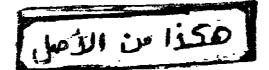
- Je la trouve, après tout, utile, compte tenu des blocages dont j'ai parlé. Provoquer des flagrants délits devant huissiers et journalistes, y compris avec un accompagnement institutionnel, peut réveiller une société qui a du mal à reconnaître ses blocages. Le temps est à la prise de conscience du problème par les acteurs sociaux, notamment, avec un certain retard, dans les syndicats.

 Le rapport Belorgey propose la mise en place d'une institution indépendante, sur le modèle britannique. Y êtes-vous

- je pense avant tout qu'il conviendrait de "reformater" et respenser les outils traditionnels qui traitent les problèmes de l'intégration, le Fonds d'action sociale, la Direction de la population et des migrations. D'autre part, il faut noter que l'essentiel des résultats de la Commission pour l'égalité des races britannique ont été obtenus moins par des procès mais que la seule ouverture des enquêtes. Tout le monde "met son casque" quand arrive l'inspecteur du travail... Je pense aussi qu'il fant éviter que le débat s'enlise dans une polémique législative, qui a "plombé" la discussion sur l'immigration depuis quinze ans. C'est la mobilisation des acteurs sociaux, des médias, des syndicats, plus que l'invention de nouvelles procédures qui permettra, à mon avis, de prendre à bras-le-corps le problème de la discrimination, et de la combattre à la source plutôt qu'au niveau de son expression. L'une de ces sources, c'est le silence qui l'entoure. »

> Propos recueillis pai Nicolas Weill





# re les discrimination

ise en piace d'une institution, ctimes du racisme d'un employeur

THE OWNER OF R WW IN HERSEL A STANBOOM OF 25 and in success

condumner on employeur pour condumner in employeur now have seen. Crux-ci se retranction some servicent some servicente la la companyant pour servicente la companyant servicente serv HELLY-SERVICE & GARANTE SERVICE SERVIC pr Linemannia 1 **美国建筑的**自然是1975年4月, And the second s de la companya della companya della companya de la companya della companya della

**医乳腺性炎病的物理** 医2000 **新的地名**第一种 1845年 manager Deligionality enparent de deservice The second second the age of the second के**मका हुआ** ज हुए कर कर 如此是1950年 经股份 in the same of

CO CONTRACTOR

an enteres

Philippe Benz

SEER THE LAND

The state of the s

manage - potenter e po-E. William H. Color or a 金書 中 江 をたたってん。 BARRETT AND APPLICA 新建物 计 化 电电子电流 京都 衛 やおは かってる A STREET WAS STREET, Called to Calledonia **阿尔斯斯**斯 下面的 (1985年1987年) 部等職 (株 空場)おけらっか The sprangers a poster

to the first of the state of th Frank Land Comment of the Comment of They have the total of Cont. Note that he was THE RESIDENCE Marie Company of the Company of the

DÉSOLE, MAIS mes clients he Supporteraient has LA COULEUR DE votre cravate

### Le Haut Conseil à l'intégration est élargi

Le Haut Conseil à l'intégration (HCI), instance créée en 1989 pour apai-ser les teosions sur l'immigration et éclairer les choix gouvernementaux, vient d'être renforcé au moment même où son rôle et son positionnement sont plus que jamais incertains. Le nombre de ses membres est passé de neuf à vingt au maximum, en vertu d'un décret du 17 mars pris par Martine Anbry. La nomination des nouveaux « sages » a fait l'objet

d'un décret de Jacques Chirac quelques jours plus tard. Outre la confirmation de la nomination de Roger Fauroux, ancien ministre de l'industrie, à la présidence du HCI, on y note désormais la présence de Bernard Birsinger (PCF), maire de Boblgny (Seine-Saint-Denis), d'Hanifa Cherifi, médiatrice de l'éducation nationale pour les affaires de foulards, d'Anne-Marie Idrac (UDF-Alliance), députée des Yvelines, de Nacer Kettane, président de Beur-FM, de Christine Lazerges (PS), députée de l'Héranit, de Michèle Tribalat, démographe, et de Gaye Petek-

# La justice parvient rarement à établir la preuve d'une discrimination à l'embauche

Les employeurs condamnés invoquent souvent le prétendu racisme de leur clientèle

BIEN QUE les preuves de la discrimination à l'embauche soient souvent difficiles à établir devant la justice, quelques « affaires » ont néanmoins, ces derniers mois, pu aboutir à confondre des employeurs et entraîné des condamnations - généralement assorties de sursis -, ainsi que des amendes. Pour antant, il n'est pas certain que ces jugements aien suffit à convaincre les condamnés eux-mêmes de la gravité d'un délit pour lequel l'article 225-2 du code pénal prévoit jusqu'à deux années d'em-

Selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, seulement quatre condamnations ont été prononcées en 1997 pour l'ensemble des discriminations dans l'emploi (treize

en 1994, dix en 1997). Comme le remarque M° Evelvne Lassner, avocate d'une jeune étudiante en sciences politiques originaire du Sénégal et victime de discrimination sur son lieu de travail, « il est frappant que l'employeur accusé se dénde en prétendant ne répercuter que le prétendu racisme de la clientèle, au devant duquel il va ». Patou Guey était pourtant appréciée de sa première directrice qui lui demande de la suivre lorsqu'elle est mutée dans une parfumerie du 16º arrondissement de Paris.

Une boutique dont l'une des employées était, elle aussi, d'origine africaine. « Deux Noires dans un magasin, ce n'est pos possible. Il faudra me la déporter », dira au téléphone le directeur commercial qui prétendra avoir simplement voulu changer la jeune femme de magasin, et non la licencier.

### « Deux Noires dans un magasin, ce n'est pas possible. Il faudra me la déporter »

Le haut-parleur ayant été branché, c'est le témoignage d'une collègue qui emporte le 28 mai 1998, la condamnation du directeur à une amende de 15 000 F - tout en le dispensant de peine - devant la 17º chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'instruction avait permis de confirmer, sinon les termes, du moins la teneur des propos que le condamné niait

Le préjugé d'autrui est ainsi non seulement devancé mais instrumentalisé pour « justifier » une exclusion à base ethnique dans le domaine de l'emploi. Le tout sous invocation des

lois du marché et de la concurrence. Un pharmacien français d'origine marocaine, Zakaria Chakib, en a fait les frais. Alors que cet ancien conseiller municipal socialiste de Beuvrage (Nord) présentait sa candidature à un poste dans une officine de Solesme (Nord), il se voyait opposer par l'employeur - et cette fois par écrit - le peu de goût supposé de la clientèle pour ses « origines étrangères » (Le Monde du 12 janvier). Le pharmacien, Jacques Vantine, sera condamné, le 23 février, par le tribunal correction-nel de Cambrai à trois mois d'emprisonnement avec sursis et trente mille francs d'amende. Auiouni'hui. Zakana Chakib regrette le pen de solidarité manifesté, à quelques exceptions près, par son milien professionnel. Après l'épisode pénal, celui-ci entend à nouveau porter l'affaire devant le conseil régional de l'ordre des pharmaciens : « C'est la première fois que le vis cela depuis vinet ans que je suis en Prance, déclaret-il. La situation empire et c'est pour cela que je vais continuer à me battre. Quand j'ai reçu la lettre de mon confrère, je me suis posé plusieurs questions : est-ce que je m'en vais avec mes trois enfants ? Est-ce que j'arrête tout au niveau associatif? Qu'est-ce qui se passe ? Où j'en suis ? Depuis, j'y pense

Ce sont encore les éventuelles réactions de la clientèle qui furent mises en avant par un couple de charcutiers, Josiane et Guy Beaufremez de Valence-d'Agen (Tam-et-Garonne), pour repousser la candidature d'une jeune fille, Fatima, de nationalité francaise comme son père. Patima - une mineure de dix-sept ans et demi cherchait une place d'apprentie avec Paide de la mission locale pour l'insertion professionnelle des jeunes. Quand son père se présente avec sa fille, le 9 septembre 1997, c'est pour entendre de la bouche du charcutier que la place était déjà prise. L'arrêt prononcé par la cour d'appel de Toulouse, le 24 septembre 1998, rappelle ra que M. Rolland, membre de la mission locale. « avait alors téléphoné à M= Beaufremez, qui lui avait indiqué qu'elle "ne voulait pas avoir de per-sonne comme cela", qu'elle ne pouvait se permetire du fait de sa clientèle d'avoir une personne maghrébine au comptoir ». Le tribunal a confirmé la damnation des deux époux, malgré leur dénégation, respectivement à un mois de prison avec sursis. Fatima, quant à elle, n'a toujours pas retrouvé d'emploi : « Depuis ce truc, dit-elle, je ne peux pas aller chercher du travail. Pai peur qu'il arrive la même chose. »

# L'Union européenne bouscule la pratique française

SUR LE PAPIER, tout est dit : le code pénal français sanctionne d'une peine maximum de deux ans de prison et de 200 000 francs d'amende le délit de « discriminotion » qui consiste à « refuser la fourniture d'un bien ou d'un service », à « entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque ». à « refuser d'embaucher ». à « sanctionner ou à licencier une personne », à « subordonner une offre d'emploi » ou la fourniture d'un bien ou d'un service en opérant « toute distinction » reposant notamment sur l'origine, le sexe, la situation de famille, l'« appartenance » ou la « non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation. une race ou une relizion déterminée ». Les sanctions sont encore renforcées si l'anteur du délit est

torité publique ». Dans la réalité, ce texte impetcable n'est appliqué que de façon rarissime. A la difficulté pour la victime de surmonter son humiliation pour saisir la justice s'ajoute la quasi-impossibilité pour elle de rapporter la preuve des faits discriminatoires dans les formes exigeantes du droit pénal français, où cette charge repose exclusivement sur le demandeur. présomption d'innocence oblige.

### Une table ronde reportée depuis des mois

Il y a plusieurs mois, Martine Anbry, la ministre de l'emploi et de solidarité, annonçait son intention de réunir les principales organisations syndicales et patronales pour une table ronde sur les discriminations à l'embauche. Depuis, la convocation a été repoussée pas moins de cinq fois. D'abord prévue en décembre 1998, elle était différée à la mi-janvier, puis reportée à nouveau. Un accord avait été trouvé pour le 19 mars, date finalement abandonnée. Aujourd'bul, ia date du 11 mai est évoquée. Sans totale certitude.

Au-delà des problèmes de calendrier des uns et des autres. des divergences et réticences expliquent aussi les reports successifs. Le Medef (ex-CNPF) a du être tranquillisé. L'organisation patronale souhaitait en effet que la table ronde relève d'une démarche « positive », et non « négative » qui aurait consisté à montrer du dolgt les chefs d'entreprise. De son côté, Force Ouvrière aurait voulu évoquer les discriminations au travail au sens large. Ces interrogations étant désormals levées, rien n'empêche plus, théoriquement, la réunion de se tenir.

C'est sans doute de l'Europe que pourrait provenir l'inspiration pour sortir de cette situation insatisfaisante et régulièrement dénoncée. La jurisrudence de la Cour européenne de justice prend en compte depuis 1981 la difficulté de rapporter la preuve d'une discrimination sexiste en matière de rémunération en acceptant un raisonnement en deux temps. Le demandeur doit d'abord démontrer, éventuellement à l'aide de statistiques, la réalité de la discrimination. C'est ensuite à l'employeur de la nier en justifiant la décision qu'il a prise.

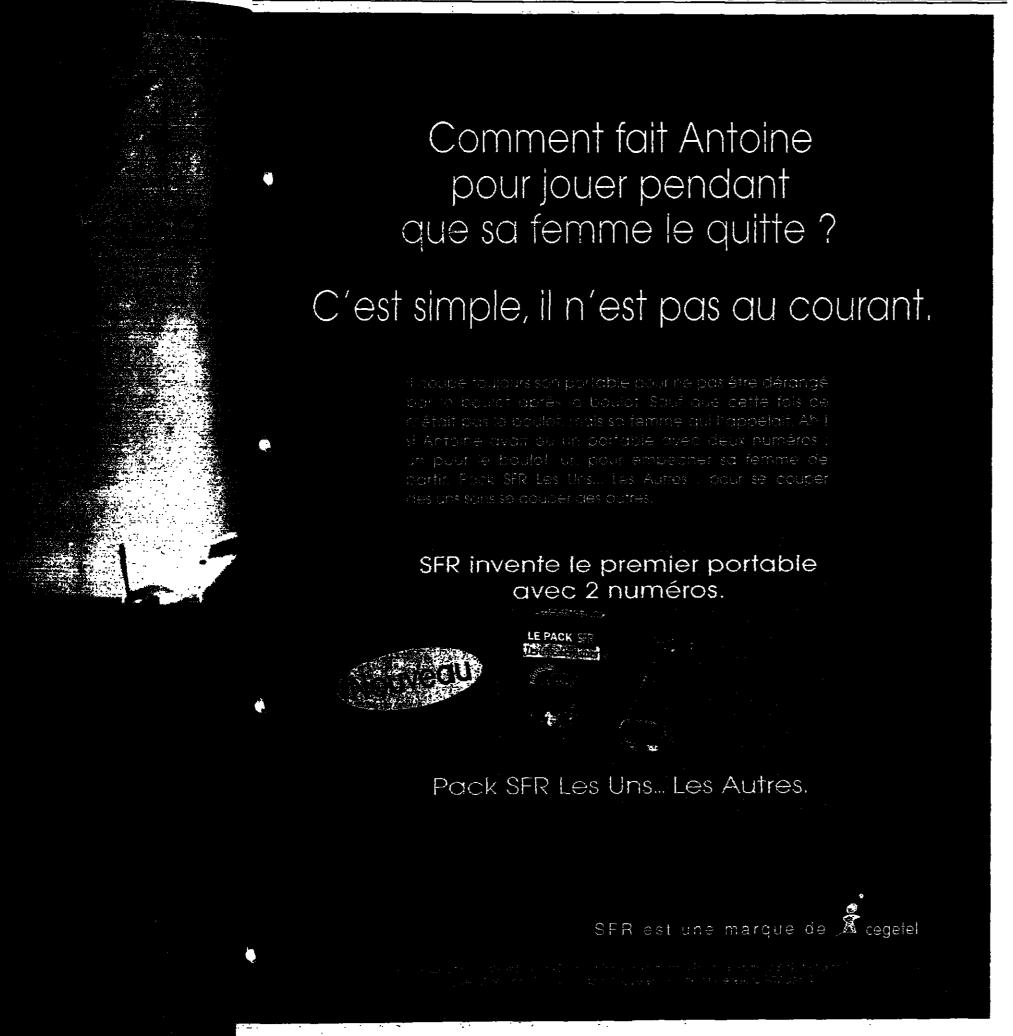
### CHARGE DE LA PREUVE

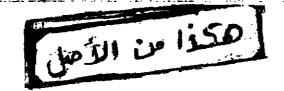
Cette pratique a été consacrée dans la directive du 15 décembre 1997 du Conseil de l'Union européenne qui dispose, en matière de < Les Etats membres (...) prennent les mesures nécessaires afin aue. dès lors au'une personne qui s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe d'égalité de traitement établit devant une juridiction (...) des éléments de fait aui permettent de présumer l'existence d'une discrimination; c'est à la partie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu violation du prin-cipe d'égalité de traitement. »

Cette répartition de la charge de la preuve est déjà mise en œuvre dans la législation française en matière de discrimination sexiste mais elle s'applique uniquement en matière civile (demande de dommages-intérêts). Certaines associations antiracistes, comme la Licra, revendiquent une application de ce mécanisme en matière de discrimination raciale. A Péchelle européenne, l'incitation à renforcer les mécanismes antidiscrimination est appuyée par l'inclusion dans le traité d'Amsterdam d'une disposition qui permet au Conseil de « prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle ».

Lorsque le traité entrera en vigueur, des directives plus précises pourront être adoptées et obliger chaque Etat. Déjà, un projet de directive demande à chaque Etat membre de mettre en place des structures aptes à recevoir les plaintes pour discrimination qui soient « dotées de tous les pouvoirs nécessaires pour enquêter sur ces plaintes ». Le même projet prévoit qu'une fois les présomptions exposées par le demandeur il appartiendra à la personne mise en cause d'apporter la preuve contraire

Ph. B.





# Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au Journal officiel de dimanche 4 avril.

### Grande chancellerie

Sont promus commandeurs: Georget Dannon, inspecteur général ho-noraire des postes et télécommunications; Charles Pàrent, inspecteur général honoraire des Monuments historiques.

### Premier ministre

Pierre Fugain, président d'honneur de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et parriotes : Jacques Ribs, avocat, conseiller d'Etat honoraire.

### Emploi et solidarité

Est promo *communieur* : Francis Blanchard, ancien directeur géné-ral du Burean international du travail. SANTÉ ET ACTION SOCIALE

Jean Werthelmer, médecin ophtalm giste, conseiller technique pour les affaires médico-sociales dans une mairie. DROTTS DES FEMMES

ET FORMATION PROFESSIONNELLE Conseil européen Fernmes et entreprises.

### Justice

Sont promus commandeurs: Paul Chardon, notaire à Paris, ancien président du Conseil supérieur du notariat : Prançoise Dulery, conseiller d'Etat honoraire, présidente de section à la commission de re-cours des réfuglés; Moule Pradain, avocat. général honoraire à la Cour de cassation, présidente du Centre national de formation

### Education nationale, recherche et technologie

Soot exomus commandeurs: Pierre Chaunu, professeur d'histoire mo-deme à l'université Parts-Sorboune, membre de l'Académie des sciences morales et polies ; Etienne Trocmé, professeur des uni-

### intérieur

Louis Philibert, ancien sénateur, ancien président du conseil général des Bouches-do Rhône, maire du Poy-Sainte-Réparade.

### Economie, finances et industrie

Est prontu *commandeur* : Jean Farge, administrateur de banque, an-

INDUSTRIE Est produ *commandeur* : Bernard Esambert, vice-président des

# Défense

ANCIENS COMBATTANTS CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Jacques Grandcoin, déporté-résistant.

### Equipement, transports et logement

Jacques Trorial, ancien ministre, ancien président du conseil d'administration du Port tonome de Paris.

### Culture et communication

Georges Halphen, donateur des musées nationaux, président d'un Sivorn, maire; Pierre Viot, président du Festival de cinéma

### Agriculture et pêche

Est proum *commandeur* : Raymond Neeser, ancien président de l'union financière pour le dévelop

### Aménagement du territoire et environnement

Serge Antoine, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, président honoraire d'un comité pour le développement et l'envi-

### Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Jean-Louis Quermonne, directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

### Grande chancellerie

Sont promus officiers : Aimé Baud, directeur général honoraire de banque : Roger Cornu, ancien vice président d'une section départementale de la société d'entraide des membres de la Légion d'hon-neur ; Mohammed Dahmani, grand invalide de guerre. Marcel Graeber, président d'une union départementale de la Société natio-nale Les Médallés militaires ; Marcel Haro, ide de guerre ; Yves Marion, président de l'amicale des retraités du personnei

Sont nommés chaudiers Simonne Baugé, ancienne intirmière dans l'armée française : Geneviève Bouchinot, instiourice honocaire: Yves Chenel, directeur tonoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Jean-François Debay, inspec-teur général honoraire à Gaz de France ; Jeanne Desarbres, née Michelin, membre de la Confédération des combattants volontaires de la Résistance ; Gustave Desomberg, eur national de la Société natio de Les Médaillés militaires; Labcène Diaber, ancien fonctionnaire au ministère de la défense, Pierre Girand, ancien médecin ; Mi-chel Hoog, conservateur général honoraire du patrimoine : Marcel Masi, président d'une

ъ,

90mmes handicapées ; le révérend père Heuri Philippe, prieur général d'une communanté ; Martine Vial, nét Boucherie, épouse et mère de familie au foyer ; Christine Vienot de Van-blanc, née de Salimand de Ressis, vice-présidente d'un centre d'information départe-mental pour personnes âgées; Alice Viveret, née Luchini, ancienne informère.

### Premier ministre

Sout promus officiers:
Janine Devers, née Holodersko, dite Tliard, ancienne linéssithérapeute, présidente d'une association d'informations citoyennes; ciation départementale de défense des consommateurs; Lucien Lafay, membre d'associations d'anciens combattants; Claude Parodi, premier président honoraire d'une cour d'appel; François Pignier, premier vice-président du centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales; Denise Rieu, née Noël, sommatica, à l'actionne mellique des Nordinations de l'actions mentales à l'actionne mellique des Nordinations de l'actionne des Nordinations de l'actionne des Nordinations de l'actionne de l' directrice à l'Assistance publique des hôpi-

laux de Paris.
Sont nommés chevaliers:
Victor Agostini, président régional de la lédération des œuvres laïques, président-fondareur d'une association en faveur des jeunes : Sara Alexander, née Shub, musiclenne, comédienne, chanteuse, militant cienne, comedienne, charieties, militante pour le paix et les droits de Phonime; Marianne Barrucand, née Leutwein, professeur des universités; Gagon Belaisch, consultant des hôpitaux; Mart Biard, administrateur et utembre de la commission sociale d'une citera de satembre de la commission sociale d'une coltes de satembre de la commission sociale d'une caisse de retrake professionnelle; François Bignalet, président d'associations d'anciens comhatauts; Bernadette Bloudeau, née Lé-vêque-Sarassat, restauratrice du patrimoine creusois; Liliane Bohnbra, née Sebagh, professeur à l'Ecole supérieure de phys chimie de Paris : Anne-Marie Box Parent, secrétaire générale du Centre d'études prospectives et d'informations internationales : Jeanne Brugère, née Picoux, responsable de l'unité pédagogique de pa-thologie dans une école nationale vétéxinaire: François Carbonell, membre d'une astante; Hangos Carones, memore e une as-sociation de combattants et internés résistants; Danièle Carpentier, née Hayart, médecin, maire, présidente d'une commis-sion d'environnement; Cotilde Chamu, pée Patron, maire, vice-présidente d'une commu-nauté urbaine; Zygmunt Ciesniewski, présainte irroam; zygmum Ciesniewski, pre-sident départemental d'une union fédérale des anciens combattants et victimes de guerre; Boris Cyrulnik, médecin neuro-psy-chiatre, directivar d'exercipament en étholo-gie; Pierre Denizet, directeur général dans un groupe lutrelier; Lionel Deschangs, an-cient président-frontageur d'associations cien président-fondateur d'associations culturelles ; Marie-Claire Dubost, dite Valene, ancienne directrice de théâtre : Léna Edelman, née Joah, directrice d'un labora-toire de technologie cellulaire; Léon Fell-mann, membre et président d'associations d'anciens combattants et victimes de guerre; athalle Fried, née Perentin, infirmière en chef au service médico-social des services do premier ministre ; Simonne Brosse, née Ja: quemard, écrivain ; Lucienne, dite Sandra layat, artiste-peintre, écrivain : Hana Jecho ya-Voisine, née Saner, ecuvant ; rraina jecun-va-Voisine, née Saner, professeur émérhe des universités : Jacqueline Klatzmann, née Pour-tau, administrantice et trésorière d'une asso-ciation humanitaire ; René Lavergne, pré-tident d'homeur de la fébblesie metionale sident d'homneur de la Fédération nationale du sport en milieu rural ; Serge Lasvignes, diou sport en mineu l'urat; serge Lasvignes, di-recteur au secrétariat général du gouverne-ment; Emma Llon, née Uzan, conseillère bechnique auprès du directeur de la sécurité sociale; Joseph Malecki, président de la commission régionale du funds social d'une caisse de retraine; Françoise Nyssen, prési-deme du directoire d'une société d'édition; lliane Panet, née Beaussart, maire; Nicolie Rimasson, née Palier, professeur des écoles, maire : Olivier Schnerb, avocat, vice-pré-sident de l'Observatoire des libertés ; Elisabeth Sledziewski, épouse Guibert, écrivain maître de conférences, directrice de re-charches dans une université ; Gérard Riflet, président-directeur général d'une fonderie necanique ; naymona (abourtiem), vice-pré-sident d'un comité régional de l'Association nationale des anciens combattants de la Rénammaie des anciens compatiants de la Ré-sistance; Henriette Walter, née Saada, pro-fesseur associé de linguistique dans une uni-versité canadienne; Georges Welli, conservateur général du patrimoine, chargé de mission d'inspection aux Archives de France; Françoise Xenakis, née Gargouil,

### chroniqueuse littéraire ; Hélène Zanni, née Theveneau, professeur d'université. Emploi et solidarité

Sont promos officiers: Jean-Michel Alexandre, directeur de l'éva-hation à l'Agence du médicament, profes-seur des universités; Dominique Balmary, conseiller d'Etat, ancien délégué à l'emploi ; Jean Lebrat, président d'un couseil régional de l'ordre des médecins ; Jean-Yves Nevenx, praticien hospitalier, professeur des universi-tés ; Hervé Setieyx, ancien délégué intermi-nistériel à l'insertion des jeunes, ancien membre de section au Conseil économiq

Sont nommés chevallers : Raymond Ablin, président d'une mission locale de l'emploi ; Jean Alianet, ancien di-necteur d'un institut de jeunes sourds ; Else Arié, médecin cardiologue : Catherine Barba-roux, née Agusdin Gotierrez, directrice générale d'une société ; Francis Barrau, dis départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle; Roland Berman, médecin; Prançoise Bernillon, délégnée n' gionale du fonds d'action sociale; Martanne Berthod, née Wurmser, ancienne chef de mission d'administration centrale; Lucien Bonnet, président d'une mion départemen-tale des associations familiales; jean-René Brunetière, ancien directeur général de ortunetere, ancien urrecteur general de l'Agence du médicament; Alain Castaigne, praticien hospitalier, professeur des universités; Denis Champain, directeur des relations sociales d'un groupe bançaire; irène Clerc, née Belaud, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales; Marcel Dambion, médicin fondaitair d'un carter d'un contre de carter d'un carte d'un carter d'un carte d'un carter d'un car blon, médecin, fondateur d'un centre d'ac-cuell médicalisé ; Yannick Dhaene, directeur du Centre national d'études supérieures de la sécurité sociale ; Gérard Dumont, directeur d'une agente régionale de l'hospitalisation Marie Flon, née Baude, vice-présidente d'un mane rion, nee panate, vice-presidente d'une fédération de services d'aide à domicie ; Na-dine Gugenheim, née Wolf, vice-présidente d'une association pour les aveugles ; Simone Hurdiel, née Lebergé, auxienne responsable d'une permanence sociale; Michel Larrouts-ment référable d'une association Palla. d'une permanence sociale ; rou, trésorier d'une associale ; ans-douticile-fize : Hervé Le Ru, secrétaire du burgan national d'un presmi Jean-Jacques Lubrina, directeur d'une mai-son de retraite : Solange Morgenstern, défépennyadian automa nettetti ome mar-son de retraite; Solange Morgeostera, delé-guée nationale d'un syndicat; Daniel Noël, président d'un caisse de retraite; Bernard Painean, chef d'estreptise, ancien président du comité de bassin d'emploi d'une région; d'entreprises coopératives : Jacqueline Rou-gie, née Mayer, présidente d'une association ge, use wayer, presuent o use association d'insertion; Emine Salom, née Petek, membre du Haut Consell à l'intégration; Jacques Samflippo, directeur régional d'une agence nationale pour l'emplot; Pietre Schmaus, ancien sénateur, ancien syndica-

1

liste : Gilles Sithon, directeur général d'une société pharmaceutique; Alice Sloub sons-directrice à l'administration centrale: Henri Souttron, directeur d'un centre de for-mation professionnelle des adultes ; Emile Stéphan, président d'une association pour Personnes handicanées : Jean-Francois Vevs-

Sont nommés chevaliers: Marie-Pietre De Liège, secrétaire générale du Consell national des villes ; Véronique Fayet, née de Parcevans, membre du Consell national des villes ; Jean-Yves Gérard, président d'une association de lutte contre l'ex-clusion : Michel Marcus, délégué général de forums pour la sécurité urbaine : Gilbert Vanden-Broeck, délégué d'un procureur de la République ; Françoise Vilport, née Barri-quand, présidente d'une association de quar-

### SANTÉ ET ACTION SOCIALE

Est promu officier: Guy Nicoles, conseiller médical d'une direction au ministère, aucien professeur des

Marie-Hélène Abadie, présidente d'un syn-dicat patamédical ; Dominique Acker, née Boudard, directrice générale d'une munalité ; Jean-Yves Alnot, praticien hospitalier, professeur des universités; Pierre Beras, pharmacien; Richard Bouton, médech géné-raliste; Anne Castot, née Villepelet, praticien lier ; Jacques Crestinu, chirus plastique reconstructrice et esthétique ; Pir Helmiz, née Babst, ancienne pharmacienne rienut, nec panor, anciente piarmeterne-che d'un centre hospitalier: Thyl de topez, pédiatre: Claude Maffioli, président du Ceutre national des professions de samé; Camen Moreno, suveillante-chef hospita-ilère: René Ohneta, président d'une commis-sion départementale sociale et de samé; lean-Claude Poulieure, professeur des missous repartementale sociale et de santé; jean-Claude Pouliquen, professeur des ind-versités, praticien hospitalier de chirurgie in-fantile orthopédique; Jacques Reignault, chirurgien-dentiste; Guy Vergues, directeur général d'un centre hospitalier et universi-taire.

### ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Sont pommés chevallers : cienne directrice d'un centre d'accueil d'urgence pour les mères et les enfants en diffi-culté ; Georgina Foucher, née Spennato, directrice d'un centre régional d'information et de documentation des femmes et de la fa-mille; Brigitte Grésy, née Castillon, chef du service des droits des femmes à l'administration centrale : Claude Jeannerot, directeur re-gional à l'Association nationale pour la for-mation professionnelle des adultes ; Anne Marie Poletti, née del Perugia, a

### Justice

Sout promus officiers: Bernard Chemin, conseiller à la Cour de Bernard. Chemni, consenier à la Centr de cassation : Mireille Delmas-Marty, profis-seur de droit à l'université Paris-l Panihéour-Sorboune ; Hector Milleville, conseiller à la Cour de cassation ; Henni Millier, notaire à Paris, président d'homneur de la caisse de re-traite des notaires ; Dominique Rinieri, avoat au barreau de Bastia, and Sont nommés chevaliers :

Yves Becognée, juge an tribunal de grande tostance de Paris; Jacques Beuhamony wotaire à Paris, président d'homeur du monve-ment Jeune notareat; Didier Boccon-Cellod, ecteur des services judiciales; jear li ald, ancien attaché principal d'adminis butant, anche aparte penergar annuar-tration an Conseil d'Etat; Daniel Boscher, commissaire-priseur à Paris; Jean-Paul Brin, avocat au barreau de Pau, ancien bâtounier; Michel Brisac, expert agréé par la Cour de cassation; Mazi-tubert Brochier, avocat au aru de Nice : Yves Cor de chambre à la cour d'appel de Paris; An-drée Courbet, greffière en chef homanire, vice-présidente de la matuelle du ministère de la justice; Chantal Cretaz, épouse, Mer-cier, secrétaire générale de l'Association na-tionale des visiteurs de poson; Elisabeth Deflers, avocate au barreau de Paris; Francis Delon, conseiller d'Esat ; Alain Durieux, avocat au barreau de Meaux, ancies bâtonnier : cat au barreau de Meaur, ancien bâtonaier; Bernard Fabre, avocat au barreau de Monti-pellier, ancien bânotmier; Jean-Jacques Ra-net, avoué près la cour d'appel de Paris, vice-président de la chambre nationale des avoués; Serge Paye, conseiller prud'homme à Paris, ancien président du conseil des prud'hommes de Paris; Jean-Claude Girard, mandataire-liquidateur à Paris; Marie-Claude Girardot. Fontes Dreemier méel-Claude Gizardot, épouse Duvernier, présidente de chambre à la cour d'appel de Paris; Philippe Herbin, président d'une chambre départementale des huissiers de justice, membre d'une chambre régionale; Marie-Louise Hirtzlin, épouse Schlunberger, direc-trice honoraire du comité de probation et d'assistance aux fibérés de Colurar; Samuel Moffment consert su termes de Colurar; Hoffman, avocat au barrean de Paris ; Nicole Maestracci, présidente de la mission internanistérielle de lutte contre la drogue et la tordcomanie ; Roland Mecz, avocat général près la com d'appel d'Aix-en-Provence ; Paul Michel, procureur de la République près le tri-bunal de grande instance de Saint-Etienne; Jean Minot, président bonoraire du tribunal de commerce de Lille ; Patrick Quart, magis trat, directeur auprès du secrétariat général d'un groupe ; François Pinchon, président de la compagnie des experts agréés par la Cour de cassation; Jean-Clande Pometem, pré-sident de la chanture d'acquestion de la cour d'appel de Versailles; Bernard Raffard, chef de détention au centre pénitentiaire de Lannemezan : François Roger, conseiller à la nemezan; trançois Roger, conseiller à la Cour de cassation; Jacques-Philippe Segon-dar, procureur de la République près le ribu-nal de grande instance de Caen; José Tuo-nas, président du tribunal administratif de

### Education nationale, recherche et technologie

Sont promus officiers:

Jean Chizel, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien sénatent; Jean David, professeur émirité des universités; Claude Nicolet, professeur honoraire des universités, membre de l'Académie des inscriptions et holocalerres. belles-lettres. Sout poumés chevallers :

Roger Arnaldez, professeur honoraire à l'université Paris-Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques; Annie Barthelemy, né Janin, attachée principale d'administration scolaire et universitaire : Annie Basclevant, née Del-comt, directrice des affaires juridiques et de propriété industrielle à l'Agence nationale de Korisation de la recherche : Prançoise Bel langer, nie Duchatel, directrice de la Géode à la Cité des sciences et de l'industrie ; Jean-Pierre Bocquet, professeur des universités, praticien hospitalle : Françoise Bougitat, née Especel, scrétaire générale d'Atianespace; Nicole Cany, née Fraytsines, attachée princi-

pale d'administration acolaire et universitaire; Nicole Capitaine, née Taton, astronome; Marie-Louise Carin, professeur des universités; Bernard Chappey, président de l'université l'evy-Val d'Essonne; André De-nichel, professeur des universités; Michel Duvelleroy, professeur des universités, pradicien bospitalier; Bruno Etienne, professeur des universités; pountaigne Perriot, née Bernascoul, professeur des universités; Jacques Fontaine, professeur des universités; Jacques Fontaine, professeur émérite à riot, née Bernascoul, professeur des universi-tés; Jacques Fontaine, professeur émétite à l'université Paus-IV-Sorbonne, membre de l'Académie des inscriptions et belles leures; Nicolas Grimal, professeur des universités; Jean Gullaine, professeur des universités; Jean Gullaine, professeur des universités; Jean Gullaine, professeur des universités; Aumic Julien, née Colson, conseillère d'administration scolaire et universitaire; blichel Kazandhine, directeur de l'Algemé na-tionale de la recherche sur le sida; Classie tionale de la recherche sur le sida; Claude Langénie, professeur des universités; jean Léoni, secrétaire général de l'Ecole supé-tieure de physique et de chimis industrielles de la Ville de Paris ; Nicole Loranz, née Piton, directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; Aleth Maniu, emmes en sciences sociales; Aleth Manin, née Joanny, professeur à l'université Paris-IX; Jean-Claude Passeron, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en aciences so-ciales; Manie-Christine Petit, née Chavance, professeur à l'instint Passeur à Chavance, eur à l'Institut Pasteur ; Françoise Renazé, née Gounton, serrétaire générale d'ins-pection académique; Michel Roger, Mispec-teur général de l'éducation trationale;

### Bennard Saint-Girons, professeur des univer-Enseignement scolaire

Sout nommés chevaliers: Marie Thérèse Bidjeck, née Valogne, provi-seur de lycée à Maisons-Alfort (Val-de-Marne); Bernard Didier, proviseur de lycée professionnel à Sain-Jean-de-la-Ruelle (Loinnel à Saint-Jean-de-deleine Duez, née Hé d'école à Haumonn (Nord); Michel Pilon, inspecteur pédagogique régional, inspecteur d'académic à Semur-en-Aurois (Côte-d'Or); Bernard Gardell, principal de collège à Auchtric d'école à Mittelhausbergen (Bas-Rihla); trice d'école à Mittelhausbergen (Bas-Khin) ; Soeur Monique Le Gall, directrice d'école à Paris : Yves Pairin, proviseur de 1906: à Albi (Tam) : Alain Rabary, instituteur spécialisé à Rouchin (Nord) ; Mariène Sir, née Nitschie.

Sout promus officiers:

Pierre Bouchaudy, ancien président du conseil général du Puy-de-Dôme, adjoint au maire de Tauves; Daniel Constantin, préfet de la région Languedoc-Rousellien, préfet de l'Hérault; Robert-Coste, conseiller municipal de Nîmes (Gard); MF Jacques Delsporte, dr-chevêque de Cambria (Nord); Andué Duro-méa, ancien depuit de la Seine-Markime, ancien maire du Havre; Gabriel Kaspierek, ancien ministre, ancien député de Paris, maire du 9-arrondissement; Jean-Prainçois Nouaille-Degorce, inspecteur général de name ou Faroussement; jean-import Noualle-Degorce, inspecteur général de l'administration; fernand Bardy, ancien sé-nateur des Alpes-de-Haute-Provence, micien conseiller, général, aucien maire de Thoard; Emile Vigene, maire adjoint honoraire d'Ob-jat (Corrèxe). Sont pommes chevallers : ..

Jean-Claude Asphe, ancien député de Eure, ancien conseiler régional de Hause-formandie, maire de Vernon : Paul Beckurt,

l'Eture, ancien con

maire honoraire de Bengin (Pas-de Calais); André Boch, ancien maire de Tignes (Sapolo); Ame Bornet, me financiem romani direction di corpe preferenzal et des cami nistrancies cuis si ministrici Capula Borne, contribute giurral de la polito indionale foll Histanies, comitissime decisionissime. de police : Emile Boutillier, commandant de notice honoraire; Hélène Canis, née Chantard, ancien maire de Thiézac (Cantal) ; Jean-François Carenco, préfet de Tarn-et-Garonne : Rémi Caron, sous-préfet d'Aix-en-Provence : Claude Cavaro, contrôleur générai de la police rationale; Simone Compte, en religion. Sostir futue, supérieure générale de la Congrégation des petites soturs des mi-lades du Cantal; Prancis Delafoste, suécapi-lades du Cantal; Prancis Delafoste, suécapicien de la base d'hélicoptères de la sécurité civile de Grenobie (Isère); André Dayrand, maire de Puycasquier (Gens) ; Jacques Priand, adioint au maire de Mouans-Sertouz (Alpe Maritimes) ; Michel Gabillot, conseiller géné tal de la Haute-Saone, maire de Luxetil-les Bains ; Jean Geney, ancien député du Dordis, vice-président du conseil général, maire d'Empes ; Jean-Marie Girant, ancien séna-teur du Calvados, ancien conseiller régional de Basse-Normandie, maire de Caen ; Alain de Basse-Normandie, mane de Caen; Alain Goddé, directeur général des services du couseil général de la Manche ; le pasteur Au-dré Gounelle, ancien professeur à la faculté de théologie protestante de Montpellier (Hé-rault); Jean-Pierre Goyran, commissaire divirauci; jean-reme Goyran, commissaire divi-sionnaire de police; Jean-José Gramoind, chef de calvinet d'un maire; René Guiman, grand rabini de Strasbourg et du Bas-Rhin; Alphonse Hartmann, commandant de ia-peurs-pompters vulontaires du Haut-Rhin; Francola Latent François Jasoart, commissaire divisions de police; 26 ans de services civils et militaires; Louis Lacrote, ancien maire d'Uchen-tein (Arlège); Bernard Lemaire, préfet de la Pante-Couse; Armand Lespinasse, conseiller général homocaire de la Dordogne, maire ingeneral numbrant de la Dottoggie, marie moraine de Veyrigoas; Alain Midaile, ancien député de l'Aude, conseiller régional de Languedoc-Roussillon; Jean-Claude Mairai, conseiller régional d'Auvergoe, président du conseiller régional de l'Allier, conseiller inmicipal de Moulins; Louis Martin, ancien sénateur de la Loire, ancien conseiller général, ancien maire de Service-Conseil Posiel Martin, en conseiller de Service-Conseil Posiel Martin. cien maire de Sury le-Connai; David Messas, grand rabbin de Paris; Bernard Messesut, vice-président du conseil général du Vald'Oise, maire de Luzarches; Amand Morkis, ancièn conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais, ancien conseiller général du Nord, conseiller municipal d'Hazebrouck; Jean-Claude Mounet, commissaire division de police : Thierry Prunet, médechs-chef du service départemental d'incendie et de se-cours du Gard ; Gérard Popier, commissaire divisionaire de police; Pierre Raynand, contrôleur général de la police nationale; Charles Ridacker, maire de Pêche-l'Egise (leritoire de Beliott); Paul Raudel, ancien conseiller général d'Ille-et-Vizine, maire bo-(Territoire de Belfort); Paul Ruandel, ancien conseiler général d'îlle-t-Vilaine, maire honoraire de Saint-Grégoire; Maryonne Sader, née Bastard, ingénieur en chef an laboratoire central de la préfecture de police; Robert Saut, socrétuire général de la préfecture de la Dordogne; Jean-Marc Scinelber, maire de Buhl (Haut-Rhin); Théodore Sotura, conseiller général des Hunts-de-Scine, conseiller municipal de Colombes; Henri Soulard, chef démineur adjoint au chef du centre de déminage de Lyon (Rhône); Bernard Younne, moien conseiller général du Val-de-Marne, maire de Bouneuil-sur-héarne.

OUTRE-MER

Sout pournés chevallers : Roger André, président d'une association à caractère médico-social à la Réunion ; Bernadiae Bertrand, née Lony, présidente d'un comité départemental à caractère social en Guyane ; Paul Gervais, againstieur à la Rép-nion ; Gustave Munio, directeur d'une sec-tion mutualiste à la Martinique ; Alain Pine-

OUTRE-MER

nat, adjoint au directeur des affaites kques, sociales et culturelles au secrétariat d'État ; Mangué Touré présidem d'un comité départemental à taractère médical à

### Affaires étrangères

PERSONNEL Sont nommes chevilles : Joël Allio, ancien agent contractuel au ministère : Roland Biatmann, consul général de France à Cracovie ; Danièle Dupraz, ( général adjoint à Genève ; Yves Gar ambassadeur de Prance en Bosnic-Herrégo-vine : Stanislas Lefebvre de La Boulaye, consul général de France à Jérus nard Lociot, ministre plésipotentiaire, haut fonctionnaire de défense.

PROTOCOLE Est province officier:

Marie-jeanne Gallozzi-Ulmann, présime-fondatrice d'une association ho

Sout nommés chevaliers : Bernard Di Tullio, président-directeur gé-néral d'un groupe industriel (Mainisie): Mgr François Heischmann, responsable de la section francophone de la secrétairerle d'Em du Saint-Siège ; jacques Gravereau, directeu d'un institut ; Norbert de Guillebon, direc tem général d'une filiaie d'un groupe indus-triel (Tunisle); Jacques Hallet, directeur de l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco; le l'être Jean-Pieure Humber, religieux dominicani, directeur de fouilles archéologiques (Jérusalem); Maryse Laurenti, née Pinatei, présidente de la section d'Abou Dhabit de l'Union des Français de l'étranger (Guinats arabes unis); Jean-Claude Manquet, président directeur général de so-tieté (Siremourie); Dendré de Subless descriptions des l'étrangers de l'acceptant de so-tieté (Siremourie); Dendré de Subless de la section de la secti ciété (Singapour) ; Patrick de Vallois, dire teur général de société (Roumanie) ; Pranc Wahl, administrateur de sociétés (Suisse).

### Affaires européennes

Est promu officier: Jacques Delors, ancien président de la numission européenne, président du groo-ment d'études et de recherches Notre Euope, anden mi

Sont nommes chevalers: Cueille, secrétaine général d'une association à vocation européenne ; Denis Si-mon, directeur du Centre d'études interna-

### Coopération et francophonie

Est promne officier: Claire Chenal, née Voegele, médecin en

Claire Chenai, née Voegele, médecin en Côte d'ivoire.
Sont pountes chevaliers:
Asgar Barday, directeur général de sociétés à Madagascar; Chanle Belongeot, professeur d'université à la faculié des sciences d'Abidian (Côte d'évries) j'ean Bottin, président d'une association pour la coopération et le développement; j'ean-jacques Courtain, conseller de coopération et d'action culturelle en Gatiné-Bissau, Sean-Cécile Disffigurés de Congo; 164 Jean-Pietre Gallet, prêtre du Congo; 164 Jean-Pietre Gallet, prêtre missionnaire au Gongo; j'ean Gâlbert, représentant rechnique d'une société de transport aéden auprès de la compagnie nationale sérieure du Cambaoge; Prolippe L'alame-Berdouticq, écrivain spécialiste de la lampne française; Yvonne Lemoine, en religion-sour Gabriel-Marie, missionnaire au Gabon; Gostawe Lenoir, libraire à l'ile Maintée; bon : Gostave Lenoir, libraire a rue manusce ; Léon Libbs, directeur aératral adjoint d'une advanteprise de devant déradaire au me point.

Economie de la partie de monstrie

Sont promis officiers : Alain Birot, directent général honoraire de banque, président de société : Pierre Damis, re d'une cidsse de orévoyance: Seorges Palliet, inspectint grieral des finauces honoraire; Dominique-Saglio, ancien directeur chargé des affaires immobilières dans une bunque; Ernest-An-toine Sellière de Luborde, président du Me-der; Jack Verlaine, président d'une chambre-de commeste et d'industrie; Bernard Vienz,

Inspecteur général des finances. Sont nitations chendiers: Cande Alguler, ancien président de l'Insti-tut de rechenches économiques et sociales; tut de recherches économiques et sociales; Hubert Aussattre, ancien président-directeur, général de société; Robert Benardiem, pré-ident, d'une chauther des métiers interdé-partementale; jacques Blondeau, président-directeur-général de société; Roger Clad, publique du conseil d'orientation et de surrésident du conseil d'orients ion et de surprengent on consea gracement et ur sa-vellance d'une caisse d'épargné; jacqueline Franços, née Phillips, chargée de mission au-près de la direction générale et consellère auprès du président d'une société (i-Lallemand, directeur général d'une société (i-Laucinson, aucorur general o une societe nonache; y ves Lava, président d'une chambre de commerce et d'adustrie; Bestrand Lemajor. Dubreul, président hopogair d'une étération professionnelle d'entreprises; Alain Mation professionnelle d'entreprises : Alain Ma-rais, directeur général d'une société ; Pascal tas, arecteur generat oue societe; inscal Mazodier, inspecieur general à l'insee; jo-seph Moreno, vice-président d'une fédéra-tion professionnelle; Manie-joséphe Rang-det, pie. Plaçais, diecrolec dans un groupe industriel; Michel Renault, directeur général de banque; Jean-Plerre Valifelola, yice-pré-sident dans un groupe industriel; Alain Vien-ney, directeur général des études à la Banque-de Brance,

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Est promue officier: Colette Jacquin de Margerle, née Taittin-ger, directrice générale d'une compagnie financkre. Sout nommés chevallers:

Sour transment creasure; Correges Boumendil, secrétaire général d'une fondation, conseiller du commerce ex-térieur; Jean-Marie Cambacérès, présidentfondateur du mouvement Agir ; Jean-Pierre Chamour, ancien administrateur de l'Institut de recherche économique et sociale sur les télécommunications, expert international : Flie Cohen, président d'une université ; Jacques Desponts, directeur dans une banque : Marie d'Humières, née Delloye, dicanque; Mune d'Humières, née Delloye, di-nectrice dans un groupe industriel; Guy-Lombard, conseiller commercial, chef du-poste d'expansion économique à Copen-nague; Jean Phoumouros, directeur général de société; Charles Schulman, président du-conseil de sarvellange d'une société; Mart Sellier, consultant dans un enouve de sociéconseil de surveillance d'une 30.220.
Sellier, consultant dans un groupe de socié-tés; Jean-Philippe Verret, directeur général adjoint dans un groupe industriel. BUDGET

SOUT nommés chevoliers:

Bernard Andrus, vice-président de l'ordre des éxperts-comptables; Marguetite Dayre, née Cuillemand, recevense des finances en service détaché suprès du budget annexe de l'aviation civile; Méthèle Foresties, née Ostin, comptables des deumas, correspondantes covanica come; nançae royestat, nec Ostia, contrôleuse des doumes, correspondame; sociale; Jean-Louis Laval, chief des services facaix à Versailles; Curistane Savary, née, Vignali, frésorire principale de Turésor pu-blic; chief de poste à la trésonate de Corre-Omessa (Hame-Corse): Lifana Thomé, née Rivière, receveuse principale des dituanes, fondée de pouvoir à la recette régionale de

4)

Names ; Christiane Van Machelen, née Gourlain, inspectrice principale, responsable du centre des impôts de Garges-Est.

and the second s

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. COMMERCE ET ARTISANAT

Sont promis officiers:
Bernard Darty (Bernard), président du onsiell de surveillance d'une société; Michelle Pouriscot, nee Bousquet, vice-p denre de la Confédération française des métiers d'art.

Sout nomines che jésus, dit Patrick, Alès, président disecueux général de société ; Jacques Barrière, disec-teux dans une société ; Jean Chereau, posident du conseil de surveillance d'une socié-té : Marie-Claude Dardayrol, secrétaire générale du Conseil national du commerce ; Michel Destonches, président-directeur gé néral de société ; Michel Gaucher, ancier horioger-biloutier: Georges Cut sident d'une chambre de commerce et d'in-dustrie ; Lionei lizat-Longueville, président d'un tribunal de commerce ; Alain Lacasaum tromas de commerce; Austrian Sagne, directeur dans une société; Eriest Pous, ancien président-directeur général de société; Françoise Sabatier, née Gamain, commissaire générale à la Société d'encouragement aux-métiens d'art; Jean Schydlowsky, ancien président d'an tribunal de sky, ancien president in in tribund de commerce; join Shaw, vice-président d'une félération de foires et salons; blanc Spiel-rein, président-directeur général de société; Jacques Taindier, président d'une chambre ré-gionale de commerce et d'industrie. ..... INDUSTRIE .....

### Sont promus officiers: Eric Bandouit d'Hantefeuille, directeur géner pattoput d'rampeuse, marceus ge-péral d'un groupe industriel; André Puria, ancien président de société, président d'hou-neux d'une fédération professionnelle autole ; Paul Léger, directeur au siège de La

Pose. Sont nommés chevallers : Louis Aniand, au-clen président-directeur général de société; Philippe Bertran, directeur à France TSA-Castaigne, directeur dans un groupe pétro-lier; Martine Chopin, née Viot, directrice de service à France Télécom; Louis Desline, pré-sident de société; Xavier Fontanet, président-directeur général d'un groupe triel international : Claude Gui ingénieur général des mines, adjoint de di-rection au ministère de l'économie, des fi-nances et de l'industrie : Jean Humbert; président-directeur général de société ; Ben Jais, ancien directeur à France Téléco sident d'une chambre patronale prof nelle : André Lancon, ancien président-fluerteur général de société; Christian Langlois Meurissie, président directeur gé-néral de l'Institut de déscloppement industtel; Georges Lefebrue, directoris à Le Poste; Philippe Mastaio, inspectour général de l'in-dustrie et du commerce; feat-facques Pock-président directoir général de societés; Mi-chel Printanier, administrateur hors chase: chel Printanier, administrateur hors classe: Pierre Sesprian, président-directour, général de société; Jean-Pierre Van Deth, directour des études à l'Ecole nationale appérieure des

### Défense

Est prount official

jean Soller, président d'houneur d'anne so-ciére.

Sont unamés cherolles :
Daniel Berghénia, cher d'étuies hous chane au ministère ; Jasquer Bourour, directeur commercial dans une foiciée : Benerie Can-pagnés d'actualles de la président de la directeur commercial de une foiciée : Benerie Can-pagnés d'actualles de la président de constitue de la président de la

plon, president-directeur groupe ; Christophe Lounel, adr group: ; analyses sous-directeur an ministere ; Christian Michand, threcteur delegate an Commissuriat à l'énergie addinique ; Jacques Saupemier, administrateur viell hour classe; Roland Senéor, directeur des relations enfericures à l'Ecole polytechi

**ANCIENS COMBATTANTS** Sont primus officier:

Edmond Lechanché, président départer
tal des monvements unis de la Résistan maquis d'Anvergne; Joseph Loinger, vice-président de l'association Les Anciens de la résistance juive en France.

Sour noumés chevaliers:
Plerre Abunyl, administrateur de la Pédéraleure Abunyl, administrateur de la Pédéraleure des sociétés d'anciens de la Légion
furangère; jacques Barthe, président de la
Pédération nationale des médeches du front; Serge Baudinot, trésorier général de la Fédé-nation nationale étable Maghiot; Claude Bertin, président d'une union départemen-Bertin, président d'une milos départemen-tale d'aucieus combitants; Duniel Chatras, président départemental de la Société matio-naie manualiste Les Médaillés militales; Sal-vatur Galéa, porte drapeau d'une section de l'association Rhin et Danube ; Georges Gell-lemet, président départemental de l'Associa-tion nationale des croix de guerre et de la va-leur militaire; Christian de Larquier, membre du bureau national et président de la section, de Paris de l'ARAC; siemt Le Bhain-Benard; secrétaire, sénéral de Pamiese; du 19 résid-secrétaire, sénéral de Pamiese; du 19 résidde Paris de l'ARAC; Siemi Le Bihain-Benand; secutiaine général, de Pamicale; du le régi-ment de marche de spelhis marocains; y veste: Lévy, née Drejfiuse, membre du buseau end; cutif de la PADURP; Roger-Idaisonny, ancien: président d'une section de trajobatiants fudicitaires de la Résistance; Guy Mount, président interdépartemental de L'Association, des anciens conductants et résistance du médistère de l'intérieur : Louis Munet, secrénistère de l'imédeur : Louis Muret, secn-bine-trésouer de l'amicale nationale des ap-ciens combattants du 3 régiment de-trailleurs manocains ; René Palazzi, membré du bureau national de l'UNC ; Gaby Porte-mer, président départemental de l'Associa-tion des auxiens combattants et résenuis du ministère de l'amédeur ; Jenny Surrebourse de la Guillounière, nés Rubert, vice-prési-deute départementale de l'Association hatio-rale des croîx de merce et de la valeur misnaie des croix de guerre et de la valeur mili-taire : Raul Sonnenberg, membre actif de l'Association nationale des médalliés de la

CONTINGENT DES DÉPORTÉS . ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Sont promis officiers: Resid Klehmann, déponté disistant ; Gas-on Mousson, déponté résistant ; Elise Paya, non mousson, or parte resistante nos Cryres, déponde résistante Sons nommés chevollers : René Bounet, historie résistant : Monique: Bourdilleau, née Simon, déportée résistante ; Jesu-Mary Lacols, Intérné résistant ; Joseph Locatéd, interné résistant ; Louis Marti, in-terné résistant,

Edition; ANCIENS COMBATTANTS DE 1914-1918 Sont nommés chemiles: Noë Dunduitel, né le 3 décembre 1899 à Valence (Dyönge); Marcel Thomas, né le 20 novembre 1899 à Villermain (Loir-ét-

٦,

Lire la suite page 14

1

مكذا من الأصل

(Publicité)

- -- "\*\* - West '/ " West '/ " West '/ " West '/ " " " " -- "

OFFREZ VOUS 3 HEURES DE CONGÉS PAYÉS.

OSTAR. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.

مكذا من الأصل

The property of the property o

A STATE OF THE PROPERTY OF THE

Company of the property of the

COMMERCE EL PROMENTE BUSINES EL MONENCE EL PROMENCE BUSINES EL PROMENCE BUSINES EL PROMENCE DE LA PROPERTIE DE

AD JEINE

Defense

Commence of the commence of th

STATE CONTRACTOR

A DECK in the conse

A Section Section CRIS COMPATANTS

Farmer Start er the same

ini tua esta enta

-----

A Company of the Comp

Suite de la page 12

### Equipement, transports

et logement Sont promus *efficiers* : Jean Péra, ingénieur général des Ponts et **1916:Sées**, coordonnaleur au Conseil général unaussees, coordonnateur au Conseil général des ponts et chaussees; Jean-Marie Perrin, ingénieur général des Ponts et Chaussées, président d'une société d'exploitation d'autorates; Gilles Tessies, ingénieur général des Ponts et Chaussées, ancien président d'un comité régional d'études de train à grande vitesse.

- April - Artist Charles property and the Charles of the Charles o

Sont nommés chevaliers:
Hemri-Georges Baudry, ingénieur général
de l'aviation civile, directeur de la navigation
aérienne; jean-Claude Boucherat, délégué
général d'une organisation professionnelle la bâtiment : Françoise Chatenet, chargé exherches à l'institut pational de recher sur les transports et leur sécurité; Engène Crépeau, ancien président d'un office d'HLM; Gérard Delacroix, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, directeur d'un cabides Frans et Chanssees, directeur dun cam-net de conseil en construction ; Aguès Des-marest, épouse Parrell, administratrice civile, adjointe d'un directeur régional de l'équipe-ment ; Jean Deterne, directeur genéral ad-joint d'une société d'exploitation d'autoroutes : Gny Friant, mécanicien radar à routes; Guy Friant, messan-météo-France; Joël Graveleau, président-di-recteur général d'un groupe de transports; Claude Legrand, président-directeur général Claude Legrand, président-directeur général d'une entreprise d'affrètement; Michel Mis-senard, président-directeur général d'une en-treprise de génie climatique; Yvon Robert, maire, conseiller général, président d'une so-ciété d'économie mixte; Jean-Louis Robou, CORSEII d'actimistration de resseau autre de France : François Saglier, ingénieur des mines chargé d'un projet de tramway : Louis-Michel Sanche, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef du service technique des bases aé-riennes ; Jean Savel, ingénieur général des conseil eénéral des Ponts et Chaussées : Noële Vanderhasselt, épouse Denieul, atta-chée d'administration centrale, chef de cabi-net d'un directeur d'administration centrale.

LOGEMENT Sont promus officiers: René Boué, secrétaire général d'un groupe-ment d'associations en favent des familles, ancien membre du Conseil national de l'habi-

tat; Jean Kugler, président délégné d'un groupement régional d'organismes HLM. Sont nommés chevaliers: André Cavan, vice-président d'un groupement national d'associations en fav roem national d'associations en laveur de l'amélioration de l'habitat : (huisian Devil-lers, architecte urbaniste : Robert Goinaud, carreleur, chef d'une entrepoise artisanale ; Aimé Jacquelin, ancien président départe-mental d'une association craide aux sans-abri ; lean-Piene Parte d'increus évolui d'une si-lean-Piene Parte d'increus évolui d'une si-Jean-Pierre Paret, directour général d'une sojean-vante rant, directeir general of une so-ciéré anonyme d'AllM; Alain Petit, pré-sident-directeur général d'une entreprise de baiment; Claire Raymond, née Milliot, an-clenne éducatrice d'un foyer d'accueil et de réinsertion; François Ulivieri, inspecteur gé-néral des Ponts et Chaussées, membre per-manent du Conseil général des Ponts et Chaussées

Sont nommés chevaliers: Sons nommes chequers:
Arlette Bonneis, épouse Robert, inspec-trice générale de l'éducation nationale, char-gée des formations du tourisme; l'êtere De-planque, président d'organisme de tourisme; Hemi Depoid, président d'une fédération réream Depois, pessonar a um recensam re-gionale des offices de tourisme ; Renée Labergère; épouse Ouglez, présidente d'une organisation sationale d'hôteliers-restau-rateurs ; Roger Machet, président d'une orga-nisation régionale d'hôteliers-restaurateurs.

### Culture et communication

Henry Chapier, journaliste, président de la Maison européenne de la photographie; Ma-rie, dite Ménie, Grégoire, née Laurentin, jour-naliste, écrivain; Raphaël Hadas-Lebel, per-sident du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris : Àrnand d'Hauterives, artiste-peinire, membre de Phostiaut; Jacques Ménard, ancien directeur de la publicité d'un journal; Dominique Wal-lon, directeur de la musique, de la danse, du théâire et des spectacles au ministère.
Sont nommés chevaliers:

Sont normales chevaliers:

Jean-Jacques Alllagon, président du Centrenational d'art et de culture Georges-Pompidou; Hubert Astier, président de l'Etablissement public du musée et domaine de Versailles; Raymonde Blet, épouse Temidne,
critique dramatique; Elisabeth Bourdean de
Fontenay, philosophe, essayiste; Jean-Luc
Chalumean, critique d'art, écrivair; Bertrand
Coustu, ancien député, conseiller du président-directeur général d'une société de
presse et de communication; Michel Du-

champ, historien d'art, spécialiste de la glyptique; Dante, dit Acmand, Gatti, auteur dratoges; Dante, de Armand, Gent, accur du-matique, metteur en sobne; Jean-Luc Hees, directeur de France-Inter; Jean-Made Jenn, conservateur général du patrimoine; Serge Lemoine; conservateur en chef du patri-moine; Paul Quintrand, architecte, ancien professeur d'architecture ; Alain Rey, direc-teur de collection, chroniqueur, écrivain ; Al-bert Rosenstiela, président fondateur et déla-qué régional du souvenir napoléonien d'Alsace ; Henri Texier, musicien de jazz,

### Agriculture et pêche

Som promis ogiciers:
Pierre Dumoni-Saint-Priest, président d'un
comité régional interprofessionnel d'élevage
bovin; Jean Stalawen, ancien président-directeur général d'une société agroalimentaire.
Sont nommés chevaliers:
René Blanc, directeur départementaire de l'accident et de la feste le manufacture de

René Blanc, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt; Jean-François Bombezin, ancien président d'un syndicat départemental agricole; Robert Bomboux, président-directeur général d'une société de transformation de matières premières aromatiques; l'hilippe de Bongoing, ancien sénateur, exploitant agricole; Jean Causse, ancien directeur général d'une chambre départementale d'agriculture; François Clos, chargé de missions d'études et d'inspectious au conseil général du génie rural, des eaux et des forêts; Georges Dauphin, ancien président d'une fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles; Jean Eychenne, président d'une société de concours hippiques; Pierre Guillot, président honocheme, président d'une société de concours hippiques; Pierre Guillot, président hono-raire d'un centre céréalier; Claude Lefebvre, président-directeur général de sociétés d'ex-polatiation de bois; Rolland Leygnes, pré-sident d'une coopérative laitière; René Ma-zean, gérant d'une société d'intérêt collectif agricole; Georges-André Movin, sous-direc-teur à l'administration centrale; Jérôme de teur a l'administration entraie; jeroue de Pelleport Burète, président-directeur général d'une société agroalimentaire; Alain Plachet, vice-président d'une calsse régionale de cré-dit agricole; André Porcheret-Doubairet, an-cher personachie de cause visiones : legroclen responsable de caves vinicoles; jean-Paul Renard, directeur de recherche à l'insti-tut national de la recherche agronourique; jacques Richard, ancien préadent d'une so-ciéné de viniculture; Guy Saint-Martin, ancien vice-président d'une chambre régionale d'agriculture ; Annick Studier, née jarry, an-cieune directrice générale d'une société avi-

joint de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; Michel Thibier, direc-teur général du Centre national d'études véchef de département d'un laboratoire de l'Institut national de la recherche agrono-

### Aménagement du territoire et environnement

Sont promus officiers: Pierre Glénat, vice-président d'un conseil monmique et social régional ; Philippe Ves-ron, directeur au manistère.

Daniel Bernard, président d'un secretariat permanent de prévention des poliutions ; Claude Callié, président-directeur général d'un par coologique ; Joseph Decales, maire honoraire de Louvigny (Calvados) ; Charles Gaidy, président d'honneur d'une association de protection de la regue : l'intégre Castralde protection de la nature ; Zbigniew Gasow-ski, ingénieur hydrologue, adjoint à un chef de service d'une direction régionale de l'enviter service u cutettum regionise et l'esvi-romement ; Max Jonin, représentant d'asso-ciations de protection de la nature ; Jean La-fout, sous-directeur au ministère ; Geneviève Pal, épouse Verbrugge, chargée de mission au ministère ; Guy Piciet, directeur d'une station de Protétie festenie neur Versielatistics des de l'Institut français pour l'exploitation de la mer ; Joël Séché, président d'un groupe pour le stockage de déchets ; Anno

### Relations avec le Parlement

Est promu officier : Pierre Mazeaud, ancien ministre, an député, membre du Consell constitutionnel-Sont nommés chevaliers : Michel Alloncie, ancien perdementaire, an-tien maire de Ruffie: (Charente) ; Jean Beauis, ancien député; Roland Bernard, arcien député, ancien sénateur; Raymond Bouvier, sénateur honoraire; Bernard Deschamps, an-cien député, conseiller, général du Gard; Jean Fournet, conseiller, chef de division à l'Asroumer, consenier, cher ce division à l'As-semblée nationale ; Laurent Klein, consellier, chef de division à l'Assemblée nationale ; Monique Pepon, née Cloquet, ancieme dé-putée, consellère générale de la Loire-Atlan-tique; Claude Ribette, directeur adjoint de service au Sénat ; Jean-Michel Rosembid, an-cles collaborateur ministéries charaé des re20° arrondissement de Paris; Renée Soum-Glaude, née Sabourau, ancienne dépunée, professeur agrégé; Ghislaine Tourain, éponse Socio, ancienne députée; Marie-José Tutard, née Fagnot, directeur de service au Sénat.

### Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Sont promus officies:

Robert Castaing, ancien sénaireur du Gers,
maire de Lectoure, conseiller général;
Georges Michaud, ancien administrateur de
vil, président de l'office public d'aménagement et de construction du jura.

Sont nommés chevallers : Sont nommés cheraliers:

Jean-Claude Baldy, conseiller général du
Lot, maire de Luzech; Guy Barriolade, secrétaire général de la Communauté urbaine de
Lyon; Michel: Bouvier, professeur de droit
public dans une université; Jean-Luc Delécluse, directeur général du Centre national de
la fonction publique territoriale; Jean Déclan,
ancien sénateur des Côtes-d'Armor, conseilles méséral preires délaire de Alburfrassel. ancien sénateur des Cities-d'Armor, conseil-ier général, maire adjoint de Ploufragan; Ambroise Gueller, ancien secrétaire d'État, premier vice-président du conseil régional de Bretagne, maire de Pouldreuzic (Plaistère); Serge Huber, ancien conseiller régional de Bretagne, ancien adjoint au maire de Rennes; Marie-Françoise Jacq, née Créacmi-nech, ancienne infirmière, conseillère géné-rate d'Élect-Villaire maire de l'univoné-duraie d'ille-et-Vilaine, maire de Louvig rate d'ille-et-Vilaine, maire de Louvigné-du-Désent; Georges Labazie, sucient député des Pyrénées-Atlantiques, conseiller régional d'Aquitzine, conseiller général; Jacques La-grave, vice-président du conseil général de Corrèse, maire d'Objat; Patrick Laporte; chef de service à la direction générale de l'admi-ristration et de la fonction publique; Léon Manacch, maire honoraire de Saint-Hemio (Pinisère); Murie-Claire Mas, née Dugnach, administration berdireiae assortation des administratrice territoriale, secrétaire géné-rale adjointe de la matrie de Perpiguan ; Da-niel Mextian de Muller, président du centre interdépartemental de gestion de la fonction publique territoriale de la grande comonne; Christiane Mora, ancienne députée d'Indre-et-Loire, ancienne maire de Loches; Michelle Morean, née Lannay, professeur, première adjoinne au maire d'Angers; Jean-Clande Né-mery, professeur d'universiné; Jean-Paraf, préfet; Ywes Quérec, ancien conseiller régio-

Alpes de Hante-Provence, maire de Siste-ron: Michèle Ville, nér Canale, secrétaire gé-nérale de la mairie de Fontenay-ant-Roses (Hants-de-Schoe): Pierre Vittori, ancien en mt, conseiller général de l'Étate, ma

### Jeunesse et sports

Sont promus officiers: Guides de France ; Claude Vercoutère, vice président des centres d'entraît méthodes d'éducation active.

memores d'emcanon active.

Sont nominés chevaliers:
Gilbert Beanvillain, président d'homeur
d'une association sportife; Emile Besson,
ancien journaliste sportif, vice-président de
famicale du cyclisme; Fabien Canu, directent technique national de judo; André Catelli, président de l'Association française
parts un mont seus misierne et nom la ferpour un sport sans violence et pour le fair-play : Albert Chaminade, vice-président d'homeur d'une fédération sportive ; Pascale Hachin, née Trinquet, championne olympique de fieuret, capitaine d'équipes de fleuret féminin; Paul Le Hestan, secré-taire général d'une fédération sportire; Fierre Levy, président d'un comité départe-mental des médaillés de la jeunesse et des mental des médaillés de la jeunesse et des sports ; Francis Luyce, ancien champion de France de natation, président d'une fédéra-tion sportive ; Marguetite Martel, née Ver-gean, ancienne championne de France d'athlétisme ; Louis Moreau. fondateur et directeur d'un centre associatif en fave de la jeunesse ; Robert Perussel, préside d'honneur d'un comité régional olympique et sportif; Esta Rustin, née Courand, an-cienne praticienne de médecine scolaire sportive et de services de santé.

ÉTRANGERS EN FRANCE

### Affaires étrangères

Sont nommés chevoliers: Shozo Awazu, entraîneur national de la Pédération française de judo et disciplines associées ; Richard Asthalter, avocat ; Georges Susan, président-directeur général d'une société ; Daniel Carasso, président

### Affaires européennes

Christine Ockrent, journaliste

### DISPARITIONS

# Giulio Einaudi

### Un éditeur mythique

l'édition », «l'éditeur rouge », cet homme qui est mort lundi 5 avril d'une crise cardiaque dans une maison de campagne près de Rome, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Giulio Einaudi, lui, se définissait volontiers comme un « agitateur d'idées », tandis que ses amis le qualifiaient avec tendresse d'« illuminé de gauche ».

C'est en 1933 que Giulio Einaudi a fondé la maison d'édition itaa propre confondue pendant cinquante ans. Si, en 1983, la maison a subi de graves difficultés et a perdu son indépendance économique, voyant entrer le groupe Mondadori dans son capital, elle demeure l'un des fleurons de l'édition de qualité et affiche l'un des plus beaux catalogues qui soient : Cesare Pavese, Natalia Ginzburg (qui parlait du « regard lumineux et giacial » d'Einaudi), Italo Calvino, Leonardo Sciascia, mais aussi, plus récemment, Francesco Biamonti, Marco Lodoli, Francesca Sanvitale. Et, parmi les écrivains étrangers, on va de Roland Barthes et Nathalie Sarraute à Ian McEwan et Elfriede Jelinek, en passant par Susan Sontag, Marguerite Yourcenar, Thomas Bernhard... La liste serait interminable et donne la preuve, non seulement de l'inlassable curiosité de Giulio Einaudi, mais de l'esprit de découverte qu'il a su insuffler à sa maison et qui s'est pérennisé après son re-

Issu d'une famille de la grande bourgeoisie libérale du XIX siècle, Giulio Einaudi est devenu, dès les débuts de sa maison d'édition,

■ AMBROISE ROUX, ancien PDG de la Compagnie générale d'électricité (CGE), administrateur de nombreuses sociétés et président du conseil de surveillance du groupe Pinault-Printemps-Redoute, est mort dimanche 4 avril à son domicile d'une crise cardiaque (Le Monde du 6 avril). Il était âgé de soixante-dix-sept ans. (Lire

page 18.) LIONEL BART, compositeur britannique surtout connu pour avoir écrit en 1960 la comédie musicale Oliver!, basée sur le roman de Charles Dickens Oliver Twist, est mort samedi 3 avril des suites d'un cancer à Londres. Né Lionel Begleiter à Londres le 1º août 1930, fils d'un tailleur juif, il passe son enfance dans le quartier populaire londonien d'East End avant d'entamer sa carrière musicale dans les années 50 à Soho. Lionel Bart a aussi écrit des chansons à succès, pour des interprètes pop tels Cliff Richard (Living Doll) et Shirley Bassey (As Long As He Needs Me),

١,

ON L'APPELAIT « le prince de l'un des symboles de l'antifascisme, proche des communistes et des socialistes réformistes. Il était en revanche un adversaire radical de la démocratie chrétienne, ce qui lui valut des inimitiés qui ne lui déplaisaient pas.

Gaston Gallimard, qui était à la France ce que Giulio Einaudi était à l'Italie, le sumommait « le Roi-Soleil », soulignant son caractère hautain et autoritaire, une certaine « arrogance ducale » que lui lienne qui porte son nom, et avec reprochaient ses détracteurs. en riant de ceux qui l'accusaient d'avoir contribué à « passer une camisole de force à la culture italienne ». Dans son livre de Mémoires (éd. Rizzoli, 1988), comme dans ses entretiens (notamment celui avec Severino Cesari, Colloquio con Giulio Einaudi, Teoria, 1991), il s'est peu attardé sur les polémiques, préférant tenter d'analyser sa passion pour le livre, non seulement comme texte, mais comme objet. Il insistait sur «le plaisir du contact physique avec le livre. Un goût à l'origine, sans doute, du soin exceptionnel que j'ai toujours pris, dans mon travail, au choix des caractères, du papier, à l'impression, à la reliure, à la pagination, au graphisme ».

«La lecture ne doit pas être consolatrice, pour reprendre la formule d'Elio Vittorini », affirmait-il dans un entretien au Monde (le 25 mars 1994). « Consoler le lecteur, cela signifierait lui faire lire des livres qu'il s'attend à lire, qui lui plaisent d'emblée : ne pas risquer un affrontement avec le lecteur. Une lecture doit être un affrontement. »

Josyane Savigneau

et la musique du film Bons baisers de Russie. Après le vif succès remporté par Oliver! dans les années 60, de Londres à Broadway, Lionel Bart, accablé de dettes par l'échec de sa comédie musicale Twong, dans laquelle il avait investi des sommes importantes, sombra dans l'alcool et la drogue dans les amnées 70 et 80.

### **JOURNAL OFFICIEL**

Au Journal officiel du dimanche 4 avril sout publiés : Bœuf: un décret relatif à l'étique tage et à la traçabilité des viandes bovines; il impose notamment que les carcasses, demi-carcasses, quartiers et découpes de gros avec os, issus de bovins abattus en France, soient marqués d'un identifiant à l'encre alimentaire indélébile. Patrimoine: une liste des im-

meubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 1998.

# AU CARNET DU « MONDE »

M= Chantal DECOSSE, M. a M= GREIVELDINGER-WINLING, Mer Gérard ROUELLE,
M. et Mer Philippe ARNAULD des LIONS

Noëlie et Michel,

à Céret, le 1ª avril 1999.

Anniversaires de naissance - Heureux anniversaire,

COUTEAU!

Babeth, Sabine, Sylvaine, Anne, Grégoire, Aida et Tanguy fêtent tes soixante-dix ans dans

<u>Décès</u> - Khaled et Mustanha Belkhodia

ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

M≈ Nour El Houda BELKHODJA, venve d'Abdelkader BELKHODJA, survenu le 27 mars 1999, en Tunisie.

81, avenue Taïeb-Mehiri. La Marsa. - Janine Bidet, née Pitras, Jean-François et Marie-Noëlle Bidet, Alexandra, Camille et Sarah Bidet, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Emmanuel BIDET.

survenu le 4 avril 1999, dans sa quatre vingt-cinquième année, à Pujant (Gard).

- Oran, Nice.

Marguerite Cruz a la douleur de faire part du décès de

André Antoine CRUZ, ancien adjoint au maire d'Oran.

L'incinération a eu lieu le 27 mars

Cet avis tient lien de faire-part 47, boslevard Delfino,

M. et M. Roger Desautel, Jerûme et Valérie, Eric, Pascale, Edouard, es enfants et petits-enfants, M. et M. André Bornf, sa sœur et son bean-frère, M= Marcel Desautel,

ont la tristesse de faire part du décès de M Emile DESAUTEL née Antoinette MONCEAUX.

survenu à Lyon, le vendredi 2 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Joseph des Brotteaux, à Lyon-6\*, suivie de l'inhumation au cimetière d'Ecully (Rhône).

SOUTENANCES DE THÈSE 83F TTC - 12,65 € la ligne

**Tarif Etudiants 99** 

- Autoinette Prost-Maxence son épouse, Alice, Emilie et Sarah. Henry et Marie-Antoinette Maxence.

clen collaborateur ministériel chargé des re-lations avec le Parlement, maire adjoint du

ses parents, Antoine et Paulette Prost, ses beaux-pa Amette et Christine, SES SCEUTS.

Les familles Capocci, Gand, Prost, Lennierre, Faivre. es beaux-frères, belles-sœurs, neveux et ont la douleur de faire part du décès de

François MAXENCE,

survenu à Paris, le 3 avril 1999.

La cérémonie religiouse sera célébrée le vendredi 9 avril, à 10 h 30, en l'église de Saint-Germang des Prés, Paris-6,

Jacques Boivin, son mari, Lucienne Boivin.

S.E. l'ambassadeur Joaquim Ortega y Salinas, son frère, Mª Amelia Barón et leurs enfants Maria, Alvaro, Juan et sa

J. M. Emmanuel Ortega Derbeau son frère, Michel Crozier, directeur de recherche émérite au CNRS, commandeur de l'ordre national du Mécite, officier de la Légion

d'honneur, son beau-frère, Françoise, Anne, Juliette, Alain et Thomas Tonnelier, ses mèdes et neveux ainsi que les familles Ortega y Costa, Boivin, Crozier,

et parentes, unt la tristesse d'annoncer le décès de Fianmetta ORTEGA,

survenu le 29 mars 1999.

Les funérailles ont en lien dans la stricte intimité au cimetière parisies de

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des remerciements tout spéciaux vont an personnel soignant et aux médecins de la clinique Alleray-Labrouste pour leur vigilance et leur savoir-faire.

Fin des Pyrénées, Ceux qui l'ont aimée partagent la peine immense de Jacques, son man, et d'Emmanuel, son frère.
 Jamais ils n'oublieront sa séduction et

sa générosité, ses engouements et ses colènes, son humour et sa rage de vivre, Fiammetta ORTEGA

est partie, à l'heure du loup, peindre la mort en bien.

- L'Unité des sciences criminelles comparées de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, Et l'Association régionale de criminologie d'Aquitaine ont la tristesse de faire part du décès de

> Jean PINATEL président honoraire de la Société internationale de criminologie.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Remerciements - Annie Fressoz et ses enfants.

paract; i ves quere, ancien conseiller général du morbina, ancien maire du Croisty; Brançois Riou, attaché principal de préfecture; Daniel Spagnou, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, conseiller général des

que vous leur avez témoignées lors du décès de Roger FRESSOZ,

vous expriment leurs sincère:

75016 Paris.

Anniversaires de décès - Le 5 avril 1987.

Tine nensée est den

l'ont comm et aimé. son épouse,

sa fille.

- Ses amis de France et d'Amérique rappellent à ceux qui l'ont comm que

Claude CHOQUET, agrégé de philosophie,

est décédé à New York, le 6 avril 1998.

 Une pensée affectuense est demandé à rous ceux qui ont connu et aimé Alain WILLK.

décédé, il y a vingt ans, le 5 avril 1979.

<u>Colloques</u> - Colloque international, 9-10 avril. Thème: L'Elargissement de l'UE. Institutions/Démocratie/Marché. Paris-X-Nanterre avec O. Duhamel I. Lang, G. Carcassonne, UE, PECO... Rens. : Asso du DEJA 01-40-97-76-14. Colloque à l'fream : L'éconte Vendredi 9 et samedi 10 avril

(10 heures-20 heures) Mise en écho des différentes pensées et partiques de l'écoute, tant historiques que sociologiques, cognitives ou esthétiques, sans oublier l'influence des nouvelles asigolog Projection d'un extraît du film de

Mauricio Kagel, Ladwig van. Avec notamment: Helmut Lachenmann (compositeur), Christian Marcley (artiste et DJ), Antoine Hermion (sociologue), Michel Chion compositent) François Regnault dramaturge) et Jean-Luc Nancy

Entrée libre. Rens.: 01-44-78-48-17. Iream - Centre Georges-Pompidoe. 1, place Igor-Stravinsky, 75004 Paris.

**Cours** 

"INSTITUT ALEPH-PARIS-XV Stages intensifs individuels d'hébreu biblique et moderne; analyse novatrice de la Bible ; initiation à la Kabbale : **61-40-61-06-67.** 

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3, joudi 8 avril, à 20 b 30, M. D. Bensimon, coauteur avec M. J. Allouche-Benayoun: Les Juifs d'Algérie (éditions Stavit) et le numéro d'avril des Cahiers Bernard Lazare. Tél.: 01-42-71-68-19.

Le Monde accreille dans ses locaux, hall de néception, 21 bis, rue Clande-Bernard, Paris-5°, la vente anticipée du premier carnet de timbres des Terres premier camer de impres des ferres australes et antarctiques françaises (TAAF) dessinés par Serge Markó, peintre de la manne, le samedi 10 avril, de 14 heures à 17 heures.

Seront présents pour une séance de dédicaces Serge Marké, Brigitte dédicaces Serge Markó, Brigitte Girardin, administrateur supérieur des TAAF et auteur de la préface du camet, ainsi que Jean-Marie Jaguenaud, chef des services postuux et des transmissions du teritoire (rens. an 01-42-17-33-28).
Seront également présents Bertrand Sinais et Annette Apaire, auteurs du Patrimoine du timbre-poste (éditions Flohic).

# Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS littéraires

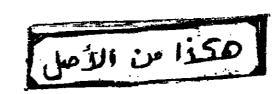
# Les mondes de Jean Giono

« Dans son sang méditerranéen il y a ce je ne sais quoi qui, comme les vins de Grèce quand on les mélange aux crus français, ajoute du corps et de la saveur à la langue française » (Henry Miller)

Et aussi: Vertiges du baroque

**UNE PUBLICATION DU MONDE** 

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



# La première maison de disques au Monde, est aussi une maison.



# PolyGram et Universal créent Universal Music.

Une maison de disque n'est rien sans ses artistes. En accueillant les artistes de Universal et de Polygram, Universal music devient la première maison de disques en France, en Europe et dans le monde. Elle compte désormais plus de 30 labels qui ont tous leur culture, leur histoire... et des artistes qui font rêver.



tous les talents du monde





A STATE OF THE STA

The second secon

Commercial Processing Commercial Commercial

Continue Con

The second secon

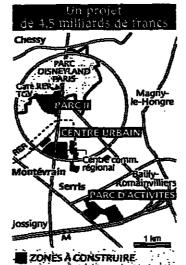
# En Seine-et-Marne, Euro Disney construit sa ville

D'ici à 2015, une cité de 12 000 habitants aura vu le jour au sud du parc de loisirs. L'entreprise doit concilier les projets des promoteurs et les souhaits des pouvoirs publics. Ce projet s'inscrit dans les tentatives de rééquilibrage à l'est de l'Île-de-France

LES « ANTI-DISNEY » pourtont, certes, y voir un « cauchemar climatisé », une cité aussi désespérément aseptisée que celle construite en studio, pour mieux enfermer le héros du film The Truman Show: à côté de son parc de loisirs, c'est une véritable ville que va construire Euro Disney. Une ville avec 4 000 logements, 30 000 m2 de bureaux, des rues et des avenues, une gare RER, des éauipements publics, un parc d'activités et un centre commer-

Cette cité de 12 000 habitants n'aura pas une existence administrative propre: le Centre urbain du Val d'Europe sera à cheval sur trois communes. Son acte de naissance officiel devrait être signé dans les toutes prochaines semaines par l'Etat, le conseil général de la Seine-et-Marne et l'un des deux Syndicats d'agglomération de la ville nouvelle (SAN) de Marne-la-Vallée, qui regroupe Serris et Chessy, deux des trois communes touchées – avec Montévrain – par ce projet giganfrancs (686 millions d'euros), dont plus de 700 millions d'argent public, vont être investis dans ce programme d'ici à 2015. Par ailleurs, le lancement d'un deuxième parc de loisirs thématique, axé sur le cinéma, devrait être officialisé à la mi-avril.

L'aménagement du Centre urbain du Val d'Europe sera une opération d'urbanisme d'un type très particulier, puisqu'elle se fera sous la responsabilité d'Euro Disney. La compagnie, maîtresse chez elle pour ses parcs à thème et ses hôtels, ne pourra, cette fois, décider seule ni des grandes orientations - en matière de logements, par exemple -, ni des équipements, ni du style architectural de cette ville. « Même si Euro Disney veut réaliser une opération en cohérence avec le parc de loisirs, elle est obligée d'imaginer une ville qui devra être gérée par les élus des communes ou leurs representants », explique Michel Drech, président des établissements publics qui seront les maîtres d'œuvre délégués des tesque. Plus de 4,5 milliards de collectivités locales, et de Disney,



pour réaliser les infrastructures. Cette complexité justifie le Juxe de précautions qui préside à l'élaboration du projet. Euro Disney veut éviter d'être accusée, à nouveau, de « colonialisme culturel ». « Nous n'allons surtout pas chercher à faire une ville à la Disney, s'empresse de dire Dominique Coquet, directeur général adjoint, chargé du développement. Nous voulons au contraire rester dans le style de la région.» L'architecture du Centre urbain du Val d'Europe sera finalement à mi-chemin entre la tradition haussmannienne et le modernisme de Marne-la-Vallée. Disney a voulu, au moins pour les façades, une pierre de taille, aussi différente que possible du stuc

du Royaume enchanté que du

béton des grands ensembles

de Marne-la-Vallée. Et les

commerces, les bureaux, la médiathèque, le conservatoire de donner une âme à une ville sorgie

Euro Disney doit assurer la cohérence entre les projets des clients (promoteurs on industriels) pour les programmes du Centre urbain et les souhaits de l'aménageur public. Il aura failu, iusou'au dernier moment, une longue concertation. Seuls les emplacements des grandes infrastructures sont prévus de longue date. La gare RER de Montévrain-Serris sera réalisée en 2000, comme l'achèvement de l'avenue de l'Europe et le bouclage du boulevard circulaire autour du « pétimètre » Disney. Enfin, un nouvel échangeur reliera en 2003 le site à l'autoroute A 4. « Disney voulait des avenues de 50 mètres de large, nous avons dû leur expliquer que leur entretien risquait de coûter trop cher, raconte Olivier Bourgeau, le maire (RPR) de Chessy. Mais ils cherchent ainsi, souvent, à utiliser

RESTER MAÎTRE CHEZ SOI ». La discussion reste difficile sur l'emplacement des autres équipements publics: annexes de mairie, postes, écoles, terrains de sport... En souhaitant commercialiser au meilleur prix les 40 hectares du secteur de la gare RER, Disney s'est heurté aux communes, d'autant que chacune réclame ses propres équipements: il y aura ainsi deux demigroupes scolaires au lieu d'un seul établissement. Et le tracé de

à leur profit le produit fiscal qu'ils

problème. Conçu pour une zone de chalandise de 400 000 personnes, le centre commercial régional de

la place principale pose encore

danse et de musique tenteront de 90 000 m² est en construction, de part et d'autres des voies du RER. L'idée est d'assurer un lien entre la gare et les quartiers résidentiels, ainsi qu'entre les communes de Serris et de Chessy. Son architecture, inspirée des halles de Baltard, a été choisie par Disney, qui a trouvé les promoteurs pour les grandes surfaces, les boutiques et les pavillons de la mode, consacrés aux bonnes affaires des grandes marques du luxe.

### Marchandage fiscal

La négociation pour la réalisation de la deuxième phase du programme Disney s'est accompagnée d'un marchandage fiscal: Euro Disney a demandé des réductions de ses bases d'imposition, acceptées en partie par Bercy. La première phase d'aménagement d'Euro Disney a permis de créer 10 000 emplois directs et environ 30 000 indirects. Le montant total de la TVA sur les activités et les retombées économiques s'est élevé à près de 1 millard de francs en 1995. Les taxes foncière, professionnelle et de séjour ont atteint 173 millions la même année. En 1998, Euro Disney a réalisé un chiffre d'affaires de 5,89 milliards de francs et un bénéfice de 290 millions. La production annuelle, au sens le plus large, a été estimée à 18,5 milliards de francs en 1995, dont 9 milliards pour la production indirecte, liée aux dépenses des visiteurs bors du site. Les visiteurs internationaux du parc apportent près de 20 % du total des devises générées par les

L'implantation du parc d'activités de 33 hectares a été plus difficile. Au bord de l'A 4, à proximité du RER et surtout d'une gare desservie chaque jour par 32 TGV, il devra attirer des entreprises à haute valeur ajoutée. Mais les communes intéressées n'appartiennent pas toutes au SAN, seul en mesure de partager équitablement les ressources fiscales. « Je suis prêt à accueillir 1700 logements et 720 chambres d'hôtel, en urbanisant 100 hectares de ma commune, presque la moitié de toute l'opération du Val d'Europe. Mais à une seule condition : il faudra créer un emploi pour un actif, souligne Renaud Vié Le Sage, le maire (PS) de Montévrain. C'est pour cela que je n'avais pas voulu rentrer dans le SAN. je veux rester maître chez moi, et avoir les moyens de construire les équipements pour accueillir de 7 000 à 9 000 habitants en plus des 3 000

actueis. » Tous les partenaires de cette opération hors du commun ont întérêt à sa complète réussite. Disney d'abord, qui doit trouver des promoteurs pour ces programmes, sous peine d'avoir à rétrocéder ses droits à construire à l'Etat, après en avoir porté les frais financiers. Les collectivités locales ensuite, qui attendent avec impatience une nouvelle manne financière pour pouvoir se doter d'équipements adaptés à leur explosion démographique. L'Etat, enfin, qui voit dans la réussite du Val d'Europe le moyen de développer ce secteur de la ville nouvelle, en atteignant le seuil nécessaire pour enclencher un véritable rééquilibrage à l'est de la région parisienne.

Christophe de Chenay

### 2 000 hectares à aménager en trente ans

● 18 décembre 1985 : Michael Eisner, président de Walt Disney, et Laurent Fabius, premier ministre, signent une lettre d'intention sur l'implantation d'un parc de loisirs en France. • 24 mars 1987 : signature de la convention entre Michael Eisner et Jacques Chirac, premier ministre. Les 2 000 hectares du périmètre réservé par l'Etat doivent être aménagés en trente ans. Financement par l'Etat et les collectivités locales d'une gare de

le Monde

prolongement de la ligne A vers Marne-la-Vallée. Aide des pouvoirs publics estimée à 2,7 milliards de francs, prêt bonifié de la Caisse des dépôts de 4 milliards. Réduction à 7 % de la TVA pour tous les parcs de loisirs. ● 12 avril 1992 : ouverture du parc de loisirs. 5,2 milliards de francs de pertes pour la première année d'exploitation. Les 61 banques qui avaient prêté plus de 20 milliards abandonnent 1.6 milliard de francs et acceptent un différé de

LA POSTE

Vendredi 23 avril 1999

LE MONDE ET LA POSTE

vous invitent à

Rencontrer

Acteurs des métiers

de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélie

Débattre

« Vivre à Strasbourg »

à 18 heures

un grand débat dont vous êtes les acteurs : les questions des Strasbourgeois sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au PALAIS DES FÊTES

à partir de 14 heures 5, rue Sellenick, Strasbourg Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Strasbourg

A resourcer par courrier à : LE MONDE, Marcel SCOTTO

Parlement européen - Centre de presse 12, avenue du Président-Robert-Schuman

67000 Strasbourg

de la fonction publique et de la décentralisation, déclarait aux Echos: « L'effacement progressif des départements est nécessaire et inévitable. » En 1998 encore, Edouard Balladur s'était prononcé pour leur disparition. Quant à Alain Juppé, il les a enterrés dans le quotidien Sud-Ouest, à la veille de 1999, en les iugeant dépassés. Deux anciens chefs de gouvernement et un ancien ministre gaullistes qui, en l'espace de quelques mois, s'en prennent au département : pour l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), « armée de moines-soldats départementalistes », selon la définition d'un élu. il y avait là une agression caractérisée, qu'il ne fallait surtout pas

prendre à la légère. Puis les salves sont venues de la gauche. Le projet de loi portant réforme de l'aménagement et du développement durable du territoire. présenté par Dominique Voynet, ne comportait « dans sa version initiale pas une fois le mot département », se souvient Jean Puech. président de l'APCG, par ailleurs président (DL) du conseil général de l'Aveyron. Le « pays », conçu comme un nouvel outil d'aménagement du territoire dans la loi présentée en janvier à l'Assemblée, a vite été perçu comme un instrument de l'affaiblissement de l'échelon départemental. Il a fallu beaucoup de force de persuasion à quelques sénateurs RPR et UDF pour convaincre le président de l'APCG, également sénateur (RI), de ne pas livrer au Palais du Luxembourg une bataille frontale et perdue d'avance.

« LAISSEZ-NOUS RESPIRER » Le projet de loi de Jean-Pierre

Chevènement sur l'intercommunalité, en discussion cette semaine au Sénat, a tout autant alerté l'APCG. qui voit dans le renforcement de la coopération intercommunale une menace potentielle sur les compétences actuelles des cantons. Les départements sont « agressés », réstime M. Puech: « Nous sommes sous les tirs croisés d'un gouvernement qui, par ailleurs, recentralise sans le dire. » A ces menaces inter-

de la droite. En juillet 1998, Domi- qui a sa préférence pour l'échelon conseillers « départementaux ». Le reste favorable au transfert à l'Etat, nique Perben, ancien ministre RPR régional... « Laissez-nous respi- conseil général deviendrait ainsi prévu par le projet de loi de Mar-

rer ! », supplie M. Puech. Asphyxiés, les départements ont choisi l'air du large. Du mercredi 7 au vendredi 9 avril, M. Puech réunira les assises de l'APCG à Deauville. C'est du fief d'Anne d'Omano (DL), présidente du conseil général du Calvados, qu'il iancera sa riposte. Si les conseils généranx sont mal aimés, c'est parce qu'ils sont mal connus des Français, veut-il expliquer, en substance. Partant de ce diagnostic, le président a l'intention de proposer des réformes susceptibles de renforcer l'identité des conseils généraux.

Afin de lutter contre l'indifférence, facteur d'abstention, il devrait proposer que les conseillers généraux, élus actuellement par moitié tous les trois aus, le soient désormais en une seule fois tous les six ans. Défendue par Pierre Joze, alors ministre socialiste de l'intérieur, la réforme avait été votée en 1990, puis abrogée en 1994. Charles Pasqua avait fait rétablir l'actuel mode de scrutin. M. Puech entend aussi suggérer le redécoupage des circonscriptions cantonales. Le recensement en cours le permettra (Le Monde du 3 avril): les écarts démographiques entre cantons, qui peuvent aller de un à dix, fragilisent la représentativité politique des conseils généraux. L'APCG, par la voix de M. Puech,

devrait également proposer que les

■ L'Assemblée des présidents de

fondée en 1946. La métropole et

conseils généraux (APCG) a été

l'outre-mer comptent au total

Trente-six départements ont élu

un nouveau président après les

La droite est majoritaire dans

représentation à la suite des

élections de 1998. Elle détient

désormais 33 présidences de

départements de métropole

(24 PS, 5 PRG, 3 PC, 1 MDC)

contre 20 avant les élections.

élections cantonales de mars 1998.

les conseils généraux. Néanmoins,

4 214 conseillers généraux.

la gauche a tripié sa

Plus de 4 000 conseillers généraux

LES COUPS sont d'abord venus nes s'ajoutent celles de l'Europe, conseillers généraux deviennent honorable. Le président de l'APCG conseil « départemental ». Sans attendre, l'APCG devrait décider à Deauville de se rebaptiser. A l'avenir, elle s'appellera Association des départements de France (ADF). M. Puech a encore l'intention de rouviir le débat sur les compétences des départements. Il pourrait proposer que les conseils généraux s'impliquent davantage dans la politique de la ville.

> BOURDE MONUMENTALE > La nouvelle stratégie de l'APCG ne convainc pas pour autant tous les présidents de conseil général. Pour la première fois depuis qu'il préside l'APCG, M. Puech doit faire face à une contestation ouverte de ses orientations. Dans une lettre adressée à son président, Pierre Méhaignerie, président UDF du conseil général d'Ille-et-Vilaine, reproche à l'APCG de laisser l'Etat reprendre en main des paris entiers de l'action sociale des départements. M. Méhaignerie reproche à M. Puech le vote en novembre 1998, par le conseil général de l'Aveyron, d'une résolution demandant que la prestation spécifique dépendance (PSD) gérée par le département devienne une prestation de Sécurité sociale ; en clair, repasse entre les mains de l'Etat. « Ce vote est une bourde monumentale », explique-t-on à l'APCG, où l'on as-

sure que M. Puech a fait amende

Le département est responsable

de l'action sociale (dont la gestion

voirie départementale. Il verse des

du volet insertion du RMI), de

l'entretien des collèges, de la

aides aux communes et aux

Les projets de loi Voynet et

de discussion parlementaire,

prévoient une montée en

des « pays » et des

ce qui inquiète

les départements.

Chevenement, actuellement en

aggiomérations, en zone urbaine,

entreprises.

Duissance

COURS

tine Aubry sur la couverture maladie universelle (CMU), de l'aide médicale gratuite. Le différend entre M. Méhaignerie et M. Puech - deux anciens ministres - recouvre um clivage ancien, mais qui s'accentue, entre départements urbains et départements ruraux. Ces derniers ont tendance à vouloir se délester de la gestion «lourde» de l'action sociale, y compris du volet insertion du RMI, qui est à leur charge. «Si demain les départements ne servent plus qu'à s'occuper de la voirie et qu'à distribuer des aides aux communes, ils n'ont plus de raison d'être »; affirme M. Méhaignerie, qui boycottera les assises de Deauville. Tout comme deux autres présidents de conseils généraux, Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire)

et Franck Borotra (RPR, Yvelines). Autre absent, à gauche, cette fois: Jean-Pierre Balligand, député PS et nouveau président du conseil général de l'Aisne : « Il faut que les départements profitent de l'émergence des pays et des agglomérations pour innover. Au lieu de se cantonner dans une résistance conservatrice. Je ne veux pas participer à la ringardisation des départements ! », lance le maire de Vervins. M. Balligand devait cosigner avec Michel Dinet, président PS du conseil général de Meurthe-et-Moselle, un texte adressé à M. Puech. La teneur du document, favorable aux pays et à l'intercommunalité, réjouira M= Voynet, M. Chevenement et Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de PEtat et de la décentralisation, présents à Deanville.

Mais M. Puech pourra se consoler de ces notables défections en évoquant, devant les quelque 1300 conseillers généraux annoncés à Deauville, sa rencontre avec Jacques Chirac, le 30 mars, à PElysée. « Je ne pourrai pas être des vôtres, mais je vous envoie ma femme!», bui a glissé le président de la République. Conseillère générale de la Corrèze, Bernadette Chirac saura, elle, défendre la cause historique des départements...

Béatrice Jérôme

حكذا من الأصل

MORÍZUMS-ANAIYSES

TE MONDE / MERCREDI / AVKIL 1999 / 17

t sa ville

nandaye fiscul

galante di un de la compania.

amakes in test

physical action \$3.00 per a

Berner seeding - 12 Seed - 1864

AND THE PARTY OF THE PARTY OF

RESPONDED TO A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

ت خونه

75 A. 2344

The second second

14 -4 -

Store graden to the co

Betting Barbara and a control

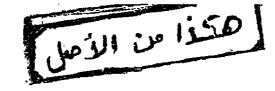
Sagar and district and

Abba • Claudio Abbado • Ace Of Base • Bryan Adams • Cannonball Adderley • Isabelle Adjani • Afro Jazz • Akosh S • Aktivist • Alliage • Graeme Allwright • Amadou & Mariam • Amina • Maurice André • Loīs Andrea • Ange • Antibiotic • Antidote • Marc Antoine • Aqua • Martha Argerich • Arielle • Louis Armstrong • Claudio Arrau • Artificial Joy Club • Vladimir Ashkenazy • Ashlee • Badi Assad • Hugues Aufray • Albert Ayler • Bob Azzam • Marcel Azzola Tyves B • B 52's • Burt Bacharach • Erykan Badu • Julien Baer • Chet Baker • Daniel Balavoine • Barbara • Gato Barbieri • Barclay James Harvest • Brigitte Bardot • Kenny Barron • John Barry • Cecilia Bartoli • Alain Bashung • Count Basie • Axel Bauer • Baz Baz • Marc Beacco • Beautiful South • Beaux Arts Trio • Sidney Bechet • Beck • Bee Gees • A. Benedetti Michelangeli • George Benson • Leonard Bernstein • Chuck Berry • Jane Birkin • Björk • Black Eyed Peas • Blackstreet • Art Blakey • Perry Blake • Blankass • Mary J Blige • Fred Blondin • Bloodhound Gang • Tristan Boccara • Andrea Bocelli • Karl Böhm • Marie Boine • Claude Bolling • Bon Jovi • Tracy Bonham • Barbara Bonney • Mathieu Boogaerts • Catherine Bott • Pierre Boulez • Pierre Boussaguet • Boyz II Men • Boyzone • George Brassens • Michael Brecker • Goran Bregovic • Jacques Brel • Alfred Brendel • Eddy Brickell • Jonathan Brooke • Big Bill Broonzy • Bobby Brown • Clarence G. Brown • Clifford Brown • Foxy Brown • James Brown • Gavin Bryars • Yuri Buenaventura • Chris De Burgh • Burning Spear • Bush Cake • JJ Cale • John Cale • Terry Callier • Carmen Campagne • Vinicius Cantuaria • Cardigans • The Carpenters • Regina Carter • France Cartigny • Sergio Celibidache • Riccardo Chailly • The Chameleons • The Charlatans • Les Charts • Clifton Chenier • Don Cherry • Eagle Eye Cherry • The Christians • Christophe • Myung-Whun Chung • Mino Cinelu • Jimmy Cliff • La Cliqua • Clock • Pierre Cochereau • Cocteau Twins • Lloyd Cole • Ornette Coleman • Collapsis • John Coltrane • La Compagnie Créole • The Commodores • Johnny Copeland • Chick Corea • Cornu • Sylvain Cossette • James Cotton • Bing Crosby • Counting Crows • Cowboy Junkies • The Cranberries • Cream • Régine Crespin • Sheryl Crowl • The Crusaders • Laurent Cugny • The Cure Dominique Dalcan • Dalida • Damien • Miles Davis • 2 Source • Dee Dee Bridgewater • Def Leppard • Definition of Sound • Delavoix • Michel Delpech • Chaka Demus • Deus • Raymond Devos • Bo Diddley • Dig • Wasis Diop • Dire Straits • Diva Surprise • Dj Fou • Doctor L • Dolls Head • Placido Domingo • Donya • Doriand • Driver • Dru Hill • Augustin Dumay • Charles Dutoit • D'abuz 🗷 E 17 • E-Type • Teddy Edwards • Eels • Eiastica • Electrasy • Arno Elias • Duke Ellington • Elysian Fields • Emilia • Era (Eric Levi) • Christian Escoudé • Essai • Melissa Etheridge • Gil Evans • Bill Evans ■ Lara Fabian • Fabulous Trobadors • Marianne Faithfull • Mylène Farmer • Fastball • Faudel • Fenua • Jean Ferrat • Leo Ferré • Nino Ferrer • Ysa Ferrer • Kathleen Ferrie • Aude Feuillerat • Dietrich Fischer-Dieskau • Ella Fitzgerald • Renée Fleming • Robben Ford • Claude François • Kirk Franklin • Freakpower • Dj Fred & Arnold T • Free • Ferenc Fricsay • Wilhelm Furtwängler G Serge Gainsbourg • Galliano • Patrick Gallois • Jan Garbarek • John Eliot Gardiner • Erroll Garner • Marvin Gaye • Gloria Gaynor • Gene • Valery Gergiev • Stan Getz • Angela Gheorghiu • Roland Gift • Astrud Gilberto • Joao Gilberto • Dizzy Gillespie • Girls Vs Boys • Ivry Gitlis • Reinhard Goebel • Matthias Goerne • Chantal Goya • Stéphane Grappelli • Johnny Griffin • Guns 'N Roses • Buddy Guy 🖫 Arthur H • Charlie Haden • Sammy Hagar • David Hallyday • Johnny Hailyday • Lionel Hampton • Herbie Hancock • Hanson • Roy Hargrove • John Harle • Donald Harrison • Antonio Hart • PJ Harvey • Hasheem • Clara Haski • Havana Delirio • Coleman Hawkins • Graham Haynes • Sister Hazel • Heavy D • Helmet • Joe Henderson • Barbara Hendricks • Jimi Hendrix • Pierre Henry • John Hiatt • Hijack • Johnny Hodges • Christopher Hogwood • Hole • Billie Holiday • David Holmes • Shirley Hom • James Homer • Vladimir Horowitz • Human Box • Bobby Hutcherson 🗓 Ideal J • Immature • Incognito • Inxs • Israel Vibration 🗓 The Jam • Ahmad Jamal • Etta James • James • Joe Jackson • Al Jarreau • Keith Jarrett • Screamin' Jay Hawkins • Jeff • Antonio Carlos Jobim • Elton John • J.J. Johnson • Elvin Jones • Grace Jones • Hank Jones • Quincy Jones • Louis Jordan • Ronny Jordan • Leila Josefowicz • Jovanotti • Patrick Juvet 🔀 K.Reem • K-Cl & Jojo • Mory Kante • Herbert von Karajan • Katerine • Wilhelm Kempff • Rodney Kendrick • Kent • Khaled • Angelique Kidjo • B.B. King • Albert King • Kiri te Kanawa • Roland Kirk • Kiss • Carlos Kleiber • Jack Knight • Gladys Knight • Mark Knopfler • Oliver Knussen • Zoltan Kocksis • Lee Konitz • Kool & The Gang • Magdalena Kozcna • Diana Krall • Gidon Kremer • Rafael Kubelik • Kuhn/Humair/Jenny-Clark • Fela Kuti • Femi Kuti 🖪 LL Cool J • Patti Labelle • Katia et Marielle Labeque • Sonia Lacen • Pascal Lafa • Alexandre Lagoya • Lady Laistee • Roby Lakatos • Lamb • Lando • Bobby Lapointe • Marc Laurens • Bernard Lavilliers • Maxime Le Forestier • John Lee Hooker • Ann Lee • Michel Legrand • Ute Lemper • J.B. Lenoir • James Levine • Lighthouse Family • Lilicub • Abbey Lincoln • Espen Lind • Little Rabbits • Live • LKJ • Ismaël Lo • Frédéric Lo • Lisa Loeb • Lost Boyz • Helmut Lotti • Joe Louis Walker • Lousteau • Down Low • Paco De Lucia • Christa Ludwig • Lunatic Calm • Radu Lupu • Kami Lyle • Lynyrd Skynyrd 🕅 Maïdi • Mischa Maisky • Russell Malone • The Mamas & the Papas • Manau • Mangu • Marilyn Manson • Bob Marley • Eva Marshall • Rosco Martinez • Matt • Maurane • Paul Mauriat • Curtis Mayfield • MBS • Christian Mc Bride • Paul Mc Creesh • Maria Mc Kee • John Mc Laughlin • Melky Sedeck • Helen Merrill • Metallica • Pat Metheny • Method Man • Charles Mingus • Marc Minkowski • Eddy Mitchell • Yves Montand • Wes Montgomery • The Moods • Moody Blues • Moos • Nina Morato • Van Morrison • Nana Mouskouri • Gerry Mulligan • Viktoria Mullova • I Musici • Anne-Sophie Mutter • Mya • Billie Myers • Le mystère des Voix Bulgares 🖫 Naab • Navis • Matthew Neil • Neima • New Radicals • Niagara • Nina • Nirvana • No Doubt • Noa • Noir Désir • Jessye Norman • Claude Nougaro • Nourith 🖸 Ocean Colour Scene • L'œil • Ollano • Orpheus Chamber Orchestra • Joan Osborne • Anne Sofie von Otter • Seiji Ozawa 🖫 Page & Plant • Florent Pagny • Suzanne Palmer • Paper Dolls • Vanessa Paradis • Le Park • Charlie Parker • Rashaan Patterson • Luciano Pavarotti • Nicholas Payton • Danilo Perez • Lee Scratch Perry • Paul Personne • Lucky Peterson • Oscar Peterson • Edith Piaf • Pierpoliak • Pills • Courtney Pine • Pitchshifter • Ivo Pogorelich • The Police • Maurizio Pollini • Portishead • Bud Powell • Jesse Powell • Presteej • André Prévin • Denez Prigent • Primus • Pulp • Push • Puya Quatuor Amadeus • Quatuor Takacs Sun Ra • Rakim • Karen Ramirez • Real Big Fish • Eric Reed • Reel Soul • Conner Reeves • Django Reinhardt • Calvin Richardson • Lionel Richie • Sylatoslav Richter • Rico • André Rieu • The Rimes • Rita • Max Roach • Pascal Rogé • Sonny Rollins • Aldo Romano • The Roots • Rosana • Diana Ross • Alex Rossi • Mstislav Rostropovitch • Christophe Rousset • Demis Roussos • The Rubettes • Rudeluck • Ray Ruffin S Thomas Sabry • DJ Sakin • Luis Salinas • Pharoah Sanders • Carlos Santana • Christine Schäfer • Lalo Schiffrin • Andreas Scholl • John Scofield • Rhoda Scott • Patrick Sébastien • Semisonic • Brian Setzer Orchestra • Gil Shaham • She Moves • William Sheller • Archie Shepp • Wayne Shorter • Mort Shuman • Horace Silver • Yves Simon • Nina Simone • Tommy Sims • Talvin Singh • Sjouxsie & The Banshees • Roni Size • Memphis Slim • Smash Mouth • Jeffery Smith • Elliot Smith • Jimmy Smith • Snoop Doggy Dog • Snot • Snowpony • Soledonna • Sir Georg Solti • Soundgarden • Gérard Souzay • Space Monkeys • Spicy Box • Spoon Nation • Status Quo • Steely Dan • Steppenwolf • Cat Stevens • Aline Stoll • Stone Roses • Sting • Straddi Virus • The Style Council • Izzy Stradlin • Supertramp • Sublime • Sugarcubes • Donna Summer • Joan Sutherland T-Rex • Rachid Taha • The Tallis Scholars • Tanger • Gregory Tardy • Tarkan • Faouzi Tarkhani • Art Tatum • Koko Taylor • Tears For Fears • Renata Tebaldi • The Temptations • Tenor B • Bryn Terfel • Texas • Therapy? • Jean-Yves Thibaudet • Toots Thielemans • Tindersticks • Touloulou • Trade Union • Randy Travis • Treponem Pal • Trio Esperança • Tricky • Lennie Tristano • Rosalyn Tureck • Ike & Tina Turner • Steve Turré • Shania Twain • 22 Pistepirko • McCoy Tyner ■U2 • Unwritten Law ■Les Valentins • Valmont • Tania Valmont • Sylvie Vartan • Sarah Vaughan • Suzanne Vega • Caetano Veloso • Velvet Underground • Vengaboys • Veruca Salt • Boris Vian • Vibe W Rufus Wainwright • Tom Waits • T. Bone Walker • The Wallflowers • Dinah Washington • Muddy Waters • Webb • Ben Webster • Paul

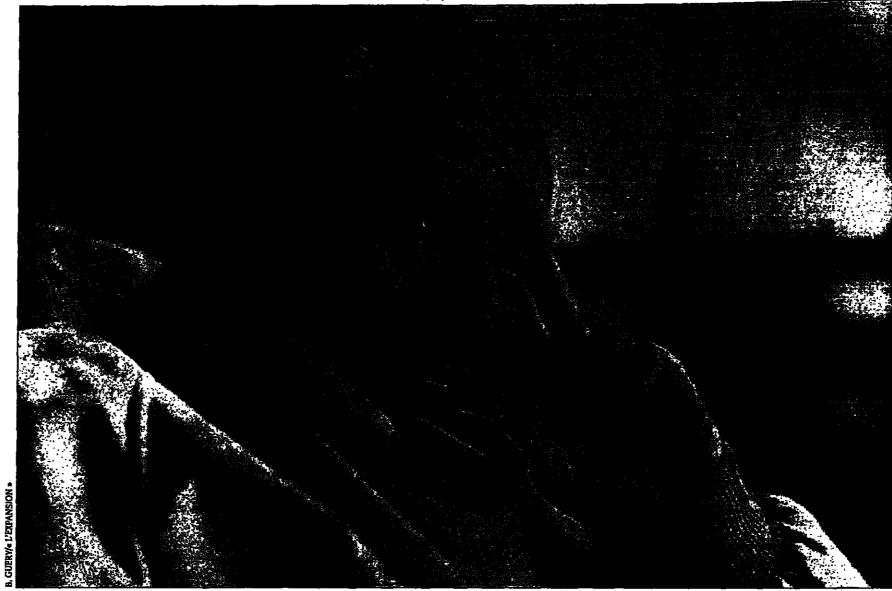


Weller • Weezer • Bugge Wesseltoft • Randy Weston • Wet Wet Wet • Sonny Boy Williamson • White Zombie • Barry White • The Who • Sebastien Wild • Kim Wilde • Howlin' Wolf • Stevie Wonder ☒ X Men ☒ Yana • Yello • Narciso Yepes • Lester Young ☒ Zamfir • Zazie • Zebda •

Zhane • Krystian Zimmermann • Zucchero • Marco Zuddas...



Ce proche de Georges Pompidou a régné pendant vingt ans sur la puissante CGE, avant d'entrer en résistance contre le programme commun de la gauche et de devenir l'éminence grise d'une nouvelle génération de grands patrons. Il est mort le 4 avril à 77 ans



# Ambroise Roux, grand patron « à la française »

broise Roux, il y tenue à chaque étage du siège de la Compagnie générale d'électricité. L'« ascenseur du président », où l'on entrait par une lourde porte de fer forgé, conduisait à l'interminable « couloir du président », au bout duquel se trouvait, donc, le bureau du président. Il y avait même une sident », où ce cinéphile conviait certains soirs, ses amis du monde des affaires et de la politique. En souvenir, peut-être, de cette année 1968 où il fut remarquablement absent de la négociation de Grenelle - les questions sociales ne le préoccupant guère - mais où il prit la défense de la Cinémathèque d'Henri Langlois...

Entre 1970 et 1982, il était l'un des plus puissants patrons de France, régnant, dans ce décor suranné, sur une galaxie de filiales dirigées par des hommes qu'on nommait des « barons ». Elles produisaient, entre autres, des turbines pour EDF, des locomotives pour la SNCF, et des centraux téléphoniques pour l'administration des PTT. C'était au cours de sa première vie, avant que l'arrivée de la gauche au pouvoir ne le fasse basculer vers les coulisses, devenir le « parrain » du capitalisme français et tirer les ficelles dans l'ombre, jusqu'à son décès, dimanche 4 avril (Le Monde du mardi 6 avril). Personnage déjà influent, cultivant quelques excentricités, dont une passion pour la parapsychologie, il devint alors vraiment celui que sa biographe, la journaliste Anne de Caumont, a surnommé « le prince

des affaires ». Cette éminence grise du régime pompidolien recevait ses visiteurs avec une grande courtoisie accompagnée d'une distance parfaitement calculée. Il laissait ses yeux bleus délavés vagabonder en direction des volutes de fumée de son gros cigare, puis refermait ses paupières dans une attitude quasi reptilienne, laissant croire à un assoupissement passager. Pendant ce temps, un collaborateur tétanisé, assis à bonne distance du bureau présidentiel, attendait le retour du regard bleu. Se ferait-il charmeur ou parfaitement gla-

cant?

Le président Roux, comme on le nommait avec déférence, aimait alors expliquer doctement à une presse économique balbutiante ce que devait être l'entreprise moderne. Elle devait, bien sûr, « aspirer à la dimension mondiale »:

Quant à ses dirigeants, ils devaient

s'intéresser « au profit », comme les Américains, et se démarquer de la déplorable tradition française du « patronat de droit divin ».

Pourtant, nul ne fut plus monarque d'entreprise que ce capitaliste sans capitaux, qui se targuait de n'avoir jamais investi un centime de son argent dans les affaires qu'il dirigeait, tout en touchant sans état d'âme le premier salaire de France. Malgré ses discours, on se souviendra de lui comme le prototype du patron « à la française » : familier du pouvoir politique et construisant des stratégies en parfaite connivence avec ses réseaux. Lui-même en convenait. « Il n'y a guère que vingt ou trente hommes en France qui font l'essentiel des décisions, confiait-il à Anne de Caumont. C'est cela, l'establishment. » Lequel se définissait aussi, selon lui, « par la capacité de ses membres à se précipiter au chevet d'une entreprise malade et à la ver, et ce en préservant au mieux les intérêts de la collectivité ».

ES principes, il les a mis en pratique en venant secourir Marc Viénot, le patron de la Société générale, lors du raid lancé en 1989 contre la banque par les amis de Pierre Bérégovoy, ou en volant à la rescousse de la Compagnie générale des eaux, menacée d'OPA par Saint-Gobain. Et cela d'autant plus facilement qu'il fut, à l'heure où triomphait l'industrialisme des années Pompidou, le plus pur produit de la technostructure aujourd'hui aux commandes des grandes entreprises françaises. Polytechnicien, Ambroise Roux avait frayé dans les cabinets ministériels avant d'entrer en entreprise. Conseiller, puis directeur de cabinet de Jean-Marie Louvel, ministre MRP de l'industrie et du commerce entre 1951 et 1954, il s'y était constitué un formidable carnet dont il saura user à la CGE, où il entre comme directeur général adjoint en 1955.

Né en 1921, fils unique d'une famille bourgeoise – sa mère était liée aux Poulenc, dont les laboratoires pharmaceutiques firent al-

liance avec les usines du Rhône –, Ambroise Roux prétendait avoir été, un temps, tenté par le journalisme. Un milieu auquel il avait eu accès, très jeune, par l'intermédiaire de son père, administrateur des journaux du groupe Prouvost.

Mais la presse restera pour lui un vague rêve de jeunesse. En fils respectueux, après son bac passé en 1938 au collège Stanislas, Ambroise se présente à l'Ecole normale supérieure et à l'Ecole polytechnique, est admis aux deux, et opte pour l'«X». En 1940, année de sa promotion, l'école se replie à Lyon. Si les circonstances sont plutôt noires, il y fait la connaissance d'un de ses futurs compères en affaires: Guy Dejouany, futur patron de la Compagnie générale des eaux.

A vingt-trois ans, le jeune Ambroise - « Bob » pour les intimes - a en poche les diplômes des Ponts et Chaussées et de Supélec. Sa voie est tracée. Un premier poste dans l'administration - celle de l'électricité - lui donne le temps d'épouser Françoise Marion, une jeune fille de bonne famille qui habite son immeuble et lui donnera deux enfants. C'est là, dans l'administration, que Jean-Marie Louvei, lui-même %-Ponts, vient le chercher pour le faire entrer dans con cabinet.

son cabinet. L'arrivée de Pierre Mendès France au pouvoir le contraint, en 1955, à chercher un point de chute dans l'industrie. Les « X » accaparant les postes à responsabilité dans les entreprises stratégiques. l'affaire est vite conclue. Emile Marterer, le président de la CGE, lui tend une main secourable. Ambroise Roux, devenu directeur général de la CGE, fera preuve du même esprit de corps avec son ancien mentor, Jean-Marie Louvel, en l'appelant à la présidence du groupe en 1965. Ambroise Roux lui succédera à sa mort, en 1970.

Dans l'intervalle, Ambroise Roux fait son entrée au CNPF, en 1961, grâce au parrainage d'un X-Mines, Henri Lafond, banquier et membre de nombreux conseils d'administrations. Vite reconnu

par ses pairs, il s'offre le luxe de refuser d'être candidat à la succession du « patron des patrons », Georges Villiers. Il sera, plus tard, vice-président. Mais c'est à la tête de la Commission économique générale, boîte à outils du patronat, qu'il fait merveille en planchant sur l'intéressement, la participation, ou la mensualisation.

Ambroise Roux, dans le cadre de ces activités patronales, fait la connaissance de Georges Pompidou, alors premier ministre, et de ses proches collaborateurs, comme Bernard Esambert, aujourd'hui membre éminent des groupes Bolloré et Lagardère. Ou encore Edouard Balladur, auquel il confiera, lors de sa traversée du désert, des directions de filiales dont celle, demeurée célèbre, de GSI, pourvoyeuse de confortables stock-options (actions offertes aux dirigeants).

Nul ne fut plus monarque d'entreprise que ce capitaliste sans capitaux

Comme Georges Pompidou, Ambroise Roux revendique des racines auvergnates, par le truchement d'« un ancêtre laboureur à Flammergue »! « Donnez-moi des nouvelles du poys », lui lance rituellement le premier ministre lorsqu'il lui rend visite à Matignon. Plus tard, le patron de la CGE évoquera une « relation filiale », voire « l'amitié et la complicité de deux paysans ». Le PDG a tout d'un « ministre bis de l'industrie ».

C'est l'époque des Meccano industriels bénis par le pouvoir, et Ambroise Roux plaide pour sa chapelle. Il signe, en 1969, le « Yalta de l'électronique » avec son éternel rival, Thomson: à la CGE, les turbines et les trains d'Alsthom et la haute main sur les équipements téléphoniques; à Thomson la juteuse industrie de l'armement.

Mais Ambroise Roux perd, en 1975, la bataille du nucléaire en faveur de Creusot-Loire, puis celle de l'informatique: entrée an capital de Cli-Honeywell-Bull, la CGE est priée de céder la place à Saint-Gobain, qui n'y fera pas long feu.

Le giscardisme conviendralt-il moins bien à Ambroise Roux que le pompidolisme? Son malencontreux soutien à Jacques Chaban-Delmas, à la présidentielle de 1974, n'y serait pas étranger.

« Quand je suis arrivé à la CGE, il y avait 18 000 personnes, quand j'en suis parti, il y en avait 180 000. Nous avons construit dans l'intervalle

suis parti, il y en avait 180 000. Nous avons construit dans l'intervalle trois usines tous les deux ans, et investi en rachetant toute une série d'entreprises (...). » Quand il quitte la CGE, au lendemain de la publication de la loi sur « l'extension du secteur public », dans le Journal officiel du 13 février 1982, c'est en devançant l'appel. François Mitterrand, qu'il connaît depuis 1977 grâce à des amis communs, lui avait pourtant fait savoir qu'il espérait le voir rester. Et cela par l'intermédiaire de son frère, Robert, que la CGE avait recruté en 1975 – à toutes fins utiles.

Ambroise Roux n'écoute pas les sirènes. Le 15 décembre 1982, il réunit à l'Hôtel Crillon ses amis de l'Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne (Agref), un « mouvement » patronal dont il est président. Une douzaine de PDG au total, dont le fidèle Guy Dejouany, Marc Fournier (Navigation mixte), Gilberte Beaux (Générale octidentale), Alain Chevaller (Moèt-Hennessy), Jérôme Monod (Lyonnaise des caux), Paul Dubrole et Gérard Pelisson (Accor), François Dalle (L'Oréal)...

(I. Oreal)...

«Le capitalisme est gravement menacé, je souhaite me porter à son secours pendant cette période tragique, et le défendre. Etes-vous d'accord pour constituer une nouvelle association?», leur lance le patron déchu. Sous le nom d'Association française des entreprises privées (AFEP), celle-ci devra faire

de la pédagogie sur les entreprises auprès du gouvernement. Un lobby très sélect, façon «Jockey club», selon le terme d'Ambroise Roux, qui ira en personne exposer à François Mitterrand les raisons de son entrée en « résistance » contre le programme commun de la ganche.

· furli-bas. fu

NE partie des « messages », grāce à ses visites régulières à François Mitterrand, Pierre Bérégovoy ou Roconsiste à faire bénéficier les entreprises déficitaires d'un crédit d'impôt, la baisse du taux de taxation sur les plus-values financières, la réforme des marchés financiers, la perpétuation de Pantocontrôle, permettant de rester « entre soi », sont du miel pour les grands patrons. Lesquels, un à un, rejoignent le club. Ils sont aujourd'hui près de soixante-dix, dont Clande Bébéar (Axa), David de Rothschild, Bernard Arnault (LVMH), Paul-Louis Halley (Promodès) et Vincent Bolloré.

1

Tr. .

leacontre par e madaire

L'arrivée de la gauche devait somer l'heure d'une retraite anticipée. Elle lui a redonné du poil de la bête. Et la cohabitation l'a complètement remis sur orbite. A Punisson d'Edouard Balladur, Ambroise Roux apporte sa touche personnelle à la constitution des « BOVERT dires » censés préserver les entreprises privatisées des appétits indésirables. Naguère chef d'entreprise, le vollà devenu l'éminence grise de patrons « pesant » des centaines de milliards de francs. Il collectionne les postes d'administrateur : Alcatel, Barclays Bank, Groupe Rivaud, Banque du Louvre, Générale des eaux, Paribas, Schneider, et Pinault-Printemps- Redoute, dont il présidait le conseil de surveillance depuis 1992, en remerciement de nombreux services rendus, dont deux décisifs: avoir fait entrer François Pinault à l'AFEP en 1983, à une époque où personne ne pariait sur sa montée en puissance,

et l'avoir aidé à conquérir la Fnac. «Ambroise n'est jamais las de conseiller », disait de lui un grand banquier. S'il a été de bon conseil pour ses poulains, ses recommandations politiques ont été nettement moins heureuses. Cehri qui se disait monarchiste par coquetterie, mais frayait avec les gaullistes, prônait, il y a six mois, la conclusion d'accords entre la droite et le Front national. Peu à peu, la relève s'était organisée. Didier Pineau- Valencienne, tout juste dégagé de la présidence de Schneider, a pris les commandes de l'AFEP en novembre 1998.

nne-Marie Rocc

مكذا من الأصل

# « Fuir là-bas, fuir! » par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

Anniversaire d'Izieu. C'est le 6 avril 1944 que les nazis ont raflé les quarante-quatre enfants juifs cachés dans l'Ain pour les conduire vers les fours d'Auschwitz. A deux mois du débarquement allié en Normandie, menacé sur tous les fronts, Hitler n'a pas de but de guerre plus impérieux, y compris l'acheminement de ses propres renforts, que d'exterminer une popula-

tion pour « crime d'être né ».

Aucune purification ethnique n'égalera cellelà, spécifique. Mais le devoir de ne pas l'oublier inclut celui de refuser ce qui y ressemble. Les petits Kosovars pataugeant dans la boue à la frontière albanaise rappellent toutes les innocences suppliciées. Souvenons-nous de la honte attachée aux pays qui fermaient leurs douanes aux « déplacés » de la dernière guerre. Cette tache ne va-t-elle pas marquer la France de 1999, même si son rejet des réfugiés tient au refus de servir indirectement le dessein serbe? N'avait-on pas déjà pris le risque de le favoriser, ce dessein, avec les frappes aériennes? Ne pouvait-on prévoir ces conséquences en chaîne ? Ou bien se vérifie-t-il, une fois de plus, que la stratégie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux militaires?

Nous n'oublions pas les raisons données aux

C'EST PEU DIRE que le « raid » lancé par la BNP sur la Société gé-

nérale et Paribas a des enjeux consi-

dérables pour l'économie française.

Même si l'issue de cette gigan-

tesque bataille, sans précédent dans

l'histoire du capitalisme français,

est encore incertaine - les deux

« agressés » devaient une nouvelle

fois réunir leur conseil d'adminis-

tration, mardi 6 avril, pour confir-

mer leur refus de l'offre de

P« agresseur » -, elle façonnera du-

rablement le paysage bancaire eu-

Au-delà, c'est aussi une toute

autre partie qui se joue. Dans la

confrontation ancienne entre l'Etat

et l'économie marchande, l'affaire

risque de constituer un point de

bascule ou si l'on préfère un chan-

gement dans les rapports de force

anciens. Avec pour grand vainqueur

les marchés, qui vont départager les

protagonistes, et pour grand per-

dant la puissance publique qui, pour la première fois; n'a par eu

son mot a dire dans une question

s'est aujourd'hui convertie aux pri-

vatisations, affiche toujours son

ambition de voir jouer un rôle de

régulation à l'Etat, le constat est

évidemment ravageur. A Matignon

choses. On fait ainsi valoir que le

pouvoir d'intervenir directement

dans le dossier, mais qu'il n'est pas

Rencontre par Cardon

Pour la gauche qui, même si elle

pourtant décisive.

ropéen pour les années à venir.

raids de l'OTAN: pas question, pour les Européens, de tolérer les manquements de Belgrade aux droits de l'homme « sur notre sei ». L'expression « notre sol » a été utilisée à plusieurs reprises par la France, « d'une seule voix ». On notera l'implacable absence de réciprocité du possessif, à dater du 5 avril : si nous sommes « chez nous » à Pristina et dans son ciel, les Pristiniens, eux, n'ont aucun droit à fouler notre terre, fût-ce sous la tente. Voilà qui a le mérite de la clarré, mais qui va reléguer dans le passé le temps où les French Doctors et le drapeau tricolore étaient acclamés sur les routes

d'exode du monde entier La fin de l'hospitalité française ne se remarque pas seulement sur notre flanc Est. Au Sud aussi sonne le glas de la générosité européenne. Il n'y a pas plus de rapport entre les Balkans et Schengen qu'entre Izieu et le Kosovo, mais la chasse aux clandestins atteste à tout le moins que, si l'extrémisme de droite plafonne dans les sondages et les urnes, il prospère dans les esprits et les comportements officiels. Par centaines, les Africains retenus à Ceuta ou les Maghrébins ahragas (« en errance », « en partance ») du port de Tanger éprouvent dans leur chair ce qu'il en coûte de rêver d'une feuille de paie en Europe. Arrachés

Le raid de la BNP fait une première victime : l'Etat

aux essieux des camions, aux barcasses hasardeuses des passeurs, ils piétinent devant la porte du festin, dont ils se disoutent les épluchures.

Par crainte d'être réexpédiés vers leur patrie qui n'en est pas une, car qu'est-ce qu'un pays qui ne vous nourrit plus?-, ils ont avalé leur passeport, croyant accéder ainsi au statut supérieur, enviable, sacré dit-on, d'ÊTRES HU-MAINS. Dernier leurre du siècle! Des dizaines, des centaines de ces êtres humains auront péri noyés dans le détroit de Gibraltar en regardant scintiller les enseignes de nos grandes surfaces.

« Fuir là-bas, fuir ! » L'appel à survivre, ail-

leurs, retentit un peu partout, pour cause de dictature, de persécution, de famine. La toute belle mondialisation, l'incontournable modernité, ne profitent qu'aux spéculateurs, dont les placements, contrairement aux bébés, ignorent les visas. Comment ne pas établir de rapprochement, sinon de causalité! Plus l'argent vovage vite et sans douane, plus la misère hante les consulats barricadés, subit les milices, passe et repasse les vieilles frontières villageoises, ultimes prétextes à l'égoïsme, à la

La République ome ses frontons du beau mot de Fratemité. Le mérite-t-elle encore?

Le Comité des établissements de

crédit s'est prestement réuni, le

29 mars, et a donné son agrément.

Du même coup, les pouvoirs pu-

blics ne disposent plus d'aucun

M. Pébereau, son offre « est désor-

mais soumise au jugement du mar-

ché ». Au marché et seulement à

hii? L'affaire n'est évidemment pas

aussi simple, car de nombreux

autres paramètres pèsent aussi sur

exemple: on peut supposer que, si

le gouvernement s'est montré

d'une extrême prudence, c'est aussi

parce qu'il ne souhaite guère af-

fronter de face le très puissant pa-

tron d'AXA-UAP, Claude Bébéar, al-

M. Pébereau. Des paramètres psy-

chologiques ensuite: même si, de

l'avis d'un très bon connaisseur du

dossier, certains des protagonistes

de cette bataille out récemment

pour la circonstance à

Des paramètres politiques, par

le dossier.

moyen de pression. Comme le dit

# Le Monde

21 bis. RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL :

# Réfugiés : le non-dit français

UE i'on ait sous-estimé la monstruosité de Slobodan Milosevic ou surestimé la capacité de l'OTAN à le ramener à la raison, le résultat est le même : plus de 350 000 réfugiés. Et le flot s'accroit chaque jour davantage. Et, avec lui, autant de détresse, de malheurs, de destins individuels et familiaux brisés, quand ce n'est pas la mort qui, délà, serait venue frapper une centaine de ces Kosovars forcés par les troupes serbes à l'exil en Albanie, en Macédoine ou au Monténégro. Au treizième jour de la campagne de bombardements de l'OTAN sur la République fédérale de Yougoslavie, mardi 6 avril, il y a au moins un résultat que personne ne conteste: Pincapacité avérée, pathétique, de ces raids à empécher le « nettoyage ethnique » du Kosovo ordonné par

D'où l'afflux des réfugiés et le problème » qu'ils posent aux alliés. Le porte-parole de POTAN a annoncé que certains pays membres de l'Alliance allaient accueillir quelque 100 000 Kosovars. au moins à titre provisoire. La France n'est pas d'accord. Elle a manifesté son extrême réticence à acqueillir des réfugiés. Elle a fait valoir de bonnes et solides raisons pour défendre son point de vue. Accepter une forte immigration kosovare serait, ni plus ni plus moins, enteriner I'« épuration ethnique ». Ce serait faire le ieu du président Milosevic. Ce serait accepter une manière de complicité indirecte dans ce qui constitue sans doute un crime de

Le premier ministre a parlé net : L'objectif, c'est que ces hommes et au sol.

ces femmes retournent ches eux. Nous n'acceptons pas le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », a dit Lionel Josphi. Certains l'accusent d'avoir en tête un objectif bien différent et beaucoup moins noble : éviter, en fermant la porte aux réfugiés, de relancer en France le débat sur l'immigration. De fait, la position du gouvernement français serait plus claire, et insoupçonnable d'arrière-pensée, si M. Jospin était allé au bont de sa logique. Car s'il s'agit vraiment de ramener les réfugiés - au moins un certain nombre d'entre eux - au Kosovo, autant dire, haut et fort, ce que cela suppose: une forme ou une autre d'intervention terrestre. Même un retour négocié imposera une protection au sol des Kosovars qui auront bien voulu prendre le risque de retourner sur des lieux d'où ils furent chassés par la terreur.

L'alternative, dangereuse, c'est l'installation pour longtemps des réfugiés dans des camps aux frontières du Kosovo, l'implantation en ces lieux de cellules de la branche armée du mouvement kosovar, bref, le risque d'une déstabilisation des pays d'accueil, déjà fragiles, et la prolongation du conflit. Au rythme actuel des expulsions, que n'enrayent pas les frappes, POTAN estime que le Kosovo sera vidé de sa population d'origine albanaise d'ici dix à vingt jours. La question des réfugiés se posera de manière plus dramatique encore. Peut-être serait-il temps de dire la vérité: la défense du droit au retour des réfugiés est un slogan vide de sens si l'on continue à catégorique-

ment exclure l'envoi de troupes

**Ir Monde** est édite par la SA LE MONDE Noël-Jean Berserous, directeur général adjoint Directeur de la réduction : Edwy Plene! adioints de la réduction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Directeur artistique : Dominique Royuette Secrétaire général de la rédaction : Alam Fourment Rélacteurs en chef:
Alain Frachon, Erik Iztaelewicz (Editoriau et profese);
Lauren Greisamer (Suppléments et coluers spéciaux); Michel Rejanan (Debots). mational): Partick (arreau (France), Franck Noucin (Société): Claire Blandin (Fintentises)

Mediateur : Robert Solé Directeur executos : Eric Proflosus : directeur délérare : Anne Char

partenanats audiovisuels : Bertrand Le Gendre Conseil de surveillance : Alain Munc, président : Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Beine-Méry (1944-1969), Jacques Filivet (1969-1982), Le Monde est edité par la SA Le Monde

Durée de la société : cumpante are 3 compter du 10 décembre 1994. Capital social : 985 000 F. Actionvisires : Société evile Les Rédicteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, lena Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

### IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

### L'épuration en Bulgarie

dit long sur la crise que traverse le la guerre de distribuer les fonds communisme stalinien dans les nécessaires au Parti communiste démocraties populaires, depuis la rébellion de Tito, c'est bien la gigantesque épuration dont la Bulgarie est actuellement le théatre. Car enfin Traitcho Kostov, viceprésident du conseil bulgare, qui vient d'être destitué, était non seulement l'un des grands chefs, mais peut-être aussi la personnalité la plus représentative du Parti communiste bulgare. Bien plus que Gueorguí Dimitrov lui-même, président du conseil, qui a vécu de

longues années à Moscou. Il est bon de rappeler que Kostov, homme solide et cultivé, a joué entre les deux guerres un grand rôle dans l'organisation du parti, dont il était en fait le véritable cerveau. Il est bon d'insister également sur le fait que Kostov était un ardent ami de la Russie

S'IL EST un événement qui en soviétique, qui l'avait chargé avant bulgare. Ces demières années encore Kostov était membre du fameux comité des cinq chargé par Moscou d'assurer le contrôle de l'Etat et du Parti communiste bulgare. Pourtant, malgré tous ces titres à la pleine confiance de Moscou, Kostov est aujourd'hui

> Intimement lié au petit peuple bulgare dont il a toujours partagé la vie, et par surcroît excellent économiste, Traitcho Kostov a dû s'apercevoir bien vite que les intéréts bulgares étaient toujours et constamment soumis aux intérêts soviétiques. A ces derniers tout devait être sacrifié. Kostov n'a sans doute pas accepté ce sacrifice complet des intérêts permanents de la Bulgarie.

(7 avril 1949.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

مكذا من الأصل

夏季东西 雅 地名美国格兰 Google State of the second 変 さかりかかった こ Medical of the William Property A.

in in the second second second

A ...

大学を表現を必要的により、 AND THE PROPERTY OF A SECOND

is national first out Marinarius 2255 L Marie Charles a construction Been the my three per might manifestation of the same

्री का अञ्चलकार्य हैं।

man gring to their FARETON PROPERTY OF THE PARTY.

i **i i kantaka** in tidakania ke ti gradie af derivated in the first of the

Bertham & Berthaman de la com-Bergering the state of the . Nasional residencia di la casa constituti di la con-A STATE OF THE STA

The second secon My your toppe to be a first to Brethead Control (1985) Mark Children Construction

表表のA From C コン・デンフェ REPORTED OF A STATE OF grand the second of the second a diagram of a 107 Bu date. To American Deliver 1 ب خانده راده بالشواف يو بهوي 変異 製品店 こうかんかん

August 1994 The Control Charles To Service

E & No. of the control

·夏·克勒克·哈拉·西亚·西亚· the state of the state of CAR SERVICE CONTRACTOR

I glass as because the transport Brighten Arnemari 東部の下がなっていた。 Man to the second

(1986年) 新兴之中

الميار القالمانية المراطوني في April 1 Statement 1982 A Carlo e geographical de la company d Maria and the second Mary the said and the said of the

AND THE PERSON WAS ASSESSED. A CAMPAGE AND A SECOND

fait savoir son attachement à la constitution d'un grand pôle bancaire français, capable de jouer les premiers rôles dans la compétition mondiale; mais il aurait, aussi, mis en garde sur les éventuelles conséquences sociales pouvant découler de la juxtaposition des deux réseaux de la BNP et de la Société générale ou, encore, affirmé son hostilité à l'intrusion d'un investisseur étranger dans la mêlée boursière. Autant de conditions, pourrait-on croire, qui ont été, au moins en partie. entendues. Dans Le Figuro, le patron de la BNP rappelait ainsi, le 2 avril, qu'il avait pris des engagements très fermes en matière d'emploi, puisqu'il les a même fait figurer dans la notice de la Commission des opérations de Bourse, « ce qui

Pour le gouvernement, les appacomme à Bercy, on s'insurge donc contre cette présentation des tant que possible le secteur mutua-

Il aurait beaucoup pesé, dans les coulisses, pour faire connaître ses exigences. En résumé, il aurait ainsi

pourtant, le constat qui, pour les socialistes, est le principal : les marchés financiers ont acquis, au fil des derniers mois, en France, un pouvoir croissant, au point de disputer à l'Etat le pouvoir d'arbitrage qui était jusqu'à présent le sien. Et en paralièle, la doctrine ancienne de la gauche en sort totalement ébranlée.

est, à ma connaissance, une pre*mière* », disait-il.

rences sont donc sauves. Il peut arguer que, à la différence des Etats-Unis, la « shareholder value » (la recherche de la valeur pour l'actionnaire) n'est pas, ici, la seule logique qui guide l'opération. Si la France, longtemps rétive aux grandes OPA, en devient une terre d'accueil, la question sociale n'est pas, pour autant, balayée. De surcrost, le gouvernement peut aussi souligner que si, en certains dossiers, il ne monte pas en première ligne, car il n'en a pas le pouvoir, il gouvernement n'avait, certes, pas le s'efforce, à chaque fois qu'il en a la cet instrument, soit pour bloquer possibilité, de contenir les avancées l'opération, soit, à tout le moins, débridées du marché, par exemple, dans la banque, en renforçant au-

Tous ces arguments masquent,

« Débouclement » des participations croisées, éclatement des « noyaux durs » des groupes priva-

tisés, montée en puissance des investisseurs étrangers dans le capital des firmes hexagonales: le capitalisme français ne présente, en effet, plus du tout le même visage que cehii que l'on connaissait voici encore trois ou quatre ans. Et Lionel Jospin, qui s'était dit opposé, lors des législatives de 1997, à l'ouverture du capital de France Télécom, a dû en tenir compte, conduisant désormais une politique active de privatisa-

RECOMMANDATIONS DISCRETES

Or ce n'est pas ce qui s'est passé.

« accepté de bouger », entendant les Au moins, il restait à l'Etat. dans l'arsenal juridique français, un pouvoir de régulation. La loi bancaire offre la possibilité à un organisme où siège notamment le directeur du Trésor, le Comité des établissements de crédit, de dire si une opération est « compatible avec le bon fonctionnement du système bancaire ». Sans faire mine d'être interventionniste, l'Etat pouvait user de pour jouer la montre et forcer les protagonistes à s'entendre et à prendre en compte ses mises en

recommandations discrètes des pouvoirs publics, d'autres s'y refusent toujours, et, dit-on en haut lieu, pour une seule raison, qui tient à « leurs egos absolument démesu-Il reste pourtant que pour la première fois, pour une affaire de cette importance - et elle est considérable -, le ministre des finances n'a pas eu son mot à dire. Même si le ministre des finances dispose d'une autorité dans le milieu des affaires dont ne jouissaient pas nombre de ses prédécesseurs, il en est réduit à

un discret jeu d'influence. Désormais le marché commande, même si cela n'interdit pas la diplomatie secrète.

C'est en cela que l'affaire BNP a valeur de test pour l'avenir. Car, après avoir renoncé à user des pouvoirs de régulation que la loi lui offre pour garantir le « bon fonctionnement du système bancaire ». via le Comité des établissements de crédit, quel argument de droit le gouvernement pourrait-il faire valoir pour s'opposer, le cas échéant, à l'intrusion d'un investisseur étranger dans un jeu qui pour l'instant n'est que franco-français, mais qui, par la force des choses, ne le restera pas longtemps?

REVERS MAJEUR On peut poser la question différemment: à quoi sert encore le ministère des finances? Ouels que soient l'habileté et l'entregent de celui qui le dirige, cette grande mêlée apporte une réponse qui ne fait guère de doute : plus à rien. Ou à tout le moins, plus à grand-chose. Et pour la gauche, il s'agit d'un re-

vers majeur. En guise de répartie, on aime, en haut lieu, user d'une métaphore sportive. En quelque sorte, l'Etat, dans ses nouvelles relations avec le marché, devrait maintenant se conduire tel un judoka, qui, plutôt que de s'opposer à la force brutale de son adversaire, prendraît appui sur elle pour en jouer à son avantage. Métaphore périlleuse : avec cette bataille boursière qui commence, on sent, pour la première fois, que les marchés ont pris soudainement du muscle et que l'Etat est maintenant si peu assuré de lui-même qu'il n'ose pas même approcher le tatami pour jouer les

Laurent Mauduit

# La peur qui taraude l'Europe par Jean-Jacques Delfour

sovo et l'incertitude de ses issues ne sont qu'un moment dans un processus historique qui dépasse les Balkans et concerne l'histoire profonde de l'Europe. Plutôt que le rôle joué par la « fin » de la guerre froide dans le développement des guerres ethniques dans l'ancienne Yougoslavie, plutôt que les ater-moiements de l'Europe, plutôt que d'improbables raisons médiologiques, l'intéressant ici est cette nigme : quels sont les motifs de l'aveuglement patent des Européens face à l'entreprise génocidaire de Milosevic? Le crime ethnique y est toujours « invisible ». L'information pourtant assez abondante, l'existence de personnalités politiques et intellectuelles informées et actives, la circulation d'images assez explicites, tout cela a été impuissant à réveiller une opinion publique étonnamment somnambulique.

Un fait peut servir de point de départ à une tentative d'interprétation : la peur domine à la fois le débat autour du Rosovo et les actions entreprises. La peur, et non l'hésitation. Officiellement et médiatiquement, on se contente de parler des risques d'une intervention terrestre. Est-ce sculement parce qu'elle est susceptible de donner lieu à des pertes humaines parmi les soldats? Cela a pourtant été admis dans d'autres opérations militaires d'envergure (guerres du Golfe ou des Malouines, opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine). Dans ce dernier cas, cependant, il n'était pas question de faire la guerre, seulement d'y maintenir une étrange paix dont l'aspect le plus frappant a été qu'elle a permis aux Serbes de Bosnie, durant assez

longtemps, d'agir dans l'impunité. Cette impunité ne dépend pas du seul fait que la guerre froide, finie officiellement et idéologiquement, continue en réalité sous la forme plus discrète de structures implicites de pensée et d'action. L'impunité est peut-être principalement la conséquence du caractère invisible des crimes commis, invisibles, c'està-dire inconscients, plus précisément refoulés. Nous ne voulons pas prendre conscience de ce qui se passe là-bas, nous ne voulons rien en savoit

Admettre ces crimes, ce serait accepter d'agir selon les principes humistes modernes, ceux qui s'expriment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et au nom desquels ont été justifiés la guerre contre le nazisme, le procès de Nuremberg, etc. Mais, plus profondément et plus péniblement, ce serait admettre que quelque chose d'analogue aux crimes nazis se déroule aujourd'hui, qui plus est «à nos portes ». L'insistance à vouloir croire que cela se passe allieurs, plus loin, au-delà de la limite du monde civilisé, manière de dire que conséquemment cela échappe à « notre »

pas s'occuper de ce que cela éveille « en nous ». A savoir : une incoercible angoisse, contre laquelle l'état de sidération relative qui caractérise les opinions publiques européennes

est une défense bien fragile. Angoisse à propos de quoi? Angoisse de voir qu'en Europe, aujourd'hui, sous nos yeux, dans notre moude politiquement unifié ou en voie de l'être, arc-bouté à une formidable puissance scientifique et au but des extrêmes droites des années 30.

C'est peut-être le signe inquiétant, l'attestation possible, que les efforts considérables consentis à la mise en échec de cette idéologie et de cette action criminelle puis à la construction d'une Europe forte et cohérente, capable de rendre impossible la répétition du mal absolu, que tout cela, au fond, est peut-être

Reconnaître les crimes de Milosevic, ce serait à la fois avouer un échec historique et une sordide parenté avec eux. A titre de défense, les Européens ont opéré le refoulement et subissent la bêtise qui en résulte

technique, très organisé, désirant manifestement la paiz, dans notre monde hautement intégré, efficace, responsable et adulte, ce monde oui a su rompre de manière définitive avec les monstruosités du passé, ou du moins qui l'a désiré et a prétendu le faire, dans ce monde toutpuissant, un désir de meurtre s'exprime et surtout s'assouvit de facto en toute impunité. Angoisse de voir que ces criminels font là réellement ce que d'autres, criminels seulement en parole, rêvent à voix haute de

Admettre les crimes de Milosevic et leur signification historique pour « nous », ce serait concéder une sorte de surplace de l'histoire de l'humanité européenne ; cela entraînerait une désillusion telle que nous craignons de ne pas pouvoir la supporter. Car elle serait plus grave que nous l'imaginons. Depuis environ vingt ans. l'Europe prend conscience de la portée de la Shoah, certes orchestrée par les nazis, mais secondée par tant d'autres ; l'Europe commence de prendre culaire. Le symptôme le pins dair de

conscience de sa responsabilité dans les violences immenses subles par les peuples colonisés, exploités et réduits à l'état de marchandise. En même temps, les extrêmes droites se développent en Europe depuis précisément quinze ans ; le nationalisme assassin tue sans retenue depuis plusieurs années dans l'ancienne Yougoslavie, L'Europe glorieuse, toute-puissante, ouvrière patiente et compatissante de la civilisation, héraut héroïque de la grande culture, ne parvient plus à se cacher aussi aisément son autre vi-

sage : celui de la barbarie.

Reconnaître les crimes de Milosevic, ce serait à la fois avouer un échec historique et une sordide parenté avec eux. Accepter cela ne serait possible que si les Européens étaient capables de savoir ce qu'est leur «vrai» visage et ce qu'est le masque: la barbarie ou la culture? A titre de défense, les Européens ont opéré le refoulement et subissent la bêtise out en résulte. La fonction sunnoique assurée par les Etats-Unis sera-t-elle capable de permettre aux Européens de résister à leur tendance au refoulement de

leur propre culpabilité? La détestation simulée de la prétendue tutelle américaine a en réalité, pour les Européens, une fonction défensive : ils ne peuvent pas assumer le beau rôle humaniste sans l'amère-pensée que l'assassin à punir est un double horrible, mais spécette confusion psychique est la résérence fréquente au fait que la Serbie, jadis, a été antinazie. Comme si cela la rendait pour toujours inapte au crime contre l'humanité! Ce retoumement devrait être impossible. Concéder qu'il a bien eu lieu, ce serait admettre que l'histoire peut régresser: la foi dans le dogme du progrès apparaîtrait alors comme l'avatar d'une illusion narcissique.

% هو⊸ و ج

C'est en ce sens qu'on peut interpréter l'appel pathétique à un de Gaulle : le rêve narcissique d'un Moi idéal ; mais on oublie que ce même de Gaulle a bricolé une unité nationale au moyen d'une réconciliation dout l'outil principal a été l'amnésie. Il est dès lors comique de voir reprocher à l'Amérique son manichéisme, comme si la représentation d'une France unie dans le combat contre l'envahisseur nazi avait été autre chose ou'un mythe précisément manichéen et chargé de faire croire que le barbare, c'est l'autre. Avec la Serble de Milosevic, l'Europe, et particulièrement la France, a affaire à un double d'eilemême qui inverserait l'ordre historique optimiste: le barbare ne devient pas l'homme civilisé, mais l'ancien vainqueur de la barbarie devient lui-même, finalement et de manière incompréhensible, le bar-

Jean-Jacques Delfour est agrégé de philosophie.

SECTION STATES

A STATE OF THE PARTY.

ALLEY CONT.

THE THE LAW .

والمراجعة والتكون يبيروا

A Comment

# Fragile Roumanie

par Georges de Ménil

lance des frappes aériennes contre la Serbie, on ferait bien de prêter plus d'attention à la stabilité de la plus grande démocratie des Balkans, sur l'autre rive du Danube. La Roumanie, 23 millions d'habitants, risque d'être replongée dans la solitude socialiste dont elle vient à peine de s'arracher, si le Fonds monétaire, venu négocier un accord de programme, persiste dans son intransigeance.

La marche, en février vers rest, de 3 000 hommes venus des mines de charbon de la vallée du Jiu avait pour objectif de renverser le gouvernement démocratique du pays. Les forces de l'ordre ont réussi à les disperser, par une glaciale aube d'hiver, et elles ont arrêté leur chef en fuite, Cozma, avec 500 de ses partisans.

Cet affrontement est révélateur des divisions et des tensions nées de l'effondrement du communisme dans un pays engagé plus tardivement que les autres sur la voie de la réforme démocratione. Le problème est économique, social et politique. Pourquoi ne surgit-il qu'aujourd'hui, alors que la plupart des anciens pays communistes out délà ous le chemin de la convergence avec l'Europe ? Pour une raison simple: en 1990, après la chute de Ceausescu, le président lon lliescu a très habilement manœuvré pour que son parti, le PDSR, conserve son pouvoir sur l'économie, et que tout changement structurel profond soit

Une des premières décisions de la nouvelle coalition démocratique dirigée par le président Emil Constantinescu, après son succès électoral de novembre 1996, fut d'en finir avec la fixation administrative des prix pour amorcer une intégration du pays au marché mondial : le déficit des mines de charbon éclata alors au grand jour. Non seulement elles génèrent des pertes, mais elles créent de la valeur ajoutée négative : « Pour mille lei de charbon qu'un mineur extrait de ces mines, explique l'actuel ministre de l'industrie, six mille lei de dépenses diverses sont englouties dans le sol. » D'un point de vue économique, fermer les mines est

la seule option possible. Mais un problème politique se pose aussi. Partout dans le monde. les mineurs de charbon forment un groupe très solidaire. En Roumanie, ils ont été maintes fois manipulés pour servir de force paramilitaire en appui de manœuvres politiques douteuses. Dans leur récente défaite, les forces de la réaction ont perdu leur dernière ligne de défense. Jamais il n'aura été

ANDIS que l'Occident forme économique, dans le pays qui a connu la plus impitoyable dictature de l'Europe communiste, sont avant tout politiques.

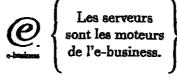
> Triste ironie du sort, ce qui vient d'être gagné par les forces démocratiques risque d'être emporté par une tempête financière. Le gouvernement de Radu Vasile est dans l'obligation de rembourser en 1999 une part importante des emprunts contractés par les précédents gouvernements Iliescu, et il n'a pas d'autre solution que de recer sa dette (au dei modérée: son endettement total, interne et externe, ne représente que 34 % du PIB). Comme toujours en pareil cas, les prêteurs étrangers ont exigé, au préalable, un certificat de bonne conduite: un accord de programme avec le FMI et la Banque mondiale. C'est là que tout se complique.

Les missions du FMI et de la Banque mondiale se succèdent à Bucarest et leurs exigences se durcissent : on ne fait pas confiance à la Roumanie, on tient l'actuel gouvernement pour responsable des errements d'Iliescu. Plus grave, on souhaite que la Roumanie soit le cobaye d'une nouvelle formule de négociation dans les affaires de dette souveraine : désormais. quand un Etat en difficulté négociera avec les institutions financières internationales, les détenteurs d'obligations publiques du pays en question devront eux aussi v laisser quelques plumes. On exige de la Roumanie qu'elle ait re-financé sa dette sur le marché avant que le FMI ne donne son accord, ce qui est une manière de faire pression sur ses créanciers en agitant la menace d'une insolvabilité roumaine s'ils ne font pas le

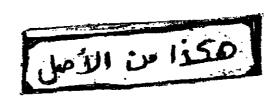
Ce jeu dangereux peut mal tourner : la menace du FMI pèse lourdement sur le marché et sur la monnaie roumaine, et risque de déclencher la crise que tout le monde veut éviter. Autant la Roumanie trouvera aisément à se refinancer après signature d'un accord avec le FMI, autant un refinancement préalable risque, aux conditions actuelles du marché, de se révéler impossible ou de lui coûter fort cher. Si le pays est acculé à une crise financière majeure, celle-ci conduita inéluctablement à des élections anticipées et à un retour au pouvoir des forces anciennes ouvertes. éventuellement, à une coalition avec des ultranationalistes.

Georges de Ménil, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, est conseiller du gouvernement rou-





ment Parallel Syspicx. Pour plus d'informations sur la compatibilité avec l'euro et la passage à l'an 2000, randez-rous visite sur vermibre.



# r jean-jacques Delfour

THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

and the State of t MARKET WARRY CONTRACTOR with a like from the controller of the second of BELLEVIA AND THE COLUMN OF the state of the s and a larger of the factors of ger fin Bem Bemein fine fin gentenen THE PROPERTY OF LINE WAY THE WORLDS 重要機能を 他 他はたいに A STREET, ASSESSED A. Mark Mark Carlot Co. Marie gamen konden (Part 1971) Manager on retendence of the gingstein gegenige (i.e. 19 alle Juga Laufenlauffen 4 fallette attites aine a ceres in the **THE PHARMS COME THE PARTY** 

M. A. OK DESIMINE POR ALL.

Bedreiche Bertreit beite fe

James Jake Siles Deller

# L'indispensable défaite de Milosevic

E n'est pas de l'ingérence humanitaire que relève l'intervention militaire au Kosovo. Elle répond d'abord à un devoir moral et politique fondamental : combattre la purification ethnique et la criminalité d'Etat systématique, défendre la démocratie en Europe. C'est pourquoi la décision des dinigeants européens, difficile et courageuse, mérite un soutien massif.

Or, nombreux sont ceux qui, en Prance et allleurs, pratiquent la désinformation. Laisser penser que l'OTAN serait responsable de la chasse des Kosovars par les forces serbes, c'est épouser le prétexte et le chantage de l'oppresseur. Ne pas si-tuer l'intervention dans la réalité historique, c'est négliger d'éclairer les consciences. Toute la politique de Milosevic est axée sur la partition ethnique. Il supprime l'autonomie du Kosovo dès mars 1989 et y met en place un régime d'apartheid. Après quoi il engage la guerre qui aboutit à une quasi-partition de la Bosnie, puis ilreprend son ouvrage au Kosovo. S'il refuse de souscrire à l'accord de Rambouillet, c'est que ce dernier est fondé sur une logique d'autonomie du Kosovo, à l'opposé de la sienne.

Quant aux interrogations sur l'efficacité de l'intervention, elles sont légitimes et utiles, à condition de ne pas les utiliser pour occulter l'essentiel : on ne peut faire renoncer Milosevic à ses objectifs par la seule négociation.

ses objectifs par la seule négociation.
Nous sommes inquiets de constater que, pour certains, la souveraineté des Etats prime sur les valeurs de la democratie. Nous constatons aussi que l'obsession anti-américanisme peut avoir les mêmes effets. La remontée des nationalismes est facilitée par ces dérives. Cela interroge sur les limites de la culture démocratique en France et en Europe en cette fin de siècle. Cela nous oblige aussi à reprendre la réflexion sur l'héritage des régimes communistes, que l'historien François Furet, entre autres,

avait entreprise.

Milosevic prend prétexte des frappes pour accélérer la chasse des Kosovars, imposer la partition de fait et bailser ainsi la future négociation. Certains, comme Primakov, entérinent déja la partition. Grande Serbie, grande Albanie et déstabilisation de la Macédoine : quelle perspective ! Cette Realpolitik est pour nous inacceptable.

Mais, pour ne pas être conduits à ne négocier que les termes de la partition, il faudra avancer rapidement une autre solution: une administration militaire et civile provisoire du Kosovo, sous la responsabilité des institutions internationales, garantissant le droit au retour des réfugiés. Cela permettrait de continuer à rechercher une entente entre les peuples de la région. Une chose est sûre: le Kosovo ne pourra vivre dans la Serbie sans que les criminels de guerre soient jugés et sans un changement démocratique.

Au-delà des frappes aériennes, l'élimination des Kosovars rend des opérations terrestres nécessaires. Certains parient de force d'interposition. Si c'est pour accompagner la partition, il faut le dire : on choisit de négocier sur le terrain de Milosevic. Sinon, quelle est la différence avec une force d'intervention terrestre contribuant à la défaite de Milose-

Il manque une pièce majeure aux dispositifs des alliés, ne pouvant venir que de l'Europe : une offre poli-

Grande Serbie, grande Albanie et déstabilisation de la Macédoine : quelle perspective ! Cette Realpolitik est pour nous inacceptable

tique attractive, assez de moyens puissants, en faveur de la paix et du développement des peuples des Balkans, y compris les Serbes. La proposition d'une conférence de paix est sur la table. Elle peut réunir les Français, les Européens, à condition qu'on mesure l'effort de solidarité qu'elle

exige.
L'aide d'urgence pour l'accueil des réfugiés s'amorce. Elle doit être massive et accompagnée d'engagements pour crédibiliser le droit au retour, avec les moyens de la reconstruction.
Une perspective plus vaste de réconciliation appelle un lien fort à

l'Union européenne qui pourrait offrir aux pays des Balkans le choix d'accords d'association (accès au marché européen et coopération politique, sociale et économique). Dès maintenant cela peut répondre aux attentes de la Macédoine et de l'Albanie. Cela concerne ensuite la Bossile, en contrepartie d'une consolidation démocratique et fédérale. Cette perspective doit être ouverte aussi à la Croatie et à la Serbie, étant entendu que l'association a pour contrepartie le choix de la démocratie.

Ce qui est suggéré ici ne correspondni à la logique américaine, ni à la logique russe. Mais une Europe responsable, capable d'une politique extérieure autonome et d'une défense commune doit penser aussi ses relations avec les Etats-Unis et avec la Russie en termes de comération.

Diaboliser l'OTAN, c'est facile, mais n'avance à rien, sauf à vouloir ignorer que nos partenaires européens sont dans l'OTAN et venient y rester. Explorer la possibilité de promouvoir une organisation paneuropéenne comme l'OSCE, c'est bien, mais à condition de ne pas oublier qu'elle inclut des Etats nationalistes dout les choix de politique extérieure out peu à voir avec la démocratie.

Personne ne construira la paix entre Européens au mépris des principes démocratiques fondamentaux.

André Ferron, Claude Fischer, Philippe Herzog, Claire Lévy, Bernard Marx, Alain Touraine.

# Pourquoi cette rage anti-américaine?

Suite de la première page

«Pour la paix et l'indépendance de l'Europe », réclament à la une du Monde, le 2 avril, Max Gallo et Charles Pasqua. Car nous sommes occupés : individuellement et collectivement.

C'est Régis Debray qui, dans un

long article (Le Monde du 1ª avril) nous explique que l'Amérique, laquelle, par parenthèse, a pratiqué la purification ethnique avec les Indiens, sière désormais dans nos têtes et fait de nous des ventriloques, des robots soumis malgré eux à la volonté de l'oncle Sam grâce à l'action conjuguée de CNN, de MacWorld et de Walt Disney. Avec Debray, nous quittons le thème de l'aliénation pour entrer dans le domaine de la sorcellerie: 110us sommes littéralement tous possédés par l'Amérique sans le savoir, à l'exception sans doute d'un petit nombre d'élus, bons républicains, qui échappent au sortilège. Forme ultime de l'impérialisme : je crois parler librement mais c'est l'ordre yankee qui parle à travers moi et me dicte mes pensées. Quoi que je dise, je suis disqualifié puisque je ne reproduis que la voix de mon maître. Cela explique que la France ait, dans cette affaire, « perdu toute capacité d'initiative » (Gallo-Pasqua), ce que le bulletin Balkans Infos illustrait par un dessin représentant Bill Clinton tenant en

laisse un chien à tête de Chirac.

Et tous de déplorer l'absence de
De Gaulle qui n'aurait jamais toléré, lui, cette confiscation de l'indépendance de la France par quelques militaires ivres de sang. Elle
est curieuse cette référence
constante au général par les gaullistes posthumes : elle sert souvent
à justifier, non le sursaut, mais le
reniement, non la résistance, mais
l'esprit munichois. Où l'homme du
18 juin disait « Levez-vous », ils répondent en l'invoquant : « Cou-

Primaire comme Jean-François Kahn ou raffiné comme Régis Debray, tous ces anti-Américains disent la même chose: à travers l'expédition guerrière menée contre Belgrade, c'est à une mauvaise action contre l'Europe que se livre l'Amérique afin d'enfoncer cette demière dans l'impuissance. En d'autres texmes, à travers la petite Serbie, c'est au Vieux Monde tout entier que l'Amérique a déclaré la guerre. Et déjà Jean-François Kahn prévoit une Alsace réclamant 30 000 soldats de l'OTAN venus garantir son autonomie. Bref, Serbie-France : même combat, même ennemi.

Pour ces rancis de la guerre en dollars froide qui fustigent le manichéisme benêt de la Maison Blanche et son moralisme hypocrite, Satan parle anglais et paye en dollars; et pour eux, le pire crime de Milosevic – et Dieu sait si le cher homme se surpasse en ce moment - ne pourra jamais égaler le crime fondamental des Américains: celui d'exister, tout simplement. Pour toute cette gauche qui n'a jamais pris la mesure du totalitarisme communiste, l'Amérique est coupable fondamentalement, non pour ce qu'elle fait mais pour ce qu'elle est. Elle cumule deux forfaits majeurs : le capitalisme et la suprématie. L'ignominie économique et l'horreur impériale, les pires traits de l'Occident, Progéniture déshonorante de l'Europe, et oni l'a trahie, elle représente le chancre lové dans nos têtes et dans nos cœurs et qu'il faut extirper à tout orix.

Ce fanatisme anti-yankee oblitère même, chez les plus lucides, les plus modérés, toute capacité de jugement. Et ils manifestent du même coup non pas de la sympathie à l'encontre du maître de Belgrade - seule l'extrême droite idolâtre Milosevic qui a le courage de faire au Kosovo ce qu'elle rêve d'accomplir dans nos banlieues mais une certaine induleence. Quiconque est attaqué par l'Amérique a droit à notre respect. Au fond, Milosevic, ça n'est pas si grave i Ce que semblent dire les manifestants de la CGT qui arborent des badges omés d'une cible en solidarité avec les Serbes bombardés. Il est vrai que s'identifier avec tous ces pouilleux de Pristina ou de Pec qui se pressent en haillons aux frontières de la Macédoine, de l'Albanie ou du Monténégro serait moins chic.

Ce que confirme encore Vidal-Naquet lorsqu'il compare très sérieusement Milosevic à Nétanyahou: puisqu'on ne bombarde pas Israël pour sa politique coloniale en Palestine, pourquoi s'en prendre à la Serbie? On croit rêver: si réactionnaires et chauvines que soient les positions de l'actuel gouvernement israélien, elles ne sont en rien semblables à la politique de terreur, de déportation et d'élimination menée par le régime

serbe depuis Vukovar, en 1991. Qu'importe que le grand frère yankee nous ait libérés, il y a 50 ans, du nazisme et nous ait, jusqu'en 1989, grâce à l'OTAN et son parapluie atomique, protégés de l'expansionnisme soviétique. On pardonne difficilement une assistance qui souligne de telles faiblesses. Cette dette est intolérable. La haine de l'Amérique, bouc émissaire idéal, tient tout entière du ressentiment, surtout de la part de vieilles nations impériales comme la France qui lui doivent tout simplement d'être encore debout. On déteste l'Allemagne de nous avoir occupés, on déteste l'Amérique de nous avoir libérés: nous aurions simplement changé de maître, d'assujettissement.

En défintive, la violence des réactions suscitées par l'intervention de l'OTAN (surtout de la part de personnalités qui par conformisme, lâcheté ou indifférence. n'ont jamais protesté depuis 10 ans contre les exactions du régime de Milosevic) vient peut-être d'une certitude qu'Alain de Benoist, dans un article paru il y a quelques années, avait exprimée : que la seule guerre qui compte, la seule à laquelle il faut se préparer est celle qui opposera l'Europe aux Etats-Unis, la civilisation à la barbarie mercantile et dégénérée... Ce que la propagande serbe exprime aujourd'hui à sa manière brutale en superposant une croix gammée à la bannière étoilée, en comparant Clinton à Hitler, Chirac à Mussolini. Le vaincu a dévoré son vainqueur, le chancelier du Reich s'est réincamé dans le Kid de l'Arkansas et les Serbes sont les nouveaux juifs, les nouvelles victimes de cette croisade d'extermination menée par l'Amérique contre l'Eu-

Face à ce déchaînement de sot-

Pour ces rancis de la guerre froide qui fustigent le manichéisme benêt de la Maison Blanche et son moralisme hypocrite, Satan parle anglais et paye en dollars

tises, il faut répondre très simplement que les Américains ne nous ont pas embarqués malgré nous dans cette aventure belliqueuse: nous étions consentants et même demandeurs. C'est nous qui les avons entraînés alors qu'ils n'ont d'autre intérêt dans cette région que de garantir la crédibilité de l'Alliance. On peut déploter que les Européens ne disposent pas d'une structure de défense propre mais pour l'instant il n'existe que l'OTAN et c'est sur elle qu'il faut s'appuyer. Il est assez plaisant, d'ailleurs, d'entendre les farouches défenseurs de la souveraineté française réclamer denuis deux semaines plus d'Europe alors qu'ils la vouent régulièrement aux gémonies.

On peut avoir vis-à-vis de l'Amérique toutes sortes de divergences philosophiques et politiques, critiquer son cynisme, son arrogance, son appétit de pouvoir (mais, sur ce plan, valons-nous mieux?). Le Vieux et le Nouveau monde n'ont, à l'évidence, pas toujours les mêmes intérêts et il serait souhaitable que le premier puisse rééquilibrer sur le plan politique et militaire l'hégémonie de fait du second. Mais face à l'horreur perpétrée en ex-Yougoslavie par le dictateur serbe, il faut réaffirmer que nous partageons avec l'Amérique les mêmes valeurs, les mêmes idéaux même si l'on peut juger incohérente l'actuelle stratégie de l'OTAN. Oui, mille fois oui, l'ordre occidental plutôt que l'ordre serbe : la liberté, le droit, le pluralisme plutôt que la pureté ethnique, l'obsession du sang, la mémoire folle et le crime contre l'humanité.

Pascal Bruckner

# Sur le Web, le décor n'est rien. C'est le serveur qui compte.



IBM propose toute une granne de serveurs pour l'e-busiess. Elle comprend les très abordebles serveurs Windows III'; les serveurs URIX, les serveurs internéediales et les grands serveurs d'entreprise. Teux les serveurs IBM sont prêts pour je passage à l'an 2000?.



Lotes Deprine tourne ser tess les serveurs IBM, des Netfinhy aux S/396. Ser nos serveurs AS/460, RS/6896 et 8/398, plas de 20 980 stillsateurs d'e-wall peuvent utiliser Lotes Domine almeitanément. Tout dépend du serveur. La facilité avec laquelle vos clients vous trouvent. La manière dont se déroule l'opération lorsqu'îls vous ont trouvé. La sécurité des transactions. L'intégrité de vos données. Tout le reste n'a que peu d'importance : vos bureaux, votre décor, votre implantation.

Dans le monde de l'e-business, vous valez ce que vaut votre serveur. C'est lui qui vous connecte à vos clients, vos collaborateurs, vos vendeurs et vos fournisseurs à travers des réseaux intranet, extranet et sur le Web. Personne ne construit ni n'installe autant de serveurs qu'IBM, toutes plates-formes confondues. Cette expérience et cette diversité sont précieuses quand il s'agit de vous aider à choisir le vôtre.

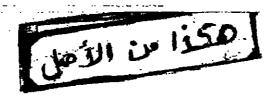
Sur le Web, si le serveur n'est pas sûr, c'est la confiance des clients qui en souffre. Les données concernant vos clients sont importantes. Surtout pour eux. Si vous traîtez des affaires par e-business, protéger les données est une obligation. IBM a passé plus de trois décennées à sécuriser les réseaux d'entreprises du monde entier. Dès la conception de chaque serveur BM, la sécurité est là. Ce n'est pas un élément auquel on pense après.

Sur le Web, si le serveur n'est pas évolutif, c'est l'activité qui stagne. Quand votre site Web devient la première source d'interaction entre vos clients et vous, la croissance de l'e-business et l'évolutivité des solutions mises en œuvre se révèlent cruciales. Tous les serveurs IBM sont conçus pour faire face aux croissances les plus spectaculaires. Le RS/6000, par exemple, a hébergé quelquesuns des sites Web les plus visités de l'histoire, comme celui des Jeux Olympiques d'hiver de Nagano. Et parce que foutes les entreprises n'abordent pas l'e-business avec les mêmes budgets, il y a des serveurs IBM à tous les prix.

Sur le Web, si le serveur lâche, c'est le niveau de service aux clients qui chute. Etre présent sur le Web, c'est traiter des affaires 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. C'est aussi disposer d'un serveur capable de suivre ce rythme. Notre tout nouveau serveur S/390° vous garantit aujourd'hui 99,999% de disponibilité, soit pas plus de 5 minutes de temps mort par an. Et nos autres serveurs sont déjà en train de le rattraper.

Pour avoir plus d'informations sur l'e-business et ses moteurs, les serveurs IBM, rendez-nous visite sur notre site www.ibm.com/servers/ebusiness

IRN



# **ENTREPRISES**

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE Après la chimie, le raffinage-distribution et la pharmacie, c'est au tour

L'objectif est de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de la branche, à 8 000 salariés. ● LES ÉLUS D'AQUIde l'exploration-production, cœur TAINE devaient se rendre à Paris, du groupe Elf, d'être réorganisée. TAINE devaient se rendre à Paris, mardi 6 avril, pour évoquer avec le

PDG, Philippe Jaffré, ce plan de res-tructuration qui affecte principale-ment leur région. • LA SUPPRES-SION d'un millier d'emplois, redoutée à Pau, s'ajoutant au déclin

du gisement de Lacq dont la fermeture est prévue en 2006, constituerait une catastrophe pour le Béarn. ● LES SYNDICATS dénoncent la logique financière qui a pris le pas sur

le développement industriel depuis la privatisation du groupe. Les dirigeants, eux, plaident pour un recentrage qui permettrait le retour à une politique offensive.

# La logique financière qui s'impose chez Elf inquiète les salariés

Un nouveau plan social concerne 2 000 personnes dans le monde, dont la moitié dans le sud-ouest de la France. Alors que le groupe a perdu sa place de premier pétrolier national au profit de Total, les interrogations sur son développement se multiplient

à Paris », entendait-on au siège d'Elf à l'évocation de la rencontre. le 6 avril, entre les dirigeants politiques de cette région et le président du groupe pétrolier, Philippe l'affré. Après la chimie, le raffinage-distribution, la pharmacie, c'est au tour du cœur du groupe, l'exploration-production, d'être réorganisé. L'objectif est de réduire de 20 % les effectifs mondiaux de la branche, à 8 000 salariés, pour économiser 500 millions

Cette restructuration est d'autant plus mal perçue qu'elle intervient au moment où Elf n'est plus le premier groupe industriel français et où son image est ternie par les « affaires » passées. « Dans un dîner, quand je dis que je travaille chez Elf, on me demande toujours si ie connais Christine Deviers-Joncour », déplore un cadre. D'autres salariés reconnaissent avoir pris comme une «claque» le rachat par Total de Petrofina, l'allié histo-

rique d'Elf, qui a permis à l'éternel numéro deux français de lui ravir la première place. Cette accumulation contribue au mai-être des salariés qui se développe depuis la privatisation, voici cinq ans. L'entreprise a du mal à suivre la transition, conduite à marche forcée, en raison des répercussions du contre-choc pétrolier.

Seuls, jusqu'à présent, action-naires et analystes financiers s'estiment satisfaits. La plupart des salariés, pourtant devenus premiers actionnaires du groupe, ne sont pas convaincus par la stratégie. « C'est dans l'action que l'on se met en valeur : ce message retenu pour inciter les salariés à souscrire à une augmentation de capital réservée illustre cette ambiguité. Un dialogue de sourds s'est instauré entre les syndicats et les dirigeants. Les premiers dénoncent l'« objectif de création de valeur pour l'actionnaire qui a pris le pas sur la politique industrielle » alors que les seconds insistent sur l'indispensable

se développer à nouveau. De part et d'autre, l'argument brandi est la menace d'OPA. Selon les syndicats, l'affaiblissement du groupe « alimente les rumeurs » de rachat. Pour la direction, augmenter la valorisation du groupe permet de se protéger d'un tel risque.

DES TEMPS RÉVOLUS

Aux premiers jours de mars, la rumeur d'un raid de Shell s'est propagée comme une traînée de poudre chez Elf, gagnant les marchés financiers. Si en d'autres temps l'hypothèse aurait été qualifiée de « fantaisiste », aujourd'hui, tout semble possible. Qui aurait pu prévoir, voici encore un an, le rachat de Mobil par Exxon ou l'acquisition, par BP, des américains Amoco et Arco?

« L'inquiétude concerne les salariés de l'exploration-production, elle ne touche pas l'ensemble des filiales. minimise Jean-Luc Vergne direc-

recentrage du groupe, pour que le teur des ressources humaines. Ce tué par les pouvoirs publics pour tion, aux côtés de l'Afrique et de la huitième pétrolier mondial puisse secteur a vécu avec une culture de groupe public jusqu'en 1994, tout en profitant des rentes de Lacq jusqu'au milieu des années 80. Quand vous avez une telle sécurité, vous ne vous posez pas les problèmes de rentabilité ou de référence à d'autres

Or « l'offre d'Elf Exploration Production (EPP) n'est plus adaptée à la demande mondiale », affirme André Thébault, secrétaire général d'EPP, la société d'ingénierie de la branche exploration-production (3 000 personnes à Pau et à Paris). « Nos tarifs pour les études pétrolières sont 20 % supérieurs à ceux de BP, Total ou Shell. » En raison de la diminution du nombre d'acteurs, « si nous ne faisons rien, notre survie est menacée. Pour rester un grand opérateur pétrolier, nous devons disposer d'un pôle ingénierie très performant », explique-t-il pour justifier le plan social. Là où Elf emploie 3 000 salariés. Total, réorganisé depuis 1986, en emploie 1 000. Constidévelopper ses intérêts en France et en Afrique, Elf a longtemps garanti une sécurité d'emploi à son personnel. «Quand il y avait une grève à Lacq ou ailleurs, il suffisait parfois d'un coup de téléphone du ministre de l'industrie au président d'Elf lui demandant de régler le problème, et c'était terminé. On payait », caricature M. Vergne, pour décrire ces temps révolus. Depuis la privatisation, l'Etat a quitté le enoune mais conserve une golden share, une action spécifique pour protéger les activités straté-giques, comme l'Afrique. Une protection aujourd'hui « mise en cause », selon la CGT.

ATTAQUE PERSONNALISÉE

Coordinateur de ce syndicat, Christian Albanèse dénonce « la dictature du ROCE, le retour sur capitaux employés ». Ce seuil de rentabilité, fixé à 15 % pour 2002, renforce les pressions et les inquiétudes des salariés sur leur emploi. Ce responsable dénonce également la politique d'attribuson opacité. Guy Praxelle, pour la CFDT, demande « une réorientation de la politique du groupe vers les inpharmacie en fusionnant Sanofi avec Synthélabo. Il constate que les grands objectifs fixés par la direction n'out pas été atteints, que ce soit la constitution d'un troi-

mer du Nord, ou la perspective d'une alliance dans le raffinagedistribution en Europe, sans parler de la grande acquisition envisagée depuis des années pour Atochem. Seule à personnaliser ces cri-

tiques, la CFTC centre son attaque sur Philippe Jaffré, allant jusqu'à le qualifier de « mauvais chef d'entreprise » et demande le départ de cet « idéologue de l'ultra-libéralisme égaré dans un monde industriel ». Blen qu'installé depuis bientôt six ans à la tête du groupe, le patron d'Elf ne fait pas l'unanimité. « ll a chez Elf le même problème d'incompréhension qu'avait Alain Juppé avec l'opinion publique en 1995. Il l'amplifie en se comportant comme Claude Allègre avec les enseignants », juge un connaisseur du

Pour les concurrents, la seule question est de savoir si Elf participera à la recomposition du paysage pétrolier. Jusqu'à présent, le groupe est resté à l'écart des grandes maneuvres, privilégiant la compétitivité et la croissance intertion des stocks options (actions at-ne, donnant même l'impression de tribuées aux cadres dirigeants) et ne pas être concerné par ces bouleversements. Est-ce le début d'un revirement? En février, en présentant ses comptes, M. Jaffré a évovestissements » et regrette qu'Elf se qué pour l'avenir « le temps d'une soit désengagé partiellement de la nouvelle forme de croissance ». Le retard pris par Elf s'est crensé en quelques mois. Il sera difficile à combler si le groupe ne réagit pas

Lines 1.794.759.365.000 - Réserve Légale Lines 420.000.000.000 - Banque inscrite au Registre des Banques et chef de groupe du Groupe Banca Commerciale Italiana inscrit au Registre des Groupes Bancaires Italiens, Adhérent au Fondo Interbancario di Tutela dei Depositi

Les actionnaires porteurs d'actions ordinaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 26 avril 1999 à 10 heures à Milan, Plazza Belgioloso, n.1, et éventuellement en deuxième reunion le 28 avril 1999, même lieu et même heure. Ils sont, en outre, convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire - qui se tiendra à la même adresse - le 26 avril 1999, à 10h15 et éventuellement en deuxième réunion, le 27 avril 1999, à 10 heures et, le cas échéant, en troisieme réunion le 28 avril 1999 à 13 heures ou, en tout cas, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, à l'effet de délibèrer sur les Ordres du Jour suivants :

Rapports du Conseil d'Administration et du Collège Syndical : présentation du Bilan au 31 décembre 1998 et délibérations y afférentes.

Nomination d'un membre du Conseil d'Administration.

Prise en charge de façon exclusive par la Banque, conformément à l'art.11, VI par du D.L. n.472 du 18 décembre 1997, de la dette découlant des sanctions administratives qui seraient à la charge des membres de son Conseil d'Administration ou de ses représentants pour des violations de disposiles commises au cours de l'exercice de leurs fonctions, s

5) Souscription - dans la limite d'un montant maximum de 45 milliards de lires - d'une police d'assurance couvrant la responsabilité civile envers les tiers et de frais légaux et d'expertise y afférents, des composants des organes sociaux, découlant des violations non dolosives d'obligations légalement à leur charge, commises dans l'exercice de leurs fonctions, à l'exclusion des violations sanctionnées pénalement et des sanctions administratives découlant de

1) Proposition de renouvellement, pour une nouvelle durée de cinq ans, des délégations au Consell d'Administration prévues à l'art. 6, troisième paragraphe des Statuts ayant pour objet la faculté d'augmenter le capital social conformement aux art. 2443 et 2420 ter du Code Civil italien; en conséquence modifications de l'art.6, troisième paragraphe des Statuts sociaux; delégations y afférentes et consécutives.

2) Proposition de délégation au Conseil d'Administration conformément à l'art. 2443 du Code Civil italien, devant être exercée avant la cinquième année de la date de la résolution, de la faculté d'augmenter par paiement, en une ou plusieurs fois, le capital social d'un montant maximum de 17.000.000.000 lires de nominal, au moyen de l'émission d'un nombre maximum de 17.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1.000 lires chacune dont la souscription est réservée au personnel de la Banca Commerciale Italiana, ou aussi au personnel des sociétés qu'elle contrôle, avant adhéré au plan d'entreprise d'incitation correspondant ; en conséquence modification de l'art.6 des Statuts sociaux au moyen de l'insertion d'un nouveau paragraphe n.4. Délégations y afférentes et consécutives.

3) Proposition de délégation au Conseil d'Administration conformément à l'art.2443 du Code Civil italien, devent être exercée avant la cinquième année de la date de la résolution, de la faculté d'augmenter à titre gratuit, en une ou plusieurs fois, le capital social même en utilisant la Réserve extraordinaire pour un montant maximum de 5.000.000.000 de lires de nominal moyennant l'émission d'un nombre maximum de 5.000.000 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de Lires 1.000 chacune, grevées d'une obligation d'indisponibilité de trois ans à compter de la date d'émission, à être attribuées au personnel de la Banca Commerciale Italiana ou aussi au personnel des sociétés qu'elle contrôle, ayant adhéré au plan d'entreprise d'inditation correspondant : modification en conséquence de l'art. 6 des Statuts sociaux moyennant l'insertion d'un nouveau paragraphe n.S. Délégations y afférentes et consécutives.

4) Proposition de délégation au Conseil d'Administration, conformément à l'art. 2443 du Code Civil Italien, devant être exercée avent le 31 décembre 2001, d'augmenter le capital social à titre gratuit - même par l'utilisation de la Réserve extraordinaire - et en conséquence d'augmenter la valeur nominale des actions ordinaires et d'epargne afin de convenir le capital social en euro, sur la base du taux de change irrévocable fixé à Lires 1.936.27 pour un euro et avec arrondi au centime d'euro supérieur, à savoir à euro 0,52 de la valeur nominale de lires 1000 des actions ordinaires et d'épargne; modification en conséquence de l'art. 6 des Statuts sociaux moyennant l'insention d'un nouveau paragraphe n.6. Délégations y afférentes et consécuti-

5) Proposition de modification des articles des Statuts sociaux sulvants : 6 (actions d'épargne), 11 (convocation de l'Assemblée à l'initiative des membres du Collège Syndical ou d'Associés : abrogation du vote par correspondance). 12 (participation à l'Assemblée, demande et recueti des délégations de vote). 21 (convocation du Conseil à l'initiative des membres du Collège Syndical ; information au Collège Syndical), 23 (possibilité de réunion du Conseil au moyen de téléconfèrence et visioconfèrence), 26 (action de responsabilité). 27 (convocation du Comité Exècutif à l'initiative des membres du Collège Syndical), 32 (composition et nomination du Collège Syndical), 35 (actions d'épargne), 38 (actions d'épargne); proposition de modification des art. 2, 3 et 4 (abrogation du vote par correspondance) du Règlement de l'Assemblée annexé aux Statuts. Délégations y afférentes et consécutives.

Sont habilités à participer à l'Assemblée Générale ordinaire et à l'Assemblée Générale extraordinaire les titulaires d'actions ayant droit de vote en possession d'une attestation octroyée conformément à l'art.85 par.4 du D.L. du 24 février 1998 n.58 et de l'art.34 de la résolution CONSOB n.11768 du 23 décembre 1998, emise par un intermédiaire adhérent au système de gestion centralisé Monte Titoli S.p.A..

Les actionnaires, titulaires d'actions non encore dématérialisées, devront, afin d'obtenir l'octroi de l'attestation sus-mentionnée, livrer ces actions à un intermédiaire afin de les inclure dans le système de gestion centralisée en régime de dématérialisation, conformément à l'art. 51 de la résolution CONSOB sus-citée, au moins cinq jours avant la date de l'assemblée. A l'exception de ce qui est prévu par les normes en vigueur, l'Associé peut se faire représenter en observant les dispositions de l'art. 12, par. 2 des

Statuts et de l'art. 2372 du Code Civil italien. Alternativement le vote pourra être exercé - directement par le titulaire - par correspondance (art.11 des Statuts) selon les modalités établies par la résolution CONSOB n.11520 du 1er juillet 1998. La demande à la société du bulletin de vote ainsi que l'envol successif de ce bulletin avec l'attestation devront être adressées à : Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti e Azioni Sociali, Plazza della Scala n.6, 20121 Milano ; les bulletins de vote avec les enveloppes pré-établies à cet effet pourront aussi être demandés par tout moyen aux guichets de la Banca Commerciale

Les enveloppes contenant les bulletins de vote et les attestations devront parventr à la Banca Commerciale Italiana - Segreteria del Consiglio - Ufficio Azionisti e Azioni Sociali. Plazza della Scala n.6, 20121 Milano au plus tard le 24 avril 1999 à 10 heures. Les bulletins parvenus après ce terme ou sans signature ou non accompagnés par l'attestation ne seront pris en considération ni pour la constitution des Assemblées ni pour les votes.

La documentation concernant les points à l'ordre du jour, prévue par les normes en vigueur, est mise à la disposition du public auprès du siège social et de la Borsa Italiana S.p.A. dans les délais et modalités prescrits. Les associés ont la faculté d'en obtenir copie.

> Pour le Conseil d'Administration Le Président Luigi Lucchini

18 mars 1999

# Mobilisation en Aquitaine contre les suppressions d'emplois

TOULOUSE

de notre correspondant régional Au pays de Béam, les éléments d'un affrontement social maieur sont en place autour de la volonté affichée par Elf Aquitaine de procéder à quelque 2000 suppressions d'emplois, dont, sans doute, la moitié à Pau. Chez les étus, les salariés et la population dominent le souci du maintien en l'état de la poutre mastresse de l'économie locale et le rappel des « devoirs » d'Elf envers ce territoire d'Aquitaine qui a fait son nom et sa fortune; au quartier général du groupe s'impose le double impératif d'une réduction des coûts pour résister à la pression des autres grands pétroliers et d'une augmentation des marges pour satisfaire les

investisseurs.

UN « PLAN DE PERFORMANCE » Vendredi 2 avril, la phipart des conseils municipaux des Pyrénées-Atlantiques béamaises se sont réunis. Séances exceptionnelles au cours desquelles les élus ont solennellement adopté la même résolution demandant à Elf de revenir sur sa décision. Les « ducs d'Acrtitaine » -André Labarrère, maire (PS) de Pau, François Bayrou, président (UDF) du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, et Alain Rousset. président (PS) du conseil régional Aquitaine – font, mardi 6 avril, le voyage à Paris pour tenter une dernière négociation avec le PDG d'Elf. «Nous ne pouvons que nous élever avec la plus totale détermination contre une logique d'entreprise qui soit strictement financière ». lui ontils écrit le 22 mars. Sur le terrain, syndicats et partis appellent à la « mobilisation générale ». Un « comité citoyen pour l'emploi » qui se veut « un front du refus républicain » est décrété sous l'impulsion conjointe et inhabituelle du Parti communiste et de la chambre de commerce et

Philippe Jaffré a donné le ton de ce qui, pour l'instant, reste une guerre de mots. Devant des analystes financiers et les actionnaires réunis à Paris, Londres, Francfort et New York, auxquels il a réservé la primeur du « plan de performance » de l'entreprise, le président d'Elf a conteste l'Europe.

décienché le tir : «A Pau. il v a des postes irutiles ou à trop faible valeur ajoutée (...). En 1996, on a eu deux mois de grève. On a tenu sans rien céder. Cela nous a coûté 200 millions de francs. Mais maintenant, i ai la paix à Lacq. »

in Francis a ta mor

\_-.

÷1.~.

 $\mathcal{L}_{42}(x_1)$ 

€.\_

war and the state of

- 14 多 15 1

\_ \_\_\_\_\_\_

THE STATE OF THE S

A PARTY AND THE PARTY OF

The Brackett of

Mediohanc

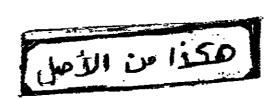
Une coupe claire d'un millier d'emplois, telle qu'on la craint à Pau, s'ajoutant au déclin du gisement de Lacq, dont la fermeture est prévue en 2006, constituerait évidemment une catastrophe pour le Béarn. La branche exploration-production d'Elf emploie 2 400 personnes dans la ville et encore 1 500 à Lacq. Le centre scientifique et technique Jean-Feger, outil de matière grise et d'expertise, serait principalement touché. Tous les échelons de l'économie régionale s'en trouveraient affectés.

Au sein du groupe, le directeur des ressources burnaines, Jean-Luc Vergue, sur le départ pour « raisons personnelles » (il rejoint PSA), rappelle que « suppressions d'emplois ne signifient pas licenciements secs » et qu'Elf a toujours su traiter « avantageusement » les mises à la retraite anticipée. « Elf ne laissera pas tomber le Béam », affirme M. Vergne et le groupe continuera à aider les entreprises qui veulent s'implanter autour de Pau, comme il l'a déjà fait, contribuant à créer « un millier d'emplois directs en trois ans ».

Philippe Jaffré a donné un chiffre global - 2 000 suppressions d'emplois - dont plus de 1000 à Pau, selon l'entourage de François Bayrou. Les syndicats fourbissent leurs armes avant la réunion du comité d'entreprise mi-avril, à l'occasion de laquelle ils ont l'intention d'organiser une montée « monstre » sur Paris.

Jean-Paul Besset

■ IRAN: après la signature par Elf de son deuxième contrat en Iran, le porte-parole du département d'Etat américain, James Rubin, a affirmé, le 5 avril, que son pays est « sérieusement préoccupé ». La loi américaine D'Amato prévoit des sanctions pour des investissements en Iran, ce que



essais.

# Les banques françaises affichent des résultats records

La crise de l'été 1998 sur les marchés a fait craindre le pire pour les établissements financiers. Mais l'appétit retrouvé des particuliers pour la consommation et pour l'immobilier s'est révélé très profitable

L'année 1998 a été mouvementée pour les établissements bancaires. Le défaut de paiement de la Russie en août a provoqué une secousse violente sur les marchés financiers et a concrétisé la contagion aux pays émer-

POUR tous les dirigeants de

banque, 1998 aura été l'armée de

tous les dangers, couronnée par le

défant de paiement de l'Etat russe

en août. Cette annonce specta-

tions sur les marchés financiers

que le fonds spéculatif américain

LTCM (long term credit manage-

ment) s'est effondré, menacant

d'entraîner dans son sillage une

partie du système bancaire améri-

cain et secouant toutes les banques

internationales. La crise du sys-

tème bancaire japonais, présente en fond de tableau tout au long de

l'année, les difficultés des écono-

mies asiatiques, menaçant sans

cesse de s'étendre à l'Amérique la-

tine, ont porté l'angoisse à son plus

haut niveau au début de l'au-

tomne. Avant que Wall Street ne

reprenne soudain le chemin de la

hausse, portée par des investis-

seurs cotisants pour leur retraite à

Heureusement pour toutes les

ment recommencé à investir et

NatiWest (Granda-Bratagna)

Bardays (Grande-Bretegne)

Crédit suisse suisse

ABN Arror Page Sasi

Deutsche Bank (Alleme

Société générale (France)

Unicredito + Comit Pale)

San Paolo + Banca di Roma (tele

UBS/SBC (Subsec)

BSCH (Expegne)

Paribas (France)

la confiance quasi imperturbable.

culaire a généré de telles perturba-

gents de la crise asiatique. Mais si les banques françaises ont été touchées, comme leurs homologues étrangères, par ces souleurs homologues étrangères, par ces sou-bresauts, elles ont bénéficié sur leur marché domestique de l'appétit retrouvé des parti-

bas niveau historique. Cette bonne combi-

pas bouclées, suivi, dans un mouchoir de naison conjoncturelle leur permet d'afficher poche, par la BNP et par la Société générale.

AMQUES		CAIRE		ZAT BELIT OTTATION	COTA AUX PRO			TAT NET U GROOPE	REMDEMENT SOR	EFFECTIFS
	en milliar	ds de francs	en mil	liands de francs	en milliar	ds de francs	es milita	ds de francs - :		
CRÉDIT AGRICOLE	83,2	+2%	29	+ 0,5 %	9,2	-10 %	12,3	+25%	10 %	85 000
BNP	. 48,3	+ 10 %	15,4	+ 15 %	7,9	+ 16 %	7,3	+ 23 %	12 %	53 000
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	60,6	+ 12 %	16,1	+ 12,5 %	9,7	+ 27 %	7	¥ 15 %	11 %	57 000
ARIBAS	37.2	+ 19 %	13,1	+ 17 %	0,6	-6 %	6,6	+0%	12 %	21 000
BANQUES POPULAIRES (1)	28,5	+ 28 %	10	+ 38 %	3,9	+ 29 %	3.4	+51 %	10 %	31 755
RÉDIT MUTUEL (9)	22,7	+4%	8,2	£2%	1,3	-18 %	3,3	+1%	.8 %	24 200
AISSES D'ÉPARGNE (3)	30,5	+7%	7	+ 27 %	1,7	+ 19 %	-2,4	* +17 <b>%</b> ;	4 %	39 400
<b>CF</b>	12,9	+ 18 %	4,5	+ 22 %	1,2	+ 28 %	2,1	+31 %	12 %	13 619 (
RÉDIT LYONNAIS	43,9	-5%	11,1	+4%	8,5	+8%	1,1	+205 %	=5%	46 371
CiC (groupe Crédit mutuel)	17.8	+0.5%	4,4	-3.5 %	3.7	+ 36 %	0.4	- 64 %	3%	21 300

ments financiers. Séduits par la Bourse, de plus en plus familiarisés avec ses mécanismes et de plus en plus déçus par la maigre rémunération offerte sur les comptes sur livrets, les ménages français ont en outre commencé à transférer leur épargne sur des sicav, des fonds communs de placement ou des plans d'épargne en actions. Des produits qui génèrent de confortables commissions pour les banques. Parallèlement, ces dernières ont fait de gros efforts, qui pour vendre de nouveaux produits d'assurance-dommage, qui pour convaincre ses clients de souscrire à un ensemble de services bancaires. qui pour leur vendre une carte Premier ou une carte de fidélisation. Résultat, toutes les banques affichent une forte progression des commissions dans leur produit net . bancaire (l'équivalent pour le secteur du chiffre d'affaires). Alors qu'il y a encore quelques années, les banques visaient péniblement

en *i*n**illiards** d'euros

2,4

l'objectif de voir les commissions atteindre un tiers du produit net bancaire, la plupart ont désormais dépassé 35 %, voire 40 %. A la BNP. elles en représentent 42,5 %. Les patrons de banques commencent donc à raisonner avec un nouvel objectif: que les commissions couvrent les frais de personnel, comme c'est le cas dans certaines grandes banques étrangères.

### TRÈS PEU DE DÉFAILLANCES

Ces bonnes nouvelles - pour les banques plus que pour leurs clients – expliquent la vigilance des associations de consommateurs

notamment du au fait que les taux des produits réglementés par l'Etat n'ont pas baissé aussi vite que les taux d'intérét sur le marché. « Il y a toutefois une tendance à la stabilisation de la marge au cours des derniers mois », relève un banquier mutualiste. Parallèlement, le risque s'améliore pour les banques. En France, les défaillances de clients et donc le besoin de constituer des provisions pour se prémunir contre le non-remboursement de prêts est tombé à son plus bas niveau historique. Le début de l'exercice 1999 ne se présente pas mal en la matière. mais les analystes financiers les plus prudents soulignent que cette période très favorable du cycle économique ne durera pas tou-

C'est cette bonne combinaison conioncturelle qui a permis aux banques françaises d'afficher de nouveaux résultats records, avec, dans le trio de tête, le Crédit agricole, indélogeable tant que les fu-

très liquide recelant de solides plusvalues, qu'elle a pu extérioriser au bon moment. La banque de Daniel Bouton, forte de ces bénéfices, a pu solidement provisionner ses risques en Asie et en Russie et rassurer les marchés financiers, qui ont eu un moment d'inquiétude à son égard à l'automne, après une prestation décevante de M. Bouton devant les

français ne sont pas bouclées, suivi

par la BNP, très fière d'arborer le

meilleur résultat des banques non

mutualistes, puis, dans un mou-

choir de poche, par la Société géné-

rale. Toutes, à l'exception de la

BNP un peu plus prudente, ont

pourtant payé cher les risques pris

sur les marchés financiers et à l'in-

ternational. Le Crédit agricole a vu

sa filiale Indosuez plonger dans le

rouge (en perte de plus de 2 mil-

liards de francs), la Société générale

a avoué du bout des lèvres que son

activité banque et finance interna-

tionale n'avait pas gagné d'argent en 1998, le Crédit lyonnais a re-

connu pour sa part que sa banque

de gros était largement déficitaire.

Comme Paribas, la Société générale

a sur ses deux concurrentes un

grand avantage : cehri d'être assise

sur un portefeuille de participations

Le Crédit lyonnais a différé un peu le redressement spectaculaire de sa rentabilité qu'il aurait aimé présenter au marché l'année de sa privatisation pour, lui aussi, passer de sages provisions. Le Crédit agricole ou le Crédit mutuel-CIC, qui ont la chance de ne pas avoir d'actionnaires internationaux très exigeants, ont également été prudents. Aux yeux des analystes financiers, les banques françaises paraissent donc bien provisionnées.

donc à solliciter leurs établisse-

banques - en particulier pour les françaises, l'exercice 1998 avait très bien commencé, porté par le retour de la croissance et par un marché domestique soutenu. La résistance de la Bourse, en pleine forme au premier semestre et finalement toujours en hausse en fin d'année, et le niveau historiquement bas des taux d'intérêt ont soutenu toute l'année l'activité dans les agences bancaires. Avec des taux aussi intéressants, les clients - notamment les ménages out intérêt à emprunter : beaucoup de familles qui n'auraient pas pu imaginer devenir propriétaires se sont lancées. Les encours de crédit ont donc repris leur progression. Les banques ont en outre toutes développé le crédit à la consommation, associé à une carte ou libre, qui leur rapporte de solides marges, à l'américaine. Les entreprises, plus confiantes, ont égale-

RESULTATION DES BANQUES EUROPEENNES EN 1998

face à l'évolution de la tarification. notamment avec l'arrivée de l'euro. Côté crédits, en revanche, les

consommateurs français continuent d'être très favorisés par une concurrence bancaire effrénée. Dans toutes les banques, la marge d'intermédiation (la différence entre le coût de l'argent pour les banques et le prix auxquel elles le prêtent) continue à baisser. C'est sions d'autres groupes bancaires

### Les établissements anglais restent les plus rentables

Dans le contexte européen, les banques françaises affichent en général une rentabilité plus faible que leurs consœurs eurosont touiours les britann du pavé. Elles ont fortement réduit la voilure sur les activités de banques de gros et de marché, qui se sont révélées peu rentables en 1998. Certaines, comme Lloyds TSB, ne s'y sont jamais aventurées. Malgré la crise asiatique, la Hong Kong and Shanghai Banking Corp. affiche toujours le résultat le plus élevé.

Les banques suisses ou néerlandaises, plus comparables aux françaises, restent plus rentables. Les établissements français commencent tout juste à s'engager dans le monvement de concentration domestique terminé aux Pays-Bas et en Suisse. Ils sont surtout talonnés aujourd'hui par les banques espagnoles, très rentables, ainsi que par les italiennes, qui viennent elles aussì de s'engager dans de grandes manœuvres de rapprochement. Enfin, à l'exception de la Deutsche Bank, le secteur bancaire allemand, à la traîne en matière de concentration, est lui aussi en

SG Securities.

Sophie Fay

### Mediobanca perd de son influence sur la finance italienne Leonardo Rubattu, analyste chez

L'ARRIVÉE du printemps 1999 restera dans les calendriers de la finance italienne. Les offres de rachat d'Unicredito sur la Comit (Banca commerciale italiana) et de San Paolo-IMI sur Banca di Roma, lancées le dimanche 21 mars, respectivement de 15 milliards et 8,9 milliards d'euros, bouleversent le paysage. Même si l'issue de ces deux opérations n'est pas certaine, elles sonnent le gias du secteur bancaire italien à l'ancienne. Les deux prédateurs sont enx-mêmes nés d'unions entre IMI et San Paolo en février 1998, et entre le Credito Italiano et Unicredito en avul 1998. « Le système Mediobanca commence à se lézarder», commente Alfredo Piacenitini, associé de la banque Syz. Pour la première fois, ces opérations ont été orchestrées sans

l'aval de Mediobanca. Le système italien était jusqu'alors fondé sur une sorte d'ordre établi, que personne n'osait mettre en doute, orchestré par la banque d'affaires milanaise et son maestro Enrico Cuccia, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-douze ans. C'est lui qui a bâti, autour des grandes familles de la Péninsule, la finance et l'industrie italienne dans l'aprèsguerre. Tout se faisait dans le « sulotto buono » (le salon) milanais. Ce n'est plus le cas autourd'hui.

euro a contribué à cette révolution. tout comme la privatisation de nombre de banques italiennes. Mais c'est surtout l'OPA hostile d'Olivetti, conseillée par Mediobanca, sur Telecom Italia, lancée le 21 février, qui a montré la fragilité du système. Pour l'heure, tout le monde affûte ses armes. Banca di Roma considère l'offre de San Paotente avec la banque-conseil Schro-

L'eptrée de l'Italie dans la zone ders de trouver une alternative. Elle a lutté pendant quatorze mois pour contrer une alliance avec la Comit, projet soutenu par Mediobanca. Elle ne veut pas aujourd'hui d'une offre non concertée. Pour l'heure, les deux parties n'ont toujours pas entamé de négociations. Pourtant, de l'avis de Rainer Masera, administrateur délégué de San Paolo, les synergies industrielles sont fortes. lo-IMI comme non amicale, et Et « les complémentarités géographiques sont grandes », souligne

### Les principaux actionnaires

Voici les actionnaires principaux, nationaux et étrangers, des grands groupes bancaires italiens : San Paolo IMI (176 milliards d'enros de total de bilan. 4,5 millions de clients):

- Fondation San Paolo: 16 % - Banco Santander (Espagne) : 6 % - Reale Mutua: 4% ● Unicredito: (146 milliards d'euros, 5,4 millions de clients) : - Fondations de Turin, Trévise et

Vérone: 37 % – Allianz (Allemagne) : 1 % - Société générale (France) : 1 % - Deutsche Bank (Allemagne):

0,75 % Comit (112 milliards d'euros,

2.3 millions de clients): - Generali : 5 %

- Commerzbank (Allemagne): 5 % - Deutsche Bank (Allemagne): 4,5 %

- Paribas (France): 4 % • Banca di Roma (107 milliards d'euros, 2,3 millions de clients) Fondation Cassa Roma: 22 % – ABN Amro (Pays-Bas) : 8,75 %

- Toro (groupe Flat): 8,5 % • Mediobanca : – Unicredito : 8,8 % - Comit: 8 %

– Banca di Roma : 7,4 %

- Generali : 2 %, dont Mediobanca détient 12 %. (Source Schroders.)

naise qui est fragilisée par les deux Doté d'un réseau de distribution de 6,5 millions de clients - contre environ 4,5 millions pour San Paolo-IMI - et quelque 2 500 guichets, le nouvel ensemble consoliderait sa première place dans la Péninsule. Mais les grands actionnaires semblent opposés: l'hostilité d'ABN Amro au projet est évidente. Son entrée au capital de Pitalien était conditionnée à un accord de partenariat exclusif. Accord qui serait forcément remis en cause par un mariage avec San Paolo-UML Le président de Banca di Roma. Cesare Geronzi, est lui aussi hostile.

Cet homme a des liens très forts avec la Banque d'Italie. Le gouvernement italien a sauvé la Banca di Roma de la faillite. Elle a été privatisée en novembre 1997, et est née de la fusion d'établissements d'inspiration très catholiques: la Caisse d'épargne de Rome, le Banco di Roma et le Banco di Santo Spirito. En face, l'ensemble San Paolo-IMI est issu de l'alliance de deux banques du Nord, laïques.

L'autre grand projet de rapprochement, Unicredito-Comit, est aussi incertain. L'actionnariat est très divisé. Mediobanca pourrait brouiller les pistes en lançant une contre-OPA. Certains estiment que

offres : au simple jeu des chiffres, le nouvel ensemble détiendrait près de 17 % de la banque d'affaires. Mediobanca possède une cagnotte de près de 14 milliards d'euros de participations qui fait rêver. Les Pirelli, Generali et autres Compart (Montedison, l'assureur Fondiaria...) pourraient ainsi devenir le théâtre de batailles farouches. Partenaire assureur de la Comit, Generali serait opposé à Allianz, allié bancassureur d'Unicredito. Paribas a, pour sa part, toujours considéré l'Italie comme un axe stratégique. Michel François-Poncet est au conseil de la Comit. La Deustche Bank, qui a fait une entrée remarquée en janvier, a depuis de longs mois l'intention de marier Unicredito avec la Comit.

c'est au contraire la banque mila-

Au-delà se profile aussi une question de génération : souvent présenté comme l'« anti-Cuccia », Alessandro Profumo, jeune banquier de quarante-deux ans, est arrivé fin 1994 au Credito Italiano, en tant qu'administrateur délégué, un an après la privatisation de la banque. La recomposition du secteur bancaire italien ne fait que commencer.

Pascale Santi

# GTE acquiert une partie de la téléphonie mobile d'Ameritech

APRÈS UNE VAGUE de fusions de grande ampleur dans le secteur des télécommunications aux Etats-Unis, on assiste aujourd'hui à quelques aménagements de contours. En mai 1998, le groupe SBC Communications avait annoncé son intention de racheter Ameritech pour un montant de 62 milliards de dollars (58 milliards d'euros). Deux mois plus tard, Bell Atlantic, l'opérateur de téléphonie locale, annonçait à son tour vouloir mettre la main sur GTE, un opérateur à la fois courte et longue distance, pour quelque 53 milliards de dollars. Toutefois, la justice américaine et l'autorité de régulation, la Federal Communications Commission, n'ont toujours pas approuvé ces

Afin de faciliter les choses, Ameritech a cédé, le 5 avril, la moitié de ses activités dans les communications mobiles à GTE pour 3,27 milliards de dollars. GTE récupère ainsi 1,7 million d'abonnés au téléphone mobile et étend ses activités dans la région de Chicago. Grâce à cette opération, GTE devrait se hisser au premier rang américain dans la téléphonie mobile avec 13 millions d'abonnés et une couverture de 60 % des cinquante plus importants marchés locaux aux Etats-Unis. GTE a recu le soutien de son futur partenaire, Bell Atlantic. Ce dernier poursuit ainsi son ambition de constituer un réseau national. Une ambition qui avait été contrecarrée par le britannique Vodafone, qui lui a ravi, il y a trois mois. Airtouch Communications au terme d'une bataille boursière. Le marché américain des mobiles est toujours en forte croissance. Selon les chiffres définitifs publiés par l'Association de l'industrie du téléphone cellulaire (CTIA), le nombre d'abonnés a augmenté de 25 % en 1998 pour atteindre 69.2 millions. Tous les grands acteurs des télécommunications se livrent à des acquisitions afin d'asseoir leur position dans le secteur. Ainsi AT&T a acquis Vanguard Cellular Systems, pour 1,5 milliard de dollars.

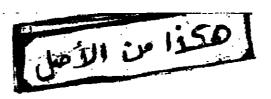
Enguérand Renault

### Extrapole rachèterait Le Furet du Nord

EXTRAPOLE, un réseau de cinq librairies acheté par Hachette en 1998, serait sur le point de racheter Le Furet du Nord, selon La Tribune du 6 avril. Créé dans les années 30, le Furet est une librairie kiloise, qui possède une douzaine de magasins dans le Nord-Pas-de-Calais et totalise 25 % des ventes de livres dans la région. Son capital est détenu à 60 % par Christian le Blan. Extrapole multiplie les acquisitions et espère atteindre en 2005 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs contre 300 millions actuellement. Peu à peu, Hachette concurrence la Fnac (Le Monde du 25 novembre 1998).

## Rapport interne sur les Boeing 747

DES PROBLÈMES ÉLECTRIQUES du même type que ceux qui ont pu causer la catastrophe du MD-11 de la Swissair en septembre 1998, persistalent toujours à bord de plus d'une centaine de Boeing 747 en juin 1998, huit ans après qu'une première note eut été adressée à ce sujet aux techniciens de Boeing, selon un rapport interne de la compagnie rendu public, lundi 5 avril, par l'agence de presse canadienne. Depuis l'accident de la Swissair, qui a fait 229 victimes, l'agence américaine a implanté un programme d'inspection périodique des fils électriques des systèmes de divertissement à bord d'avions.



herd instructive deposis inter des groupes. Les diel-HE BOW WA FECOM.

WALL & LEGISLE & PLAN

社會的時期的數學學 e found the in the following mental data in this passe. BRADIE CONT. THE SECOND PARTY. des appeared of the Asia Sports in a governmentalization of a con-WENT CHANGE HAT ATTACK Topic letter which recept à le ž **eli** s Mijarikis, skal si ordine The state of the state of BEER OF CASTLE LESSON BACK **新疆**(全年) (新西海) (北京) 西南 中 Statement to the National Statement and BURNER OF STREETS OF SHIPE The year seriographics, which FOR MARKET STANDARD WITH Principle and a see Major Parger grand gradger en 1985 f of the of the property and continue Africa Ged. Gie Pater:

Ma compression in series seed of spice a bit parts: 本 明人的数 种 (种) 科 (种) personal control of preparing in that driver is an alternative manufacted promitted is of letter of the State of the West CARL SECTION CONTRACTOR OF Ber Linde betreet trade of the Belleville many there is a company than इन्द्रेश है। हो इन्हें विश्वप्रदेशका होता होता है। a same property and the property of the same and the second s Large M. Santonia S. . . MA SA IF LESS WARNE TO the state of more diffusion to

----

5 . 11 To 12.42

To the second

V marries

1017 J. 1012

1 July 100

The State of the Control

5 + 300 as55

. . to ustable:

THE NAME OF

'- ": TXZ

-1.1.1.122

71 Ku 1

1000

· 18--- 24-- 3.

1.2

55 6 J 1 3 55

1.5 Lt 3.45

್ಷ (ಕಾರ್ಯ

......

-7.30

. n. n. 10

بط

in the contract of

... ... t-

. . . . . .

-4. Z

.....

1.00

e opræ3 🚷

r r i i i i i i i i i

s, fram our communication dis-

'emplois

the state of the space of the space Alternative Contract of the American 医牙髓 海海 经运输工 arminal is a specific the post-THE PROPERTY SPECIAL VIEW AN TON THE PARTY OF THE

a. And in the second section of the second A TO AND A CHECK PROPERTY STATE AND DESCRIPTION OF SHEET MARK IN THE PERSON IN THE REAL PRINCIPLE IN CONTRACT OF MARKET AND ASSESSMENT ASSESSMENT AND ASSESSMENT ASSESSMENT AND ASSESSMENT A THE WASHINGTON with the se diluter to be ME STATE SAIN NOTICE

m. Se archive in Arrestant

MARINE MARKET MARINE and it strains there are not AND A MARKET STAND LEVE p. - angles & torres de . 2º carse anne . -THE RESIDENCE OF A PARTY OF THE THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY. AND THE PROPERTY AND ASSESSED. **工程 有到证明** 下 2000年 A Contract of the Berten it felbe Gir terfer State febritabete, at THE WHITE I THE THE Andrew State Block Committee

BOOK WEIGHT TO **開始 国际社会主义 1997年** 1997 A THE PARTY OF THE Mile about the desired A THE WAY OF STREET LET THE PROPERTY OF STREET Marks are are the imposition to the Market Control of the Control of the state of the state of Burgering Sun Vernich

Mark March March

7.5 th 124

Series Pages Barrell Marie in Manager and THE PERSON NAMED IN COLUMN TO Bertalin Gelter in the State Section Building and the first The same of the English State Control of the The state and the said

Martine to a state of the state of

# Les producteurs français recherchent des financements internationaux

La Bourse aux coproductions aide les auteurs d'émissions de télévision à monter des partenariats avec des diffuseurs étrangers, notamment européens. Cet exercice exige une adéquation avec les exigences des autres marchés

confronter ses idées aux besoins des marchés étrangers : telles sont les deux lignes de conduite que les producteurs de télévision se mettent à tenir. Le coût des émissions et la prolifération des diffuseurs les y obligent. Depuis 1994, la Bourse aux coproductions, dont la dixième édition se tiendra pendant le MIPTV à Cannes entre le 11 et le 16 avril, prétend les y aider.

« Notre objectif est de favoriser les coproductions, qui représentent l'avenir. Celles-ci supposent un dialogue artistique, un accord sur la ligne éditoriale. Il s'agit donc d'encourager les entreprises audiovisuelles à bien intégrer les besoins des autres marchés », explique Pas-cal Josèphe, président d'International Media Consultants Associés (IMCA), créateur de cette manifestation avec les responsables du Midem, du Festival de Banff au Canada et du Centre national du cinéma (CNC).

Deux fois par an - lors du Midem et du MIPTV -, quelques projets (fiction, documentaire, éducatif, film d'animation) sont sélectionnés par un comité composé des organisateurs. Ensuite, le système prend des allures d'examen de passage. Le producteur dispose de cinq minutes pour défendre son projet devant quatre experts internationaux et une salle d'une cinquantaine de responsables de chaîne et d'investisseurs

TROUVER de l'argent et potentiels. Il doit répondre aux questions et entendre les remarques de cet aréopage avant d'espérer qu'un ou plusieurs participants viendront lui proposer de compléter son financement. Sur 109 projets retenus jusqu'ici par la Bourse aux coproductions, 44 sont français, 19 canadiens, 7 allemands et 6 britanniques. Et 18 ont déjà été diffusés, 9 sont réalisés, 20 ont été abandonnés.

> Pour trouver les 7 millions de francs nécessaires aux deux émissions consacrées au pianiste Sviatoslav Richter, Idéale Audience a réuni seize partenaires venant de neuf pays

« C'est un vrai coup de pouce et un bon exercice pour apprendre à défendre nos projets », commente Esther Hoffenberg, responsable de Lapsus, une société de production spécialisée dans les documentaires. En 1997, elle y a trouvé le

complément de financement nécessaire à la fabrication d'un film sur les prostituées sacrées en Inde. Elle avait déià obtenu le soutien de Canal Plus et de la BBC. Mais c'est à cette occasion que France 3 s'est décidée à lui apporter 200 000 francs (30 500 euros) supplémentaires. En revanche, elle n'est pas parvenue à convaincre quiconque de l'aider à produire un ringt-six minutes sur le peintre

Car, pour attirer des finance-

Claude Monet.

ments internationaux, les projets doivent correspondre aux goûts et aux sensibilités de publics différents. « L'histoire doit être universelle, mais elle peut très bien se passer dans un terroir », note Renate Roginas, ancienne directrice des affaires internationales de Telfrance, qui vient de créer Media Finances International. En exemple, elle cite Une femme sur mesure, une histoire interprétée par la comédienne bavaroise Marianne Sägerbrecht, qui se passe dans un village de Normandie et qui a été regardée par douze millions de télespectateurs. Elle espère un succès comparable avec La Secrétaire du Père Noël, un téléfilm programmé sur France 3 à la fin de l'année, ainsi qu'en Belgique et en Allemagne.

En matière culturelle, l'universalité du sujet peut faire des miracles. Pour trouver les 7 millions de francs (1.07 million d'euros)

qu'ont coûté les deux émissions consacrées au pianiste Sviatoslav Richter, Idéale Audience a réuni seize partenaires représentant neuf pays. « En revanche, il est quasi impossible de faire financer, par la BBC par exemple, une émission consacrée à un jeune artiste peu connu », regrette Pierre-Olivier Bardet, responsable de cette société de production spécialisée

dans la musique. Dans le secteur du dessin animé, particulièrement onéreux à produire, la Bourse aux coproductions sert aussi à tester des idées. « Cela peut permettre de recentrer un projet», reconnaît Gaspard de Chavagnac, responsable de Millésime Productions. Car trouver un coproducteur ne suffit pas, il faut

« Il est nécessaire d'être innovant et en même temps de bien définir le concept. La coproduction interna-

Renate Roginas.

ensuite négocier avec lui. «La co-

production se situe entre le harcèle-

ment et le suivi intensif», estime

tionale ne doit pas être un marché de dupes », estime Claude Guisard, directeur des programmes de création et de recherche à l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Pour sa série intitulée La Piste du crime, consacrée à la criminologie, il a trouvé des financements canadien, belge, australien et mexicain ; en revanche, îl n'est pas parvenu à convaincre que la série Paysages, qui, à partir d'un document photographique, tente une lecture économique, sociologique,

### Des partenariats en hausse

Selon le Centre national du cinéma (CNC), la part des financements étrangers dans les programmes andiovisuels a atteint 1,2 milliard de francs (180 millions d'euros) en 1998, soit une augmentation de 42,8 % par rapport à 1997. En 1996, ils étaient de 812 millions de francs (123 millions d'euros). Ces contributions représentent environ 10 % des devis. Les diffuseurs, dont la préférence va aux œuvres de fiction, participent, eux, pour 63 % au financement des productions (contre 60 % les deux années précédentes). En forte croissance, le documentaire profite de l'intérêt des investisseurs étrangers.

Mais c'est dans le secteur du film d'animation que la part des financements étrangers est la plus importante. Elle est passée de 40 % des devis en 1996 à 47 % en 1998. Sur les 375 heures produites en 1998, 331 heures correspondent à des coproductions avec l'étranger. Au point que dans 270 d'entre elles la participation française est

géographique d'un paysage, pouvait intéresser un public autre que trançais.

L'objectif de la Bourse aux coproductions est bien cette confrontation avec les goûts et les exigences des autres marchés. Certains déplorent cette « dimension marketing » de la télévision, ce côté « marché aux bestiaux » pour les producteurs, contraints de venir vendre leurs projets comme n'importe quel produit. A l'inverse, d'autres estiment nécessaire de « regarder ce qui se fait ail-

Même si un des grands succès télévisés de l'année, Le Comte de Monte-Cristo, est le résultat d'une négociation privée entre TF 1, GMT Productions, Mediaset de l'Italien Silvio Berlusconi et les Allemands de Taurus Films (Kirch). les coproductions sont plutôt l'affaire des chaînes publiques.

De ce point de vue, les producteurs constatent un changement de comportement de ces diffuseurs. «Il y a quelques années, les coproductions étaient le résultat d'accords quasi politiques entre les patrons des chaînes, note Olivier Brémond, un responsable de Marathon, une des sociétés françaises de production exportatrices. Aujourd'hui, elles se décident plus en fonction du contenu et de l'intérêt

LE GROUPE britannique Emap avait réalisé en mars 1998 une nouvelle formule de Télé Star qui renforçait les programmes consacrés au câble et aux satellites, au détriment des chaînes hertziennes. Le résultat avait désorienté les lecteurs de l'hebdomadaire repris par Emap en 1996. Bilan: la vente en kiosques (1 746 270 exemplaires en 1997 sur une diffusion totale payée de 2 053 334) a chuté de 3 % en 1998. Le groupe a décidé de corriger le tir, en proposant un an après une nouvelle nouvelle formule, lundi

Elle est réalisée sous l'impulsion

d'un nouveau responsable de la presse télévision, Gorune Aprikian qui a succédé à Arnaud de Puyfontaine, promu directeur général de la filiale française - et d'une nouvelle rédactrice en chef, Marie de La Forest, transfuge d'un autre titre du groupe, Modes et travaux, qui vient de prendre ses fonctions

Le titre, dont la diffusion chutait, n'avait pas de rédacteur en chef depuis le départ de Philippe Labi, en juillet 1998. Entre-temps, le magazine de Prisma Presse, Télé-Loisirs, augmentait sa pagination et gagnait des parts de marché. Au début de l'année, c'est Télé 7 Jours qui a revu sa formule, sans augmenter le nombre de pages, pour enrayer son déclin (Le Monde

Cette fois, contrairement à sa première nouvelle formule, Télé Star augmente sa pagination de 16 pages et consacre un investissefrancs pour regagner les parts de comporte désormais dix pages de programmes par jour, au lieu de huit. Deux pages magazines supplémentaires ont également fait leur apparition. « Avec un prix in-

changé (6 francs), nous nous placons en situation très compétitive par rapport à nos concurrents, et notamment Télé 7 Jours », explique Gorune Aprikian.

L'année 1998 a été plutôt maussade pour Emap, avec l'échec de la première nouvelle formule de Télé Star et surtout le fiasco du lancement de Télémax. Lancé à grands ment de plus de 30 millions de renforts de publicité, en mars 1998, ce magazine TV, qui vimarché perdues. Télé Star sait 300 000 exemplaires dans les trois ans, n'a pas franchi le cap des 70 000 exemplaires et a été suspendu en juillet 1998.

Pourtant, l'éditeur britannique repart à l'offensive. Il lance en juin un titre masculin, FHM, qui a obtenu un grand succès en Grande-Bretagne. Dans le secteur du cinéma et de la télévision, une nouvelle formule de Studio Magazine est prévue en septembre, et le groupe compte bien rénover, avant la fin de l'année, Télé-Poche, qui fait figure de grand malade du secteur, puisque le titre fondé par Cino Del Duca a perdu 500 000 exemplaires depuis 1990 (1,2 million d'exemplaires).

Alain Salles

# Vivendi réorganise son pôle d'édition multimédia

REBAPTISÉ Havas Interactive Inc., le pôle d'édition multimédia de l'américain Cendant, racheté en début d'année par Vivendi, est en pleine restructuration. Trois dirigeants vont quitter le groupe : le président Chris McLeod, qui pensait pourtant en février rester anx commandes, mais aussi Jack Allewaert, vice-président chargé de l'international et Georges Lichter, chargé du développement. L'international et le développement seront désormais chapeautés par Emmanuel Schalit. Luc Vanhal, qui vient de The Walt Disney Company, est nommé directeur financier. Havas Interactive Inc., pilotée à Paris par Aguès Touraine, se dé-veloppera autour de la globalisation des technologies, le marché des consoles de jeux et les services de type Portail éducatif sur Internet.

■TÉLÉVISION: Téléshopping a réalisé un chiffre d'affaires de 503 millions de francs (76,6 millions d'euros) en 1998, en progression de 6 %. Téléshopping et Télévitrine, émission de Télésphopping, filiale à 100 % de TF I out attiré, l'an passé, plus de 600 000 téléspectateurs.

■ AFFICHAGE : La société Damphin OTA a réalisé en 1998 un bénéfice net de 86,3 millions de francs (13,2 millions d'euros) contre 66,8 millions de francs en 1997 (10,2 millions d'euros), selon un avis paru jeudi 1º avril dans la presse économique. Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 5,8 %, à 1,5 milliard de francs (0,23 milliard d'euros). ■ PRESSE : Théâtre Magazine est un nouveau trimestriel dont le pre-

mier numéro paraît le 7 avril. Cette publication des Editions Millénaire met en scène l'actualité théâtrale sur 116 pages (critiques, reportages, entretiens, portraits, guide, etc.) et pour 35 francs

■ Les Messageries lyonnaises de Presse (MLP) ont enregistré en 1998 un chiffre d'affaires en hausse de 6 %, à 2,65 milliards de francs (403 millions d'euros). Le résultat courant avant impôts est de 39,5 millions de francs (6 millions d'euros).

. .

\$300 JOUR

9-1-

-0.0

- -

- ----

44 44 A

100

1.4

11.00

QUELS SONT LES MEDIAS DE L'ANNEE CE News organise pour la première fois en France le Premier Grand Prix des Médias.

OFFRES L'UPOLEP-USEP nationale recherche le(a) journaliste qui prendra en main son magazine mensuel (25 000 examplaires), à mattre en place et faire vivre la nouvelle formule de à assurer sa cohérence rédactionnelle à rédiger et réécrire des articles, à sofficiter des collaborations. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une fédération sportive nationale qui cherche à promouvoir une autre dée du sport, basée sur des valeurs laiques et Ce poste com · une première expérience dans la presse est néces bonne connaissance du milleu sportif et associatif Goût pour un challenge motivant et le travail d'équipe. 445.**388**-48-67.45. extens financières à : M. le Président UFOLEP-USEP 3, rue Récamier - 75341 Paris cedex 07

REPRODUCTION INTERDITE

universitaire 1999-2000 un **PROFESSEUR** 

L'Université Paul-Valéry

de Montpellier

recrute pour la rentrée

**D'ARTS** PLASTIQUES. Poste de rang magistral.

Rémun, : salaire de début, 18 000 F brut/15 300 F net ; salaire en fin de carrière : 30 600 F brut/25 900 F net. Pour tous rens., s'adr. à Direction des ressources humaines/personnel enseignant, par courrier ou par tél. :

04-67-14-22-89 et 04-67-14-25-58. Pour ties corresp. : Université Paul-Valery, DRI-Venseignants, route de Mende, F-34199. Montpetter, Cedax 5, France

Le Magazine « Plaisies de France » 19Ch. 1 directeur de pain. aur Paris et Montpeller et cheis de pab. Nes rég., Statut salané % + Irais. Env. CV + photo. Plaisis de France, BP 7, 34171 CASTELNALALE-LEZ

Les Editions trancophones d'Amnesty International chercheni traducteuriréviseur expérimenté (HVF) anglais-trançais 136 500 FF/an. Envoyer CV + lettre de motivation, 17, rue du Pont-aux-Choux, 75003 Parls. Date imite de réception des candidatures : 29 avril 1999

Dans le cas d'une "Moade Publicité", Il est impératif de faire figurer la oppe, ziis que l'on puisse to melflegra délais.

EUROPE

essais.

. TO DECEMPTED AND TO THE AND TO PERSON TO THE PERSON THE PERSON TO THE

# nts internationally des diffuseurs etrangers, notamment

4 4 3

---

0.00

11.6

1. Sept.

10000

....

201

- C.

-1021

. 527

. --- \_

1.1

, as

. . . .

100

 $\operatorname{conj}(\mathbb{M}_{C_{k}})^{\mathrm{opt}}(\mathfrak{C}_{k}^{\mathbf{m}})$ 

تتعاد

....

: =

. . .

· .: oat t

W1. 22

... ... = 57

THE REPORT OF THE PARTY OF THE 養殖性 学により マルファー

The state of the s And the second A PROPERTY CONTRACTOR OF THE PARTY. 更要な書いてはまませいます。こと 養養 经运动帐户 医人 Marie State Commence of the Co SECTION CONTRACTOR OF THE PARTY 🎚 🌬 Amerikan Sanda 🚅 The same of the sa

**James Carlotte** (1965)

🚧 A partir destruction

THE STREET, STREET, ST.

PROPERTY SEE THE PLANT OF

entra respective entre e

de in fines der fintation Maners a gelegen 1.5 mg SEE AND ANGENIES AND AND MARK OF THE WARRENS OF B. PERSONAL PROPERTY. BOOK THE MORE MANAGES OF mille mit fiche ber mie ber bierten. Die eten THE WARM STORYLLD IN **300007 250306**414. Miles destrict by Burn Sei To SALES BANKER OF BUILD Miles Proceducted an 1944

Some aver Cathanger

Brigations National ent

# mdi reorganise son pôle ition multimedia

MARKET PERMITTENDE TO THE STATE OF THE STATE

Hart an attendance **是多点的数据** "生态"。 with the second in Action States ARRIVE STORY THE PARTY OF THE P

**Triple girling of** Triple (Co.) **இர் புமர் ஹான்க**ிரும் அர Middle I a white I secretar The State of the S **連載を 36.79%** (12) (13.45) (13.45) Wall mark to the second **建筑** 44、 5.00 (1) Charles bangaries est .... THE SHOP OF THE STATE OF A Bayerle Care Men Americanis di Mark the second **銀行を保証した**しませます。

and a first of the latest of t

AND THE PARTY OF T PROFESSEUR DARTS PLASTIQUES. A. 100 100 200

Bangara Caracana Caracana

Age to a training

CONTRACTOR OF

30 . Bush

au41 (627 37

· 海滩 (435) المعالية

Sayı i 😅 🗀

事務におから

المحاجب والمعوى

Commercial Co., 47-

### **TABLEAU DE BORD**

### **AFFAIRES**

### INDUSTRIE

OLIVETTI: en réponse à la demande de la Commission nationale pour les sociétés et la Bourse, la Consob (l'équivalent de la COB en Italie), le groupe italien Olivetti s'est fixé un seuil minimum de 38 % d'adhésion à l'offre publique d'achat sur Telecom Italia, seuil à partir duquel il considérera l'opération réussie, selon La Repubblica de mardi 6 avril.

◆ ALCATEL: le groupe d'électronique français a conclu avec succès son OPA sur l'américain Xylan, spécialisé dans les équipements de transmission de données pour les réseaux d'entreprises, pour environ 2 milliards de dollars (Le Monde du 3 mars).

• SEMI-CONDUCTEURS: les ventes mondiales de semi-conducteurs ont reculé de 2 % en février par rapport an mois de janvier, mais ont progressé de 3,3 % par rapport au mois de février de l'année précédente, selon l'Association de l'industrie des semi-conducteurs.

● ÉLECTRONIQUE : les groupes japonals Fujitsu et Hitachi ont confirmé, mardi 6 avril, qu'ils allaient regrouper leurs forces dans les écrans à plasma, ces écrans plats et de très grandes dimensions qui permettent le « cinéma à domicile », mais dont le démarrage commercial est

◆ CARBONE LORRAINE : le groupe français a amnoncé avoir racheté l'activité aimants en ferrite de la société sud-coréenne Tongkook Synthetic Fibers Company. Le chiffre d'affaires de cette activité porte sur 7 millions de dollars (6,54 millions d'euros).

### SERVICES

 AUDIOVISUEL: Liberty Media, filiale d'ATT, est devenu, avec 18 %, le premier actionnaire de General Instrument, le leader mondial des décodeurs. Cette opération a coûté 280 millions de dollars à la firme présente dans le capital d'une centaine de chaînes de télévision américaines. Par ailleurs, Liberty Media pourrait devenir le deuxième actionnaire de News Corp, après la famille Murdoch.

● KPGM CANADA : le premier groupe canadien d'expertise comptable, KPMG Canada, a

**VALEUR DU JOUR** 

amoncé, lundi 5 avril, qu'il renonçait au projet de fusion avec Arthur Andersen au Canada, qui avait été envisagé le 26 mars.

Substitute of the state of the state of

● AUDIT : les 300 consultants de SV&GM, partenaire du cabinet Salustro, septième cabinet d'audit français, seralent, selon Les Echos du 6 avril, sur le point d'être rachetés par la société PricewaterhouseCoopers

● IBERIA : les pilotes de la compagnie aérienne espagnole ont mis un terme au mouvement de grève qui affectait la compagnie depuis le 26 mars. La direction d'Iberia estime à plus de 1 milliard de pesetas (6 millions d'euros) les pertes provoquées par les huit jours de grève.

• RESTAURATION : des durées maximales de présence sur le lieu de travail, quotidienne et hebdomadaire, ont été instaurées : la durée hebdomadaire maximale est fixée, pour une seule semaine, à 52 heures pour les cuisinlers. 57 heures pour les veilleurs de muit et 53 heures pour les autres salariés (52 heures dans les établissements de plus de dix salariés).

### FINANCES

 BNP-SG-PARIBAS: le cabinet Deminor, spécialisé dans le conseil aux actionnaires minoritaires, s'inquiète devant « les possibles dérives » du « recours massif à l'argumentation publicitaire » dans la bataille en cours entre les trois banques, a alerté la Commission des opérations de Bourse.

 ASSURANCE: la Chine a autorisé quatre nouvelles sociétés d'assurances étrangères à ouvrir des succursales en Chine, a annoncé, lundi 5 avril, le ministère chinois du commerce extérieur. Ce sont les américaines Chubb Group et John Hancock Mutual Life Insurance, ainsi que la canadienne Sun Life Assurance Company, et la britannique Prudential:

### RÉSULTATS

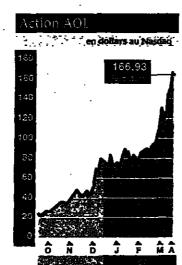
SOMMER ALLIBERT: le groupe de plasturgie a enregistré en 1998 un chiffre d'affaires de 22,7 milliards de francs (3,46 milliards d'euros), en bausse de 34,1 % oar rapport à 1997 et de 6.1 % à structure comparable. Son résultat net part du groupe, en baisse de (41.92 millions d'euros).

### 13 %, atteint 275 millions de francs

### AOL, symbole de l'engouement pour Internet

L'ACTION d'American Online (AOL), le numéro un mondial des fournisseurs d'accès à Internet, a atteint un nouveau record, lundi 5 avril. sur le Nasdaq. Le titre a terminé la séance à 166,93 dollars, soit une hausse de 11 % et une capitalisation boursière de 168 milliards de dollars (157 milliards d'euros). La valeur a bénéficié de rumeurs sur des discussions de fusion avec le réseau de télévision CBS et de l'annonce du rachat de when.com, un service d'agenda virtuel disponible sur Internet. Le montant de la transaction, payé en actions AOL, n'a pas été dévoilé.

Grace à cette nouvelle acquisition, AOL sera en mesure d'offrir à ses abonnés un agenda en ligne, permettant de noter ses rendez-vous et d'être informés des événements culturels, sportifs ou commerciaux, en fonction de centres d'intérêt définis au préalable. Depuis le rachat de Netscape en novembre 1998, l'action AOL a été multipliée par près de quatre. L'enthousiasme des investisseurs a été entretenu par l'annonce d'un accord commercial avec Sun Microsystems, l'inventeur du langage universel Java, le 30 mars. L'alliance AOL-Netscape-Sun permettra aux trois partenaires d'offiir des solutions clefs en main pour les fournisseurs d'accès Internet et les entreprises souhaitant être présentes sur le réseau mondial et développer leur commerce électro-



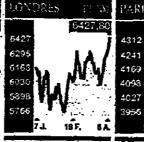
nique. Les analystes estiment qu'AOL devrait pouvoir additionner ses 16 millions d'abonnés, qui se connectent essentiellement depuis leur domicile, et les 13 millions d'utilisateurs du Netcenter, principalement une clientèle de professionnels. AOL peut ainsi tabler sur environ 50 millions de connexious par mois sur ses sites, loin devant Yahoo (29 millions) et Microsoft MSN (20 millions). De son côté, Sun devrait intégrer les technologies du moteur de recherche Netscape et offrir des solutions intégrées face à son rival Microsoft.

L'engouement des investisseurs pour les valeurs internet semble sans limite. Lundi, Yahoo a progressé de plus de 20 %.

Christophe Jakubyszyn

# RANCFORT than

5038



Europe 12h31	indices	OUDS COMES	Var. %	¥2.% 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3627.96	1,50	8,53
EUROPE	STOOK SO	3024,45	1.57	9.16
EUROPĖ	EURO STOKK 324	312,63	_	4.78
EUROPE	STOXX 853	300,58	1.05	7,85
PARIS	CHC 40	4896,37	1,62	9,02
PARIS	MIDCAC	1438,83	1,70	-0,72
PARIS	SBF 120	2854,22	1,48	5,58
PAIDS	SEF 250	2702.80	1,04	8,12
PARIS	SECOND MARCHÉ	1367,63	0,83	-7,19
AMSTERDAM	AEX	530,45	1,09	0,20
RRUXELLES	BEL 20	3290,15	0,76	-6,38
PRANCFORT	DAX 30	4998,15	1,46	-0,32
LONDRES	FTSE 100	8427,80	1,55	9.27
MADRID	STOCK EXCHANGE	9692,05	1,56	0,58
MILAN	MBTEL,30	36963,00	1,02	5,21

### **AMERIOUES** GRO/DOCLAR 18 F. 6 Ā Amérique 10415 DOW JONES 1,78 10007,33 .<u>9</u> 7,48 ETATS UNIS. 1321.12 2,12 **ETATS-UNIS** 2,57 16,75 TORONTO TSE INDEX POVESPA SAO PARLO 11022 00 82,47

298,13

437.97

120.42

- 4291,83

0,98

3,72

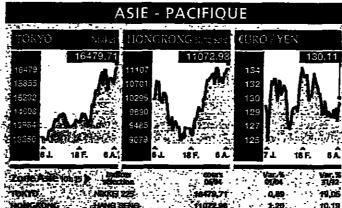
4.33

0,88

3,82

. *2*7,38

56.39



<b>2</b> 13	350 7 (2)	化維持	di Etm 1	078 y w		47°.	125	<b>1</b> .	. :: y %	/ ::
	g T	18 F.	6Â;	g T	18 F.	82		<b>7</b> 1	18 F.	δÂ
79	de Asiê	on 15 )	indices selection			06/94 6061.2		Var.%- 01/04		Var. % 3 V 12
Te	CYO.		NIKKES 225		. 48	479,71	. ,	. 0,89	• •	19,05
190	NGKONG		HANG BEN	ė	, in	772.96	· .	1,20	,	10, 19
, SH	Carolia.	أورسه والإراث	क्षांस्थां है ग	MES		6,00		: `نشر		14,96
<u> </u>	TÜE.		COMPUSI	E INDEX		77,82		.,3,24	·	19,83
500	MEN		ALL OF DRIV	AFRES	<b>ق</b> ر آئری	032,90	÷, 14:	. 2∙ ∵		7,80
86	NCKOK	,	SET :	400	. * Y	25,83	<u> </u>	1,90		0,58
180	OPAY .	,	SENSTRYE	BADEX .	.31	522,57 ·		80,0	: :	15.29
'n	LUNCTO	( · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	NZSE-40		. 2	<b>(25,18</b> )	• • • • •	-D,59	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	3,38
70.	**********	•			• ••	<b>≒ ∿</b>	. 5.		-:- •	

### ÉCONOMIE

### Ralentissement de la croissance en Espagne, selon le FMI

LA CROISSANCE de l'économie espagnole en 1999 oscillera entre 3,25 % et 3,50 %, en raison des répercussions de la crise financière internationale, alors qu'elle avait atteint 3,8 % en 1998, selon le rapport annuel du FMI concernant l'Espagne rendu public lundi 5 avril à Madrid, Initialement, le gouvernement de José Maria Azpar avait tablé sur une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 3,8 % pour 1999. Mais, début mars, il a révisé à la baisse sa prévision à 3,5 %.

Le FMI croit que la création d'emplois continuera d'être importante grâce à la persistance d'une forte croissance des secteurs du BTP et des services. Toutefois, il suggère une réduction des coûts de licenciement à l'origine, d'après lui, du grand nombre de contrats à durée déterminée. Le FMI recommande à l'Espagne de tirer profit des opportunités que représente son appartenance à la zone euro pour accentuer sa convergence en matière de revenu par habitant et d'emploi. Pour cela, le rapport insiste sur la nécessité d'une modification du système fiscal et des dépenses publiques ainsi que d'une profonde libéralisation des marchés de biens.

■ BRÉSIL: la banque centrale brésilienne a annoncé lundi une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt de base de 42 % à 39,5 %. « La stabilité et la tendance à la baisse de l'indice des prix à la consommation et d'autres indicateurs économiques ont permis cette réduction », a expliqué le directeur de la politique monétaire de la banque, Luis Fernando Figueiredo. ■ La crise économique touchant

le Brésil depuis août 1998 a fait baisser de 13 % le niveau de revenus des travailleurs brésiliens. après toutefois quatre années consécutives de progrès obtenus grâce à la stabilité précédente de la monnaie, le real.

WYENEZUELA: le Venezuela pourrait être au bord de Pinstabilité sociale, a averti lundi Oscar Meza, directeur du Centre indépendant de documentation et des analyses (Cenda), qui prévoit un taux de chômage de 17 % et un taux de sous-emploi de 55 % pour le premier semestre 1999.

■ JAPON: le chef des services **économiques du gouvernement** ciales protectionnistes, a estimé mardi « prématuré » de parler Almaty.

d'une reprise imminente, malgré la multiplication des signes de stabilisation économique.

**■** CHINE: la Chine et les Etats-Unis sont « très proches d'un accord » sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a affirmé lundi soir à Washington le principal négociateur chinois, Long Yongtu, tont en concédant que « plusieurs questions restent encore à régler ».

MALAISIE: le pays a enregistré en février un excédent de sa balance commerciale de 4.94 milliards de ringgits (1,21 milliard d'euros), en hausse de 88 % par rapport au même mois l'an dernier, selon des chiffres officiels annoncés lundi

**■** INDE: le ministre indien des finances Vijay Kelkar a demandé lundi une baisse des taux d'intérêt et fait allusion à une possible dépréciation de la roupie pour contrer le ralentissement de la croissance industrielle.

■ ROYAUME-UN1: le président désigné de la Commission européenne, Romano Prodi, estime que la Grande-Bretagne « ne pourra pas rester en dehors de l'euro », si la monnaie unique européenne est un succès, dans un entretien publié mardi par le Financial Times. « Ou l'euro échouera ou la Grande-Bretagne ne pourra pas rester en dehors », affirme M. Pro-

■ FRANCE: le produit intérieur brut de la France devrait croître de 0,5 % au premier trimestre 1999 et de 0,3 % au deuxième, selon l'indicateur avancé de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) publié mardi.

■ ISRAËL: le chômage devrait augmenter et le PIB par habitant baisser en Israël en 1999, selon des prévisions de l'Association des industriels israéliens rendues publiques lundi.

■ RUSSIE: Pinflation s'est ralentie en mars avec une hausse de 2,8% des prix après 4,1% en février et 8.5 % en janvier, a annoncé lundi le numéro deux du gouvernement russe. Jouri Maslioukov. cité par Interfax.

■ KAZAKHSTAN: la décision du Kazakhstan de dévaluer hındi sa devise, le tengue, en la laissant flotter, améliorera la compétitivité du pays et lui permettra de démanteler ses barrières commerjaponais, Taichi Sakaiya, a jugé Paul Ross, représentant du FMI à

### SUR LES MARCHÉS

### PARIS

MĖGC0

SANTAGO

CARACAS

BUENOS AIRES

BOLSA

MERWAL

TPSA SENERAL

CAPITAL SENERAL

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en hausse de 1,10 % à 4 276,33 points mardi 6 avril vers 12 heures. Le marché saluait notamment la publication par l'Insee de l'indice du moral économique des Français, qui reste à un niveau historiquement élevé, ce qui devrait continuer à soutenir le consommation, principal moteur de l'activité. Jeudi, l'indice CAC 40 avait terminé la semaine écourtée par les fêtes pascales sur une progression de 0,76 % 4 229,85 points.

### FRANCFORT

MARDI 6 AVRIL, la Bourse allemande était en progression à la mi-séance. Elle bénéficiait du record de Wall Street enregistré la veille et du rebond de la Bourse japonaise. Vers 12 heures, l'indice DAX gagnait 1,52 % à 4 976,07 points. Jeudi, l'indice DAX avait terminé en hausse de 0,75 % à 4 901,81 points. Le marché était fermé vendredi et lundi en raison des fêtes de Pâques.

LA BOURSE de Tokyo a terminé mardi 6 avril en hausse grâce à un mouvement d'achats sur les actions des banques et les valeurs de télécommunications en fin de plus haut niveau depuis huit mois. matin à 1.0724 dollar.

### **NEW YORK**

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a, lundi 5 avril, une nouvelle fois clôturé au-dessus du seuil des 10 000 points, à 10 007,33 points. En hausse de +1,78%, le Dow Jones a salué la publication, vendredi 2 avril alors que le marché était fermé, d'un taux de chômage au plus bas depuis février 1970. Ces données ont permis aux autres indices boursiers, le Nasdag et le Standard and Poor's 500, d'établir de nouveaux records historiques en clôture à 2560,06 points et à 1 321,12 points.

### TAUX

LES MARCHÉS OBLIGATAIRES européens étaient orientés à la hausse à l'ouverture mardi 6 avril. Le contrat à terme euronotionnel du Matif gagnait 22 centièmes après quelques minutes de tran-sactions. Le rendement de l'emprunt d'Etat français à 10 ans s'inscrivait à 4,08 %.

### MONNAIES

LE DOLLAR se négociait, mardi 6 avril lors des premiers échanges, à 121,10 yens, se repliant légèrement après avoir atteint un pic à 122 yens en cours de séance la veille. La devise américaine s'était renchérie, kmdi, après la publicaséance, alors qu'elle n'avait pas tion de statistiques favorables sur réagi dans un premier temps aux le chômage aux Etats-Unis et de nouveaux records de Wall Street l'enquête industrielle au Japon, enregistrés la veille. L'indice Nik-moins optimiste que prévu. Après kel a gagné 0,9 % pour finir à avoir pâti la veille de la vigueur du 16 479,71 points et a atteint son dollar, l'euro restait stable mardi

### Tanx de change fixe zone €uro Hors zone €uro €uro contre } Taux contre franc } Taux €uro contre }

Cours de change croisés Cours YEN(100) 0,82471 Cours Cours 06/04 12h31 0,16357 DOLLAR .... 1,07325 0,67272 19,63500 0,15245 121,25500 130,11500 0,76855 ----6,55957 6,11860 0,62956 1,48650 5.84190 9.70646 4.11235 0,51925 1,2257& 0,10305 0,24320 0,67575 2,38035 PRANC SUISSE.....

1,59505

Matif

Cours 12h31 Volume

Taux 01/04 | Taux Taux Taux Taux Taux FRANCE 2,95 2,76 4,10 5
ALLEMAGNE 2,94 3,12 3,89 4,88
GDE-BRETAG 4,75 4,97 4,59 4,48
TALLEMAGNE 2,90 0,10 1,83 ...
ETATS-UNIS 8,88 4,45 5,26 5,84
SUISSE 0,93 1,03 2,46 3,85
PAYS-BAS 2,97 3,25 4,12 5

Taux d'intérêt (%)

Matières premières En dollars Cours 07/04 Var.% vellie MÉTAUX (LONDRES) \$/YONNE CUIVRE 3 MOIS...... 1239,5 PLOMB 3 MOIS... 508.5 ETAIN 3 MOIS..... ZINC 3 MOIS...... NICKEL 3 MOIS.... MÉTAUX (NEW YORK) 4.97 -1.780,06

S/TONNE

-0,86

ARGENT A TERME ...
PLATINE A TERME ... GRAINES DENRÉES MAÏS (CHICAGO)...... SOJA TOURTEAU (CHG.). 137,1 SOFTS CACAO (NEW YORK)..... 1151 SUCRE BLANC (PARIS).... 199

Notionnel 5,5 EUN 99.... Euribor 3 mois 2783 97.22 97,22 JUIN 99... Pétrole . . . . . . En dollars BRENT (LONDRES). WTI (NEW YORK) ...... LIGHT SWEET CRUDE .... Or · · · · 0,10 -0,10 -0,41 En €uros 🕨 OR FIN KILO BARRE \_\_\_\_ 8390 OR FIN LINGOT \_\_\_\_ 8460 OR FIN LINGOT....... ONCE D'OR (LO) \$ ..... SONCE PIÈCE FRANCE 20 F..... PIÈCE SUISSE 20 F. PIÈCE UNION LAT. 20 F. PIÈCE 10 DOLLARS US... **S/BOISSEAU** \_\_ 0,23 PIÈCE 20 DOLLARS US ... PIÈCE 50 PESOS MEX..... 219,25 -0.15

> Cotations, graphiques et indices en temps reel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

Var.\$ ve⊞e

0,12

+0,78 -0,57

-0.35

مكذا من الأهل

### VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs pétrolières out été pé-nalisées jeudi 1º avril par le reflux du prix du pétrole, qui a perdu près de 4 % après avoir atteint la veille son niveau le plus haut depuis dix mois. Royal Dutch Petroleum a cédé 0,35 % 48,9 euros, tandis que BP Amoco a perdu 3,72 % à 1009,5 pence.

1 009,5 pence.

DaimlerChrysler a gagné jeudi
2,21 %, à 83,2 euros. Son action a bénéficié de recommandations positives de la part de plusieurs maisons de titres anglo-saxonnes.

● Glaxo Welicome a grimpé jeudi de 3,95 %, à 2 158 pence. Le troisième groupe pharmaceutique a continué de bénéficier de spéculations selon lesquelles il pourrait fusionner avec

Bristol Myers Squibb, formant ainsi
le numéro un da secteur.
● Lloyd's TSB s'est apprécié jeudi
de 1,6 % à 952 pence. La banque de-
Vrait pouvoir offiir ses services dans
les bureaux de poste situés en cam-

les bineaux de poste situés en campagne.

Mannesmann a progressé jeudi de 2,25 %, à 127 euros. Le numéro un du téléphone cellulaire va lancer une émission d'obligations convertibles d'un montant de 200 millions d'euros pour l'aider à financer ses futures transactions.

Telecom Italia a perdu jeudi 4,38 %, à 9,43 euros. L'opérateur a estimé qu'il valait plus que le prix offert par Olivetti et a incité ses action-

par Olivetti et a incité ses action-naires à rejeter cette offre.

06/04 12h45 <b>)</b>	Code pays	Cours en éuros	% Var. veille	AIR LIQUIDE /RM AKZO NOBEL BASF AG
AUTOMOBIL	Ε			BAYER AG BOC GROUP PLC
AUTOLIV SDR	ŜE	35.51	+ 0,84	CLBIA SPREC CHEM
BASE AG	BE+	35.2	+0.57	CLARIANT N
BAIW	DE *	613	+0,82	DEGUSSA-HRIFTS
CONTINENTAL AG	DE .	23,15	+2,89	DYNO INDUSTRI
DAIMLERCHRYSLER	DE >	84,25	+ 1.81	EMS-CHEM HOLI
PAT	ſΤ÷	3,09	+ 0,65	HENKE, KGAA VZ
FLAT PRIV.	IT +	1,6	+1,27	IQ .
arinal irm	FR *	188,1	- 0,84	KEMIRA
LUCAS VARITY	œ		-0,35	LAPORTE
Magneti Marelli	Π≠		- 1,50	LENZING AC
WICHELIN-B- /RM	FH -	41,25		PERSTORP-8-
EUGEOT RM	FR+	138,6	+1,81	SNIA
PIRELLI _	11 +		+1,16	SOLWAY
ENAULT	.FA+	33,7	+1,20	TESSENDERLO CI
COMMER ALLIBER	FR•	25,4	-3,42	DI É STOXX CH
	-FR+	74,05	+ 0,47	
OLKSWAGEN	DE+	60,1	-0,50	CONCLOR
OLVO A	SE	23,75		CONGLON
OLVO -B-	SE	24,20		AKER RGI -A-
D) E STOXX AUTO	,	258,32	- 1,55	CGIP ANA
				CIR
5 4 5101155				CONTRACTOR CA

VOLVO -B-	SE	24,20	- D,48	Ā
D) € STOXX AUTO	1.2	258,32	- 1,55	G
				Q
BANQUES				D
ABSEY NATIONAL	GB	19,55	- 1 00	G
ABBEY NATIONAL ABN AMRO HOLDIN	祖.*	19,25	+1.08	G
ALLIED IRISH BA	GB	18,19	+0,26	G
ALPHA CREDIT BA	GR.	61,60	***	a
ARGENTARIA R	ES+	22,45	+0,85	H. (N
8 PINTO MAYOR R	PT+	18,43		IN
BANCO ESSI R	PT≠	10,85		IN
BANK AUSTRIA AG	AT +	56,76	+1,34	KV
BANK OF IRELAND	GB	19,61	+2,10	K
Bank of Peraeus	ĠR	22,80		LV
BANKINTER R	E2 +	32,9	+ 0,34	м
BARCLAYS PLC	GS	28,02	+ 2,34	N
BAYRHYPO-UVER	Œ٠	53,2	- 0,58	O
BCA FIDEURAM	щ.	5,28	+ 1,15	O.
BCA INTESA	π•	5,58	+ 1,83	Oi
BCA ROMA	IT . ES -	1,49	+ 1,36	SC
BCO BILBAO VIZC BCO CENTRAL HIS	E3 +	13,98	+ 1,80	VΕ
BCO POPULAR ESP	ES+	11,87 59,35	+ 0,52 - 0.42	Þ
BCG SANTANDER	ES+	18,35		
BCP REG	PT •	27,76	- 1,04	
BNP /RM	FR.	79,85	-0.06	
CCF/RM	FR +	85,15	- 0,53	BR
CHRISTIANIA 8K	NO	3,62	100	CA
COMIT	17.	7,55	+1,62	DE
COMMISANK OF GR	GЯ	133,84		뗈
COMMERZBANK	DE +	28,3	+0,35	FR
DEN DANSKE BK	ρK	99,01	+1.73	HE
DEN NORSKE BANK	NO	3,39		KO
DEUTSCHE BANK A	DE+	48,2	+1,14	CA PO
DEKIĄ CC	8E +	145,2	+0,48	SW
	FR.	128,8	+1,26	표
DRESDNER BANK	DE+	37,4	+0,54	TE
ERGO BANK	GR	96,71	·	TE
FIRST AUSTRIAN	AT+	578		TE
FOERENINGSSB A FOKUS BK	șe No	22,17	+ 1,03	TE
HALIFAX	GE.	9,22 12	+2,84	THA
HSBC HOLDS	GB	31,05	+ 3.74	VO
IONIAN SK REGS	GR	54,91	- 0,1-	
IYSKE BANK REG	DΚ	75,23	+ 1,08	
KAPITAL HOLDING	DK.		- 1.75	
KBC BANCASSURAN	BE -	63,25		C
LLOYDS TSB	GB	14,56	+1,77	AAI
MERITA	PI+	4.92	-0,81	AO
NAT BANK GREECE	GR	63,18		AC
NATEXIS	PR ·	51,4	+2,80	AK
NATE WESTM BK	ĞB	21,92	+0,41	ASI
NORDBANKEN HOLD	SĒ	5,28	- 1,05	AU
OBERBANK	AT +	68,5	<b>+</b> 1.68	ΑU
ROLO BANÇA 1473	<b>1</b> Τ •		+3,23	BC
ROYAL BK SCOTL	GB		- 2,40	BIC
S-E-BANKEN -A-	SE.		+ 1,52	811
SPAREBANKEN NOR	ML *		-2.67	BU
STE GENERAL-A-/ SV HANDEK -A-	用。 SE		+0.62	90
UBS REG	SE CH		+2,60	BPI CAI
UNICREDITO ITAL	17 +	5,85	+ 1,51	
UNIDANMARK -A-	DK	63,25	- 1,01	CH.
YICKEANS	/B	44 a7	_	

UNICREDITO ITAL	1 <b>T</b> +	5,85 +1,61	CBR	BE +	85.2	+ 5.4
UNIDANMARK -A-	DK.	63.25	CHARTER	CE	5.36	
XIOSEANK .	GR	34,67	CIMPOR SGPS R	PT .	25.81	
▶ D) E STOXX BANK	T.	077,22 - 0,70	COLAS ALM	FR•	177	
			CRH PLC	GB	16.35	+3.1
DROBUUTE O	F	نا المناسعية	CRISTALISMA ESP	ES*	48.4	+0.9
PRODUITS D	FRAS	·E	DRAGADOS CONSTR.	E5+	31,55	+3.7
ALUMINIUM GREEC	GR	55,84	FOM CON CONTRAT	路+	57,3	+0.5
ARIO WICCINS AP	GB	2,03 -2,18	GROUPE GTM	FR •	89,5	+1,7
ASSIDOMAEN AB	se	19.13 + 0.89	HANSON PLC	GB .	8,01	-2,0
AVESTA	SE .	3,57 -0,63	HEIDELBERGER ZE	DE T	67,5	+1,2
BEKAERT	BE +	417.1 +1.24	HELLTECHNOCOA	GP.	. 2,13.	· · .
BILTON	GB	4.52	HERACLES GENL R	GR	22,63	
BOEHLER-UDDEHOL	AT +	44 -1,35	HÖCHTHEF ESSEN	DE *	<b>30,3</b> :	-2,5
BRITISH STEEL	G#	1,82 -2,40	HOLDERBANK FINA	CH	247,27	+1,02
BUHRMANN NY	NE. *	15,55 -2,51	HOLDERBANK FINA		1060,25	
BUNZL PLC	QB	3,54 -0,64	(METAL/RM	FR +	108	+1,41
CART.BURGO	IT *	6,36 - 0,47	(TALCEMENT)	FF *	10,05	- 0,50
ELKEM ASA, OSLO	NO	13,77 +9,88	ITALCEMENTI RNC	17+	4,65	+0,22
ELVAL	QR	10,85	LAFARGE (RM	FR#	87,05	+8,02
imparsa .	PT+	16,59	MICHANIKI REG.	GR.	6,81	
JOHNSON MATTHEY	GB	6,92 +0,43	PARTEK	Fl*	6,26	+4,11
MAYR-MELNHOF KA	AT +	41,6 +1,34	PHILIPP HOLZMAN	DE+	118,5	-0,42
METSAE-SERLA A	FI *	6,7	PLIKINGTON PLC	G8	1,07	-6,49
MODO B FR	SE	21,15 +3,01	POTAGUA -8- RIMC GROUP PLC	DK GE	18,17	,
NORSKE SKOGIND-	NO	29,94 - 0,79	RUCBY CRP	GB.	11,85	- 5,36
CONTOXUMPU OY -A	Fla	9,7 +1,57	SAINT COBAIN /R	FR.	1,69	+0,89
PECHINEY-A-	FR •	34,05 +2,58	SEMAPA	PT+	147,2 18,45	+1,87
PORTUCEL INDUST	H.	5,26 8.4 +1,59	SKANSKA -B-	SE	31,52	+1,82
ralitarujuksi K Rig tinto	28	8,4 +1,59 12,91 +0,58	SUPERPOS	DK .	12.04	-1,65
SIDENOR	GR	*	TARMAC	GB	1,57	-1,87
SAVER & BARYTE	GA+	23,41 27,45	TAYLOR WOODROW	GB	2.84	
SMURFIT JEFFERS	GB	1.89 +0.79	TECHNIP RM	R,	97,9	-0,70
SONAE INDIUSTRIA	PT .	11.12	TITAN CEMENT RE	GR	69,46	
SGPORCEL	P7 +	10.47	UNICEM	Π×	9,97	+0.30
SSAB SW ST A FR	SE .	11,37 -0,95	URALITA	EB •	8,48	+ 2.55
STORA ENSO -A-	Fl*	8.8 -1.12	VALENCIANA CEM	ES T	9,55	-0,52
STORA ENSO -R-	FI.	6.8 -4.85	WIENERS BAUSTOF	AT +	165,6	+2,79
SVENSKA CELLULO	SE	20.32 + 0.84	WILLIAMS	ĈB.	.5,73	-2,78
THYSSEN	DE *	174	DIE STOYN CHSE I		169.31	- 1.09
TRELLEBORG B	SE	8,96	_			
UNION SANIERE	BE +	32.6 -0.46				1774
UPM-KYMMENE COR	FJ≠	24,86 -2,89	CONSOMMA	HON	CYCLIC	?UE ∣
USINOR	FR •	12.65 +0.24	ACCOR /RM	FR.	228.1	-0.57
AIGHATCO	GR	27,54	ADIDAS-SALOMON	DE+		-1,58
COEST-ALPINE ST	AY-	26.05 +0.16	ALITALIA	17.	3,15	+0.96
► D/J E STOXX SASI P		159.5 - 8.03	AMER CROUP A	A		+3,23
			AUSTRIAN AIRLIN	AT+	30	
CHINALE		هر کند در در	BANG & CLUPSEN	DK	64.60	
CHIMIE			BARRATT DEV PLC	GB		+1,02
AGA -A-	SE	11.71 +0.48	REAZER CROUP	C#S		-0.53
AGA -B-	SE	11.76 +0.97	BENETTON GROUP	π·		- 1.75

		ше.	
AIR LIQUIDE/RAA	FR+	141,3	+0,28
AKZO NOBEL	<b>IL</b> •	-	<b></b> .
BASF AG	DE +	\$5,2	+0,57
BAYER AG	DE.	35.35	
SOC CROUP PLC	GB	13.23	
CLBA SPEC CHEM	CH	73.11	-0.21
CLARIANT N	CH	442.13	+1.73
DEGUSSA-HRIFLS	DE+	35.6	-0.28
DYNO INDUSTRIER	NO	15.57	. Ujeu
EMS-CHEM HOLD A	CH _	4615,48	-0.14
HENKEL KGAA VZ	DE+	. 40,00,000 68	+1.84
KI	38		
		8,33	+1,45
KEMBRA	₽÷	5,85	
LAPORTE	GB	8,33	
LENZING AG	AT+	55	-1,79
PERSTORP -8-	SE.	9,57	``.
SNIA	Π»	1,29	+2,38
SOLYAY	RE *	58,85	+4,31
TECCENTED A CUE	RE.	43.86	+0.90

AKER RGI -A-	NO	10,54	+2.53
CGIP RIM	Æ.	48	+3
CIR	n.	0.99	
DIETEREN SA	BE -	412	+1,76
GAZ ET EAUX/RM	FR.	41	+1.23
GBL	BE.	172.4	+1.83
GENIL ELECTR CO	GB	8,52	
GEVAERT .	BE*	62.05	
HAGEMEYER NV	NEL A	28.8	+1.23
INCHOAPE PEC	GE	2.15	
INVESTOR -A-	SE	41,59	+2.07
INVESTOR -B-	SE.	42.21	+1.90
KVAERNER -A-	NO	16.23	-1,45
KNÁERNER -8-	NO	13,47	+0.90
LVMH / RM	FR.	225,2	-0.52
MYTHUNGOS HOLD	GŘ.	11,80	. :
NORSK HYDRO	NO	37,42	-0,79
OERLIKON-BUEHAL	CH .	134,33	-0.69
ORKLA -A-	NO	14,31	+0,84
CRISTA -B-	NG "	12,33	ma4
SONAE INVESTIME	PT+	36	
VERA AG	· 2E +	49,55	+2,38
▶ DJ E STOXX CONG	?	233,58	- 1.17
		-	

TELECOMM	JNICA	TIONS	
BRITISH TELECOM	GB	16,05	+4,9
CABLE & WIRELES .	pB.	11,97	+0,8
DEUTSCHE TELEKO	DE =	38,7	+0,5
EUROPOLITAN HLD	SE	88,22	+1.0
FRANCE TELECOM	m+	78,75	+1.8
HELLENIC TELE (	GR	21,30	
KONINKLIJKE KPN	ML+	37.1	+1,92
CAMDEN NATIONAL	GR		,
PORTUGAL TELECO	PT +	42,99	
SWISSCOM N	CH .	372.62	+2.00
TELE DANMARK	DK	93.53	+1.91
TELECEL '	* PT + -	161.1	- 1,0
TELECOM ITALIA	n-	9,43	+0,11
TELECOM (TALIA	17 +	5,5	+0.18
TELEFONICA	ES+	40,41	+2.85
TIM .	17+	6.29	
VODAFONE GROUP	GB	18,10	+2.10
D) E STOXX TOOM		665,33	10.7
(* b) = 51 0 mic 100 (.		003,00	
CONSTRUCT	ON		

37,4 +1		ELE DANMAKK	DK.	\$3,53	+1,
	T T	elecel .	* PT •	151,1	
575	T. T	ELECOM ITALIA	17.+	8,48	70,
	T	ELECOM (TALIA	) <b>T</b> +	5,5	+0,
	1,03 ¦	ELEFONICA	ES+	40,41	+2,
9,22		M .	βŤ÷	6,29	+0,
	489	ODAFONE GROU		18,10	+2,
31,05 +3		D) E STOXX TO		10,10	72,
54,91	. 4	, D) E STOWN IN	UKI	665,33	* .
	1,08				
57,68 -1	1,75	CONCERN	271011		
63,25		CONSTRUC	LION		
		ALBORG PORTLA	N DK	15,29	
		OCIONA			
			6S+	47,88	+0,4
63,18		CESA REG	ES+	12,02	+1.5
		KŢŌRSA: .	_ GR	12,10	_
		SNCD QY	Fî÷	13,21	-1,4
5,28 - 1	1,05 AI	uniar r	E\$+	20,43	12,7
68,5 +1	I,68 AI	UTOSTRADE	Π÷	6,8	+3,0
22,4 +3	3,23 B	CA INTESA .	. 17.	5,56	+1,8
		CC PLC	GB	1,40	+21
		LIFENGER & BER		~ 17,56°	+0.2
1440 -2		LIE CROLE IND		6,09	-3,2
		DUNGUES /RM	F#+	247	-1,7
		PB .	GB	3,92	
		ARADON	<b>3</b> ₽	1,95	-2,2
5,85 +1	,61 G	BR	8E *	85,2	+ 3,4
63,25	. a	HARTER	GE '	5,35	+1,9
34,67	. a	MPOR SGPS R	PT.	25,81	
277.22 = 0		DLAS/RM	FR•	177	
		EH PLC	GB.	16,35	+3,1
		USTALBUA ESP	E8*	48,4	
E		RAGADOS CONS			+0,9
				31,55	+3,7
55,84		OM CONTR		57,3	+0,5
		ROUPE GTM	FR •	89,5	+1,7
		ANSON PLC	_GB-	· 8,01	. <del>-</del> 2,0
3,57 -0				67,5	+1,2
417,1 +1		ETTLECHINODO'		9,13.	
4.52	, HI	eracles genil r	GR	22,03	
44 -1		ÖCHTIEF ESSEN	DE *	<b>30,3</b> -	-2,5
1,82 -2	40 H	DLDERBANK FIN	A CH	247,27	+1,0
15,55 -2		X.DERBANK FIN	A CH -	1060,25 -	+1,4
3,54 -0		ietal/rm	FR •	108	+1,4
		ALCEMENTS	F*	10,05	-0,5
13,77 +0	••• _	ALCEMENTI RNO		4,85	+0.2
		FARCE ANA	FR+	87,06	+8,0
		CHANIKI REG.	GR.	6,81	
16,59		KLEK	EJ.+	98,9	+4,1
6,92 +0	,	KIEK HLIPP HOLZMAN			
. 41,6 +1;				118,5	-0,4
6,7		UKINGTON PLC	G8	1,07	-6,4
21,15 +3		TAGUA -B-	DK	18,17	
29,54 - 0,	,	AC GROUP PLC	ĠB.		- 5,3
9,7 +1		ICBY CRP	GB	1,69	+0,8
34,05 +2,		INT GOBAIN /R	FR→	147,2	+1,8
5,25		MAPA	PT≠	18,45	
8,4 +1,		ANSKA -B-	SE .	31,52	+1,8
12,91 +0,	58 SU	PERFOS	DK .	12,04	-1,80
23,41		RMAC	GB		-1,87
27,45	TA	YLOR WOODROV		2,64	
1,89 +0.	٠ـ	CHNIP RM	R.		-0,%
		AN CEMENT RE		89,48	
11,12 10,47		ICEM.	π×		+0.30
		ALITA	ER.		+ 2,5
		LÊNÇANA CEH	E8+		- 0,5i
8,8 -1,	12 4/1	ENERS BAUSTON	AT 4	185.8	
<b>5.</b> 84,		LILLAD DAUSIUS	ČB		+2,79
20,32 +0,		LUANS		5,73	- 2,77
174		D) E STOYK <mark>CN</mark> S	: 1'	169.31	- 1.08
8,95					

228,1 -0,57 51 -1,58 5,15 +0,96 12,8 +3,23 39 .... 64,69 .... 4,42 +1,02 2,78 -0,58 1,68 -1,75

NOVARTIS N	CH .	1514,28	+8.71	ABB AB
HOVO NORDISK B	DΚ	104,97	+1,30	ABB AE
DRONA .	Fi+	21,5	+3,61	ABS BJ
DRION B	FI.	20,8	+4,16	ADECC
RHONE POULTRIM -	- FR*	42,01	+0.02	ALSTO
ROCHE HOLDING	CH	16783,57	+1,52	ALUSU
ROCHE HOLDING G	CH	11460,42	+0,97	ASSOC
ANOF! /RM	PR •	157,7	+0,96	ATLAS
CHERING AC	· DE+	106,75	+0.80	ATLAS
			— (Pub	licité)—
htt	p://	WW	/W	le:
La l'ac		urse ilité		
le	s c	otat	tior	ıs e
les in	for	mat	ior	is f
MITHICINE BEEC ENECA GROUP D) E STOXX PHAT	GB GB	44,46	+ 2,54 - 1,81 - 1,65	ÁTTICA 1 BAA BBA CIBA BERGES BONHEL
344-1135-11-2				CM8

SMITHKLINE BEEC	GE	13.88 +2.54	ATTICA ENTR SA :	20.60	Co. PANNES.
ZENECA GROUP	- 8B	44,46 - 1,81	BAA	GR	10 28 +0 15
D) E STOXX PHA	2 P	385,45 - 1.25	BBA GROUP PLC:	. 68	8.34 +6.71
			BERGESEN	NO	12,69
ÉNERGIE			BÓNHEUR	BE -	20,36 35.5 - 1.36
			CMG : 17 : 17 : 17		30,0 -1,36 25,94 '±0,95
AKER MARITIME	NO GB	7,54 +2,44 6,39 -1,63	COOKSON GROUP P	QB	2,18 +2,10
BP AMOCO	GŔ	15 0A - 1 5A	DAMPSKOBS 🛧 🗼	CH.	6728,75 ,+2,04
BURMAH CASTROL	GB.		DAMPSKIBS -B-	DK	7267,05 +4,85
CESPA ELECTRAFINA	ES	31,14 - 0,35	DAMSKIRS SVEND DELTA PLC	GB .	10160,41 '+3.42 2.13 +1.42
ELF AQUITAINE /	BE P	1 <b>67,5</b> +0,47 123 +1,28	DET SONDENEJ NO		5.99 ~4.76
ENT	∵.T•	5,91 - 1,01	ELECTROCOMPONE	v GB	6,84 +3,83
ENTERPRISE OIL	GB	3,26 TU,26	EQUART NV	· DE ·	711,39
F.OLSEN ENERGY.	ND.	7,30 -0,81	FINNLINES	8 A	27,8 +8,15 2,28 -2,55
DOEAN RIG	GB NO	1,97 +3,13 9,21 -4,10	FLS IND.B	DK	18.17
OMV AG	AT+	85.8 +5.02	HUGHAFEN WIEN		. 28.95 +0.10
PETROPINA SA BR	8E+		CKN	GB	14.31 +1.16
PETROLEUM GEO-S	NO	13,77 -2,54	GLYNWED INTI, PL		2,83 -1,04
PRIMAGAZ/RM PROSAFE	FR r	78,7 -0,68 7,60		GR COS.	5,23 5,85 +8,12
REPSOL	es. Es.	47,91 +0,44	HEDELBERGER DR	DE+	50.6 +1.20
ROYAL DUTCH CO	NL .	47,91 +0,44 48,35 +0,92 8,94 -1,78	HELLAS CAN SA P.	.OR	19,28
SAGA PETROLEUM	NO 1	2,94 -1,78	lfil.	1T+	3.65 +1.11
SAIPEM SHELL TRANSF & "	68.		MMI PLC 155 BNTL SERV-B	GE	8,76 -2,70 90,42 +0,45
SMEDVIC -A-	NO		KOERENHAMN LUFT		
TOTAL BOM	FR-	112.0 + 1.53	KONLNEDITOAD	NL.	20,95 -1,41
▶ DI E STOXX ENG?	P	269.39 - 0.54	KONE B	. A+.	100 +2.56
			LAHMEYER UEGRAND RIM	DE+	47 181,5: -0.26
SERVICES FI	NANC	IERS	LEIF HOEGH	NO	10 54
31	GR	9,48 +0,83	UNDEAG	DE+	
ALMANI)	BE .	54,85	MAN AG	DF 4	98 F 3199
ALPHA FINANCE	GR	29,83	MANINEZMANN YC	DE+	1224 7704
AMVESCAP	GB -	8,82 +4.20	METRAA METRAA	DE *	18 +1,12 20,3
BAIL INVEST /RM BPI-SGPS R	FR≠ FT*	124.5 + 1,63 25,82,	MORGAN CRUCIBLE	G8	3.21 +3.37
BRITISH LAND CO	GB	7,86 + 0,38	NPC '	<b>48</b>	2,04
CAPITAL SHOPPIN	- <b>68</b> · ·	5,68 +0,26	NKT HOLDING	DK	<b>69.31</b> + 1.98
COBEPA	BE .	B2,6 + 0,97	OCEAN GROUP PENINSORIENTS	68 68	- 14,03 -9,21
CORP FIN ALBA - CPR/RM	E8 •	. 135,75 +2,45 39,75 +2,08	PREMIER FARNELL	62	13,35 - 0,33 3,81 - 1,94
CS CROUP N	CH.	174,15 +0,91	RAILTRACK	ĜВ	20,22 - 0,81
EURAFRANCE /KM	F# +	446.1 -0.87	RANDSTAD HOLDIN	.NL e	. 42,15 . +1,08
FONCIÈRE LYDNINA GBOINA/RM	FR.a	123,4 - 0,32 104,5 + 0,38	RATIN -A- RATIN -B-	DK DK	160,84
MAMMERSON	68	194,5 ÷0,38 6,25 ÷0,24	RAUMA OY	R.	10,75
IMMEUBLES FRANC	FR *	<u> </u>	RENTOKIL INITIA	: QB	- 6.83 +2.87
KAPITAL HOLDING	DK	\$7,86 -1,75	REXAM DEVEL AND	GS ED-	3,01 -1,48
LAND SECURITIES LIBERTY INTLINCE :	G\$ .	12,18 +0,74 5,46 -0,23	REXEL/RM RHI AG	AT .	78,8 + 2,88 25 - 0.40
MEDIOBANCA	Π-	12.5 +1.63	RIFTER HLOG M	CH.	527.23 -D.95
MEDIOLANUM	17 +	8,3 +2,61		SE.	19,42 +3,29
MEPC PLC	GB	6.62 +2.87	SANDVIK -A- SANDVIK -B- SAURER ARBON N	"车"、	18,42, +2,89
METROMACISA MEDIOLANUM	ES+	22,37 +3,39	SAURER ARBON N SCANIA AB -A	СН	488,50 +0.54 ,24,65 +0.68
PARIBAS	FR+	6,3 +2,61 104,3 +9,87	SCANIA AB -B-	. SE	25,10 +0,68
PROVIDENT FIN	<b>GB</b>	14,68 + 1,76	SCHENDLER HOLD	CH ::	(442,80° + 0,17
RODAMCO NV	ML.÷	21,45 +0,47	SCHINDLER HOLD	CH	1502 OH _ 4 23
SCHRODERS PLC SEFFMEG N/RM	GB EB	22,10 +2,85	SCHNEDER /RM	<b>耐</b> *	20,5 +0.50
SIMCO N /RM	用+ 用•	60,0 + 0,50 81,05 + 0,05	SEAT-PAGINE GIA SECURICOR	69 - Ti	1,00 +1,87 8,73 +8,17
SLOUGH ESTATES	CB.	474 -031	SECURITAS -B-	SE .	14,91 +2,32
SOPHIA /PA	FR •	35 +0,29	SCS. GENEVA BR	'CH	764.02 + 0.63
UNBAL/RM	FR:	119,8 +3,35	SHANKS & MCDWAN	ΩŒ	3.75 _0.40
ORM	n.	0,49 +2,08	SIDEL/RM	FR:	73 40,50

/RIL	5 OCT.	6 AVPEL 1.	M M J M	6 Avair	JUL UNI
			û û î û	e wern	5 OCT. SAY
		ARTER TOP		250	
		Tolk Tax	8 8	2072	
	SA. MA	A WILLIAM	5,27	2925	
	M. A.		. ~ %	3178 34 44444	
<i>~</i>			97,3 7,06	3452	
	<b>L</b>			3685	
_		300.56			3627.
		sur un un 😁		PGRO 5103V 50	Salt alles
	<del>· · · · · · · · · · · · · · · · · · · </del>	<del></del>			

BERKELLY CROUP	<b>GB</b> .	5,53 +0,95	VALUE (ERSAROSO EST 15,050 11,505 11,505
BRITISH AIRWAYS	GB	6.40 +2,63	WOOLWICH PLC GB 8.74 +2.12
BRYANT GROUP PL	· GE	1,88 +244	▶ DJ E STOXX FINS P 256 + 1.59
CHARGEURS RM	FR•	<b>49,39</b> -0,02	
CLLIB MED./RM	· FR +	<b>82.3 -0.18</b>	
COATS VIYELLA	<b>95</b>	0,66 +2,33	ALIMENTATION ET BOISSON
COMPAS CRP	GB	11,12 +1,78	ALLIED DOMECO GB 6.91 +0.65
COURTAULDS TEXT	GB	2,34 + 3,97	
DT.LUFTHANSA N'.	. DE a	20,85 +1,47	ASSOCIATE 1807
ELECTROLUX -8-	SE	18,18	BRAG OF BRAU SE . AT . 47.56 . 1.08
SHE CROUP	- 68	6,96 +1,30	BONGRAIN /RM FR+ 860.2 + 0.63
EURO DIŚNEY /RM	FR »	1,23 ~ 1,50	BRAU-UNION : AT 48.12 +0.10
FINNAIR	<b>173</b> +	<b>4,92</b> +1,44	CADBURY SO-IWEPP GB 13.55 +0.22
G WIMPEY PLC	GB_	2,34 -1,26	CARLSBERG 8 DE 37,01 - 1,08
GRANADA GROUP P	GB∵ '	18,52 -0,32	CARLSBERG AS -A DK 37,01 -1,43
HERMES INTL	R.	73,35 - 2,07	CHR. HANSEN HLD DK 22,18
HIPI	·IT • -	0.06	CULTOR-1- FI = 17.56 -0.79
HUNTER DOUGLAS	ML •	<b>26,7</b> + 0,75	DANISCO : (17,50 -17,75 -17,75 -17,75 -17,75 -17,75 -17,75 -17,75 -17,75 -17,75
KLM:	· ## .	2 <b>5,8</b> +2,31	
LADEROKE GRP	G₿	4,21 -0,35	DANONE RM FR 234,7 -0.09
MOULINEX/RM	- FR+ -	10.7 -3.17	
NCL HLOG	NO	2,05 +3,01	DIAGEO GB 10,18 +1,04
PATHE /RM	TR.	235	ELAIS OLEAGINOU . OR . 18,12
PENTLAND GRP	GB	1,81	ERID.BEGH.SAY/ FR * 137,7 +2,76
PERSIMMON PLC	Œ	3,51 +0,86	CREENCOINE CHOUP (48: 12: 12: 12: 12: 12: 12: 12: 12: 12: 12
PREUSSAG AG	DE+	488 +0.88	HENEKEN NL . 46,25 -0,54
RANK GROUP	68	3.34 - 0.44	HELLENIC SCOTES PR 25,08
SAIRGROUP N	CH	203.22 +2.04	HELLENIC SUGAR GR 7,50
SAS DANMARK AS	DK .	5.75	HUNTOWARD I V2
SEB /RM	AL.	67,65 +1,73	KERRY GRP 4 GB 12.26
THE SWATCH CRP	CH.	560.54 +0.22	MONTEDISON # # 17+ 1 10,57 +211
THE SWATCH CRP	CH	127,76 - 1,21	NESTLE N CH 1677,10 +0,49
WILLIAM BAIRD	<b>GB</b> -	1,63 -1,60	PARMALAY III 137 +2.24
WILSON BOWDEN	GB	10.28 +0.88	PERNOD RICARD / FR = 57,45 - 1,79
WOLFORD AG	AT *	42.5 +1.43	RAISIO GRE X
WARWAY LIK LINITS	QB.	0.72	RAISIO GRP V FI+ 9,1 +5,94
D) E STGAX CYC G	0.2	159.1€ - 0.14	RIBER & SON B 7 HD 827
			TATE & LYLE 68 6,03 -4,27
			UNICEX R 19,85
			UNIGATE PLC GB 6,62 - 0,23
PHARMACIE			WILEVER 11.15
ASTRA -A-	SE	22.34 +4.20	UNILEVER G8 8,50 +1,42
	SE.	22,34 +4,20 22.29 ±3.94	D) E STOXX F & B\ P 232.26 → 0.38
ASTRA -B-	3E	22,27 13,34	

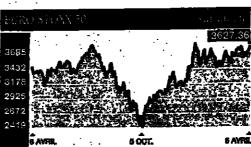
WANTEN UK UNITS	GB.	0,72	. 4,700	RAISIO GRP V	₽÷	9,1 +5,94
D) E STOXX CYC G	0.2	159.1€		RIBBER & SON -B		
				TATE & LYLE	68	6,03 -4,27
				LINROEK R	∵ • 7र्षु	
سننا سننا				UNICATE PLC	GB ·	6,62 0,23
PHARMACIE				UNILEVER	NL7	. 442 - 1,15
ASTRA -A-	SE	00.7/	+4.20	unilever	GB	8,50 +1,42
		22,54		▶ DJESTOXX F & B	1 17	232,25 + 0.39
ASTRA -8-	SE	ر محمد	±3,94			
ELAN CORP	ĠB	62,67				
GLAXO METTCOME	Œ.	32,74	+1.72	BIENS D'ÉQI	HOFRA	ERIT
HOECHST AG	DE =	41,4	+0,98	DIENS D EQI	TILFIAT	CIALI
NOVARTIS N	CH.	1514,28	+8.71	ABB AB -A-	8E	11,76 +0,97
NOVO NORDISK B	DK	104.97	+ 1.30	ASS AS -B.	選・	
ORION A	Fi+	21.5	+3.61	ABS SADEN	CH	1245.24 +1.53
ORION B	Ħ٠	20,8	+4,16	ADECCO CHESEREN		
RHONE POULTRM	fR*		+0.02	ALSTOM	FR+	28,94 +1,52
ROCHE HOLDING	GH	16783,57		ALUSUESE LON C		401200 -015
ROCHE HOLDING G	CH	11460,42		ASSOC BR PORTS	GB	4.07 -0.36
SANOFI /RM	FR.	157.7		ATT AC ASSASS SECTION	·· 45.4 :	~ 44° - 10,00
			+0,96		. as	25,04 +0,28
SCHERING AC	DE+	108,75	+0.80	ATLAS COPÇO -8-	SE	24,76 +0,69
			A2-4			

# monde.fr

uotidien : ntreprises en direct inancières...

MEDIAS	SYD.
B SKY B CROUP 68 8,13 +2,06 CAMAL PLIS RUI 76 2005 14,05 CARLTON COMMUNE GB 9,24 +1,14	\$VD THA
CARLTON COMMUNE GB 9,84 +1,14	SAN.
CARLTON COMMUNE QB 9,84 +1,14 ELSE/ER 18. + 16.66 HAWAS ADVERTIS FR 177,7 +0.57	UNU Heij
manage Cutching table also 1971	VIAC
MEDICET	28
PEARSON GB 21,11 +0.28 REED INTERNATED GB - 6,49 +1,06	
SCHRISTED COMM. 68 430 +8,52	
<b>的</b>	
MOTARS ATTEMENT OF THE PARTY OF	
WPP GROUP QB 8,08 +1,50 D) F \$1000 MEDIA C 227.55 - 1.50	
BIENS DE CONSOMMATION	06/
AHOLD NL	A
ASDA CRITICIP PLC Y JEB - 13 220 48,66 ATHENS MEDICAL GR 17,17	AIRS
AUSTRIADIBACA AC BE 1139 BEIERSDORF AG DE 69	CALV
BC MA 1.5 公元公司 2.5 (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4) (4)	GAR.
BRIT AMER TOBAC GB 7,80 +2,15 CASINO CF //OLE 1818.01	riárt T
CFR UNITS-A- CH 1508.01 -	NING
OF HODERNOS # FR #3 Lin	POLY
ESSLOR BOTL/R 7 PH 317 2 48.88 ETS COLRUYT BE+ 844 +3.87	PHO
POTRES 48 -200	RHA
GIB BE+ 35,4 -0,75 GOODYS 1.4 -0,75 BE+ 35,4 -0,75	UCC
IMPERIAL TOBACC GB 9.67 +0.31	BR
LOREAL ANN FR 801 -0,68	ENVI
MODELO CONTINENT PT STEETS STRATOS CIC OR 18,46	INTE
PROMODES AND PROPERTY OF THE P	INT
RECKITT & COLMA GB 10.16 +0.74 SAFEWER 3.50 +4.54	LINK PACE
SAINSBURY I. PL. GB 5,74 +0,52 SETA (RM 05)	SYNE
SMITH & NEPHOW GR 949 ±4 F5	-0
STAGECONCH PROC GB - 834 - 1 TABACALERA REG EB - 18,82 +0,27	FR
TAMED 1981 126	I & I
TESCO PLC GB 2,51 +1.20 THT POST CROSE NLw 28,08 10,18	AUGU BB'B
► D) 2 9704X N CY C P 250 72 1 5 15	68 M
COMMERCE DISTRIBUTION	SEEKE) BETA
ARCADIA GRP 68 3,15 +0,96	CE CE
BOOTS CO PLC 08/ 12/01 7-2/15	CAST
CHICOUROS N. FR. 188 , 188	DRILL EDEK
CENTROS COMER P ES 19,02 +2,20 CONTINENTE ES 25,7 -0,29	ELSA ENGT
CENTROS COMER P ES 18,02 + 2.20 CONTINENTE ES 25,7 + 0.20 DECONS CROLLE PL GB 20,57 + 6,05 CENTRAG LEN 44,7 + 4,08	EURO
	HOEF
CREAT UNIV STOR CB 10,23 +2,67 CURRENT RM FR+ 1324 +6,29 HENNES & MAURIT SE 71,58 +1,27	INFO
PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA	PATH
A084 DIEK - 188 - 178 4285	rîkî Kinor
MARKS & SPENCER GB 8.21 +3.48 METRO 68.06 +1.64	LINTE
NEXT PLC GR 1146 1695	MENS
PRIVATE PRIVATE 184,8" - D.D.7 RINASCENTE IT 7,45 +2,05	MUEH
STOCKMANNA . Re . 36.7K = 178	PFEIF
WLORA HLDG N CH 212,93 WLH SWITT GEP 0,8" 16,22 +1,78 WOLSELEY PLC 08 0,79 -2,15	PON
D E STOXX RETURN 248 44 - 7.54	PSI QNASE
MALITE TECHNOLOGIC	REFUC SACH
	SALTU
MTESS EC. 15 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	SER ST
ASK PROXIMA NO 5.63 ±2.17	5200

AUTE TECH	HNOLO	)GiE
ATEL/RM	FR+	111 +1,83
rec sa reg K proxima	XO	5.63 +2.17
AN COMPANY	・・ 特に子 ** 日日 + ・	
Wirkorde Itish Aerospa	- 68 28	4.82
TISH BIOTECH	∵` <b>e</b> r∷	124
P GEMINI /RM LGPLAST 18	FR+	166 +2,30
LT TELECOM NE SAULT SYSTJ: **		17,76 +9,21 36,75 42,14
ICSSON A.	SE	24,54 +1,40 0.94 +13,35



O VAUNT		9 6411			<b>,</b>
			·		
BTTR SIEBE	92	4,22 +1,83	FRESENTUS MED C	DE+	54,8 +0,92
SITAJAM		<b>8.6</b> _ 0.24	GAMBRO AT.	SE	· _ 8,84
XP-#-					
SIGT B	記載を行か	<b>A</b>	GETRONICS	MT.4	22,75 , +0.59
SOPHUS BEREND -	DK :	<b>26,5</b> 1 +0,51	GN GREAT NORDIC	DK	29,61 -2,22
SOPHUS BERENOS		5,57 \$	<b>HISTOLIEUTENTARIUM</b>		··- <b>30</b>
STORK NV	NL+	18,25 +0,27	INTRACOM N	GR	
suzer fratish	,:¢R(,∵a	M, 57 : +0,55	KON, FIREPS &		75,# +0,53
SVEDALA	SE .	16,15 +0,70	MERKANTILDATA	NO _	8,44 +1,44
SVENDBONG A-	~DL 100	<b>100</b>	44545		9,16 +0,58
T.J.GROUP PLC	Ģ8	5,98 +2,58	NERA ASA	HO	1,85 -0,64
TOMBA SYSTEMS	NG 🙄 (	8,00 + 1,74	WENCOM YEA	BO .	24,74 -2,04
UNITOR	NC	8.50	NOKIAA-	<b>₽</b> *	152,38 + 2,20
KA TECHNOLOGIE	sit +	<b>10,4</b> -4,31	MOREA #	. 7.	162 +2.01
VALMET	FIx	9,9 -7,04	NYCOMED AMERSHA	Q.B	7,91
DY ESTORVING	ପ୍ରଥମ୍ପ ୍ର	20.40 <u>- 9.40</u>		** <b>W</b>	24,55 + 6,59
		_	OLIVETTI .		2,86 +2,51
ACCURANCE	÷c		MACAL SLECT CON.		
ASSURANCE	=>		RADIOMETER -B-	DK	
NGF /RM	FR+ 8	0.35 -0.10	ROLLS ROTCE		. a.e0,75
NGF /RM NUTRNIZA 1855	- : 11 % . · · · ·	135 · 1045	SAGEM	er *	<b>500</b> - 0,50
				D# * .	254 - 1,93
	168	8.72 +2.00	SAPVZ	DE *	256 -2,/0
ASPIS PRONIA CIE	BER - 1	9.77	DEMONSTRUCTURE.		10.24 + 1.32
NA IRIK	* - PR - 1 ' 18	8 S 1 20	SIEMENS AG	DE+	80 <b>-1,64</b>
CGU CMP ASSURANCES CORP.MAPIRE REG	GB 1	4.41 +3.54	Saction	. 53 %	6,37 -9,55
ONP ASSURANCES	<b>開</b> 本。 4	A 67	SMITHS IND PLC	<b>9</b> 5	18,55 +2,60
CORP.MAPPRE REG	E8+ 1	8,55 + 1,09	STANGEDERC SIC	FRE	943 +4,7 <b>1</b>
HER COSTAN	· bearing	25 -4.56	TANDBERG DATA A	NO	4,49 +2,46
THNIKI GEN INS	GER 4	2,41	THUNSON CON / NAM .		28,6 +2,88
CHOMPA XSS	-37.4	5-28 + E.52	MATTIME DEMANT	DK	60,56 +1,12
ORSIKRING CODA		4.97	2009C NW	F84 -	184 1 +0.05
CROOS AND NO	· 編:2 · · ·		➤ DIE STOVY JECH	٠.	398 47 - 1.26
ENERALI ASS	TT a 2	7.7 +1.34			
SENERALI HLDYN:	ATT I	8 . +0.81	CEDVICES CO	1115	E:CC
NA .	13 =	2,72 - 0,37	SERVICES CO	JEEEC	1112
RESH LIFE: ".""	<b>63</b>		ANGLIAN WATER	QB	11.22
.EGAL & GENERAL	68 1	0.74 +1.41	BREISH ENERCY	68	
MUZNICH RUGERVER	. 100 e U	E+1.62	CENTRICA		1,67 -0,88
IORMICH LINION	er .	6.57 ±1.52	FIRST	- T	8.8 +2,21
OHOLA CREE	THE STATE OF	# dre-	ELECTRABEL	BE+	338.5 +1.65
RUDENTIAL CORP	GB 1	2.15 + 8.49	ELECTRIC PORTOG		
NODELLING COM		2,10 TU,75	ENDER AND THE PROPERTY OF THE		60 70 ±150

LEGAL & GENERAL 68 10,74 +1,41	
MUNICIPALITY 100 100 110 110 110 110 110 110 110 11	CENTRICA . GB 1,87 -0,
NORWICH LINION AR 6.57 +1.58	【
POHOLA CREE	ELECTRABEL BE + 328,5 +1,
PRUDENTIAL CORP GB 12.15 + 8.49	ELECTRIC PORTOG PT 18.5
RAS	ENDESA E8 * 23,73 +1,
ROYAL SUN ALLIA GE 8,87 -0,17	100 - C
ROYAL SUN ALLIA GB 8,67 -0,17 SAMPO 4 SUN ALLIA GB 8,67 -0,17	GAS NATURAL SDG ES = 85,95 +0,
SWISS RE N CH 2079,16 +1,22	H#90/00 4
SEGUROS MUNICIAL PT + 28,89	HAPSUIND -8- NO 3,66
SKANDIA FOERSAE SE 18,12 +1,90	#BBUROLA
STOREBRAND 80 - 677 - 688	TALGAS
SWISS LIFE BR CH 589,20 -1,16	MATION COMP 6 08 741 42
TOPDANNARKAS DE 160,00 0.77	NATIONAL POWER QB 7,31 +3,
TRYG-BALTICA DK 25,97 -1,03	OFFICIAL AT 146.2 +0.
ZURICH ALLIED N CH. 1998,34 157	POWERGEN GB 10,91 +1,
D) E STOWN (NSU P) 343,56 → 1,27	POWERGEN GB 10,71 +1, SCOT FEMER 8,01 +1, SE/ERN TRENT GB 12,73 +0,
	SEVERN TRENT QB 12,73 +0,
MEDIAS	SUEZ CHOR EREC FR * 177 +1,
IVIEDIAS	SYDKRAFT -A- SE 25,21
B SKY B CROUP GB 8,13 +2,06	STOKRAFT A. SE 25,21
CANAL PLUS RIM: THE - 2005 TAGS	THAMES WATER GB 14,01 + 0,1
CARLTON COMMUNE GB 9.94 +1,14	SEACTEMENT OF BEAUTIMENT +0.
ELSE/ER 14.06	UNION EL-FENOS ES . 13,96 +0,9
HAVAC APRABUTICI . ED + 1777 A.C.57	main intring and an interior
INDEPENDENT NEW - IN- 4.26 +9.71	VAG DE+ 492 -0,1
LAGARDERE SCA N FR + 30,15 + 0.50	ALAZZACKAMINE C CAFA SORPA A. D. V.
MEDICAL TO THE PARTY OF THE PAR	▶ 018 570 kX 00 St. 20 318 03 - 9.8
PEARSON GS 21,11 +0,28	

DVEAU

7 H

KTOMBE.	:: W.A.	771 V +153			
PP	GB _	8,08 +1,50			
OVA MED	IA Y	319,88 - 1,80			
OFC	ONEO	MOITAMN	06/04 12h45	Cours	% Var.
DE C	וחקמת	VIIVIATION	0401211-07	हम स्थापड	Yèlle
	NL 4	35,75 +0,99	AMSTERDAM	B	
IP PLC		2.27 +8,66			
EDICAL	GER	17.17	AIRSPRAY NV	25,1	- 0,59
BAK AT	AT a	26 + 139	ANCONOM	· · · · • • • •	+=6
AG	DE «	<b>69</b>	CTAC	19 18	- 12
	- ARe :	44 美国	CARDID CONTROL 3		· -
TOBAC		7.80 +2.15	CSS .	14.5	+2.47
Aot : "		***************************************	HOTEL STATE	77 Feb. (2004)	+140
*	CH	1503.01	INNOCONCEPTS NV	19.5	-1.02
	· PR	. B13 Lade .	NESCRAPHES HOLD	(1) 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	·+ 0,27
		85,7 +0,53	POLYDOC	2.1	-4,55
TLR ?"		3172 +0.66	Markin (Extrans.	Car Land	
YT		644 +3.87	RING ROSA	6,5	- 2,98
71.	288	218 -203	BHE RESERVE	(2011) <b>海崎</b> (	
	BE+	35.4 ~0.73	UCC HOLDING NV		
5 6 3	. <b>100</b>	23.15			
OBACC	GB .	9.67 +0.31	PRHYELLEC		
	* H+*	老师 近柳柳	BRUXELLES		
4	FR+	601 -0.68	ENVIPCO HLD CT	2.27	
DANTINEN	. 14	A 15 M	HANDON BELLICAL MARC	25.5	-0.00
ପର ପର	<b>e</b> R	13.46	INTERNOCHLD	4.25	+2.41
ANN .	· PR 400	P/8 **+028	INTERNACION THE TO		
COLMA	98	10,18 +0,74	LINK SOFTWARE B	10,7	-2.73
	68	10,16 +0,74 3,80 +4,54	PAYTOR PLANAR		٠
L PL	GS	5,74 +0,52	SYNERGIA	6.2	

1.	SYNERGIA	6,2	
AUCUSTA BETELICUN 69.2 1.1.12 BE MEDITECH ZT-O 18.3 -0.54 SERIASION 7.0 18.3 -0.54 SERIASISTEMS SOFTW 17.2 -1.71 CLTOMPUTER COMPANY DRILLISCH 18.0 -0.76 ELSA 17.5 -0.76 ELSA	FRANCFORT		
AUGUSTA BETELICUN  BE MEDTECH ZTO  18,3 -0,54  BERMEDTECH ZTO  18,3 -0,54  BETA SYSTEMS SOFTW  17,2 -1,71  BETA SYSTEMS SOFTW  17,2 -1,77  BETA SYSTEMS SOFTW  18,3 -0,54  BETA SYSTEMS SOFTW  18,2 -1,76  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,3 -0,54  18,5 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,6 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,7 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,6 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,7 -2,76  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,7 -2,56  EXECUTE MER	1 & 1 AG & COJKGAA	116	+1,75
AUGUSTA BETELICUN  BE MEDTECH ZTO  18,3 -0,54  BERMEDTECH ZTO  18,3 -0,54  BETA SYSTEMS SOFTW  17,2 -1,71  BETA SYSTEMS SOFTW  17,2 -1,77  BETA SYSTEMS SOFTW  18,3 -0,54  BETA SYSTEMS SOFTW  18,2 -1,76  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,3 -0,54  18,5 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,6 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,7 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,6 -2,56  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,7 -2,76  EXECUTE MERICAL SOFTW  18,7 -2,56  EXECUTE MER	ANTEKON		+0.62
BB MEDTECH ZT-0  BB MEDTECH ZT-0  BB TA SYSTEMS SOFTW  17.2  17.1  CECOMPUTER SIGNATI  CECOMSUMER ELECTR  286  1.36  CECOMSUMER ELECTR  287  1.36  CECOMSUMER ELECTR  288  1.36  CECOMSUME	AUGUSTA BETERIGUN	63.2	+1,12
BB MEDTECH ZT-0  BB MEDTECH ZT-0  BB TA SYSTEMS SOFTW  17.2  17.1  CECOMPUTER SIGNATI  CECOMSUMER ELECTR  286  1.36  CECOMSUMER ELECTR  287  1.36  CECOMSUMER ELECTR  288  1.36  CECOMSUME	BE SHORELH ZAGE	m 19. 🗫 🔞	· - 3.03
### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 173 - 1,72  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  ##### 173 - 1,73  ##### 173 - 1,73  ##### 173 - 1,73  ###################################	RR MEDTECH 77JD	183	_n.54
### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 172 - 1,71  ### 173 - 1,72  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  ### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  #### 173 - 1,73  ##### 173 - 1,73  ##### 173 - 1,73  ##### 173 - 1,73  ###################################	SEKTIMNOF AG.	(A)	: 1 <b>(.0</b> 0
CE CONSUMER ELECTR 288 +1.37 CAST NASCHAMES 182 284 -1.29 DRILLISCH 190 -0.76 ELSA 190 -0.76 ELSA 190 -0.75 ELS	BETA SYSTEMS SOFTW	17,2	- 1.71
CONTINUED AND PROPERTY AND PROP	CE COMPLIER SOME		: -2.45
DRILLSON DRILLSON DRILLSON ELSA ELSA ELSA ELSA ELSA ELSA ELSA ELSA	CE CONSUMER ELECTR	296	+1,37
EDE MUSICS # 255 ELSA MERCHANCY 255 ELSA MERCHANCY 255 ELSA MERCHANCY 255 EUROMECRON 256 EUROMEC	CENT SASTERMENTS	ud. 6 Thinks	
ELSA SESSIONAL MERCHANIS SESSIONAL S		180 ** \$ Bak** !!	- 9,76
EMIN'S MERCHANCE 28 120 EUROMOTORO 28 120 EUROMOTORO 28 120 HIGHER STATEMENT 2	CORP. MADRIC & SENSOR	The state of	*****
EUROMOCRON  TOPH SCOPE TO WESSEL  HOEFT & WESS		#####################################	+3,85
HOFF & WESSEL 150 HOFF & WESSEL 150 INFORMATIEC 246 -2.38 INFORMATIEC 246 -2.39 INFORMAT	Charles of Sacrath Sandra		
HOFFT & WESSEL INFORMATIC  MICHAELER SHAME INFORMATIC  MICHAELER MITTER COMPUTER  LINTER COMPUTER  LINTER COMPUTER  AGRICUM  MUSHIL PRODUCT & SE  17.8  ALM  MUSHIL PRODUCT & SE  17.8  1.86  PFEIFFER WACU TECH  PSI  CAMPANIAN  AND  AND  AND  AND  AND  AND  AND		**************************************	: Secondary
HURTHGER HIGHWAY INFORMATION CHEMINAND 1888 - 2,38 INFORMATION CHEMINAND 1887 - 0,89 INFORMATION 1887 - 1,87 INFORMATION 1887 - 1,89 INFORMATION 189 - 2,99 INFORMATION 189 - 2,99 INFORMATION 189 - 1,99 INFORMATION 189	HOSET & WESSE	18 4. <b>19 1</b>	. La Mari
INFORMATEC CASIMISMO STATE COMPUTER 198 - 2.98 LOSSOFISMO DASCHIN 40 - 1.29 LOSSOFISMO DASCHIN 40 - 1.29 MUSHI PRODUCT & SE 17.5 - 1.46 MUSHI PRODUCT & SE	his affirmation ship that he		
MITTERSHOP COMMINION 187 -0.89 TONOWELT MEDIEN 187 -0.89 PS.GERBER 1900 187 -0.89 LINTEC COMPUTER 130 -2.90 LOSSOF HAMELSOCIUM 40 -1.26 MENSCH UND MASCHIM 40 -1.26 PSI 50.2 -1.26 PSI 50	INFOMATEC	248	- 7.24. - 2.38
GNOWET MEDIEN 167 - 0.89  GISCORIE 125 - 1.87  LINTEL COMPUTER 139 - 2.99  LOSSO HAMBELTSCHOLD 40 - 1.20  MOBILCHE WOODLING 40 - 1.20  MOBILCHE WOODLING 40 - 1.20  MUBULT PRODUCT 8 SE 17,8 + 1,46  PFEIFFER VACUTECH 38,2 - 0,78  PFEIFFER VACUTECH 38,2 - 0,78  CHILD STANDARD HOUSE A 34,21 - 1,13  CHILD STANDARD HOUSE A 34,21 - 1,13  SALTISTECHNOLOGY 29,87 - 0,98	Perension continues	14.1 To \$20.00	- 771
LINTER COMPUTER 139 - 2,99 LINTER COMPUTER 139 - 2,90 MCMCCOMPUTER 40 - 1,20 MCMCCOMPUTER 40 - 1,20 MCMCCOMPUTER 52 17,5 + 1,46 MUSHL PRODUCT 6 SE 17,5 + 1,46 PROPER WOU TECH 30,2 - 0,70 PROMINED TO TECHNOLOGY 20,81 - 0,96 SALTUS TECHNOLOGY 20,96 SALTUS TEC			
LOSS THAN ELTSCHOP  MENSCH UND MASCHIR  MOBILITIES  MO	LIK CREAK	er en	- 137
LOSS HAMMEL SPICHOTE MENSCH UND MASCHIN MENSCH UND MASCHIN MUSHL PRODUCT & SE 17,6 MUSHL PRODUCT & SE SALTUS TECHNOLOGY SOLUTION TO SE			
MENSON UNIONASOLIN 40 -123 AM MUBHL PRODUCT & SE 17.8 +1.45 AM MUBHL PRODUCT & SE 17.8 +1.13 AM MUBHL PRODUCT & SE 17.13 AM MUBHL PRODUCT & SE 17.14 AM MUBHL PRODUCT & SE 17	LOESCH BRANKLESSCHUT	7 7 7 W 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	·· _a 16
PROFESSION HOUSING TO 1.68 PFORFER WOUTEGH 30.2 -0.70 PCOMM TO 1.50 COMPANY TO	MENSCH UND MASCHIN	49	-1,23
PROFESSION HOUSING TO 1.68 PFORFER WOUTEGH 30.2 -0.70 PCOMM TO 1.50 COMPANY TO	MORECON	7 47 K	.÷NM
PREFIEE WALL TECH 38.2 -0.78 PER ST.9 -1.89 DESCRIPTION ST.9 -1.89 DESCRIPTION HOLDING A 34.21 -1.13 SALTUS TECHNOLOGY 29.81 -0.98 SOLUMING SALTUS TECHNOLOGY 29.81 -0.98 SOLU			
POSITION HOLDING A SA21 -1,53 SACTOSTEM HOLDING A SA21 -1,13 SACTOSTEM HOLDING A SA21 -1,13 SACTOSTEM SA21 -0,96 SACTUS TECHNOLOGY 99,97 -0,96 SACTUS TECHNO	MANERITRADES HOUSE		. 1.85
PSI 67.9 -1,69 CONSOL HAT 100 100 100 100 100 100 100 100 100 10	PFEIFFER VACUITECH	38,2	-0,78
CHICAL HILLDING A 34.21 -1.13 REFLICATION HOLDING A 34.21 -1.13 SALTUS TECHNOLOGY 29.81 -0.98 SOLUE TECHNOLOGY 29.81 -0.98	PLENUM AND THE PROPERTY OF	TO SEPTE	2.57
REFLICATION HOLDING A \$4,21 -1,13 SECTION SEC	PSI	67.9	- 1,59
CES CACLETTE	MARKET THE CONTRACT OF		**************************************
CES CACLETTE	ESPECIAL MICHELLING A	34,21 5-17 2.2640 1-	-1,13 -2046
CES CACLETTE	SALTIK TECHNOLOGY	00.5	. 10
SPESISTEME 644 _118	CATALOGUE SECTION OF THE SECTION OF	20,01 2. "1" 1866.85"	-0,90
SELECTIVE CONTRACTOR TO THE PERSON	CES CICLENE	941	_115
	SEMEENTS CONTRACT -	`````````	Zária.

**★ CODES PAYS ZONE EURO** \* CODES PAYS ZONE EURO

FR.: France - DE: Allemagne - ES: Epagne

T: Italie - PT: Portugal - IR: Irlande

JU: Luxembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autriche

FI: Finlande - BE: Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH: Sorande-Bresagne - GR: Greet - SE: Suide.

AUTRICHE - SE: Suide.

هكذا من الأصل

<b>ار</b>		J. P. W. Link	HORIZUNSAMA		+ ביי אָפָאָר בּגּטִתִינִי אַ הּאַנִייִי אַ הּאַנייִי אַ הּאַנייִי אַ הּאַנייִי אַ הּאַנייִי אַ הּאַנייִי אַ הּאַנייי • LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999 / Z
•	► Le titre Alcatel progressait légèrement de 0,90 110 euros, mardi 6 avril à l'ouverture. La veille, que le marché était fermé pour cause de week-enc cal, Alcatel a annoncé avoir finalisé avec succès OPA sur Xylan Corporation, une société californis spécialisée dans les réseaux de données d'entrepre Le titre Axa grimpait de 1,19 % à 126,6 euros n sous l'effet de spéculations concernant un éventus sinvestissement par l'un des premiers assureurs de service en le service se le service de service en le service de la service de la service de le service de le service de le service de le service de la service de	BONGCRAIN: 345 38 BONGCRAIN: 345 38 BONGCRAIN: 345 38 BOUNCUES. 251,30 26 BOUNCUES. 251,30 26 BULLE 25,45 I pas- CAPAL - 273 28 I pas- CARRETOUR 152,50 14 I pas- CARRETOUR 776 73 I pas- CARRETOUR 77	7,35 179,40 + 0,18 0,58 IMMEDILES DE 1 5,37 37,59 + 5,13 INFOCRAMES EN 1 8,90 1875,38 + 4,72 3,05 INGENICO 1 8,1023,29 + 2,29 0,53 INTERBAU 1 5,46 297,80 - 0,43 3,81 INTERTECHNIQUE 1 2,59 4804,89 + 2,30 4,7 15/5 15/5 1 2,59 343,87 + 0,28 1,29 IEAN LEFTERNE 1 2,90 343,87 + 0,28 1,23 KLEPTERE 1 1,32,24 + 2,87 1,88 LAZINAL 1 5,26 559,66 - 0,29 1,02 LAZINAL 1	133	1.37 SLTA
<b>.</b>	<ul> <li>La valeur Elf gagnait 0,90 %, à 122,6 euros, na matin. En partenariat avec le canadien Bow Valle groupe pétrolier français se renforce en Iran. Il vie signer un contrat de 300 millions de dollars (280 lions d'euros) pour développer et mettre en servic gisement pétrolier offshore à Balal.</li> <li>L'action Seita a gagné 1,07 %, à 61 euros, ma l'ouverture, après que le groupe eut confirmé la fe ture d'une usine (à Tonneins) et de deux direction gionales de distribution.</li> <li>L'action Sommer Allibert perdait 2,09 %, à 25,7 ros, mardi lors des premiers échanges. Le group plasturgie a annoncé une baisse de 13 % de son réc.</li> </ul>	S. CGP 46,60 48  A CHARGEURS 48,60 48  A A CHARGEURS 49,60 48  BY, Le CHRISTIAN DALLOZ 39,58 39  BY, Le CHRISTIAN DADR 115,50 111  TITL de CIC ACTRONS A 78  TITL de CIMENTS FRANCAIS 49,45 48  CIMENTS FRANCAIS 49,45 48  COMPASSURANCES 24,45 20  COMPASSURANCES 24,45 20  COPLEXIP 57 88  TITL COMPTOIR ENTREP 2,13 20  IST C- CRED FONFRANCE 14,50 14  CFF (FEBRABLES) 31,58 31  S EU-CRED FONFRANCE 14,50 14  CFF (FEBRABLES) 31,58 31  S EU-CRED FONFRANCE 15,50 14  CFF (FEBRABLES) 57 38  BE CHARGE 14,50 14  CFF (FEBRABLES) 57 38  CRED TONEROUSE 57  CRED TONEROUSE	\$71	65 99,45 389,97 - 0,91 22 40 22,38 - 4,76 23 191,80 1259,13 - 0,10 112,50 112,80 738,61 - 9,78 40 49,55 224,68 + 0,37 122 121 793,71 - 1,62 505 497 3981,68 + 0,33 229,50 220 1508,70 + 0,21 159,50 149 1508,70 + 0,21 159,50 149 1508,70 - 0,91 4,42 4,42 22,59 41,50 41,37 271,37 - 0,91 30,55 31,54 224,27 + 0,61 11,05 19,30 70,18 - 3,18 50 51 334,54 + 2 15 14,35 98,17 - 0,33 55 27,20 27,45 180,06 4,97 17,46 1,94 17,5 12,95 484,75 + 1,23 185,95 294 1208,96 - 1,02 8,23 2,25 54,12 - 0,86	0,85 USINOR 12,60 12,85 82,88 + 0,39 0, 1,07 VALEO 73,70 74,460 488,03 + 0,94 0, 0,70 VALCUREC 27,82 28,65 184 + 0,60 1, 1,12 VIA BANQUE 28 22,85 187,93 - 1,20 1, 0,91 VIVENDI 231,50 234 1534,94 + 1,07 2,24 VIXENDI 231,50 234 1534,94 + 1,07 2,24 VIXENDI 231,50 234 1534,94 + 1,07 2,24 VIXENDI 241,14 13,14 13,02 8,41 - 0,91 2,00 1,65 1,00 1,00 1,00 1,00 1,00 1,00 1,00 1,0
	rancs) et prévoit un premier semestre 1999 «  cile ».  **REGIENT MENSUE  MARDI 6 AVRIL Liquidation : 23 avril  Précédent Cours relevés à 12  Liquidation : 23 avril  Précédent cours cours veille en Gauss en francs veille en francs en Gauss en francs veille en francs en	S de   DASSAULT-AVATIO   146   147   148   147   148   147   148   147   148   147   148   147   148   147   148	964,25 + 0,68	103,90 165 888,78 + 1,05 235 235 1541,50 - 0,04 33,20 34,70 223,68 + 2,71 59,50 57,30 577,18 - 1,70 157 59,30 152,40 999,68 + 0,32 67,70 66 448,05 + 0,44 71,15 76,70 463,78 - 0,63 576,50 576 5778,31 - 0,08 154 154,32 1011,49 + 0,12 14,39 15,14 99,31 + 1 33,90 15,14 99,31 + 1 33,90 15,14 99,31 + 1 33,90 15,14 99,31 + 1 33,90 15,14 99,31 + 1 33,90 15,14 99,31 + 1 21,05 14,15 14,03 92,03 - 0,94 4,15 14,03 92,03 - 0,94 4,16 14,15 14,03 92,03 - 0,94 4,2 4,2 5,2 27,6,51 + 0,47 52 23,89 347 + 1,73	CROWN CORK ORD # 25.40 27,40 179,73 + 3,78 0.  1,52 DE BEERS # 18,34 18,29 119,97 - 0,27 0.  0,81 DU PONT NEMOURS 54,90 55,25 382,42 + 0,63 0.  0,72 FORD MOTOR # 52.50 84,95 354,54 + 2,95 0.  0,46 CENERAL ELECT. # 104 108,46 697,94 + 2,30 0.  1,52 HITACHI # 7,19 7,29 47,23 + 0,13 0.  1,52 HITACHI # 162,50 171,70 1128,28 + 5,65 0.  0,03 MATSUSHITA # 17,91 18,40 120,70 + 2,73 0.  0,03 MATSUSHITA # 17,91 18,40 120,70 + 2,73 0.  0,53 MERCK AND CO # 74,05 73,50 482,13 - 0,74 0.  0,53 MERCK AND CO # 74,05 73,50 482,13 - 0,74 0.  0,53 MERCK AND CO # 74,05 73,50 482,13 - 0,74 0.  0,53 MERCK AND CO # 10,70 117,20 118,40 120,70 120,70 0.  0,54 MORIGAN J.P. # 109 117,20 768,78 + 7,52 0.  0,73 MORIGAN J.P. # 109 117,20 768,78 + 7,52 0.  0,73 MORIGAN J.P. # 109 117,20 768,78 + 7,52 0.  0,74 MORICAN J.P. # 109 117,20 768,78 + 7,52 0.  0,75 MORICAN J.P. # 109 117,20 768,78 + 7,52 0.  0,76 PPIOCTER CAMBLE 12,79 12,79 83,90 0.  0,46 PPIOCTER CAMBLE 12,79 12,79 61,60 + 3,01 0.  1,91 SCHLUMBERGER # 54,60 115,45 6,60 0.  1,91 SCHLUMBERGER # 54,60 54,40 356,84 - 0,72 0.
	CRLIVONNASSTP) 142.20 142.30 822.11 - 0.07 RENAULT (T.P.) 411.50 413.50 2712.38 + 0.48 115.01 413.50 1180.39 - 0.80 1180.39 -	8,18 FIMALAC SA 97.50 108 15,15 FINEXTEL 19.50 19. 8,17 FIVEY-ILLE 55,50 65 8,11 FRANCE TELECOM 77,30 79. 3,51 FROMAGERIES BEL 566 657 0,76 GALERIES LARAYET 998 822 2,74 GASCOGNE 79.80 28 2,74 GASCOGNE 79.80 28 2,74 GASCOGNE 40,50 41, 1,75 GAZ ET EALIX 40,50 41, 1,75 GAZ ET EALIX 40,50 41, 1,75 GROUPE ANDRE SA 122 120, 1,87 GROUPE GROUPE SA 141,90 44, 1,90 44,	955.96 + 2.56 2.59 SACEM SA. 127.91 0,60 SAINT-COBARN. 127.91 1,00 SAINT-COBARN. 255 519.85 + 2.52 0,89 SANCOT. 4909.64 + 0,15 3.38 SAUPPQUET (NS). 6507,09 - 0,40 1.83 SCHNEIDER SA. 611,85 - 2.25 2.44 SCOR. 283.57 0,38 S.E.R. 289.60 + 1,48 8.38 SERIMEG CA. 297.867 1,22 SELECTIBANQHE. 297.183,14 + 0,84 0,20 SRM. 298.71 183,14 + 0,84 0,20 SRM. 299.71 183,14 + 0,84 0,20 SRM. 299.71 183,14 + 0,84 0,20 SRM.	\$02.50 \$00. \$279.79 - 0.49 144.50 \$47.20 \$96.22 + 1.93 74.50 \$74 \$485.41 - 0.67 156.20 \$758.70 \$1037.07 + 1.21 49.66 \$51.40 \$37.16 \$4.08 90.25 \$3.53 \$34.21 + 1.39 47 \$47.67 \$312.69 + 1.42 66.50 \$27.78 \$444.08 + 1.60 60.20 \$0.80 \$388.82 + 0.74 10.66 \$0.85 \$70.68 \$0.18 56.90 \$86.80 \$285.82 + 0.74 10.66 \$70.85 \$70.68 \$0.18 \$6.90 \$86.80 \$241.39 - 0.27 43.30 \$48.80 \$241.39 - 0.27 43.30 \$48.80 \$241.39 - 0.27 150 \$455 \$1016.73 - 3.12 81 \$41.45 \$533.95 + 0.49	4.19 SONY CORP. 8 87.90 88,20 \$85,11 + 1.47 0.  2.20  1.67  ABRÉVIATIONS 1.52  B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nance 1.52  SYMBOLES 1.88  1 ou 2 = catégories de cotation · sars indication catégorie 3; III coupo 2.30 detaché: • d'roit détaché: • contrat d'animation : o = offert 1.11  d = demandé: 1 offre réduite; 1 demande réduite; • cours précéden 0.91  DERNIÈRE COLONNE RM (1): 0.76  Coupon en euros; Mercredi daté Jeudi : paiement demier coupon 5.69  Jeudi daté vendredi : compensation; Vesdredi daté samedi : nomina 2.29
	Cours   Cour	9.31	ARKOPHARMA ASSUR BO, POP ASSYSTEM BISC. CARDE! BOISCH (LY) BOISSET (LY) BOISSET (LY) BOISSET (LY)	DAPTA-MALLIN GROUPE J.C.D DAUPHIN OTA DECAN GROUPE DU PARELL AU EXPAND S.A L ENTREPRISE ETAM DEVELOP EUROPEENIN C EUROPEENIN C EUROPEENIN C EUROPEENIN C EIL INDUSTR FACTOREM FACTOREM FACTOREM MV FACTOREM MV FACTOREM TINATISCEL FINATISCEL FINATISCEL FINATISCEL FINATISCEL FINATISCEL FINATISCEL FINATISCEL FOCAL (GROUPE) FOCAL (GROUP ST.80 37.22 GAUTIER FRAN BS.80 38.36 + 0.88 GEL XOO SS.25 237.78 + 0.68 GENERALE LOC	## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ## ##
	MULTI-P PATRIMO	209.91 - 1.53 72.16	Cours relevés à 12 h 31 BONDUELLE BONDUELLE BONDUELLE SRICE SRICE BRICORAMA 4 COURS en francs refle BUT S.A. 187,80 442,77 + 2,27 SOLER! CDA-CIE DES C	77,60 522,14 GEODIS I	18,95   42,28 - 0.36   STEF-TFE   36   229,58 - 3,4     18,92   16,92 + 1,17   SUPERVOX (B)
	Une sélection.  Cours de clôture le 1 avril  Emetteurs Valeurs unitaires de Gurs Mutual.  Ecur Ac Écur, ac écur	MIRERETRAITE D 310,66 31/03  Minimi: 3606 CDC TRESOR (1,29 Finn)  V C 31/51,63 20738,93 31/03  DEPOTS SIC C 31/52,63 20738,93 31/03  DEPOTS SIC C 31/52,63 20631,92 31/03  Sicar en ligne: 3636 68 99 90 0,23 Finn)  T. FUTLD PEA 34,96 380,64 31/03  PITALISATION C 44,98 275,37 31/03  PANSION C 194/6,83 88008,50 31/03  PET.C/10 30/1/98 21/32 31/03 31/03  ESORERIE D 32,54 1255,90 31/03  ESORERIE D 36,56 305,02 31/03  ESORERIE D 36,56 305,02 31/03  ESORERIE D 36,57 1255,90 31/03  ESORERIE D 36,57 11,03 10,03  ESORERIE D 36,57 11,03 11,03 11/03  ESORERIE D 36,57 11,04 11,05 11/04  ESORERIE D 36,57 11/04  ESORERIE D 36,57 11,04 11,05 11/04  ESORERIE D 36,57 11/05  ESORERIE D 36,57 11/04  ESORERIE D 36,57 11/05  ESORERIE D 37/05  ESORERIE D 37/05  ESORERIE D 37/05  ESORERIE D 37	REVENU-VERT 1829 1199, SEVEA 1922 1299, UNIVERS ACTIONS 184,41 1299, UNIVERS ACTIONS 184,41 1299, UNIVERS OBLICATIONS 184,41 1299, UNIVERS OBLICATIONS 184,50 1212, UNIVERS OBLICATIONS 29,05 190, OPTALIS CONTRIBUTES DEPARTMENT 299,05 190, OPTALIS DYNAMIQ C 19,10 125, OPTALIS DYNAMIQ D 18,31 124, OPTALIS EXPANSION D 17,91 112, OPTALIS EXPANSION C 17,91 112, OPTALIS EXPANSION D 19,18 100, 112, 112, 112, 112, 112, 112, 112,	S	
, A	IVRET B. INV.D PEA		LIONPLUS D	B 31/03 KALEIS DYNAMISME D 291/68 B 31/03 KALEIS ÉQUILIBRE C 191/21	1388,60 \$1/03 * Hors frals. ** A titre indicatif. 1254,91 \$1/03

お (数 できな) できま でこまで まご様

EURO

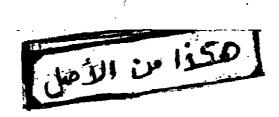
NOUVEAU MARCHÉ

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

Maries Maries Maries Maries Maries Maries

新生。 一种 新生。 一种 新生。 一种 一种

essais.



SCIENCES Causée par la fatigue, renforcée par l'absorption d'alcool ou de drogue, l'hypovigilance constitue une des principales causes des accidents mortels. • AU CENTRE D'ÉTUDE

de physiologie appliquée de Strasbourg, des chercheurs ont mis au point des instruments perfectionnés afin d'en traquer les manifestations les plus intimes. • CHAQUE INDIVIDU

semble, cependant, réagir différemment, compliquant la standardisation des systèmes que certains constructeurs tentent de mettre au point pour améliorer la sécurité des automobiles

CHERCHES menées dans le cadre d'un programme européen s'efforcent donc de caractériser la façon de conduire de chaque individu. L'ordinateur de la

et des poids lourds. • LES RE- voiture comparera en permanence la conduite réelle avec celle qu'il a mémorisée, tout en intégrant les informations fournies également par l'infrastructure routière.

# Physiologistes et ingénieurs s'allient pour rendre la voiture plus sûre

Au volant de simulateurs, des conducteurs bardés de capteurs et surveillés par des caméras vidéo sont mis dans les conditions d'un long trajet sur autoroute. Objectif de ces recherches : traquer les signes de l'hypovigilance, première cause d'accidents mortels

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Conduite de nuit. La Peugeot 605 est garée sur un parking autoroutier. Un tour de clé et le moteur ronfle. Pas de frein à main sur ce véhicule, il suffit d'enclencher les vitesses et d'accélérer pour s'engager sur la bretelle d'accès. Un coup d'œil réflexe au rétroviseur détruit alors l'illusion naissante: le reflet dévoile la salle de laboratoire climatisée dans laquelle est installé le simulateur. Nous sommes, en fait, au Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, au volant du Pavcas, ou poste d'analyse de la vigilance en conduite automobile simulée.

L'engin sert à étudier les phénomènes d'endormissement. « C'est le seul simulateur mobile pour l'automobile, et l'un des rares au monde à avoir été utilisé pour étudier le comportement du conducteur », indique Alain Muzet, le directeur du centre. Ce prototype, construit par le Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes (LAAS) de Toulouse, est constitué d'une demi-voiture posée sur trois plates-formes dotées d'actionneurs hydrauliques, qui transmettent au véhicule tous les mouvements correspondant à la trajectoire empruntée par le

### Mesurer la « qualité des ambiances »

Le Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg dispose également d'une installation destinée à l'étude des réactions de l'être humain placlimatiques: une chambre dans laquelle la température du sol, du plafond et des parois (de 5 à 70 °C) ainsi que l'hygrométrie et la vitesse de l'air (0.2 à 1,2 m/s) sont strictement contrôlées. Des capteurs mesurent les réactions physiologiques (perte de masse, débit sanguin, sueur...) du sujet qui, de plus, doit décrire ses sensations. Le laboratoire fait également appel à un « mannequin calorimétrique » doté de 36 points de mesure, identique à ceux qu'utilisent les constructeurs automobiles. Il s'agit ainsi de créer un modèle informatique capable de traduire fidèlement les impressions subjectives en valeurs plus objectives et donc exploitables par les concepteurs de climatisation. Outre l'automobile, ces études intéressent tous les secteurs soucieux de « qualité des ambiances », du bâtiment à l'habillement.

conducteur. Le réalisme est poussé jusqu'à reproduire les « bruits aéroliques », le sifflement du vent sur l'habitacle.

Les commandes - volant, accélérateur, vitesses - sont asservies à un calculateur qui dessine en temps réel un décor virtuel. Projetée sur grand écran, la scène est extrêmement réaliste, qu'elle soit nocturne, diurne, ou qu'elle reproduise un temps de brouillard. « Nous disposons de deux circuits de 50 kilomètres de long, tous deux sur autoroute, précise Alain Muzet. L'un est très monotone et l'autre truffé de montées et descentes, de portions avec travaux, de véhicules à dépasser ou à évi-

**ENREGISTREMENTS SPECTACULARIES** Mais cet instrument étonnant il est recommandé de ne pas piloter à jeun, pour éviter la nausée ne serait qu'un jeu d'arcade amélioré (il a coûté 17 millions de francs, soit 2,6 millions d'euros) s'il n'était doté d'une série de caméras vidéo et de capteurs. Ceux-ci sont chargés de scruter le comportement du conducteur regard, pression sur le volant et les pédales -, y compris les paramètres physiologiques tels qu'électroencéphalogramme, fréquence cardiaque, voire température rectale. Le tout trente fois par seconde.

Ces enregistrements se révèlent spectaculaires. Une séquence montre une jeune femme une main sur le volant, l'autre jouant machinalement avec son. collier, un signe que l'endormissement menace. « Il est 6 h 14 du matin et elle a été réveillée trois heures plus tôt », précise le chercheur. Son regard se met à divapendant des périodes de plus en plus longues

Soudain, elle écarquille les

volant correctif, avant de s'essuyer le front en signe de soulagement. Une autre conductrice a les yeux grand ouverts, tout parait normal. Mais elle roule sur la bande d'arrêt d'urgence sur plusieurs centaines de mètres ! Il est 15 h 48, ce jeune conducteur trace sa route, les yeux clos pendant des « éclipses » de quelques secondes. «D'autres se réveillent carrément en rase campagne ». précise Alain Muzet.

Ce phénomène d'hypovigilance, voire d'endormissement, est extrêmement rénandir en si tuation de conduite. La fondation américaine pour la sécurité routière a montré qu'elle était la yeux et donne un grand coup de première cause des accidents trant clairement que, sur deux

mortels (25 % des cas aux Etats-Unis) et que la fatigue est responsable de près de 41 % des accidents de poids lourds, rapporte la revue Travail et sécurité (mars

En France, selon l'Association des sociétés françaises d'autoroutes, un accident mortel sur trois serait du à l'hypovigilance. Le simulateur confirme ces don-

Le slogan «Toutes les deux heures, la pause s'impose » est donc bienvenu. « Mais elle circonstances et les personnes », prévient Alain Muzet, qui présente une série de mesures monheures de conduite, certains cumulent quelques minutes d'absence, par tranches de trois à cinq secondes, voire plus. Ces résuitats concordent avec les observations en grandeur réelle effectuées par Alex Coblentz, du laboratoire d'anthropométrie de la faculté de médecine de Paris.

Les sujets jeunes sont particulièrement exposés. « Bon nombre de ceux qui rentrent d'une boîte de nuit peuvent en être victimes », assure le chercheur. Evidemment, vitesse et alcool, mais aussi une musique assourdissante, renforcent le phénomène. Celui-ci survient aussi après une bonne nuit de sommeil, notamment après le repas de midi. Les

Le poste d'analyse de la vigliance en conduite automobile simulée (Pavcas) du centre d'étude de physiologie appliquée du CNRS à Strasbourg permet d'étudier le comportement du conducteur durant des trajets autoroutiers. Le simulateur comprend une carcasse de Peugeot 605 dont les commandes sont asservies à un calculateur capable à la fois de faire défiler sur écran un paysage de synthèse réaliste et d'imprimer au véhicule

les mouvements

correspondants, via

des vérins hydrauliques.

english territor

gga zer e

9-12-63

920 × 50

20 .....

2000

- . : تيه

1000

6 3 ee

10000

200

\* 4 5 %

. . .

seem experimen

are of the Fig

42 March

Company of the second

<u>- 15 - 10 </u>

....

mécanismes en jeu restent mai connus. Le simulateur Pavcas permet aussi de tester l'influence de certains médicaments sur la conduite. Récemment, il a été utilisé pour vérifier l'efficacité des traitements contre l'apnée du sommeil, une affection qui se traduit par une somnolence accrue durant la journée. L'objectif ultime est de prévenir l'hypovigilance ou, pour le moins, d'alerter le conducteur. « Nous avons travaillé sur la partie diagnostic, qui vise à déterminer le moment où la conduite se dégrade », explique

Alain Muzet. Mais chaque individu a sa propre « signature », ce qui complique la standardisation des systèmes d'avertissement. Certaines ondes électroencéphalographiques offrent un signal d'alerte indubitable, mais on imagine mal l'implantation d'un réseau d'électrodes sur le scalp de chaque père de famille partant sur l'aire de repos reste encore la solution la plus indiquée:

# L'automobiliste du futur pilotera sous haute surveillance électronique

Les systèmes de sécurité surveilleront à la fois les variations dans son style de conduite et l'infrastructure routière

LES ACCIDENTS de la route résultent souvent d'une défaillance des conducteurs. Plusieurs laboratoires de recherche développent des outils d'analyse du comportement de l'automobiliste visant à détecter les anomalies révélatrices d'une conduite dangereuse. La principale difficulté réside dans l'obtention d'un système à la fois économique et

Deux voies de recherche se dessinent. L'une s'attache à l'analyse directe des conducteurs, l'autre à l'instrumentation des automo-

fiable à près de 100 %.

biles elles-mêmes. Dans le pre-

mier cas, il s'agit d'observer le comportement de l'automobilisme afin de détecter l'hypovigilance, les effets de la fatigue, de la peur, de la nervosité, de l'aicool ou du cannabis. « L'objectif est de rassembler un faisceau d'informations, de les analyser et de déclencher une alarme ou une réaction du véhicule qui peut aller jusqu'à l'arrêt automatique d'urgence », explique Alain Muzet, directeur du Centre d'étude de physiologie appliquée de Strasbourg, qui travaille sur le sujet.

est la quatrième cause d'accident mortel pour les automobilistes et la seconde pour les chauffeurs de poids lourds. Renault s'est donc associé à l'équipe de Bruno Steux, du centre de robotique de l'Ecole des mines de Paris, pour la mise au point d'un dispositif d'analyse du clignement des yeux destiné à la conduite de poids lourds. Après trois années de développement, le prototype donne aujourd'hui des résulats satisfaisants pour les ingénieurs. Il comporte une caméra qui scrute le visage du chauffeur. L'ordinateur auquel elle est reliée localise en permanence la tête du conducteur, suit chacun de ses mouvements et, en analysant l'image, détecte et mesure les clignements des deux yeux. 91 % des accidents dus à l'endormissement ayant lieu de nuit pour les poids lourds (67 % pour les voitures particulières), l'Ecole des mines s'est orientée vers un dispositif capable de

fonctionner de nuit grâce à l'utili-sation d'un éclairage infrarouge. Si la durée de fermeture des paupières augmente, l'ordinateur peut soupçonner que le conducteur risque d'être victime de somnolence. Toute la difficulté, pour une utilisation effective de ce système, réside dans l'établissement d'une corrélation précise entre la mesure des durées de clignement et l'état réel d'hypovigilance du conducteur. La durée « normale » de fermeture des paupières varie de 0,1 à 0,3 seconde. A partir de quel seuil d'augmentation de cette valeur peut-on estimer que l'individu entre dans un état d'endormissement dangereux? «Le problème, c'est que, justement, on ne sait pas, répond Alain Muzet.

L'endormissement au volant Tout rollongement est, bien entendu, suspect, et l'on pourrait considérer qu'une fermeture des paupières pendant une demi-seconde est anormale. Mais le problème se complique par le fait que les clignements plus longs se produisent de façon sporadique. » L'évolution non linéaire du phénomène rend donc le diagnostic délicat. Les choses se compliquent encore quand on sait que l'absence d'un tel allongement « ne veut pas dire que l'individu n'est pas en état d'hypovigilance », souligne Alain

> « La réaction est favorable si les mesures restent extérieures au conducteur et si elles ne présentent aucune des caractéristiques des mouchards »

L'instrumentation du conducteur n'est peut-être donc pas la bonne solution. Les recherches menées dans le cadre du programme européen Save (system for effective assessment of driver state and vehicule control in emergency situations) tentent donc, piutôt, de caractériser la façon de conduire de chaque personne au volant. Ensuite, grâce aux différents capteurs installés dans la

voiture, l'ordinateur compare en permanence la conduite réelle avec celle qu'il a mémorisée. Le diagnostic s'appuie ainsi sur la combinaison des critères liés aux habitudes de conduite du chauffeur avec les règles, plus universelles, de la sécurité. Certains conducteurs freinent presque en même temps que le véhicule qui les précède. D'autres attendent avant de réduire leur vitesse. D'une part, l'ordinateur mémorise ce « style » de conduite ; de l'autre, il n'oublie jamais la sécurité: rouler à 130 km/h moins de 10 mètres derrière une autre volture est, dans tous les cas,

dangereux. Lorsque ces recherches auront abouti, la conduite automobile risque de ne plus ressembler beaucoup à celle que nous connaissons aujourd'hui. D'autant que les informations collectées par l'ordinateur provienégalement l'infrastructure. Chaque virage dangereux, par exemple, émettra un signal qui préviendra le conducteur, mais qui sera également pris en compte par l'ordi-nateur pour adapter les limites de comportement autorisées.

Reste à savoir comment les conducteurs réagiront à cette surveillance de tous les instants. Accepteront-ils de sacrifier leur liberté sur l'autel de la sécurité? Alain Muzet estime que « la réaction est favorable si les mesures restent extérieures au conducteur et si elles ne présentent aucune des caractéristiques des mouchards pouvant être interprétées comme un piégeage de la voiture ».

Michel Alberganti



en passant par nos cours d'histoire à l'école ou au lycée, nous nous sentons de la famille d'Achille, d'Hélène, d'Ulysse, d'Andromaque... Culturellement, Homère est notre patriarche et les Grecs sont nos ancêtres.

### Au sommaire

- Homère a-t-il existé?
- La guerre de Troie est-elle due à l'appât de l'or
- ou à l'amour d'une femme ?
- Comment les Grecs ont-ils colonisé la Méditerranée ? • Pourquoi les dieux se mêlent tant des affaires des hommes ? • Peut-on atteindre l'histoire derrière ces légendes ?...

En kiosque du 24 mars au 28 avril • 38 F

Grâce à ce numéro spécial,

HISTOIRE réveille en vous une antique mémoire!





Bib<del>liographie</del>, glossaire, onologie, cartes, 64 pages illustrées Notre Histoire nº165 (numéro spécial)

عكذا من الأصل

ተት መድረያቸውን የማስከተ መስለተ ነገር ነገር የተለቀው የሚያስ ነገር ነው ነው ነገር ነገር ነው ነገር ነገር ነው ነገር ነገር ነገር ነገር ነገር ነገር ነገር ነገር ነገር ነ

# coughts to interest for information to interest for inter sons fournes (galement of line gracture tonnere.

# a voiture plus sûre

s dans les conditions d'un long trajet ause d'accidents morteis

be posted analyse de la regione en condune distantions in continue de grico como en applique permet de mader ke compositionant du coriein trur durant de trancie dutaroniers. te simulateur comprend cette art, or of the peutioning done is with index som is corner and alcuided . Afrancia d'il top de faire de the same an paying de intitiere realiste et d'imerime un ichicule hermone, mentycontemporari via

de veriere a de autiques.

Action to the second BORNETS FOR IN The Manager of the W. 449 1750 ( 41:43.5 Committee Sec. 19 · 金融等 4.4 \*\*\* **建筑** 医野女性 " 经产品工业技术工 SOFTER TO HELDER Manager 42 to 12 Secretary of the second and the second second

136 136 1

# illance électronique

数事成品00 The state of the s

Bartin Francis 

المناجرة وشهيل No. operin 10 galgojgenada (5) \$25**45**665 \$ 473 W ...

working comparers on permane

# La gestion et le manque de coordination freinent l'activité des chercheurs

Un rapport prône une déconcentration et une simplification de l'administration des organismes

Le ministère de l'éducation nationale, de la re-cherche et de la technologie rend public un rap-port sur la gestion de la recherche française. Le port sur la gestion de la recherche française. Le

COURTELINESQUE! C'est un Leurs conclusions sont sévères. tableau sans concession que Premier constat : une dérive vers brosse, de l'administration de la des tâches très éloignées de la rerecherche en France, un rapport cherche. «Les chercheurs pensent établi par Marc Goujon, ingéque le métier qu'ils avaient choisi nieur de recherche au CNRS, dicede de plus en plus la place à celui de gestionnaire, pour lequel ils n'ont d'autre formation que celle du musée du quai Branly, et Gérard Chastagnaret, professeur acquise sur le terrain. » Et cela se d'histoire contemporaine, direcfait « sans que ce travail de gestion teur de la Maison méditerraast toujours une utilité bien définéenne des sciences de l'homme. nie ». Ils citent comme exemple Pour cette étude commandée par les rapports de promotion de carle ministre de la recherche, rière: « Dans 90 % des cas, le Claude Allègre, les deux auteurs temps consacré à la défense d'un ont interrogé un panel de reprécandidat l'est en pure perte, du sentants du milieu scientifique: fait de l'écart entre la masse des présidents, directeurs et secrépromouvables et les possibilités eftaires généraux d'organismes, fectives de promotion ». Selon les responsables syndicaux, direcauteurs, « le sentiment général est teurs de laboratoires, chercheurs que la réponse ou l'absence de réportse à une circulaire administra-

tive produit dans la plupart des cas le même effet, c'est-à-dire rien ». Cette dérive est d'autant plus dommageable que les tâches administratives connaissent « un accroissement considérable ». Les chercheurs consacrent une part grandissante de leur temps à la récherche de crédits. A ce travail chronophage s'ajoute la complexité du dispositif juridique. « Le responsable d'équipe a, en genéral, cinq couches de réglamentation au-dessus de sa tête : l'Europe, l'Etat, les régions, l'orgafilsine dont il relève et l'université qui l'accueille. »

Second constat : le « particularisme » cultivé par les différents organismes de recherche pour aftionnement, chiffres que pourfirmer, chacun dans son domaine, raient lui envier certaines enson identité et donc sa raison treprises. A Pinverse, 35 % des d'exister, face à un CNRS à vocation généraliste. Il en résulte des « dysfonctionnements » parfois caricaturaux. Le mode d'attribution de primes, variable d'un établissement à l'autre, freme la mobilité des personnels. En matière lourd an Centre national au machinisme agricole, du génie de formation permanente, les organismes agissent « dans un isolement quasi complet, alors que les fectifs et 20 % du budget de statuts des agents sont les

systèmes informatiques : chaque établissement a adopté sa propre solution pour préparer le passage à l'an 2000 I

« DÉCONCENTRATION »

Les auteurs du rapport préconisent de « simplifier la gestion de la recherche » et d'instaurer « une coordination interorganismes ». Ils suggèrent que le ministère inscrive clairement, dans ses directives aux établissements, « une mission de coopération avec leurs homologues ». Ils prônent également une plus grande « déconcentration » des organismes. Poussant plus loin le modèle du CNRS, déjà bien organisé en délégations régionales, ils imaginent d'ouvrir pour les recrutements non plus des concours nationaux, mais « des concours régionaux interétablissements », et, pour les promotions de carrière, des « commissions administratives paritaires décentralisées ». Ils conseillent aussi, pour faciliter la mobilité des personnels, de réduire de onze à cinq le nombre de catégories d'ingénieurs, tech-

niciens et administratifs. . Des domaines entiers de gestion auraient intérêt à être mis en commun», dans un souci d'économie, et pour renforcer l'efficacité, estiment les rapporteurs, qui plaident pour une « mutualisation » de certaines fonctions, comme la gestion des crédits de laboratoires, la formation permanente, la gestion du

patrimoine on l'action sociale. Il reste à savoir quelles suites le ministère donnera à ce rapport. Celui-ci, indique-t-il, « doit susciter un débat au sein des établissements », à l'issue duquel fis « proposeront des mesures », en vue de leur prochaine comractualisation avec l'Etat. Mais, si ce document apporte de l'eau au moulin de Claude Aliègre, qui a fait de la « débureaucratisation » de la recherche l'une de ses priorités, la communauté scientifique verrait d'un mauvais ceil que des réformes soient envisagées avant le débat national sur la recherche prévu pour le mois de juin.

# Le mont Cameroun est entré en éruption

DEUX AGGLOMÉRATIONS ABRITANT UN MILLIER de personnes sont menacées par une coulée de lave qui s'écoule sur le versant ouest du mont Cameroun, entré en éruption dimanche 28 mars. La lave épaisse avance sur un front de quelques dizaines de mêtres et pourrait atteindre les bourgs de Batoké et Bakingele jeudi 8 avril si l'activité volcanique n'évolue pas, indiquait, lundi 5 avril, la radio nationale CRTV. Les autorités locales, qui ont mis en place un dispositif d'urgence depuis la ville voisine de Limbe, n'ont encore donné aucune consigne d'évacuation.

Le mont Cameroun (4100 mètres) a connu 17 éruptions en deux cents ans, les deux dernières remontant à 1982 et 1977. Il constitue l'élément le plus actif d'une ligne partant des îles volcaniques de l'Atlantique (Annobon, Sao Tomé, Principe, Bioko) et s'étendant jusqu'au massif du Tibesti, au Tchad. Elle passe par le lac Nyos, à 250 km au nord du mont Cameroun, où le dégazage brutal de 100 millions de mètres cubes de dioxyde de carbone avait provoqué la mort de 1746 personnes par asphyxie en 1986. Or, « une mission scientifique récente révèle que la limite des taux de saturation en gaz dissous est presque atteinte » dans les lacs Nyos et Mounoun (un autre lac volcanique de cette région), indique l'Agence France-Presse, sur la foi d'un rapport parvenu de son bureau de Yaoundé.

#PHYSIQUE: des réactions de fusion thermonucléaire ont été obtenues au laboratoire américain de Livermore (Californie) par bombardement de clusters (paquets) de molécules de deutérium à l'aide d'impulsions laser très brèves (35 ferritosecondes) de haute intensité (dix puissance dix-sept watts par centimètre carré). Selon Todd Ditmire, l'un des auteurs de cette expérience, ce dispositif de «fusion de table» ne donnera probablement pas naissance à une nouvelle technique de production commerciale d'énergie, mais pourrait, en revanche, constituer une source de neutrons écono-

■ ESPACE : un vaisseau cargo s'est arrimé à la station russe Mir, dimanche 4 avril, à 14 h 46 (heure française). Ce vaisseau Progress M-41 apporte plus de 2 400 kilos de carburant, d'oxygène, de vêtements, de nourriture et matériel scientifique et technique. Parmi ce « matériel », figurent notamment des pleurodèles (sorte de tritons) vivantes sur lesquelles le Français Jean-Pierre Haigneré, qui se trouve à bord depuis le 22 février, doit mener des expériences concernant le développement du système nerveux en absence de pesanteur.

COMPAQ 🔪 Microsoft

RONGING DARINER

# ique de votre entr Utiliser Windows NT Workstation sur du matériei Compaq, c'est devenir plus performant. Tout simplement.

# France Télécom expérimente Internet par satellite

AUGMENTER le débit des connexions à la Toile du réseau mondial reste l'une des préoccupations majeures des opérateurs de rélécommunications. Après les solutions terrestres (câble et ADSL, ou Asymetric digital suscriber line), France Télécom a commencé, jeudi le avril, une expérimentation de l'accès à Internet par satellite. Une solution qui pourrait répondre aux besoins des internantes privés de

Pes situations

contrastées

Le tableau d'une recherche

gagnée par la bureaucratie est

relativisé par les données four-

nies dans les annexes du rap-

port. La situation est très

contrastée en fonction des of-

ganismes. Le principal d'entre

eux, le CNRS, occupe à des

tâches de gestion (direction

générale, ressources humaines, finances, informatique, logis-

tique, documentation, commu-

nication...) 8,5 % de ses effectifs

et 7,6 % de ses crédits de fonc-

reffectifs et 18 % des moyens de l'Institut de la recherche en in-

formatique et en antomatique

(Inria) sont affectés à la ges-

tion, qui pèsé également très

rural, des eaux et des forêts

(Cemagref), avec 29 % des ef-

 $i_{T_1} \eta_{T_2}$ 

haisons terrestres rapides. L'opération, qui doit durer dix mois, concerne 200 abonnés professionnels et 50 particuliers situés dans les villes de Beauvais, à son service Wanadoo classique Compiègne, Quimper et Vannes ainsi que 70 écoles. L'ensemble du résean mondial sera accessible par l'installation que France Télécom mettra en place chez chacun des participants et qui revient à insérer une carte spécifique à l'intérieur de Pordinateur et de la relier à une parabole classique. Cette dernière capte le satellite Télécom 2B, qui offre un débit total de 2 mégabits par seconde à l'ensemble des abonnés professionnels; ou Hot Bird 3, qui dessert les particuliers à 500 kilobits par seconde. L'opérateur estime qu'en moyenne la vitesse de réception des données sera 10 fois supérieure à-celle que fournissent les modems sur les lignes téléphoniques classiques.

En l'absence, pour l'instant, de la technologie nécessaire, l'expénence reste néanmoins mixte. Si les internautes recevront bien le contenu de la Toile via le satellite, ils devront continuer à utiliser les lignes téléphoniques pour envoyer leurs « requêtes », c'est à dire l'adresse des sites auxquels ils veulent accéder, le contenu de for- vront en choisir deux, afin, précisemulaires d'inscription et autres t-on à France Telécoin, de ne « pos données nécessaires à la navigation ou au commerce électronique. Mais le débit nécessaire pour cette émission est très largement infé-

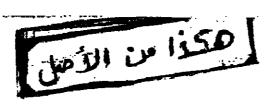
rieur à celui qu'impose la réception confortable du contenu de plus en phis multimédia (image, son, vi-

déo) de la Toile. Les participants à ce test commercial devront acquitter un abonnement de 301,50 francs TTC (46 euros) par mois, auquei s'ajoute la facture des télécommunications locales. Intéressante à Pusage, la configuration proposée par France Télécom l'est moins sur le plan financier.

FOUR UNE DURKE ILLEGIFE

En effet, l'abonnement Internet revient à 95 francs (14,5 euros) par mois pour une durée illimitée, auxquels s'ajoute en moyenne, selon l'opérateur, «100 francs de communication locale représentant environ 10 heures de connexion ». Trois fois plus coliteux, l'abonnement par satellite ne supprime pas complètement cette facture. Il doit néanmoins la réduire, car la connexion avec le fournisseur d'accès terrestre (Wanadoo dans ce cas) ne sera établie que pendant la durée de la requête et non celle de toute la connexion à Internet. L'un des objectifs de l'expérimentation réside, précisément, dans Pévaluation de la facture téléphonique moyenne résultant d'un tel

Outre l'accès à Internet, France Télécom va expérimenter la diffusion de 6 canaux thématiques proposant des informations destinées aux-entreprises, mais concernant átissi la santé ou la météo régiomale, que les satellites émettront en permanence, comme une chaîne de télévision. Les participants de--trop habituer les abonnés à la réception d'informations gratuites ».



Coropeo fournit déjà des PC prête pour Windows 2000,

www.microsofc.com/france/windows2000/ready

vivivicompag.fr/produits/v/indgwsZ000/



مكذا من الأصل

# SG PARIBAS, LA CLARTÉ

La clarté, c'est indispensable quand on veut construire une banque mondiale de premier plan.

Le rapprochement de Paribas et de Société Générale est un projet clair, précis et cohérent.

Clair pour les actionnaires. L'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de Paribas par Société Générale débouchera sur un seul et unique projet, créateur de valeur : SG Paribas.

Clair pour les clients. Ensemble, Paribas et Société Générale vont construire la banque de détail de demain. Ensemble, elles vont construire le leader européen de la gestion d'actifs. Ensemble, elles vont construire la grande banque d'investissement française d'envergure internationale.

Clair pour les collaborateurs. Les équipes de Société Générale et de Paribas travaillent ensemble et définissent les plans d'action et l'organisation pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la banque.

Paribas et Société Générale sont résolues à mettre en marche une vraie dynamique de croissance.

SG Paribas est une réalité.



N° Vert: 0 800 850 820



N° Vert: 0 800 051 788

ine note d'information visée par la COB relative à l'offre publique d'échange de Société Générale sur Paribas ayant reçu le visa de la Commission des Opérations

مكذا من الأصل

# P'tite faim

### Deux restaurants calmes pour réfléchir à des jours meilleurs

LE FOND de l'air est frais. Convol-sif et incertain, le moment réclame de la vigilance. Où allions-nous bivouaquer pour rendre moins tangent l'exercice hebdomadaire consacré aux arts de la table et à leurs remarquables bienfaits? Où se caser entre les roulantes de l'humanitaire, qui tardent à se mettre en place, et le confort de nos mezzanines d'où nous voyons tomber les bombes et grelotter d'angoisse toute cette lourde population de bannis?

C'est la publicité du journal qui allait nous tirer d'embarras. Celle d'en dessous, la sans malice, cette vétérante agrippée à la chronique depuis toujours et qui y va régulièrement et bravement de son encart pour rappeler à ses clients que, tant qu'il y de la vie, il y a de l'espoir. Par ces temps où la modération seralt le mieux que nous puissions apporter aux matraqués des tumultes ambiants, deux abris nous paraissaient fréquentables : Le Polidor et Thoumieux.

Le premier se flatte d'être resté « un authentique bistrot parisien de rencontres artistiques et littéraires », l'autre se présentant sous l'étiquette d'un « spécialiste de cassoulet et de confit de canard ». Littérateurs d'un côté, élévation rustique et provinciale de l'autre ; c'était notre affaire. Là, certainement, nous pournons parier de choses un peu sérieuses et entamer sans encombre de pénétrantes ascensions dans le grave, hors des bavardages lumiérisés de la

justement, rue Saint-Dominique, chez Thoumieux, la remarquable restriction d'éclairage rendait Padresse immédiatement fréquentable. La proximité du Palais-Bourbon a donné à l'endroit une patine de susurrements confidentiels qui fait de chaque table un cabinet particulier veillé et surveillé par un per-sonnel à l'oeil et au tact exemplaires - de grand secours au moment de déchiffrer une carte de brasserie ronéotée à l'ancienne et rendue pratiquement illisible par le souci de l'authentique. On est ici dans des murs de 1923 et qui entendent ne pas prendre une ride. A l'aveugle, on va commander une daube aux

Public rare. Porteur de nouvelles poudré et ému de frais, un jeune député trottine vers son mentor; un ministre ancien et très vénérable se fait ouvrir la voie comme au temps de sa splendeur ; une famille du Wiscousin s'attaque à des steak frites; deux Japonais font du tourisme; une saucière chute sur la manche d'un habitué, qui le prend mal, mais seulement parce que la veste était neuve. Et nuis entre un homme à l'allure décidée, qui s'étonne que l'on ait jamais pu penser qu'il allait déjeuner en vis-à-vis avec son invité. Non, côte à côte... Morand donnait la fin des bonnes manières de restaurant à partir de cette coutume du face-à-face résolument anti-aristocratique. Evidemment. C'est pourtant avec le regard que Pon se fait le mieux entendre, pas avec l'épanle.

AMICAL TOUJOURS Du coup, la daube est arrivée. Une daube des familles, bien remarquable, tourmentée à l'ancienne, tendre, onctueuse - on allait dire onctuée -, solide sur ses bases, joyeuse. Les amis étaient d'accord. On a demandé du rab de sauce; c'était trop bon. Un saint-émilion au tanin affirmé soutenait le débat.

Débat, qui, le lendemain, au Polidor, n'aura aucun mal à reprendre, car l'endroit semble avoir été concu tout exprès pour ça; Le Polidor,



vieille casemate à bavards, lieu chaud, même s'il n'est plus dégourdi par le poêle à charbon près duquel Léautaud venait toaster son arthrite. Restaurant de passage autant que d'intimité, neutre quand il le faut, folklorique quand il convient; amical touiours. Ce n'est pas à proprement parler un bistrot. Une pension pour familles dispersées phitôt. Un lieu de retrouvailles. Une hutte suffisamment malcommode pour ef-

frayer le bégueule et pas assez ornée

pour retenir le gournnet. Reste une

communauté à l'âme pure, même si

elle ne s'en est jamaisdouté. Rue Monsieur-le-Prince, rue pentue, qui part d'on ne sait où pour arriver on ne sait pas vraiment où. Désinvolte et pourtant passante, elle flèche une direction dont elle n'est pas vraiment responsable.

Elle flèche la direction du haut sans trop savoir ce qui s'y passe. Le Polidor pourrait lui servir de compas si lui-même avait un projet précis à proposer. Mais non, les compères mènent leur existence séparée, engagés qu'ils sont tous les deux dans un éternel définitif et placide. Champions du surplace. La porte était ouverte, le soleil entrait. Toile cirée et nappes en papier. A la carte, toute la batterie des plats restés dans le giron d'une cuisine qui aurait décidé de ne

plus bouger. Comme l'œuf mayonnaise, ici plus remarquablement soudé à sa légende que partout ailleurs. Une plaque indiquait que dans l'immeuble d'en face était mort le peintre Yves Brayer, l'homme des couleurs et des accords de Provence. Il y avait comme un moment de paix. Il faisait bon. Presque trop.

### Jean-Pierre Quélin

\* Thoumieux, 79, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tel.: 01-47-05-49-75. Menus: 82-150 F. Carte: 150-250 F.

★ Le Polidor, 41, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris. Tel.: 01-43-26-95-34. Menus: midi 55 F; 100 F. Carte 120 F.

concurrents, mais aussi moins amer. » Autre argument mis en avant pour faire entendre sa différence, celui de Pulco, qui lance ces jours-ci Zesto, un mini-flacon en verre, avec du jus de citron sans conservateur, contrairement aux autres, mais pasteurisé pour pouvoir tenir le

coup. Quel emploi pour ces jus tout prêts? Ils accompagnent avant tout le poisson, puis servent à faire vinaigrettes et sauces, et enfin des boissons chaudes ou froides. Seul 10 % de ce jus vendu en France est extrait du citron vert (en provenance d'Amérique du Sud la plupart du temps). son emploi diffère alors sensiblement puisque nos compatriotes l'utilisent pour faire des marinades ou du panch.

Guillaume Crouzet

★ Jus de citron Sicilia, Limonino, Zesto. Entre 5,00 F et 6,50 F (0,79 € et 0,99 €)

### **BOUTEILLE**

# Vin blanc de Pays d'Oc

**Domaine Perraudin 1997** Le millésime 1997 du « Sud de la Cabane de Magnan», un blanc de pays hors AOC, vient d'être commercialisé après on-ze mois d'élevage sur lies fines. Nous avons observé l'évolution de ce minuscule domaine (3 hectares) depuis la première vinification en 1995, une année de sécheresse. Le 1996, après un été mitigé, compensait en finesse le léger déficit de son potentiel aromatique.

Aujourd'hui le 1997, maigré une floraison difficile et un été troublé, confirme le caractère des deux années précédentes. Le cépage dominant, le viognier (80 %), s'est donc bien acclimaté au microclimat des Costières, au sud de Nîmes. Est-ce à dire que les petits rendements, les vendanges manuelles par tris successifs, la vinification pour partie en chêne français neuf, le bâtonnage et l'absence de filtration, pesent autant que les conditions atmosphériques sur l'expression optimale de ce terroir? Le pari n'était pas gagné d'avance pour Gilles Perraudin, lorsqu'il se lança dans l'aventure, en 1990, car ce cépage, hors de son aire d'origine, est

souvent inconstant. Le millésime 1997 présente à son tour une robe d'or clair ourlée de reflets verts et exprime des senteurs de fruits frais, de chèvrefeuille, pêche blanche, abricot. Une fois en carafe, à 11/12 degrés, ses notes minérales trahissent la présence des galets de silex, abondants sur le coteau.

En bouche, l'attaque est fraîche et délicate ; très vite l'opulence s'affirme sans nuire à l'équi-

Souverain à l'apéritif, il accompagne les crustacés en 🚯 sauce coraillée, les poissons fins, ris de veau, viandes blanches et plats exotiques. Aucune économie d'échelle n'étant possible sur cette petite propriété, son prix est donc élevé. Mais dans le verre, quelle finesse et quelle élégance 1

Sud de la Cabane de Magnan 1997: 65 F TTC la bouteille au domaine (9,91 €) .

\* Domaine Perraudin. Chemin des Salines, 30600 Vauvert. Tél.: 04-66-73-34-08. Télécopie: 04-66-73-34-82.

Jean-Claude Ribaut

LA MARE

AU

DIABLE

### Le jus de citron

Le jus de citron, c'est bon pour l'homme pas pour le poussin. C'est l'amiral Hawkins qui le premier, en 1593, constata l'effet bienfalsant que pouvait avoircet agrume, une fois pressé, sur son équipage, lequel était atteint de scorbut. En 1929, deux savants danois observèrent qu'a contrario le syndrome hémorragique du poussin soumis à un régime scorbutigène subsistait, alors même que l'on faisait ingérer du jus de citron à l'animal. Plus efficace donc pour les marins que pour les oisillons, le jus de citron reste tout de même d'un emploi culinaire autant que

En France, on le trouve facilement dans les grandes surfaces, où il existe depuis maintenant une quinzaine d'années déjà pressé et prêt à l'emploi. Dans les années 70, ce sont les Américains et les

Allemands qui furent les premiers à recevoir en direct de Sicile (grand pays producteur de citrons) ces jus prêts à consommer. C'est de cette même île que

viennent les 18 millions de petits flacons vendas en 1998 chez nous sous la marque Sicilia. Leur importateur, Jean-Claude Deux, explique sa position de leader sur ce marché par le fait d'être le seul « à utiliser du jus fraichement pressé et non pas reconstitué ». Les citrons jaunes récoltés quatre fois par an en Sicile sont en effet pressés et leur jus simplement filtré de sa pulpe et de ses pépins. On est toutefois obligé d'y ajouter un conservateur, sous peine de voir le liquide brunir et se dégrader. Le simple ajout de cette quantité minime de soufre (E224) devrait, selon la législation, interdire à l'importateur de s'afficher « 100 % jus » comme il le fait. La

nuance étant, selon kui. de ne pas employer la mention < 100 % pur jus ». Les étiquettes sont vralment à décrypter. Pour que ce jus embaume le citron.

Sicilia possède un objet magique : la capsule diffuseur. Dans le goulot de sa petite bouteille en plastique, qui reprend la forme d'un citron, est cachée une capsule qui contient des hulles essentielles extraites de l'écorce. Ce produit, qui fait habituellement le bonheur des parfumeurs, sert à parfumer plus intensément le jus ntillsé à chaque pression. Pour Prédéric Wolf, qui commercialise la marque Limonino « chaque importateur à son plus ». Lui explique l'importance de clarifier son jus de citron. « Nous filtrons longuement par décantation le jus qui a été obtenu, il est ainsi plus clair que beaucoup de nos

environ la petite bouteille.



PARIS 1er



<u>PARIS 1º</u>

L'Epi d'On Un des derrders bistrots des Halles me. Cuisine du terrai Menn 105 F - Carte 229 F environ 25 rue J-J Rousseau ler - 01 42 36 38 12

PARIS 5º

TOUTOUNE Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence... "Simple avec des produits frais et raisonnebles" 3C Ribaut. Chef de cuisine : Christophe DARNEY Menn 138 F au déjenner en sentaine Carte menu à 188 F avec la soupière de Saison d'office (198 F le dimanche

5. rae de Pontoise - T&L 01.43.26.56.81

PARIS 6º

LE POLIDOR depuis 1845 Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire Mene midi 55 F, 100 F at Curte 90/120 F - 41, nee Monsieur La Princa 22 01.43.26.95.34 - 0.ILL jesqu'è 0430

<u>PARIS 6</u>°

AU PETIT PRINCE The restaurant Ribbinaire en Thomneur de Silent Emplery Nouvelle Carre d'été. Cuistine uniquement avec des produits trais. Formule Midi 100 Ir, Soir meru 145 F et Carte 3, rue Moraleur le Prince- Res. 01.43.29.74.92 Salle privée pour repas d'affaire 18 couvers.

PARIS 6º

<u>PARIS 6</u>0



A midi le Delhi-Express 130 F Carte environ 180 F à 190 F 14, ne Daptire 81,43,26,44,91 - Ferné indimit

Repas d'affaires Menu 169 F 4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6° Rés : 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 h du metin

Parking rue de l'école de Médecin

PARIS 7º



PARIS 7º

La Poule au Pot Poule au pot, Andouillette AAAAA, Croustillant poire et chocolal... Formule 98 E Menn 138 E Carte. Fermé samedi midi et dimanche 121, rae de l'Heiversité - 81,42,85,18,38

PARIS 7º

LES MINISTERES Menu 175 F aptritif et viz compris Nouveau : Livraison de Fruits de Mer sur tout Paris 30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37 LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 11º

**Bistrot Paul Bert** Charmant, réservé, vieux style, Les plats sont simples, rénouvelé pour accompagner une équipale citée de vins..." Wome dél. CE F et Curte 18, rue Paul Bert 2 81.42.72.24.01 L'Ecailler du Bistrot Hôtres el crusiacés sur placa de à emporter 22, rue Paul Bert **22 81.43.72.76.77** 

PARIS 12º

Les SAVEURS de PRINTEMPS Sidman, Shangai, Canton, Pétin à 150 Fet Carte 23, avenue Docteur Arnold Netter 2 01.44.68.99.99 - Fermé Lundi

<u>PARIS 12º</u>



PARIS 14º

LA CREOLE Ouvert tous les jours - 01,43,20.62,12 Spécialités des îles, dans une lucuriance de verture et de sourir en la rendez-vous du show-bizz, des ents et des lettres. L'un des plus anciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F enu. 122, boulievand du Montpermasse

PARIS 14°



PARIS 150



77 SEINE ET MARNE PARIS 15º



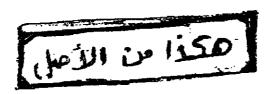
PARIS 16º

RESTAURANT DE L'AEROCLUB DE FRANCE MENU-CARTE À MIDI **150 F** 6, RUE GALILLEE - 75H6 PARIS 雪 01.47.20.42.51 - FAX: 01.47.20.68.35

art ro de George Sand Un havre de paix, pour déjeuner ou diner dans un parc fleuri de 17 ha ou près des grandes cheminées ancestrales. Mem d'affaires à 215 F via et café com Separhes manus découvertes de la (35 km de Paris) Accès direct ar Alia, sectie 12 - RN 6 - Mehm ( KL64.10.20.90 - Séralnaires, Hé



AOMIE : renseignements publicité : 2 01.4237 (1721)



MOTS CROISÉS

Alumn

LE MONDE / MERCREDI 7 AVRIL 1999 / 33

Net rafraîchissement

MERCREDI, apres le passage d'une perturbation pluvieuse, les vents vont s'orienter au nordouest, véhiculant des masses d'air rafraichies sur la France.

BOUTEILLE

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Ciel parsemé de cumulus autorisant de belles périodes ensoleillées. L'après-midi, nuages sur la Bretagne, signe d'une dégradation pour la soirée. Températures en baisse, de 12 à 14 degrés. Nord-Picardie, sie-de-France.

Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Alternance d'éclaircies et de nuages porteurs d'averses. Celles-ci se limitent l'après-midi au massif ardennais, les autres régions bénéficiant d'embellies. Températures fraîches de 11 à 13 degrés. Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. – Chute brutale des températures, qui ne dépassent plus 13 degrés. Ondées localement orageuses entrecoupées de furtives éclaircies. La neige peut même s'inviter sur les

Poltou-Charentes, Aquitaine,

Midi-Pyrénées. - En Poitou-Charentes, nuages et éclaircies se partagent le ciel. Dans le Bassin aquitain et les Pyrénées, nuages et ondées éparses, donnant quelques flocons au-dessus de 1500 mètres. Les températures accusent une nette baisse et ne dépassent plus 15 à 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Retour en force des nuages et de la fraîcheur. Peu d'améliorations à prévoir en cours de journée des monts Dore à la Savoie, où la neige apparaît dès 1000 mètres. En revanche, le Limousin et le sud de l'Auvergne voient le soleil s'immiscer entre les nuages. Il ne fait pas plus de 12 de-

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. -Temps menaçant, venteux et parfois orageux en Corse. Sur le continent, les nuages se disloquent l'après-midi, mais le fort vent de nord-ouest donne une impression de fraîcheur malgré un mercure voisin de 17 à 19 degrés.

7 AVRIL 1999 nuogeu Bréves edaircies Coweri ///// Orages THE REALES

essais

HURIZUNS-ANALYSES

AUJOURD'HUI

### LE CARNET **DU VOYAGEUR**

M AÉRIEN. United Airlines inaugure une cinquième fréquence quotidienne Paris-Chicago, en fin de journée, à partir du 6 mai. En partenariat avec la SNCF, la compagnie américaine propose aux voyageurs partant de Lyon un billet unique associant le trajet en TCV et les vols vers les Etats-Unis au même prix qu'au dénart de Paris.

■ NEW YORK. Du 23 juin au 4 septembre, Nouvelles Frontières proposera, au départ d'Orly Ouest, 3 vols Corsair par semaine en Boeing 747. à destination de New York (aéroport de Newark) De 1 700 à 3 500 F (259 € à 533 €) A/R sans les taxes, selon les dates. Sur place, l'agence du voyagiste propose toute une gamme de prestations à New York (séjours à partir de 2 550 F, 389 €, pour 3 nuits, et de 4 835 F, 737 €, pour 6 nuits), sur la côte Est et en Floride. Corsair dessert déjà San Francisco le vendredi et Los Angeles le dimanche. Renseignements au 0803-33-33-33.

PRÉVISIONS	POUR L	E 7 AVRIL 19	<del>999</del>	PAPEETE	25/30 P	KIEV	9/16 C	VENISE	10/16 P	LE CAIRE	12/21 5	1677 F 27 18// 27 / 10 1	DATE OF THE PARTY
Ville par ville.	, les minim	ıa/maxima de ı	empératur	POINTE-A-PIT.	23/29 P	USBONNE	12/24 5	VIENNE	11/19 C	MARRAKECH	16/29 5		
Ville par ville, les minima/maxima de température POINTE-A-PIT. et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux;					23/29 5	LIVERPOOL	6/12 N	AMERIQUES		NAIROBI	16/27 N		
C : couvert; P :		ojec mr.) 14 . Hražel	æ,	EUROPE		LONDRES	6/13 N	BRASILIA	19/29 S	PRETORIA	16/27 S		
		erge.		AMSTERDAM	6/9 N	LUXEMBOURG	5/9 P	BUENOS AIR.	9/20 S	RABAT	12/24 5		- 111/4/25/32/1 12 11/25/4
FRABCE mét	ropole	NANCY	8/11 P	ATHENES	10/20 S	MADRID	7/22 C	CARACAS	23/26 P	TUNIS	11/23 5		
AJACCIO	7/17 P	NANTES	8/14 N	BARCELONE	11/17 N	MILAN		CHICAGO					A     Children
BIARRITZ		NICE	10/17 N	BELFAST			8/15 P		4/19 5			N. C.	
BORDEAUX	10/17 N	PARIS	9/13 N	BELGRADE	6/11 C	MOSCOU	-2/8 S	LIMA	18/24 N	BANGKOK	24/33 C		
BOURGES		PAU			9/23 5	MUNICH	5/11 P	LOS ANGELES	9/14 C		25/32 S		
BREST			9/14 P	BERLIN	6/12 P	NAPLES	11/16 N	MEXICO	14/30 S	DJAKARTA	27/3G P	Resident Control	1 14 X X X X X X X X X X X X X X X X X X
		PERPIGNAN	14/18 \$	BERNE	6/9 P	OSLO	1/6 C	MONTREAL	4/9 N	DUSA	27/29 5		
CAEN	8/11 N	RENNES	9/13 N	BRUXELLES	7/11 P	Palma de M.	6∕21 N	NEW YORK	13/17 S	HANOI	19/25 C		
CHERBOURG		ST-ETIENNE	8/11 P	BUCAREST	7/21 S	PRAGUE	5/13 C	SAN FRANCIS.	8/12 5	HONGKONG	19/24 C	GA.	
CLERMONT-F.	8/12 P	Strasbourg	8/12 P	BUDAPEST	11/22 C	ROME	10/17 N	SANTIAGOYCHI	7/24 5	JERUSALEM	14/19 N		(1/2) A = 8)/6 - 1
DUON	8/11 P	TOULQUSE	10/16 C	COPENHAGUE	3/9 N	SEVILLE	15/32 S	TORONTO	5/12 S	NEW DEHLI	22/40 S		
GRENOBLE	7/12 P	TOURS	8/13 P	DUBLIN	6/11 C	SOFIA	6/18 5	WASHINGTON	13/25 5	PEKIN	10/20 C	A A A A A A A A A A A A A A A A A A A	
LILLE		FRANCE out		FRANCFORT	7/11 C	ST-PETERSB.	4/10 C	AFRICUE	2 3	SEOUL	3/10 5		
LIMOGES	7/14 N	CAYENNE	24/28 P	GENEVE		STOCKHOLM			1000 0			L 2 2 - 1	METEO
LYON		FORT-DE-FR.	22/28 P	HELSINKI	7/12 P		4/11 C	ALGER	10/26 S	SINGAPOUR	26/30 P		METEO
MARSFILLE					4/8 P	TENERIFE	12/19 S	DAKAR	17/23 5	SYDNEY	14/19 N	Situation le 6 avril à 0 heure TU	Definicione mous la 8 ouvil à 0 hours TU
WINCILLE	11/18 5	NOUMEA	25/29 S	ISTANBUL	6/15 S	VARSOVIE	10/15 C	KINSHASA	<i>22/</i> 32 N	TOKYO	9/15 S	Situation is o aviti a v neure 10	Prévisions pour le 8 avril à 0 heure TU
							_						

**PRATIQUE** 

# Abonnements par téléphone, fraudes et droit de la preuve

QUELLE ne fut pas la surprise de Florence Martin de recevoir à son adresse, et au nom de Florent Martin, deux factures de téléphone portable d'un montant de 590 francs, alors qu'elle ne possédait pas de téléphone mobile! De toute évidence, un inconnu avait acheté deux packs de téléphone mobile et souscrit des abonnements en utilisant ses noms et adresse. Avec le système du coffret prêt à emporter (« cash and carry »), ces pratiques tendent à se généraliser, puisque l'acheteur peut s'abonner à distance, sur simple appel téléphonique et obtenir l'ouverture immédiate de la

Il dispose ensuite d'un délai de deux à huit jours pour renvoyer le contrat signé, avec un relevé nuaire téléphonique. La malheud'identité bancaire et la photocopie de sa carte d'identité : deux iours chez Vidélec, huit chez SFR. Itinéris, France Télécoms Mobiles services (FTMS), Carrefour et Communication de mobiles cellulaires (CMC). Chez Itinéris, on demande également un chèque annulé pour s'assurer que le souscripteur est bien en possession d'un chéquier. Il est facile à

**MOTS CROISÉS** 

sous un faux nom et de profiter du délai de grace pour téléphoner gratuitement. Chez Itinéris, il ne pourra cependant consommer que 100 francs de communications (15.24€): la ligne sera bloquée dans les huit jours si l'opérateur ne reçoit aucun document. En revanche, chez SFR, il pourra consommer la totalité du forfait mensuel en communications locales et nationales, l'option internationale n'étant ouverte qu'à réception des justificatifs.

Le faux nom peut être inventé de toutes pièces, ou correspondre à celui d'une personne existant réellement, dont l'escroc aura repéré préalablement l'adresse sur une boîte à lettres ou dans l'anreuse victime aura du mal à faire reconnaître sa bonne foi. Heureusement, dans la mesure où il n'v a pas de contrat écrit, d'après la loi. la charge de la preuve incombe au professionnel qui envoie la facture (article 1315 du code civil, et article 109 du code du commerce). Les difficultés s'aggravent

lorsque l'escroc s'est procuré le

numéro apparent de la carte ban-

PROBLÈME Nº 99082

un client indélicat de s'abonner caire ou le relevé d'identité bancaire de sa victime et l'a communiqué à l'opérateur de téléphonie mobile ou à la société de gestion de l'abonnement. M™ L, qui avait été démarchée sur son lieu de travail, avait donné son accord pour l'achat d'un téléphone et la souscription d'un forfait à SFR. Elle avait remis au commercial son relevé d'identité bancaire ainsi qu'une photocopie de sa carte d'identité et devait recevoir un téléphone à domicile. Elle n'a rien recu, sauf, un mois plus tard, une facture émanant de l'opérateur

de commercialisation de services Dans un premier temps, la

FTMS n'a pas pris en considération la réclamation de Mme L. Lorsqu'elle a pu se faire communiquer son dossier avec l'aide d'une association de consommateurs, le conseil départemental des Associations familiales laïques de Paris (AFL), Mme L. s'est aperçue que la signature qui figurait sur le contrat était celle.... du sous-préfet qui lui avait délivré sa carte d'identité! L'affaire fut

Aux associations de

consommateurs : conseil

Giffard, 75013 Paris ; tél :

téléphone et des

BP nº 1.

départemental des Associations

familiales laïques (AFL, 4, rue

01-45-84-50-39); Association

française des utilisateurs du

télécommunications (AFFUT.

92430 Marnes-la-Coquette : tel :

01-47-41-09-11) ; Confédération de

la consommation, du logement et

du cadre de vie (13, rue Niepce,

concurrent, ltinéris, via sa société réglée à l'amiable : la FTMS renonça à poursuivre Mme L., lui remboursa les sommes indûment perçues, résilia l'abonnement et décida d'entamer une procédure conjointement avec l'association

de consommateurs.

Institut national de la

Choisir?

consommation (80, rue Lecourbe,

75015 Paris : tel : 01-45-66-20-20) :

● A lire. Le Téléachat et le droit des

(CNRS éditions, novembre 1998,

professeur de droit des affaires à

Il examine tous les autres aspects

notamment les commandes sur

du commerce « dématérialisé », et

239 p., 200 F, 30,48 €). L'auteur est

l'Ecole supérieure de gestion (ESG).

unions locales de l'UFC - Que

contrats, par Bruno Bizeul

Les opérateurs de téléphonie mobile reconnaissent one ces escroqueries sont de plus en plus fréquentes. Leur seul recours est de couper la ligne et de porter plainte contre X... Mais ils ne le font généralement pas. En effet, dans leur hâte à occuper le marché, les opérateurs préferent mi-

pas la peine de vérifier la fiabilité ». Les abonnements par téléphone, par Minitel ou Internet ont le mérite d'accélérer les transactions et d'alléger les charges de gestion. Mais « cette dématérialisation des échanges est la porte ouverte à tous les abus », prédit Bruno Bizeul, auteur d'un ouvrage intitulé Le Télé-achat et le droit des contrats (éditions CNRS-Droit).

nimiser ces incidents et en assu-

mer le coût. Françoise Thiébault.

de l'AFL de Paris, dénonce « la

multiplication de sous-traitants, re-

vendeurs, démarcheurs à domicile

dont les opérateurs ne prennent

Heureusement, il existe un garde-fou : sans validation par le code confidentiel ou la signature du titulaire de la carte bançaire, si celui-ci conteste la réalité de l'achat, le compte doit être recrédité. Pour l'avenir, il faudra trouver des solutions techniques afin de doubler systématiquement la commande téléphonique ou informatique par l'envoi d'un support écrit, et de mieux identifier l'acheteur.

Michaëla Bobasch

Où s'adresser? A la société émettrice de la

facture, à laquelle il faut signaler l'erreur par lettre recommandée avec avis de réception. A la DDCCRF (direction)

départementale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes) du lieu où se trouve le siège social de la société qui gère l'abonnement : envoyer le double du dossier en recommandé avec avis de réception.

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

mer. A résisté au franc, résistera-t-il

à l'euro? - 7. Vitrine du Monde. A du mal à rester debout. - 8. Pris en

partant. - 9. Au même endroit dans

le texte. Réservoir de main-

d'œuvre. - 10. Prénom féminin.

Protection des obiets précieux. -

11, Signe musical. Passe à l'huile. -

Antédihrvien. – II. Larvicide.

Na. - III. Etier. Arpent. - IV. Xi. Iasi.

Roua. - V. Aval. Aspe. II.

- VI. Nèfles. Est. - VII. Fâcher. Ras.

– VIII. Roi. Oindrait. – IX. Inné.

1. Alexandrin. - 2. Native. ONU. - 3. Tri. Affina. - 4. Eveilla. En.

- 5. Dira. Eco. - 6. Ic (ci). Sashimi.

-7. Liais. En (ne). -8. UDR. Perdez.

Philippe Dupuis

12. Préparés pour être cultivés.

SOLUTION DU Nº 99081

HORIZONTALEMENT

Edile. - X. Nuanciez. Tes.

VERTICALEMENT

75014 Paris ; tél : 01-56-54-32-10) ; Internet et par téléphone.

SCRABBLE ® PROBLÈME Nº 116 ZZZZ, onomatopée sifflante 1. Tîrage: A E M O R T Z a) En complétant ce tirage avec

trouvez 4 huit-lettres. b) Placez un six-lettres pour plus de 100 points N.B. Dès que vous avez trouvé

4 lettres différents appartenant à

l'un des mots placés sur la grille,

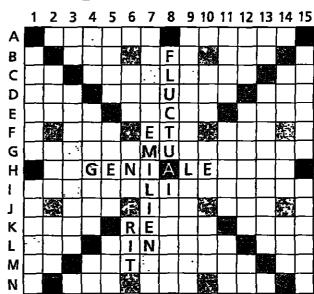
une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine c) A E H N R T X. Trouvez un sept-lettres. A D E I O U V. Trouvez un sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 14 avrii

Solutions du problème paru dans Le Monde du 31 mars

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rap-

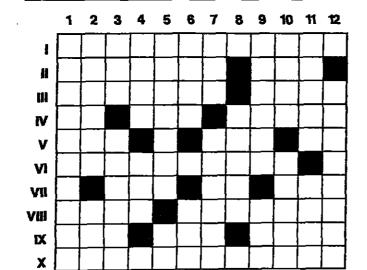


portant à sa première lettre. MERENT et MENERAIT. c) PION-Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) EMBETONS, 7 G, 66 - BE-TONNES, 9 C, 65. b) NATREMIE, 5D, ou les anagrammes Al-

NERA, vi, échangera des pions, D 1, 78 (OPINERA, G9, 64). d) HUI-LIERE, 2 B, 76, ou l'anagramme HUILERIE. e) EMILIEN, de l'Emilie (Italie), ou ELIMINE.

Michel Charlemagne



### HORIZONTALEMENT

I. Pertes difficiles à surmonter. - II. Agitation passagère, Richesse céréalière. - III. Levier de commande. Aven dans le Quercy. - IV. Affirmation au Sud. Au cœur des miches. Boules bataves. - V. Met les forces en commun. Demi-glossine. Préposition. VL L'évolution plutôt que la révolution. - VII. Super-nana de notre enfance. Demi-tour. Plaisir pour les oreilles, désagrément pour les pieds. – VIII. Qui devra être relevé

avant de passer à table. Causa un certain étonnement. - IX. Pose problème. Coup par-dessus. Un peu de talent. - X. Expulsions difficiles à contrôler.

### VERTICALEMENT

1. Refait ses comptes encore une fois avant la fin du siècle. - 2. Bien maigre. Fond de cours. - 3. Fait tache au soleil. En retrait. - 4. Fait partie de l'ensemble. Oté dans le désordre. - 5. Toilettes félines. Lettres d'Hélène. - 6. Baudroie en

# - 9. Vēpres. Rd. - 10. EO. Trait. - 11. Ennui. Aile. - 12. Natalistes. Le TRISTIDE est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission perhaire des journeux et publications n° 57 437.



Le Monde ent-Grecieur genéral : Dominique Aldu

recteur général : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél: 01.42.17.39.00 - Fax: 01.42.17.39.26

ه كذا من الأصل

5 57 WEST LA MARI ΑÜ DIABLE 医津延 经机计 7.00 61.

Residence 14 Trans

الداعار المتابيد المستدانية

Alteria British die eine eine eine

Santa un energia di .

المراجع والمعارض والمعارض والمراجع والم

the sources with a

المعالم المراجع المعالم المتعالم الم

Special Street, in the contract

1. <del>"我们的</del>是是是一个是一个

**物的现在分词** 

militärijak nim ekilim it e

راء عالك سيمان **على** جوام ( 1999 )

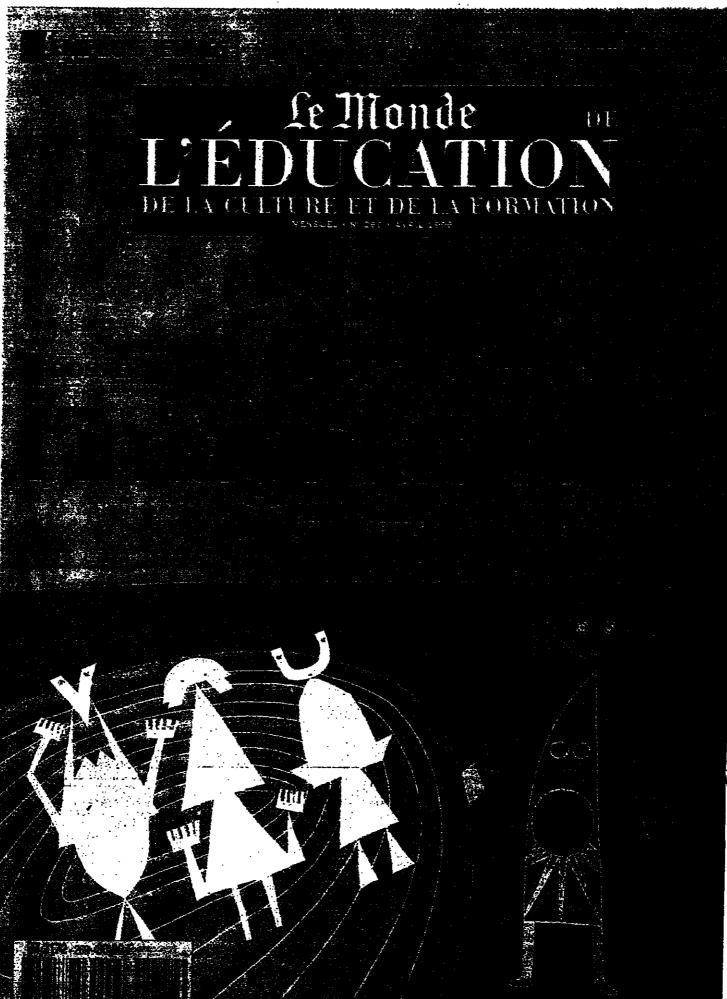
進行(物質物質作為)。人

**63.9%。像小为物类**等

. **.** . . . .

AND THE WAY .

A TENERAL CONTRACTOR CONTRACTOR





# LE MENSUEL DES ENSEIGNANTS ENTIÈREMENT CONSACRÉ AUX DÉFIS ÉDUCATIFS ET CULTURELS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le jeudi 15 avril à 17 h 30 à la Fnac de Rennes sur le thème : « L'école est-elle contre l'imagination ? »



# PROFITEZ DE NOTRE OFFRE D'ABONNEMENT!

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à : Le Monde de l'éducation - Service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex Offre valable jusqu'au 31 décembre 1999 et réservée à la France métropolitaine. Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter au (33) 1-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures

1 AN, 11 NUMEROS
249 F
auticula: 330 F
SOIT 24 %
DE REDUCTION

- OUI, je souhaite bénéficier de votre offre d'abonnement au *Monde de l'éducation* pour
- ☐ 1 an (11 numéros) pour 249 F (37,96 €) seulement au lieu de 330 F,

soit une économie de 81 F.

☐ 6 mois (6 numéros) pour 150 F (22,87 €) seulement au lieu de 180 F, soit une économie de 30 F.

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde de l'éducatio
Je préfère régler par carte bançaire :

_					<b>3</b>					 		•						
	١	1	1	1	ı	ı	Į.	ı	Ι.	,	,	ı	1	1	1	1	,	

N°:		,			٠				 		

Date d'expiration :

Date et signature obligatoires :

Prénom : .	·			
Nom.				
NOM:				/ T-C
Adresse:	**************************************		*******	
Adresse:				
	<del></del>			
Adresse: Code posta	<del></del>	Ŭ Ville: _		

Vous vous abonnez au Monde de l'éducation : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus terd à quelques sociétés partenaires. Vous vous abonnez et ne souhaitez pes recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ET

مكذا من الأصل

le klezmer

### CULTURE

MUSIQUE L'Orient Express Moving Shnorers, groupe formé en 1995 à l'occasion d'une fête yiddish, donne une série de concerts à Paris, à L'Européen, du 7 au 11 avril. Tous

les musiciens de ce groupe ne sont pas de culture juive, mais tous ont été séduits par le klezmer, ce répertoire millénaire transmis par la tradition orale et sur des disques de cire

et des rouleaux du début du siècle.

LE KLEZMER, né dans les ghettos d'Europe de l'Est, était joué à l'occasion des fêtes par des musiciens non professionneis, qui étaient parfois

gitans, tchèques ou russes. • CHEZ LES DISQUAIRES, on trouve de plus en plus de klezmer, des clarinettistes Giora Feidman ou Don Byron au saxophoniste John Zorn et au

compositeur Frank London. 

POUR L'ÉCRIVAIN Cyrille Fleischman, le klezmer peut renaître, mais « il faut arriver à s'éloigner du pathos et de

# Le klezmer, un répertoire ancien qui renaît du côté du jazz

Aux Etats-Unis dès les années 70, et maintenant en Europe, des musiciens interprètent, arrangent, composent, en s'inspirant des mélodies yiddish traditionnelles. En France, les Orient Express Moving Shnorers sont « passés du folklore à une musique de concert »

LE KLEZMER vient des shtetis, ces villages où vivaient les juifs d'Enrope de l'Est, pratiquement coupés du monde extérieur, puisqu'il leur était presque impossible de sortir des vingt-cinq provinces où les avait confinés Catherine II de Russie (1791). Et cela jusqu'à la première guerre mondiale. A l'intérieur des shtetlach de Galice, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, d'Ukraine, de Bessarabie, de Bohême..., les juifs ont forgé une culture, une langue, des coutumes et peut-être même un tempérament, sur fond de peur et d'humour, de décision et de larmes, de rage et de résignation.

Les musiciens jouaient principalement lors des fêtes et surtout des mariages et, comme ils étaient fort mai payés, ils exerçaient une autre sion, cocher, barbier, tailleur... ou bien devenaient des musiciens ambulants et allaient d'un endroit à un autre, empruntant au passage des thèmes aux folklores régionanx.

Certains des musiciens euxmêmes n'étajent pas juifs. On retrouve donc à l'intérieur du répertoire des mélodies gitanes, russes, tchèques, mais aussi grecques ou arabes. Si le klezmer est avant tout une musique séculière, musique de danse mais aussi de banquets, elle a également intégré des mélodies venues de la liturgie et subi aussi l'influence hassidique. Tous ces airs se transmettaient de bouche à oreille: personne ne savait lire la musique,

On aurait pu croire cette musique disparue, assassinée avec la Shoah, mais elle n'avait iamais vraiment cessé de se transmettre, en partimiers immigrants, dès le début du XX siècle, mais aussi en Europe où elle restait toutefois réservée à la communauté pour accompagner les

A côté du klezmer, le théâtre et la chansons yiddish plus liés aux juifs du reste de l'Europe et en particulier aux juifs allemands ont suivi le même chemin, le même exode. En France, deux noms sont indissociables de cet héritage, ceux des chanteurs Talifa et Ben Zimet.

« On veut conserver les airs, les rythmes, qui sont très forts et trouver un public le plus large possible »

Depuis les années 70, le klezmer a connu une explosion spectaculaire aux Etats-Unis par l'intermédiaire des musiciens de jazz, mais rien de semblable en Europe, même si, en France, le pianiste Denis Cuniot et le clarinettiste Nano Peylet, les Polo-nais du groupe Kroke, les Belges de Die Muzikant, les Anglais de The Burning Bush ou les Hongrois du Budapest Klezmer Band ont commencé à aller voir de ce côté.

Le groupe des Orient Express Moving Shnorers s'est formé, hii, à la



Le groupe Orient Express Moving Shnorers, formé à la Cartoucherie de Vincennes en 1995.

Cartoucherie de Vincennes, le core, du 7 au 11 avril. C'est donc un 25 juin 1995, à l'occasion de la fête du yiddish organisée par l'Association pour l'étude et la diffusion de la culture yiddish (AEDCY). Au 1º janvier 1999, ils avaient donné cent cinq concerts et, après avoir joué en mars à la Chapelle des Lombards, à Paris, ils seront à l'Européen, à Paris en-

jeune groupe, aujourd'hui constitué de huit musiciens : Pierre Wekstein, au saxo et aux filîtes, assure la direction musicale et les arrangements; Claude Brisset à la guitare basse, Philippe Dallais à la batterie, Guillaume Humery à la clamette, Olivier Hutman au piano, Yarm Martin

à la trompette et au bugle, Michael Nick au violon, et Marc Slyper au trombone. Pour la plupart, ils viennent du jazz, même si le violoniste est plus proche des musiques improvisées et si le clarinettiste vient à peine de sortir du conservatoire.

Et si, au début, ils avaient simplement l'intention de « faire un peu de musique de façon ponctuelle », ils ont peu à peu travaillé de façon plus soutenue et, après avoir écouté le clarinettiste Don Byron, le groupe Klezmatics, le saxophoniste John Zom, le New Orleans Klezmer All Stars ou le violoniste Michael Alpert avec Brave Old World, il leur a semblé qu'il fallait se bouger, faire leurs propres arrangements à partir des disques de cire et des rouleaux du Institute (Yivo) de New York. « S'il y a dans le groupe des gens qui ont pratiqué cette musique dans les mariages, pour la communauté, d'autres ne sont pas de cette culture. Il est nécessaire

que l'ensemble du groupe connaisse les standards avant d'aller plus loin, explique Pierre Wekstein. Donc on a d'abord joué de façon très arrangée, on nous a même parfois reproché que cela soit trop léché, mais cela ne me dérange pas. Nous allons de plus en plus vers des parts d'improvisation, mais la mélodie et les arrangements

gardent une place très importante. » Pour l'instant, ils ne se lancent pas dans la composition, préférant arranger ce qui existe, « sans plagier », poursuit-il: « Nous sommes des gamins face à un répertoire immense et il v a tout un travail à faire pour aller vers des directions plus personnelles. Cette musique redémarre et, quand une musique revit, elle revit avec le bagage culturel des gens qui la font vivre. Nous, on ne va pas forcément vers le jazz, qui est une musique ternaire, où la mélodie est un prétexte d'improvisation. On veut conserver les airs, les rythmes, qui sont très forts et trouver un public le plus large possible. On est passé d'une musique foi-

klorique à une musique de concert. > Contrairement à certains musiciens, les Orient Express Moving Shnorers ne chantent pas, leur accent yiddish serait trop ridicule et il serait tout aussi stupide de traduire les textes en français. Mais pour donner une respiration, pour ne pas enchaîner un morceau après l'autre, ils racontent des histoires, ils plaisantent, ils font rire. Avec Phumour des Shnorers, ces mendiants soucieux de la dignité de leur profession et de leur rôle social jusqu'à l'arrogance, car sans eux un bon juif ne pourrait pratiquer les mitzvahs, les bonnes actions. Et ce qu'ils communiquent entre le rire et la nostalgie, c'est aussi l'insolence du bonheur d'être ensemble.

M. Si.

**★ L'Orient Express Moving Shno**rers, à L'Européen du 7 au 11 avril, à 20 h 30 (matinée le 11 avril à 16 heures): 5, rue Biot, 75017 Paris, 97-13. Places: 120 F (18,29 €), TR: 80 F (12.19 €), Location L'Européen. Fnac, Carrefour, 3615 Billetel. ★ AEDCY: 64, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

# Entre jazz et new age, les klezmorim chez les disquaires

IL N'EST PAS toujours facile de repérer des disques de klezmer chez les disquaires : certains les rangent en jazz, d'autres en musiques du monde, d'autres encore en new age mais, signe des temps, on en trouve de plus en plus.

Si le clarinettiste d'origine argentine Giora du monde, côté jazz, ce sont les groupes américains qui se taillent logiquement la part du lion, ne serait-ce que parce qu'ils sont indiscutablement à l'origine de ce revival qui date d'une vinetaine d'années. Ces klezmorim d'aujourd'hui - pas tous juifs puisqu'on y retrouve, par exemple, le clarinettiste Don Byron (Plays the Music of Mickey Ratz, Elektra 79313-2) - tous formés au classique et au jazz. exploitent dans des directions très personnelles un fonds commun qui va des danses des jours de fêtes aux complaintes nostalgiques en passant par le mysticisme des niggunim, mélodies hassidiques lancinantes et sans paroles.

Deux compilations récentes permettent une première approche et ont l'avantage de rendre hommage aux pionniers et de faire découvrir les modernes: Klezmer Music, A Marriage of Heaven and Earth (Ellipsis arts 4090, un CD et un livret, en français, très détaillé) et Rêve et passion, The Soul of Klezmer (2 CD et un livret en français, allemand, anglais. Network

MSACRE

**FOCIÉTÉ** 

Giora Feidman, né à Buenos Aires, a été au klezmer ce que son compatriote Astor Piazzolla a été au tango, celui qui a permis de sortir

musicien exceptionnel a énormément enregistré (parmi ses disques : Giora Feidman and Ensemble, Yiddish Soul [World Network WDR 55836]; The Incredible Clarinet [Plane 88725]; Klezmer Celebration [Plane 88809]; Gershwin the Klezmer (Plane 88717) - et tendu, Clarinetango [Plane 88706]).

< RHYTHM AND JEWS >

Parmi les Américains, il faut écouter le compositeur et sazophoniste John Zorn et en particulier la série de « Massada » (dix titres pour l'instant, numérotés en hébreu de 1 à 10 et édités par DIW/Harmonia Mundi) avec les mêmes quatre musiciens: John Zorn au saxo, Dave Douglas à la trompette, Greg Cohen à la basse et Joey Baron à la batterie. Sur un autre disque, le bouleversant Kristallnacht (EVVA 33005 TZ 7301), on le retrouve avec d'autres complices, presque tous également impliqués par ailleurs dans cette musique: Mark Feldman au violon, Marc Ribot à la guitare, Anthony Coleman aux claviers, Mark Dresser à la basse, William Winant aux percussions, David Krakanaer aux clarmettes et Frank London à la trompette.

John Zorn a créé son propre label, Tzadik, avec une série « Radical Jewish Music » dont les approches sont extrêmement variées : certains titres très free ne plairont pas à tout le monde et on peut aussi éviter (sauf à titre de curiosité) l'hommage à Serge Gainsbourg. la musique d'un passé figé pour lui ouvrir . Parmi les plus récents : Klezmer, NY par David

toutes les portes de l'avenir et de la liberté. Ce Karakauer's Klezmer Madness (TZ 7127) en hommage à Sydney Bechet, le magnifique disque empreint de spiritualité de Frank London, Lori Sklamberg et Uri Caine Nigunim (TZ 7129) et le deuxième disque d'un groupe intitulé Natitule's Dream (en hommage à l'un des grands ancêtres. Naftule Bran Smash, Clap (TZ 7125). A ne pas négliger non plus le double CD de Zorn, qui s'intitule Zevulun d'un côté et *Issachar* de l'autre (TZ 71122).

Frank London est l'un des autres grands compositeurs et interprètes, en particulier avec les Klezmatics, provocateurs et rebelles... avec humour. Il suffit de voir les titres des albums: Shvaygn = Toyt (Pir 20-2), Rhythm and Jews (Pir 25-2), Jews with Horns (Pir 35-2). Possessed (Pir 1148). On le retrouve avec Greg Wall et les Hassidic New Wave, dans des compositions plus d'avant-garde, dans lews and the Abstract Truth (KFW 192) et Psycho Semitic (KFR 203).

Du côté des Européens, ne pas rater le duo de Denis Cuniot et Nano Peylet, Musique des Klezmorim et de leurs descendants (92567-2), ni Kroke avec Eden (Oriente RIEN CD 09). La plupart des musiciens actuels et d'autres

encore (sauf Zorn) se retrouvent dans une compilation éditée par le club de jazz new-yorkais The Knitting Factory regroupés sons le titre The Jewish Alternative Movement avec un disque intitulé A Guide For the Perplexed

# Cyrille Fleischman, écrivain

## « Il ne suffit pas de dire "Humour humour humour", il faut faire vibrer »

CYRILLE FLEISCHMAN situe ses nouvelles dans les quartiers juifs du Paris des années 50 (Rendez-vous au métro Saint-Paul, Nouveaux rendez-vous au mêtro Saint-Paul, Dernier rendez-vous au métro Saint-Paul, aux éditions du Dilettante, ou Tango pour le cinquième acte, chez Flammarion).

« Il y a de nombreux personnages qui sont des chauteurs ou des musiciens dans vos histoires, en guoi vous out-ils inspiré?

On s'imagine toujours que le monde juif s'était transplanté à New York, mais il existali aussi à Paris. Quand j'étais enfant, mes parents m'emmenaient dans les cabarets de la rue de l'Entrepôt ou de la rue de Lancry, le dimanche soir, et ça m'empoisonnait. Mais, fit pas, pour paraphraser le général comme personnages, j'adore les de Gaulle, de dire "yiddish yiddish

vals, donc sous forme de fiction il y a plein de choses à en dire, parce que c'est drôle et pathétique. C'est ce qu'aimait Kafka dans les troupes de théâtre yiddish itinérantes, ils étaient mauvais mais sincères... Ceux que j'aime vrai-ment, ce sont Talila et Ben Zimet, elle surtout devrait être célèbre, elle devrait passer à la télé, jouer dans des films. Ce qu'ils font est "facile" mais ça fait vibrer, c'est comme de l'opérette. Mais c'est plus de la chanson yiddish que du klezmer, ça vient du théâtre...

musiciens. Parce qu'ils sont mau-

Que pensez-vous du renouveau de la musique klezmer aujourd'hui?

C'est une mode, mais il ne suf-

yiddish" on "klezmer klezmer ment de ce qui s'est passé. Si le klezmer" ou "humour humour humour" pour que cela devienne une réalité... Ni d'aller apprendre le yiddish et de se plonger dans les archives. Parce qu'on n'y retrouve pas la vie qui existait à cette époque et qui a disparu, et c'est comme cela qu'on finit par faire du Spielberg... Mais ce que font Denis Curiot ou les Orient Express Moving Shnorers (mais il y en a d'antres...), c'est bien, et ça devrait prendre. Quand le groupe est bon, il y a une jubilation...

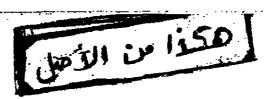
Vous ne croyez pas à une renaissance?

- C'est surtout qu'il faut arriver à s'éloigner du pathos et de la Shoah. Aujourd'hui, on rit et on pleure pour d'autres raisons. On ne peut pas se préoccuper unique

quartier Saint-Paul n'est plus le même, ce n'est pas seulement à cause des déportations, c'est aussi parce que les gens se sont assimilés et qu'ils ont quitté des immeubles insalubres pour aller dans des HLM où ils avaient des salles de bains au lieu d'avoir les toilettes sur le palier. Il y a en aussi l'arrivée des Sépharades, qui n'ont ni le même passé, mi la même culture, ni le même mode de vie. Pour que l'art progresse, il faut arrêter de ressasser les mêmes histoires. Et, si cela commence à se faire en musique, on peut dire en revanche qu'il y a une littérature qui devrait être et qui ne se fait pas. »

> Propos recueillis par Martine Silber





# Wilco et Westerberg, entre les Grands Lacs et Liverpool

Deux nouveaux albums d'artistes américains hantés par les fantasmes de la pop anglaise

EN cette fin de siècle rythmée par la « magie » de l'électronique, des disques comme ceux de Wilco Summer Teeth - et de Paul Westerberg - Suicaine Gratifaction - redonnent foi dans ce qui paraissait obsolète : le rock, les guitares, le plaisir de se raconter en chanson. cet art que les Anglo-Saxons désignent sous le nom de *songwriting*. Le hasard de l'actualité fait sortir au même moment ces albums d'artistes profondément américains, de par leur attachement à un patrimoine terrien, leur célébration des musiques fondatrices - country, folk, blues -, et ce regard rêveur jeté aux cousins d'Angleterre. Entre l'aine, Westerberg, et Wilco, grands espoirs du rock outre-Atlantique, on sent plus que des correspondances, une filiation.

On se hasarde donc à demander à Jeff Tweedy, trente ans, leader de la (plus) jeune bande en visite parisienne, s'il assume ces liens de parenté. Le chanteur, guitariste et principal auteur-compositeur de Wilco, ne cache pas son admiration pour Westerberg: « Je ne peux nier que Paul Westerberg a été l'un des songwriters les plus importants de mo génération. Les premiers disques des Replacements ont été essentiels pour moi. Dans les années 80, nous sommes allés très souvent les voir en concert. Leurs performances dégageaient une énergie proche du chaos. mais, dès le départ, Westerberg composait de vraies chansons. » Dans certains titres de Wilco, on perçoit le même timbre, à la fois tendre et rêche, qui a toujours été l'atout de l'ex-vocaliste des Replacements. « Paul Westerberg chantait d'une façon incroyablement directe et personnelle. Il a donné une voix à des émotions qu'on ne s'attendait S pas à trouver chez un groupe punk. »

La formation, en 1979, des Replacements dans la ville de Minneapolis (Minnesota) constituait un événement notable dans une Amérique restée quasi insensible à l'explosion punk. Avide de retrouvet l'urgence primitive du rock, le groupe trempait dans tous les excès jusqu'à façonner un genre d'esthétique du désordre. Sous les turbulences pourtant perçait le talent d'un auteur sensible aux mélodies pop, folk et blues. A l'anarchie de Sorry Ma Forgot To Take Out The Trash succéderont des albums de plus en plus concernés par l'écriture. Jamais récompensés d'un succès grand public, les Replacements se séparèrent en 1990, non sans avoir posé les jalons du rock alternatif américain. En solo (les albums 14 Songs et Eventually), Paul Westerberg confirma son désir de sobriété et de classicisme. Jusqu'à devenir, pour ses fans comme Tweedy, un artisan trop soigneux.

Paul Westerberg n'a jamais rencontré le leader de Wilco, son cadet de dix ans. On lui rapporte sa remarque, il développe son autocritique. « L'amour du songwriting peut avoir des effets pervers. On finit par consacrer trop de temps à la forme. Comme Elvis Costello, j'ai pu tomber dans ce piège. Avec Suicaine



Gratifaction, j'ai essayé de retrouver l'essentiel : des émotions à nu. Avec Don Was, mon réalisateur artistique,

nous avons privilégié les premières prises. » Chef-d'œuvre de douceamertume, ce nouvei album pare la finesse mélodique de touchantes

« L'ESPRIT DES PIONNIERS »

Le cheminement de Tweedy recoupe en partie celui de son modèle. Un premier groupe fougueux, Uncle Tupelo, formé dans Pillinois, défoulera les tensions adolescentes avant d'atteindre, sous le nom de Wilco, la maturité. Après un premier disque en 1995, A. M., un peu approximatif, Jeff Tweedy, Jay Bennett, John Stirratt et Ken Coomer ont réussi, deux ans après, avec Being There, un double album proposant une relecture somptueuse des racines blues, folk et country.

Après une collaboration avec Billy Bragg, pour l'album Mermaid Avenue consacré à des chansons inédites de Woody Guthrie, Wilco aspire avec Summer Teeth à une ex-

Wilson que du Band et des Rolling Stones. Aux confluents de l'héritage américain et des influences britamiques. « Ma génération, celle de l'après-Vietnam, explique Jeff Tweedy, a grandi dans une Amérique qui avait la queue entre les jambes. Notre seule fierté, c'était le rock'n'roll. Difficile pourtant de faire une distinction entre ce qui était né chez nous et ce qui venait de Grande-Bretagne. » Il perçoit pour-tant des particularismes dans ce grand brassage. «Le rock britannique est plus ouvertement conduit par la mode et l'obsession du style. Quand j'étais jeune, appartenir à un groupe de rock américain signifiait parcourir dans un van ce pays im-

Les obsessions de Paul Westerberg sont nées de ce même mélange. « Paul McCartney reste pour moi le plus grand auteur-composi-

mense, dormir à même le sol, vendre

ses disques aux concerts... Retrouver

en quelque sorte l'esprit des pion-

cette fois, des Beatles et de Brian ments. Mais je me sens sans doute ments. Mais ie me sens sans doute plus proche de quelqu'un comme Alex Chilton. » Westerberg avait d'ailleurs composé une chanson en l'honneur de l'ancien leader de Big Star, figure culte de Memphis, éternelle cause perdue d'un rock essayant de retranscrire les fantasmes pop anglais à travers le prisme fêlé et la rudesse du terroir américain. S'identifiant peut-être à ce modèle, Westerberg affirme: « Je n'échangerais pas l'influence que s'ai pu avoir contre quinze minutes de célébrité. » Respecté par Wilco et beaucoup d'autres, l'ex-punk n'a pas quitté Minneapolis. Les désillusions n'ont pas entamé sa foi dans le songwriting: « Les modes passent, les chansons restent. »

Stéphane Davet

★ The Replacements, All For Nothing, 2 CD Reprise/Wea. Paul Westerberg, Suicaine Gratifaction, 1 CD Chrysalis/EMI. Wilco, Summer Teeth, 1 CD Reprise/Wea.

DÉPÊCHES

■ MUSIQUE : le Salon de la musique, consacré aux métiers de la musique, regroupe désormais deux manifestations, Musicora, plus spécialement ouvert au classique et au jazz, et Musicmania, pour le rock et la chanson. Le Saion est organisé du 10 au 13 avril dans le Parc de la Villette, à Paris (19:), à la Grande Halle et à la Cité de la musique. Près de six cents exposants, dont des facteurs d'instruments, des éditeurs et des associations, seront présents. De nombreux concerts, conférences et débats sont aussi prévus. Un billet d'entrée groupé donne droit à l'accès aux deux Salons (60 F, 9,16 €) ouverts du 10 au 12 avril, de 10 heures à 19 h 30, et mardi 13 avril jusqu'à 18 heures. Le Salon devrait être inauguré, vendredi 9 avril, par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, à l'issue d'une PATRIMOINE: à Marseille,

l'ouverture de quatre sailes de cinéma d'art et d'essai sur la Canebière, le 7 avril, participe de la lente renaissance de l'artère mythique de la ville. Située près d'une galetie marchande désertée où ne vivotent plus qu'un armurier et un vidéo-sex-club, la façade très kitsch des nouvelles Variétés, où se trouvait le célèbre caf'conc' des années 30, est surprenante. « Nous n'avions pas vraiment choisi La Canebière au départ, mais, à voir le regard des gens auxquels nous parlions du projet, c'est devenu un défi », explique le directeur des Variétés, François Da Silva, déjà directeur du César, l'une des deux salles d'art et d'essai marselllaises, dont les entrées ont triplé en cinq ans (180 000 fin 1998). - (AFP.) ■ OPÉRA : la première mondiale du premier opéra en yiddish doit avoir lieu en Israel, le 28 avril, avec la présentation de Dybbuk à l'université Ben-Gourion de Beersheba. Le spectacle fera ensuite le tour d'Israël, puis de différents festivals à travers le monde, a annoncé lundi 5 avril sa productrice,

### Délicate succession à la tête des théâtres de Chaillot et de Villeurbanne

vary pour Chaillot et Roger Planchon pour le TNP, arrivera à terme le 31 juillet 2000. Il s'agit d'assurer la succession aux deux postes, et, d'une manière plus large, de redéfinir la fonction des deux salles.

Jérôme Savary (né en 1937) dirige Chaillot depuis 1988. Il achève son troisième mandat, qui ne sera pas renouvelé. Il ne le souhaite d'ailleurs pas ; il désire poursuivre sa carrière de directeur-metteur en scène dans un autre théâtre - ce qu'il négocie en ce moment avec le ministère de la culture. En revanche. Savary verrait d'un manyais. œil que le Théâtre national de danse. Pour pallier ce manque, le ministère de la culture a confié une mission à Anne Schiffert, qui étudie (avec un comité de sages) les possibilités d'aménager ou de créer une

Dominique Wallon, directeur de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, met en avant une question préalable qui se pose à Chaillot : celle des travaux. « Il faut forer de nouveaux accès pour les décors, réaménager la cage de

L'AVENIR du Théâtre national Chaillot soit transformé en théâtre populaire de Villeurbanne (TNP) et national de la danse, comme une du Théâtre national de Chaillot est rumeur le propage. Hormis le pour cette salle ? Elle pourrait devenir du TNP). Selon Domien discussion. Dans les deux cas, le Théâtre de la Ville, subventionné une grande salle symphorique - elle nique Wallon, ces manifestations mandat des directeurs, Jérôme Sa- par la VIIIe de Paris, aucune scène l'a été-, une salle pour la danse, ou seront assurées par Roger Planparisienne ne consacre la majeure une salle de théâtre, avec une mission renouvelée qui accorderait une plus large place au public familial et jeune. La question sera tranchée soit en juillet, soit en septembre. »

Roger Planchon (né en 1931) dirige le TNP depuis que, en 1972, le ministre de la culture, Jacques Duhamel, a transféré le sigle de TNP du Théâtre de Chaillot au Théâtre de la cité de Villeurbanne, où Planchon s'était installé en 1957. En 2002, le trentième anniversaire du transfert du sigle fera l'objet de manifestations (avec, probablement, des reprises de spectacles maieurs scène et la salle. Cette nécessité nous du TNP, signées de Roger Planchon, chon. Mais, entre-temps, celui-ci aura très probablement quitté la direction du TNP Son contrat est déjà prolongé jusqu'au 31 décembre 2000 : « Jusqu'à quand est-il souhaitable de prolonger le mandat de Roger Planchon?, dit Dominique Wallon. Nous avons eu beaucoup de discussions sur ce sujet avec lui. Comme pour Chaillot, nous nous posons la question de l'avenir du TNP: quel projet, quel directeur? Nous travaillons avec la municipalité de Villeurbanne pour examiner comment il serait possible de faire du TNP un vrai grand théâtre national en ré-

UN STUDIO DE CINÉMA

A la mairie de Villeurbanne, on se dit « extrêmement attentif à la avestion du statut du TNP ». Raymond Terracher - adioint au maire chargé de l'action culturelle et des grands projets - insiste : «Le ministère fait état de projets de structures nouvelles en région, avec des contrats de trois ans. Cela nous paraît court. Nous voulons que le TNP bénéficie d'une structure de type national, avec des subventions qui ne soient pas en baisse. Pour la succession (...) nous

nous donnons un an pour décider. » D'ici là, le TNP va aménager, à la demande de Roger Planchon, un local de mille mètres carrés, près du théâtre, qui servira à la fois de salle de répétition et de studio de cinéma. Dominique Wallon reconnaît que le ministère a « beaucoup hésité » avant de donner son accord pour le studio de cinéma, dont il estime au'il doit servir de « studio d'appoint ». Ce n'est pas la ligne de Planchon - qui réclame depuis des années les moyens de mettre en place un centre de création pluridisciplinaire – ni celle de la mairie de Villeurbanne, qui constate que « beaucoup de films tournés dans la région ont recours aux studios parisiens, faute d'endroit adéquat ». Les travaux commenceront au plus tôt à la fin de l'année. Le budjet est de 17,7 millions de francs (2,7 millions d'euros) - dont 5 millions de l'Etat, 3 millions de la communauté urbaine, 2,7 millions de la région et 6,3 millions de la ville. Le nouvei espace devrait être opérationnel cou-

# Mathilde Monnier à l'affût des étincelles de vie

A LA TÊTE du Centre chorégra- de ce geste, très beau, répétitif, de tistes. Commencée dans la plus grande discrétion il v a cinq ans à Phôpital psychiatrique de La Colombière, cette expérience, échappant à toutes mesures, tous modèles, irrigue aujourd'hui d'une sève inattendue l'ensemble de son œuvre. C'est dire la nécessité qu'avait, qu'a toujours la jeune femme - les ateliers continuent - à aller chercher dans l'opacité de consciences emmurées quelque chose d'enfoui au plus profond d'elle-même. Une résonance de ce qui la pousse à danser.

Rencontrer l'Autre. Cet acte prend ici une dimension avec laquelle on ne peut tricher : l'autiste est incarnation de la différence ultime. Mathilde Mounier a pourtant réussi à nouer avec Marie-France Canaguier, vingt-six ans, un lien surprenant, au point gu'elles ont. ensemble, préparé un duo, Bruit blanc, qui a été joué le 7 avril 1998. La réalisatrice Valérie Urréa a filmé cette collision d'amour, ainsi que les répétitions préparatoires. C'est sec, c'est doux. Le péril d'aimer.

D'a ONFIMES ENTREBALLEMENTS » Mis à part le jargon de concepts déjà bien élimés, comme ceux de «l'entre-deux», de «l'entre-deuxcorps », etc. (dont le commentaire ne fait pas l'économie), ce Bruit blanc se regarde le souffle court. Tout s'invente sous nos yeux. Le duo ouvre le film. De lourdes branches gisent au sol. Le long d'une paroi avance Mathilde Monnier Marie-France Canaguier, atteiée à ses épaules, la suit. Lumière blanche, ombres noires dessinent ce cortège, comme surgi de La Voie lactée de Buñuel.

On comprend, peu à peu, que toutes les figures naissent du balancement d'avant en artière auquel la jeune fille se livre dès qu'elle retourne en elle-même. Dans ce balancement, il y a tous les élans possibles, tous les refus aussi. Marie-France tire Mathilde allongée au sol, comme un paquet. Ou comme une branche morte. La chorégraphe appuie sa tête sur l'épaule de sa partenaire qui la repousse, à chaque fois, mais sans hâte. Juste génante. Equilibres dans l'air, au sol, effets de bascule, accompagnés

phique national de Montpellier, la jeune apprentie-danseuse : la Mathilde Monnier a voulu initier main qui se secoue, puis qui se

tourne en direction des veux. Mystère. Etre là, être ailleurs. La musique de Louis Sclavis (clarinette, percussions) murmure cet incommu. « Est-ce que ce duo existe ?, s'interroge Mathilde Monnier. Il est danse de la tentative, rendu possible par les infimes entrebâillements que Marie-France autorisait. C'est elle la maîtresse de ce ieu. Elle m'a emportée dans ce balbutiement d'un dialogue archaiaue. » Ce à quoi répond Brigitte Challande, une des soignantes: « Je ne sais pas qui est Mathilde Monnier. Elle n'est pas seulement une danseuse. Il y a l'énigme Mathilde Monnier, comme il existe l'énigme Marie-France Canaguier. Dans cet univers des autistes, elle a trouvé un passage en dehors de la

parole, fondé un langage. » Démarche artistique soutenue par le désir. Aucune prétention à une quelconque psychothérapie. Ce Bruit blanc fait suite à L'Atelier en pièces, créé en 1996, une première chorégraphie inspirée du travail mené à La Colombière dans laquelle le jeune autiste Benjamin Massé-Lassaque avait apporté son goût incandescent du jeu...

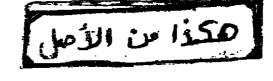
LOBERT

Aliénés, malades du sida, alcooliques... Certains des danseurs de Mathilde Monnier ont choisi de partager leur savoir artistique avec ceux qui souffrent. Ils connaissent aussi le désir de rejeter, de laisser tomber. Cette ambivalence constitue la matière des nouvelles recherches de la compagnie. Voyage au bout de soi-même, dénomi Les Lieux de là. L'humanité du groupe, mais aussi ses aveuglements. Le premier volet de ce cheminement s'appuyait sur l'originalité esthétique des danses chorales de l'expressionnisme allemand, mais aussi sur les dérives qu'elles ont engendrées, conscientes ou non, avec les idées totalitaires. Loin du divertissement, on l'aura compris, Mathilde Monnier vérifie dans sa création la légitimité de sa pratique d'ateliers. Et inversement Avec elle, la vie jalliit là où on la croit éteinte.

Dominique Frétard

★ Les Lieux de là, au Théâtre de la Ville, du 5 au 10 avril. Le 14 avril.





essais.

Nantes expose quarante œuvres du peintre autodidacte géorgien Niko Pirosmani, le Douanier Rousseau des artistes russes du début du siècle

F+ . .

PIROSMANL Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél.: 02-40-41-65-65. Du mercredi au lundi de 10 heures à 18 heures, le vendredi jusqu'à 21 beures, le dimanche à partir de 11 heures. Entrée : 20 F (3,05 euros). Jusqu'au 7 juin.

NANTES

de notre envoyé spécial Un métier d'avenir vers 1890 : employé de chemin de fer en Transcaucasie. Salaires modestes, mais paysages admirables. Une situation parfaite pour jeunes gens avec d'autres idées en tête. Les chemins de fer de Transcaueasie comptèrent donc plusieurs salariés promis à la notoriété. Celles de l'acteur Tsagarell et de l'aviateur Kebouria n'ont guère dépassé les frontières de la Géorgie. Mais la gloire musicale de Fedor Chaliapine est universelle et celle, picturale, de Niko Pirosmani est en train de s'étendre.

Pirosmani - en vérité Pirosmanachvili - tient dans l'histoire des avant-gardes russes une place très comparable à celle du Douanier Rousseau en France : celle de l'autodidacte qui ignore les conventions artistiques et fait triompher une pureté naïve. Pour le Douanier Rousseau, on connaît l'histoire: un discret amateur est découvert par Picasso, Apollinaire, Delaunay. Ils le fêtent, ils achètent de ses tableaux, ils font de lui un primitif miraculeusement préser-

LA SIXIÈME ÉDITION du Festi-

près, un processus identique. Jusqu'en 1912, nul ne le connaît en dehors de Tiffis. Né en 1862, employé des chemins de fer de 1888 à 1894, marchand de beurre et de fromages ensuite, Pirosmani préfère bientôt à son commerce la confection d'enseignes et l'exécution de portraits. Il en vit, mal semble-t-il, logeant dans des arrière-cours, sous des escaliers

Sur ces derniers détails, la légende pirosmanienne est prolixe trop. Elle l'est moins sur la technique du peintre, le choix de ses sujets, les influences. L'étude des œuvres permet seule de tirer quelques conclusions : Pirosmani peint à l'huile et de préférence sur une toile cirée noire, parfois sur métal - pour des enseignes - ou sur carton; il ne craint pas les formats assez grands et ne s'enferme dans aucun genre ; il travaille tantôt à la commande, tantôt selon son envie; il peut se montrer réaliste ou allégorique selon les sujets.

« LE GIOTTO GÉORGIEN »

Dans tous les cas, il respecte la réalité autant qu'il y parvient et énumère scrupuleusement les éléments de la représentation. Le dessin est simple et détermine des silhouettes de face ou de profil. Les touches produisent parfois une légère vibration qui anime les aplats et suggère des volumes, les plis d'une jupe, la forme d'une botte, le galbe d'une poitrine.

La perspective est à peu près absente, du moins jusqu'aux années 1910, et un ciel vertical, un

Pour Pirosmani, c'est, à peu mur ou le noir de la toile cirée réduisent la profondeur à un espace étroit, une sorte d'avant-scène sur laquelle se produit le modèle. Les couleurs sont peu nuancées et constrastent durement avec le noir omniprésent. La frontalité des compositions, la dureté des contours, la schématisation des visages créent des tableaux immobiles. On y voit des paysans, des buveurs et des animaux aux gestes arrêtés et aux poses fixes.

Cette extrême simplicité sédui-

sait sans doute les clients de Piros-

mani. On peut supposer qu'ils y

retrouvaient la netteté statique des icônes. Elle a séduit plus encore l'avant-garde russe quand elle a voulu échapper à l'emprise du cubo-futurisme importé de France et d'Italie pour fonder une esthétique autochtone nouvelle. En 1912, Mikhail Le Dentu vient en Géorgie en quête d'une telle révélation. Membre de l'association La Queue d'âne avec Malevitch et Tatline, il se fait le théoricien du refus de l'illusionnisme perspectif et de la régénération de la peinture par le primitivisme, doctrine qu'il appelle « toutisme ». A Tiflis, il comprend à l'instant que Pirosmani est la preuve qu'il faut à sa théorie. Il s'en saisit et lance un slogan : Pirosmani, ce serait « le Giotto géorgien ».

Suivent les premiers contacts, des achats - les Pirosmani ne coûtent pas cher-, une exposition cautionnée par Larionov, lequel fait connaître la bonne nouvelle à Paris. Apollinaire commente, le 24 juillet 1914: «Le grand et légi-



« Beauté d'Ortatchala à l'éventail » (1905), huile sur toile cirée (109 × 49 cm), de Niko Pirosmani.

time succès du Douanier Rousseau pousse maintenant les chercheurs de tous pays à rechercher les peintures populaires, les peintures paysannes. (...) En Russie, on se met à ramasser aussi les témoignages de l'art paysan et en particulier les peintures populaires du Caucase. Le peintre Larionov en a déjà beaucoup. » Quinze jours plus tard, c'est la guerre. Plus question de contacts internationaux. Après avoir été célèbre un court moment, Pirosmani est mort au printemps de 1918 dans le dénuement et la solitude.

Philippe Dagen

### SORTIR

### PARIS

Loué soit le progrès Soit le titre d'une pièce, Loué soit le progrès. Soit un résumé rapide de ladite pièce : des hommes pêchent. Le poisson qu'ils attendent est un homme qu'on a poussé dans l'eau. Entre le titre et la pièce, il y a un monde, celui de

Gregory Motton, auteur britannique de trente-huit ans, lancé en France par Claude Régy (Chutes, La Terrible voix de Satan), et mis en scène ce printemps par l'Allemand Lukas Hemleb, dont les précédentes productions (en particulier Les Mauvais contes no font pas les amies) ont témoigné d'un ton réconfortant pour la mise à jour de la cruauté. La Cabane de l'Odéon, 36-38, quai

de la Loire, Paris 19. Mº Jaurès. Du 6 avril au 8 mai. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures, Tel.: 01-44-41-36-36. De 60 F à 110 F. Amants; Vieux ménage

«Le théâtre ne meurt ni du billet de faveur, ni de la cherté des places, ni de la censure ; le théâtre meurt du théâtre. Depuis plus de trente ans, tous les soirs, sur tous les théâtres, on joue la même pièce. Que ce soit une comédie, un drame, un vaudeville, une opérette, c'est toujours la même chose : un mariage contrarié pendant quatre actes, accompli au cinquième. »

Voilà ce qu'écrivait Octave Mirbeau au début de siècle. Pour lutter contre l'ennui au théâtre, il prit le parti de parler de l'amour et du mariage, - mais, nuance du mariage « contrariant » plutôt que contrarié. La

Comédie-Française donne l'occasion d'entendre deux de ses textes. Mise en scène de Jean

Bouchaud, avec Alain Praion, Martine Chevallier et Florence Viala.

Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1º. Mº Palais-Royal. Du 6 avril au 22 mai. Du lundi au samedi, à 18 h 30. Relache jeudi et dimanche. Tél.: 01-44-58-98-58. De 45 F à 80 F.

Sclavis/Frith/Drouet **Roscoe Mitchell Note Factory** L'une des soirées les plus intéressantes, sur le papier, du festival de jazz Banlieues bleues. En première partie, la musique improvisée telle que s'y confronte le trio Louis Sclavis (clarinette), Fred Frith (guitare) et Jean-Pierre Drouet (percussions), entendu lors d'une édition de Sons d'hiver; ensuite le Note Factory du saxophoniste de l'Art Ensemble of Chicago, Roscoe Mitchell. Une formation à neuf. oui comprend d'excellents solistes (Hugh Ragin, Matthew Shipp...) pour une musique concertante et improvisée avec une double rythmique. Bobigny (93). Maison de la culture, 1, boulevard Lénine. 20 h 30, le 6 avril. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.

Moutin Réunion Les frères Moutin, François à la contrebasse et Louis à la batterie. forment l'une des rythmiques les plus excitantes du jazz en France, et très demandée. Du coup, leur groupe, avec Sylvain Beuf (saxophone) et Baptiste Trottignon (piano) ne joue pas assez souvent. Séance de découverte ou de rattrapage au Duc bienvenue. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1º. Mº Châtelet.

22 heures, le 6 avril. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

# lathilde Monnier à l'affut

DEPECHES

DÉPECHES

\*\*WUSIGNT : le Salon de ka

With the state of the Manage

**网络拉斯斯 由 特拉尔** 

Andre Sa, Marring our State

寄原性 医抗性 医血流流发生病

The service for the common to the

光上型数 如 电线 "不是"

海底 巍 对两种 的现在分词

強い機能できませることとなった。

THE SHOP WILL IN THE

BELL A WEST OF FREE

Epul Piatrice Conn.

المراجعة المناجعة

specialist of the second

والمراجع والمنطوع الارابي أوالي الم

THE PARTY OF THE P

Demonstra & W. W.

The State of the Land

Beller Strangers

Bars, 4442, 144 A

Berger Charles Contract

B. I. ...

AND THE PROPERTY OF THE PARTY OF

**医骨髓**硬性 (1975)

Park Control

gille der er er er er

Maria Company

。 <del>東 person</del> かわさ ルニニリ

Back & Start Col.

garage special and the second

🌬 🏄 i i in in in i

and before the com-

State of the second

Special Services

A Horizon

gaganagey on the 📑

alpert en en e

PARTITION OF THE STATE OF

Management of Street of Land

Sparse ....

See the war and the second

gr**agus**ty libror artifició (f. e.

And the second

المتناف بديرة الحيارية يهوا

Service and the service and th

**明湖**,新发游与""

計画製(ボール) 楽し (A) (「)

and the second second Appendix Support of the Control

parte management

事事をある。

g property of the control of

EGRELLY MER +

acting and state of the

Control of the Contro

Maria Mile

AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS parties of the state of

The second

The state of the s

Action to the second

Mr. States of the state of

※ ラクタン・・・

and the second second

al agreement of the

Applications of English Filling

- 2.0% to

-11 To 12

- ---

 $\cdots \cup_{\mathcal{C}_{\mathbf{Z}_{\mathbf{Q}}}}$ 

e en egg

-----

Butter I was a market

portion of sections

....

· 12:5

100

des étincelles de vie ٠.... CONTRACT A CONTRACT Marine Committee r ... gerffe fie au er er. and the state of the

1.

. . .-

. . . . . .

\*\*\* 1\*\*

2.7

.

. ...

A 6.5

1. - 2. -

100

-03-4

يب.

•

val international Exit, qui s'est achevé dimanche 4 avril, a confirmé en originale de Créteil dans un paysage thon, qui mêle théâtre, expositions, musique et danse (lire ci-dessous le compte-rendu des spectacies de conclu par une party sous le signe du Spirit of the Asian London Underground qui a fait vibrer le béton de la maison des arts tard dans la nuit. Exit se plaît à varier les approches dans le brassage sans AVEUX DE JEUNES ORDINAIREScomplexe d'arts nobles et de gestes de la rue, la pratique du bricolage haute et basse technologie, le refus de trancher entre bon et mauvais goût et l'appel constant à la prise de

risque sans iaquelle il n'est de renouvellement. Cette année, les benjamins étaient les très jeunes Gantois de Kung Fu. Ils sont plus de vingt, entre lycée et premier emploi, qui aimeraient entrer dans la vie par la scène, les poings serrés, prêts à ouvrir les portes du coup de pied de

Bruce Lee. Une image qui manifeste un besoin de protection plus qu'un désir d'agression. Filles et garçons un printemps de dix jours la place ne se privent pourtant pas de se cogner les uns aux autres. Ils le chufestivalier parisien assoupi. Ouvert chotent et le crient au terme d'une par le classique. Bob. Wilson -- piste d'envol-enfoncée dans le pu-(Le Monde du 27 mars), le mara-blic, encadrée par deux DJ - leurs seuls véritables héros. Ils affrontent ce tremplin du déhanchement des défilés de mode, dans les corps et Vincent Mantsoé et Ron Brown), s'est les costumes inadaptés du quotidien. Un hiatus qui les fait vaciller, et ce vacillement, épié de la salle par des caméras, est transmis sur un

> Leur « collection » est faite de témoignages taillés à cru dans leurs espoirs, dans leurs sentiments. C'est leur pudeur qu'ils donnent à voir. Les Kung Fu font une revue de l'intime, tout juste jouée, où s'expose en éclats ce qui resterait de nu. Ils ont choisi d'être eux-mêmes sur scène, ou de faire comme si. Ils ne revendiquent rien d'autre que de trouver une place (un rôle) en l'étant. Ils sout venus livrer ce qu'ils ont de plus précieux, les aveux de jeunes gens très ordinaires, dont les La mise à la torture (répétitions, ac-

confessions pourraient faire le quotidien du voyeurisme télévisuel. Ils en déportent les codes à la scène, avec plus de cran que d'art, et une impression troublante de vérité. Les Kung Fu hésitent entre l'appel à témoins et le besoin de spectateurs avant de trancher en exhortant le public à devenir supporteur, et proclamer jeu et match. Plus classique, Exit proposait, en

Le Festival Exit de Créteil brasse sans complexe arts nobles et gestes de la rue

bon anglais d'Angleterre, Blue Heart, drôlerie théâtrale en deux temps et deux mouvements de Caryl Churchill, mise en scène par Max Stafford-Clark, qui présida longtemps aux destinées du Royal Court, avant de créer la compagnie Out of Joint, I'une des plus inventives du moment outre-Manche. Blue Heart est plongé dans l'essence du théâtre - la répétition -, et minuté par Max Stafford-Clark avec la précision de l'œuf mollet au breakfast. Près d'un demi-siècle après Jean Tardieu, Caryl Churchill découvre les vertus d'un mot pour un autre, d'un mot pour beaucoup d'autres, d'un mot pour tous les autres, dans des situations à faire pleurer les princesses d'Angleterre.

célérations, condensations, coupures) de dialogues effrayants de banalité moque par l'absurde les trivialités de la comédie anglaise social-psychologisante contempo-

Mais la principale réussite d'Exit 99 aura été celle des marionnettistes (pour adultes) britanniques de Faulty Optic. Avec Tunnelvision, Liz. Walker et Gavin Glover projettent leur humanité de trois pouces dans l'existence des taupes. L'égoisme, la bêtise, l'envie, la haine sont attisés par une solitude sans fond, qui renvoie chacun sur son ile hostile. Leurs créatures guettent le train qui crité, et ne s'arrêtera jamais pour eux. Leur œil, impitoyable, n'est rien à côté de leur nez, suractif, qui leur procure une animalité (une apparence de vie) débordante. Tunnelvision aborde au grand art par la rive du désespoir. Faulty Optic est à Châtilion jusqu'au 17 avril (tél.: 01-46-57-22-11) avec Snuffhouse Dustiouse, un de ses précédents spectacles. Il n'y a pas de bonne raison de le manquer.

Jean-Louis Perrier

### டி Théâtre du Rond-Point Cie Marcel Maréchai et Le CADO Centre National de Création Orléans - Loiret - Région Centre

présentant au Théâtre du Rond-Point

Pierre Arditi . Michel Aumont Marcel Maréchal . Chantal Neuwirth PÊVEL PEUL-ÊLIE

ce Jean-Claude Grumberg - mas Jean-Michel Ribes

Réservation 01 44 95 98 10

demière le 16 avril

6 nominations

aux "Molières" 99

# **GUIDE**

### REPRISES CINÉMA

La Chambre des tortures de Roger Corman. Américain, 1961 Reflet Médicis III, 5º (01-43-54-42-34).

Fermeture de l'usine Renault a Vilde Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25). Studio Galande, 5º (01-43-26-94-08).

de Stanley Kubrick. Américain, 1960

Grand Action, 5º (01-43-29-44-40).

### FESTIVALS

Festival du film de Paris Pour sa 14º édition, le Festival, présidé cette année par Jean-Pierre Jeunet, programme sept longs métrages iné-dits et sept autres films qui n'ont pas encore trouvé de distributeur. L'ouver-ture du festival sera marquée par la piection du nouveau film de James lvory, La Fille d'un soldat ne pleure jamais et la clôture par celle de The Hi-Lo Country, réalisé par Stephen Frears et

dont la sortie à Paris est prévue pour le 23 iuin. ont Marignan. 27, avenue des Champs-Elvsées, Paris & Mª Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-40-30-30-31. Du 6 au

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Mi-

nitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2.23 F/mn)

# Le Kiosque Théâtre : les places du jour

commission par place). Place de la Ma-deleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures. le dimanche. Giulio Cesare

de Haendel : version de concert. Sara Mingardo (Giulio Cesare), Sandrine Piau (Cleopatra), Laura Polverelli (Cornelia), Brigitte Balleys (Sesto), Hilary Summers (Tolomeo), Roberto Scaltriti (Achilla), Les Talents lyriques, Christoohe Rousset (direction). Théatre des Chamos-Elvsées, 15, avenue

Montaigne, Paris & M. Alma-Marceau. Le 6, a 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F á 450 F.

amerata Academica de Salzbourg Mozart: Divertissement KV 247 Marche KV 248, Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre KV 364, Symphonie nº 41 « Jupiter ». sabelle Faust (violon), Tabea Zimmermann (alto).

Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

Abdel Rahman el-Bacha (piano) Beethoven : Sonates pour piano op. 109 et op. 110. Chopin : Noctumes, Mazurkas, Berceuse, Sonate pour piano

Centre des bords de Marne, 2, rue de la Prairie, 94 Le Perreux-sur-Marne, Le 6, à 20 h 30, Tél. : 01-43-24-54-28. 105 f. Stéphane Huchard Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1ºº.

Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. Le Divan du monde. 75, rue des Mar-

tyrs, Paris 9°. M° Pigalle. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. De 80 F à 90 F. Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris 13-. Mª Quai-de-la-Gare. Le 6, à

21 heures. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F. Jacques Bertin La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris 20. Mº Gambetta. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 40-33-30-60. 140 F. Jusqu'au 18 avril.

Rai Kum New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. Mº Château-d'Eau. Le 6, à 21 heures. Tél.: 01-45-23-51-41.

### De 110 F à 130 F. DERNIERS JOURS

10 avril :

d'Arno Schmidt, mise en scène de Patrick Sommier, avec Yann Collette et Marie Cariès.

Maison de la culture. 1. boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, le lundi, à 20 h 45. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. **Guy Bedos** 

Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10°. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tel.: 01-42-08-18-50. De 60 F à 180 F,

Philippe Cognée : prolifération Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4. Tél.: 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures. Entrée libre.

# La grande parade du sexe et du désir de vivre

théâtre des champs-élysées MONTEVERDI L'ORFEO 14. 15, 16, 17 AVRIL direction musicale RENÉ IACORS mise en scène TRISHA BROWN archestre CONCERTO VOCALE Chrego Collegium Vocale de Gand danse Trisha Brown COMPANY location 01 49 52 50 50



IL AGACE, il énerve. Tant de désinvolture, voire de platitude. Le travail du chorégraphe Ron Brown n'est pas conçu, il est vrai, pour être béni-oui-oui, mais pour provoquer. Tant de santé pour parler de sexe, de drague, du sida. Il taille dans ces délicats sujets avec la distance sophistiquée, pseudo-naïve, qu'on retrouve dans la communauté noire américaine-homosexuelleurbaine-new-yorkaise. C'est le goût de la parade qui Pemporte. Parade du défilé de mode de Ebony Magazine, qui emprunte au vogueing mis à la mode dans les night-clubs de Manhattan, en imitation du style « inimitable » des mannequins de Vogue des années 50. Tout est posé, joué, débanché à se tordre la colonne. Parade plus crue du sexe dans Better Days, des hommes qui se matent, se soupèsent. Langage des yeux, de la

main baladeuse. Les hommes entre eux, beaux, triviaux. lours meilleurs d'avant le sida, iours à venir après l'espoir des nouvelles thérapies. Cette danse divisée en douze séquences, comme les stations d'un chemin de croix iconoclaste, si elle comprend le deuil, la poésie dite pour celui qui est mort, n'en reste pas moins une forte démonstration d'énergie à vouloir vivre. Cette pièce souligne, comme le fait aussi le travail d'un Bill T. Jones, la différence de traitement de ces thèmes (maladie, mort, sexe) entre les Etats-Unis et l'Europe (à l'exception de l'Australien Lloyd Newson). Là, exhibi-

tion, vérité nue, dérision du coup d'œil ; ici, pudeur, requiem, perspective morale, et sociale. Ron Brown choisit le ras de la réalité. Certains diraient le ras du slip. Parade pour esquiver, échapper, mettre à mal les bien-pensants. Banal ? Phitôt simpliste comme le sexe pour le sexe.

Autre parade amoureuse, celle de l'oiseau gula qu'incame, magnifique, le Sud-Africain Vincent Mantsoe, qu'on avait découvert aux Rencontres de Luanda (Angola) en 1996. Dans A Spiritual Journey into the self, le danseur continue en solo sa quête d'identité entre tradition. racines et ouverture au monde. Manquent ici ses danseuses bariolées, qui accompagnaient sa danse pleine d'humour, de vivacité. Plus sérieux, Vincent Mantsoe est aussi devenu plus convenu. Hommage à l'Afrique, aux parents. Good boy! Un bon garçon auprès duquel Ron Brown et sa bande d'« obsédés sexuels » jouent sans peine les bad boys de service.

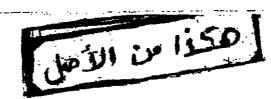
Didier Fussilier, directeur artistique d'Exit, lance ses filets, et ramène de l'excellent, du bon et du moins bon. Du multimédia, du non-identifié, du en train de se faire. Au spectateur de juger. Le travail n'est pas mâché. N'est pas signalisé: «Attention, chefs-d'œuvre». Donc on

Dominique Frétard



faire revivre la musique paysanne,

la faire rentrer dans la modernité LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4



Après avoir construit de leurs mains un petit abri en bois au-dessus de l'autel où Poi Pot a été incinéré, les soldats cambodgiens de la province d'Anlong Veng font payer environ 30 francs la visite.

■ Vincent Habineaza, Tutsi soupçonné d'avoir massacré ceux de son ethnie, enfermé dans la prison centrale de Kigali avec 7 000 Hutus, mange son brouet de mais sans pouvoir améliorer son ordinaire : « Moi, je n'ai personne dehors. Ma famille a été

Les admirateurs de la bégum Khaleda Zia, leader de l'opposition bangladaise, sont autorisés à lui offrir une seule fleur, tulipe ou rose; Rajiv Gandhi, ancien premier ministre indien, ayant été tué, en 1991, par l'explosion d'un bouquet.

« Tout bien pesé, nous avons décidé que le public russe a plus que jamais besoin de prendre connaissance de ce livre », a déclaré, lundi 5 avril, Galina Zinkovich, directrice du marketing d'info-M, la maison d'édition russe qui, au début des frappes de l'OTAN, avait renoncé à la publication de l'autobiographie de Monica Lewinsky.

■ Les Parris, un couple de l'Utha. militants anti-tabac, poursuivent en justice les MacFarlane leurs voisins qui, chez eux, fument sans tirer leurs rideaux.

■ Devant l'ardeur des couples à concevoir des bébés de l'an 2000, le Planning familial britannique lance, à l'instar de l'association de protection des animana opposée aux cadeaux de chiots ou de chatons souvent abandonnés après les fêtes, le slogan : « Un bébé, c'est pour la vie. »

■ Un Palermitain, marié, sans enfant, incarcéré à la prison de l'Ucciardone pour vol aggravé, demande le parloir pour son chien, déprimé depuis l'arrestation de son maître.

■ Les carabiniers qui avaient empêché Carmine Forestiero, trente-cinq ans, de sauter d'un pont sur l'autoroute près d'Ostie, l'ont arrêté, vingt jours plus tard à Rome, mourant de faim, tapant à coups de poings sur un distributeur automatique de confiseries.

■ Quarante porcs ont suffi à la commune allemande de Laasdorf pour fabriquer, dimanche 4 avril. une saucisse de 5 kilomètres de

# Pékin dénonce l'intervention de l'OTAN au Kosovo

La presse chinoise, c'est-à-dire les autorités, vole au secours des Serbes, oublie quasiment les réfugiés, et s'inquiète pour la paix mondiale

«ARRÊTEZ la barbarie!», a clamé l'éditorial du China Daily, l'organe officiel anglophone destiné au public étranger, dès l'éclatement de la crise au Kosovo. La «barbarie» n'est évidemment pas l'épuration des villages kosovars par les unités serbes. Il s'agit des frappes aériennes de l'OTAN. Depuis une semaine, la propagande de Pékin se déchaine pour fustiger l'offensive de l'Alliance atlantique - « une agression flagrante », « un acte de vandalisme », « des atrocités », toujours selon le China Daily- et voler au secours de la Serbie dont « la souveraineté a été violée ». « Il faut arrêter ce crime », écrit le Quotidien de l'armée.

Rien ne saurait justifier aux yeux de la presse chinoise – c'est--dire des autorités - une telle intervention. Non seulement le « fort » attaque le « faible », mais il bafoue la loi internationale en passant par-dessus l'ONU, Epargnant plutôt les Européens, les éditorialistes concentrent leur colère sur les Américains. « En tant qu'unique superpuissance de l'après-guerre froide, les Etats-Unis considèrent de plus en plus l'ONU comme un obstacle à leurs ambitions hégémoniques », dénonce le China Daily. « Aussi utilisent-ils l'OTAN comme un instrument au service de leur politique de puissance. » Et le même journal de se faire complaisamment l'écho de la



ricoins », notamment en Russie. La présentation des évenements par les médias chinois est d'un manichéisme abrupt. Les Serbes, qui ne cessent de « vouloir la paix », sont les seules victimes.

Américains, traumatisés, depuis

le Vietnam, à l'idée qu'une guerre

peut faire des morts. Mais c'était

surtout un premier signal de fai-

blesse adressé à Milosevic. Cette

fois, ce sont les Allemands qui ont

voulu se montrer généreux, en

prenant l'initiative de cet accueil

massif des réfugiés. La corde hu-

manitaire des pays nordiques et

anglo-saxons a tout de suite vi-

bré. Mais la France et l'Italie ont

Au journal télévisé du soir, l'en-

serbes abattus. Tandis que les avions de l'OTAN bombardent leurs « églises médiévales », le Quotidien de la jeunesse de Chine trouve *« émouvante »* l'inflexibilité des Serbes qui vont « tenir jusqu'au bout ». Entretenant ce climat de sympathie proserbe, la télévision centrale vient de décider de rediffuser de vieux films yougoslaves exaltant l'héroisme durant la deuxième guerre mondiale. Et les dizaines de milliers de toute offensive terrestre au Kosovo. Il fallait alors rassurer les

voyé spécial à Belgrade de la

chaîne CCTV se répand avec mi-

nutie sur les destructions causées

par les frappes - une usine, un

ou'éclats de métal, facades éven-

trées, toitures calcinées, visages

l'Elysée, de refuser l'installation provisoire en France de quelques milliers de réfugiés du Kosovo. L'explication avancée officiellement a quelque chose de martial (« Nous n'acceptons pas le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes », a dit Lionel Jospin), mais c'est la frilosité et de vieilles craintes qui se profilent derrière ce mouvement de menton. Comme si le gouvernement dans cette affaire, avait été plus animé par le désir de ne pas réveiller la question du droit d'asile et de ne pas raviver le délicat problème des sans-papiers non régularisés que de signifier à Milosevic sa volonté d'assurer par tous les moyens un retour rapide des réfugiés sur la terre dont ils ont été et sont encore déportés.

Kosovars chassés de leurs villages? Il en est à peine question. La télévision n'en montre aucune image. Le Quotidien des ouvriers publie bien un cliché de réfugiés pont. Les images ne montrent entassés sur un tracteur sans préciser qu'ils fuient les exactions serbes - dont l'opinion chinoise ignore tout. Quand la presse évoque - rarement - les vagues de personnes déplacées, c'est pour expliquer que l'OTAN en porte seul la responsabilité. La crise des réfugiés, y lit-on, a commencé après et non avant les raids aériens. «L'OTAN accuse les Serbes d"épuration ethnique" ou de "génocide" contre les Albanais, écrit le China Daily, mais ce sont ses avions qui commettent un meurtre indiscriminé contre la population de ugoslavie. »

A en juger par la nervosité du ton de sa presse, la Chine prend l'affaire très au sérieux. « Cette détestable invasion » constitue à ses yeux «un abominable précédent », selon la formule d'« experts » cités par l'agence Chine nouvelle. Pékin songe bien-sûr au scénario d'un conflit avec Taiwan où les Etats-Unis pourraient se trouver impliqués, comme cela faillit être le cas lors de la « crise des missiles » de mars 1996. Le parallèle qui n'est jamais expressément formulé relève du non-dit. Mais il est suffisamment présent dans les esprits pour que la propagande voie dans la crise du Kosovo-l'esquisse d'une menace pour la paix mondiale.

Frédéric Bobin

ANTLEVISION

### **DANS LA PRESSE**

Pierre-Luc Séguillon ■ La décision prise par le gouvernement de Lionel Jospin de ne pas accueillir des milliers de réfugiés albanais sur le sol français est cohérente. Mais elle n'est pas réaliste. Si l'objectif des frappes de l'OTAN est bien de faire plier Slobodan Milosevic et de l'empêcher de poursuivre sa politique d'épuration ethnique au Kosovo, il est juste, en effet, d'affirmer le droit à un prompt retour des populations qui ont été chassées du Kosovo ; et il est logique de ne pas transférer celles-ci dans des pays éloignés d'où beaucoup ne repartiront plus. Refuser de donner raison à Milosevic, c'est mainte-

UNE MAIN BLANCHE sur fond

noir, reproduction stylisée d'une

peinture rupestre namibienne.

suggère le passage vers les di-

verses rubriques du site de la revue

Africultures. Née en octobre 1997,

Africultures est l'unique parution

française mensuelle consacrée à

l'actualité artistique et à la critique

culturelle à la fois africaine, antil-

laise et afro-américaine. Le numé-

to d'avril propose un dossier sur

«Cuba l'Africaine », avec des ar-

ticles des écrivains Leonardo Padura et Zoé Valdès et des réflexions

sur le racisme (128 p., 60 F, diffu-

sion L'Harmattan); le suivant, à

paraître lors du Festival de Cannes,

analysera les nouvelles tendances

de la création cinématographique.

La page d'accueil présente le sommaire du mois en cours avec,

outre le dossier mensuel, des cri-

tiques littéraires, musicales, théâ-

trales et les pages « diaspos » consacrées à l'émigration afri-

caine. L'agenda, mis à jour chaque

semaine, permet de rechercher

tous les événements culturels liés à

nir par principe les déportés aux frontières du Kosovo! Cette position de principe n'est cependant tenable que si cet exode est bref et si l'OTAN parvient rapidement à ses fins, c'est-à-dire oblige Milosevic à rendre les armes d'ici queiques jours et le contraint à mettre un terme aux déportations massives de Kosovars. Tout démontre aujourd'hui, cependant, qu'il n'en sera probablement rien.

### LE FIGARO

Pierre Rousselin ■ Dix-neuf nations démocratiques ne font pas la guerre sans donner une très forte impression de cacophonie et d'improvisation. Beaucoup d'erreurs out déjà été commises, comme celle qui a consisté à exclure, dès le début,

### LIBÉRATION

pris leurs distances.

Jacques Amalric L'exception française peut parfois constituer un bien lourd fardean. Ainsi en va-t-il de la décision du gouvernement, bénie par

# www.africultures.com

Actualité artistique et critique culturelle africaine



de sélectionner une discipline, une période, un pays et un type de manifestation (festival, foire, colloque, concert, prix). Ainsi, en cliquant sur les festivals de cinéma, on découvre onze rendez-vous, de Paris à Montréal, Ouagadougou ou

ment tous les programmes des centres culturels français en Afrique et des liens directs vers

Une base de données consacrée à l'actualité culturelle, baptisée Murmures, sélectionne dépêches, brèves et communiqués classés

par rubrique et par période. On y découvre pêle-mêle - et en muique – des informations sur le groupe de rap Public Enemy en guerre avec sa maison de disques new-yorkaise, sur les Victoires de la musique de Yaoundé et sur les labels producteurs de disques afri-

La rubrique Articles est dotée d'une belle page de garde où une statuette de femme de profil, en bois, porte les dix-sept numéros de la revue Africultures. Cliquer sur une jaquette permet d'accéder au sommaire de l'ouvrage et aux articles, disponibles en français et en anglais. Un index thématique et un moteur de recherche couvrent tous les articles parus depuis la naissance de la revue. On découvre ainsi l'hommage rendu au cinéaste sénégalais Djibril Diop Mambéty après son décès, accompagné d'un manuscrit inédit du réalisateur, ou le portrait du comédien et metteur en scène burkinabé Sotigui Kouyaté.

Valérie Osouf

### **SUR LA TOILE**

ÉTATS-UNIS

■ Le gouvernement des Etats-Unis a décidé de faire appel du jugement d'un tribunal fédéral annulant le Child Online Protection Act (loi de protection des mineurs en liene). Le iuge avait estimé que cette loi était contraire au premier amendeme de la Constitution. SERBIE

■ La radio indépendante de Beigrade B92, qui continuait à émettre sur internet après que son matériel d'émission eut été confisqué (Le Monde du 30 mars), est réduite au silence depuis le 2 avril. Un groupe de policiers et de magistrats a fait évacuer le personnel. M. Mirkovic, directeur de la station, a été démis de ses fonctions, mais annonce son intention de reprendre la diffusion d'informations indépendantes dès que possible.

www.b92.net INTERNET GRATUIT

■ World Online France (filiale de World Online International, Bouvgues Telecom et TF 1) offrira à partir du 1º mai un accès Internet gratuit et illimité, sans bannière publicitaite obligatoire ni surtaxe tèléphonique, aux 200 000 premiers internantes français qui en feront la demande.

www.worldonline.fr Ou 08-03-31-30-00.

_	Bulletin à compléter et renve LE MONDE, service Abonn	oyer accompagné de votre relevé emerits - 24, avenue du Général-L	d'identité bancake ou postel à : .eclerc - 60646 Chantilly Cedex						
<b>Oui,</b> je s	ouhaite recevoir <i>Le Monde</i> p	our 173" (26,37€)par mois p	par prélèvement automatique.						
OM. DMm	e Prénom:	Nom:		<b></b>					
Adresse:				<b></b>					
	li: Localité : sourou 31/12/69 en France métropolit	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		901MCPA1					
700 March 1984	tion de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR	ORGANISME CRÉANCIER : L	F MANDE					
***************************************		Nº 134031	21 bis. rue Claude-Bernard 75242 Pa	E MUNUE   aris Cedex 05					
	établissement tireur de mon fectuer sur ce demier les	TITULAIT	RE DU COMPTE A DÉBITER						
	ts pour mon abonnement	Non							
au journal L		Prénous							
	ibre de suspendre provisoire-	N° Ville Ville							
ment ou d'in à tout mome	rterrompre mon abonnement		RESSE DE L'ÉTABLISSEMENT						
			R (votre banque, CCP ou Calese d'éparge	ej [					
			**************************************						
Signature :		N°							
İ		Code postal Ville							
			ION DU COMPTE A DÉRITER						
	T : merci de joindre un relevé caire ou postal, à votre autorisa-	Code Bathliananam Code Guicket	N°de compte	,CHERD,					
	un dans votre chéquier.	<b>!!                                   </b>	{	11111					

# Intelligence avec l'ennemi

nique aux bombes en participant tinovic l' Merci, tout d'abord. d'avoir mis la littérature française à l'abri des imbéciles de chez vous qui voulaient la brûler. Dites notre gratitude à vos étudiants du département de français de la faculté des lettres de Belgrade qui vous ont aidé à protéger ces milliers de livres au milieu desquels une caméra de TF I, déjouant la censure militaire, vous filmait lundi soir. Merci, ensuite, pour vos deux messages codés. l'ai décrypté le gros plan furtif sur l'œuvre poétique de Louis Aragon qui renvoyait, n'est-ce pas, à son Cantique à Elsa. Message recu: « Il est plus facile de mourir que d'aimer... » Surtout par temps

de guerre. l'ai bien compris que, sous ce cri de désespoir, se camouflait une leçon destinée à ceux de vos élèves qui s'exaltent encore au spectacle de la guerre parce ou'ils prennent du plaisir à faire la la fratemité au chaînon serbe?

par la propagande milosévicienne puis en faisant la chaîne, main dans la main, sur les ponts de votre ville. Ne vous inquiétez pas. S'ils ont la Aragon, ils ne confondront jamais Belgrade et Guernica. Ils apprendront vite que, loin d'être moderne, ce rite musical est, au contraire, l'un des plus archaïques. On recourt au rock dans toutes les armées, depuis l'Antiquité, pour galvaniser les ieunes combattants vonés au sacrifice. L'historien arabe Ibn Khaldoun l'écrivait déjà au XIV siècle : « Il n'est que de faire bien chanter les hommes en chœur, ils sont prêts à tout subir et à tout commettre... » Pourquoi ces jeunes gens n'invitent-ils pas leurs soldats à faire l'amour plutôt que la guerre à leurs compatriotes albanais? Pourquoi leurs chaînes humaines réduisent-elles

au concert quotidien mis en scène

Est-il donc si difficile, quand on est serbe, de donner la main à un Albanais? J'ai un peu hésité, en revanche, cher professeur Constantinovic,

sur la signification exacte de votre second message, cehri dont la clé était donnée par le gros plan sur l'œuvre de Victor Hugo. Selon mon service de renseignement, il y avait trois décryptages possibles: « Je n'ai plus d'ennemis quand ils sont malheureux »; «L'exil, c'est la nudité du droit»; «Ah! Insensé qui crois que je ne suis pas toi ! » Ressentant votre blessure, j'en al conclu-que ces trois références se combinaient pour exprimer votre compassion à l'égard de vos frères albanais déportés dont les mains désespérées vous fuient et se tendent vers moi, dans un autre concert quotidien, pour réclamer du pain. Je vous ferai une réponse tirée de la même source: « Quand la liberté rentrera, je rentrerai » au Kosovo.

essais

= MARDI 6 AVRIL =

LE MONDE / MERCREDI 7 A VAIL 1999 / 39

### **GUIDE TÉLÉVISION**

DÉBATS 21.20 L'Enfer du Goulag. Forum Planète 23.25 Séville, les galériens

siz compe

ielour de

E Object

. . .

---

rant lie g

----

~= : \*\*

1 (100).

Service of the service

अस्ति हैं क

349.1 2 3

· . . . .

-\_ .

. . .

gard - 1 - 1

Beta sign of the

·- - · ·

3-1-1-1

....

1.多"二"。

. . . . .

Service of the American

the second second

معاشاتكم كالميتم

george to the contract

egy e

garyen <u>an</u> en en e

Carrier State

ye is a second of

Sample Roll Prince Cont.

Supremental Commence

Smith is the second graph with the first transfer of transfer of transfer of transfer of transfer of transfe

8-14-64 - 1-2-5

· <del>vi</del>g and and the first of the

المراجع والمتواجع

ergan egel i det de

Quarter of the

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : John Waters ; Fonky family ; Christiane Desroche-Noblecourt ; Christiane Ziegler. 19.00 Archimède. 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. 20.00 20 h Paris Première. Invité : Jean Yanne. Paris Première

20.50 Les Moments de vérité. 21.00 Le Gai Savoir. Le chanson française d'hier à aujourd'hui. Avec Charles Aznavour ; Faudel ; Richard Cannavo. Parls Prett 23.30 Place de la République.

MIDIDIS. Médicaments : de la dépendance à la délivrance. limités : Michel Reynaud ; Jean-Marie Habbard ; Serge Karsenty ; Philippe-Jean Parquer. France 3 DOCUMENTAIRES

19.00 Conversation

PLANÈTE

à Bollywood

23.30 Nimbus, Médicamo

avec Michael Tinnett 19.55 Inde, naissance d'une nation. Les femmes. Ods

**TELÉVISION** 

12.10 Monsieur Patei tourne

Bollywood, c'est Bombay, capitale

du cinéma indien. Le documentaire

de Roger Mitchell accompagne un

comédien, Harish Patel, sur ses

trois tournages quotidiens. La

course contre la montre de ce per-

sonnage plutôt antipathique té-

moigne de la fécondité d'une in-

dustrie cinématographique dont

les productions sont avalées avec

ferveur par les spectateurs.

20.05 Les Tribus indiennes. (15/20), Les Pueblos. 20.15 360°, le reportage GEO. D'après nature. [24]. 20.35 Le Train des orphelins. 20.40 Thema. Mais qu'est-ce qu'elles veulent maintenant?

1.

20.45 Les Descendants. [9/13]. Histoire 21.45 Voyage au pays des dieux, [1/13]. Jérusalem, Odyssée 21.50 Un siècle d'aviation, [1/4]. Histoire 22.10 Vatikari. Pie XII st l'Holocauste. 23.00 Les Celtes. [5/6]. 73.20 L'Epopée des fusees. [13/13].
Au-dela du système solaire. Planète
23.35 Sur la piste du crime. [1/3].
Les cadavres qui pariem. TSR

0.55 Tibet, la route de l'espoir. France 3 SPORTSEN DÎRÊCT 20.30 Basket-ball. Pro A.
Play-off. Quart de finale.
match d'appui eventuel. Eurosport

20.35 Football. Coupe de l'UEFA. Demi-finale aller : Marseille - Bologne. TF 1 MUSIQUE 19.00 Bach. Concerto brandel outgetons nº 2 Par le Scottish Chamber Orchestra, dir. Raymond Leppard. Muzzik 21.90 Beethoven.
Symphonies m. 8 et 9. Londres, 1970.
Par le New Philharmonia Orchestra,
dir. Otto Nemperer.
Muzzik

20.45 Thema: Mais qu'est-ce

qu'elles veulent maintenant?

Est-il possible de « gouverner au-

trement »? « Oui », repond Domi-

nique Voynet. Et peut-on, comme

l'assure la ministre Vert française,

exercer un métier d'homme sans

imiter les hommes? Le documen-

taire que Philippe Baron et Mu-

rielle Szac ont consacré à Domi-

nique Voynet et Marie-Christine

Blandin devrait permettre aux té-

léspectateurs de trancher.

22.40 Double enquete à Hamelin. Ani Limeteinen O. 23.00 L'Honneur de ma famille. Rachid Boochareb. Arte COURTS METRACES SE 23.05 L'Interview.

22.45 Les Noces de Fizaro.
Opera de Mozan
Par l'Orchestre philharmonique
de Vienne, de Karl Suhm.
Mezro
23.55 Sadiko. Opera de Rimski-korszkov.
Par l'Orchestre et les Chœurs du Kirov.
dix Valen, Gergiev.
Muzzik

TEACHTRIS STREET

20.30 La Vérité en face.

22.15 Les Alsaciens

Etienne Perier. 20.40 Tremblement de terre

a New York Terry Ingram. O. 22.05 L'An mil. Jean-Dominique

ou les Deux Mathilde. Michel Favan (34).

20.55 La Vie a cirrq. Separations.

23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Les Cardassiens (v.o.). Canal Jimmy

PARIS PREMIÈRE

22.35 Quelle heure est-il ?

Un avocat romain sexagénaire

vient passer une journée à Civi-

tavecchia, où son fils termine son

service militaire. Retrouvailles em-

barrassées. La mise en scène d'Et-

tore Scola, constamment sur le fil

tous deux admirables. En v.o.

### France 2 SPRES! TO THE RESERVE

21.45 Ally NicBeal, Just Looking Ivos. Téva 23.00 Star Trek, la nouvelle génération. Canal Jimmy

# **FILMS**

16.25 Les Granges brûlees **E E** Jeun Chapath Flance 1875 Wilmini C Cine ( 16.50 Sallor et Lula 🗷 🗷 David Lynch (Franskur s. 1992 val. 125 m.n. C. Ché Cinéma 1

17.25 Out of the Fog E & Abstate Little - Studenting, 1941 No. 1.3, 15 for Co. Cine Classics 18.30 Napoléon 🗷 🗷 🖀 18.45 Marion B B Manuel Pluner France, 1992 1997 1910 Cinéstan 2

18.50 Les Deux Orphelines 🗷 🖼 Maunte Tourneur Frante 1932 N. 100 mm, C Gne Classics 

20.30 Internista # # Federico Ferni - Franco - Italie. 1986-135 mic. D Cine Cinema t 21.15 Assurance sur la mort # ## Sill, Wilder Etablich (1945) N., Vo., 105 m.c. C., Conet Cinétoile 21.55 Forever and a Day # 2

René Clair, Edmund Doublend, Capité Handwick, Francische Victor Saude et Picem freumson () 24 22.10 Underground 🗷 🗷

Emir Kusturica, Francs - Allemagne, 1995, 165 m.n. C. Gnestar 1



22.35 Quelle heure est-il ? 

Ettore Scola. Avec Marcello
Mastrolanni (Italie, 1939, v. o.
100 min C.
Paris Première

du rasoir de l'émotion, est, malgré 22.40 Sailor et Lula 🗖 🗖 l'abondance de dialogues, un mo-(Etats-Uris, 1989) Ciné Cinèma 2 dèle de non-dits et, partant, de 0.40 Un homme parmi tendresse frustrée, Marcello Masles loups **2 2** Carroll Sallard (Etats-Unis, 1983, 105 min) O Ciné Cinéma 2 troianni et Massimo Troisi sont

### **PROGRAMMES**

### TÉLÉVISION

18.25 Exclusif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 lournal, Boom, Météq. 20.35 Football. Marteille - Bologne. 22.40 High Secret City, Nostalgies, C. Tempere de nerse, C. 0.15 Le docteur mêne l'enquête. 1.05 TFI muit, Météo.

### FRANCE 2

17.15 et 25.00 Un livre, des livres. 17,20 Cap des Pins. C. 17.50 Hartley, cœurs a vif. O. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo.

20.55 Batman Forever. Film. Joel Schumscher. O. 23.03 Bouche à oreille. 23.30 Place de la République. La seturne est-elle l'affaire de tous ? 1.00 L'Euro, Journal, Météo. 1.25 Le Cercle, Jean Rouch.

### FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Cosby. C. 20.35 Tout le sport.

20.55 Les meilleurs passent à la télé. 23.00 Météo, Soir 3. 23.30 Nimbus, Medicaments: de la dependance à la déliv 0.25 Magazine olympique.

0.55 Tibet, la route de l'espoir.

1.45 Saga-Cités, Loubna en octobre.

### CANAL +

► En clair jusqu'a 20.40 18.25 Flash infos. 18.30 Nulle part ailleurs. 2030 Le journal du cinéma. 20.40 Tremblement de terre à New York. Telefilm. Terry Ingram. O.

22.10 Greve Party E Film, Fabien Onteniente. Q. 23.28 Les Sales Blagues de l'Echo. 23.30 Par amour pour Gillian 
Film, Michael Pressman (v.o.). O.

**PROGRAMMES** 

TÉLÉVISION

15.40 Cinq sur 5 ! O.

18.25 Exclusif.

20.00 fournal.

17.35 Beverty Hills. c.

20.35 Football. En direct.

1.15 TFI muit, Météo.

FRANCE 2

16.45 Au cœur des flammes, o.

20.25 Le Résultat des courses.

15.50 La Chance aux chansons.

16.35 Des chiffres et des lettres.

17.05 Un livre, des livres.

17.40 Rince ta baignoire. 18.10 Friends. O.

18.45 Ft un, et deux, et trois.

19.55 et 20.45 Tirage du Loto.

20.55 Charlotte, dite Charlie. Telefilm. Caroline Huppert. O.

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.

20.00 Journal, L'Image du jour, Météo.

22.45 Ca se discute. Homosexualité feminine : la fin de la clandestinité ? 0.50 Journal, Météo.

1.10 Le Cercle. Dans la tête d'un ado.

14.58 Questions au gouvernement.

18-20 Questions pour un champion.

1.25 Nocturnales, Placido Domingo.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.

16.00 Saga-Cités. Stop à la violence : le Manifeste des ieunes contre la violence.

17.10 Cap des Pins. o.

19.20 Qui est qui ?

FRANCE 3

16.40 Les Minikeums.

17.45 C'est pas sorcier.

18.50 Un livre, un iour.

20.05 Cosby. O.

CANAL+

20.28 Boom, Météo, Météo des neiges.

La Ligue des champions : 20.45 Manchester Utd - Juventus, 22.40 Dynamo kiev - Bayern Munich.

TF1

### ARTE

19.00 Archimede. 20.15 360°, le reportage GEO. [2/2] 20.40 Thema. Mais qu'est-ce gu'elles

mais que est-e que eues velvient maintenant ? 20.45 Voynet, au risque du pou roir. 21.50 Vivement fund ? 23.00 L'Honneur de ma famille. Telefilm Racind Bournar-le. C 0.25 Les femmes font la manchette.

M 6 19.20 Mariés, deux enfants. C. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. C. 20.40 Décrochage info. E=M6 découverte. 20.50 Les Moments de vérité.

22.40 Double enquête à Hamelin.
Téléfilm, Ave Limatamen, O.

0.20 Capital. La France a vendre ?

### RADIO

### FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. Andre Boucourechie: (2%). 20.30 Agora. 21.00 Poésie studio.

23.00 Nults magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Evgueni Svetlanov portrait d'un maître russe. 22.30 Musique pluriel. 23.07 Le Dialogue des muses.

### RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Sonate pour piano et violon F 481, de Mozart, Padu Lupu, piano, Szymon Coldberg, violon.

20.40 Concert. Par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph von Dohnamyi. Marie Devellereau et Rie Hamada, sopranos, Naoine Denize, mezzo-soprano, Cécile Eloir, comre-alto, Eric Picard, violoncelle : Fire in cauda IV), création mondiale, de Donazoni, E. Bloch (Schelomo) ; Symphonic m. 3 Héroique op. 55, de Beethoven.

22.23 Les Solrées. Istaffel. Charles de

22.23 Les Soirées... (suite). Œuvres de d'indy, Faure, Debussy, Cras, Noechim.

1.15 A la une. O.

1.35 Ned et Stacey. o.

2.05 Huft et demi 🗷 🗷 🛣 Film. Federico Fellini (v.o.), O.

LA CINQUIÈME/ARTE

14.40 T.A.F. T.A.F. dans la psycho.

18.30 Le Monde des animaux.

17.30 100 % question. 18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.

19.00 Connaissance. Feu sur la glace (2/2).

20.10 360°, le reportage GEO. D'après nature [34]. 20.40 Quelle paix pour les Balkans?

7 MUSICA. 21.50 L'Allée des cosmonautes. Film chorégraphique. C. 22.50 L'Autre Vie d'Alban Berg.

15.10 En juin, ca sera bien.

17.00 Au nom de la loi. O.

19.45 Météo, Arte info.

23.45 Profil. Victor klemperer.

13.30 M6 Kid. Soule et bille.

18.25 Lois et Clark.

1.15 La Lucarne, Povinnost [1/2].

17.00 et 0.55 Des clips et des bulics.

17.35 Cœur Caraibes. Telefilm. (2/2).

19.20 Mariés, deux enfants, o.

19.54 Le Six Minutes, Météo.

Une journée avec...

22.30 Fausse ressemblance. Télefilm, Jack Sholder, O.

0.05 Booker. Oncie Booker. O.

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique.

lm. Laurent Dussauk, C.

20.10 Notre belle famille.

20.40 Décrochage info,

20.50 La Vie en face.

**RADIO** 

20.30 Agora.

22.10 Fiction.

21.00 Philambule.

23.00 Nuits magnétiques.

22.30 Musique pluriel.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Pages baroques. Donné en direct de l'église Saint-Étienne-du-Mort,

23.07 Les Greniers de la mémoire. Bruno Campanella, chef d'orchestri

20.15 Les Soirées. Les Nations, quatrième

ordre: La Pémontoise, de Couperin, par la Musica Antiqua de köln, dir. Reinhard Goebel. 20.40 Ariane à Nakos. Opera de R. Strauss. Par la Philharmonia.

22.52 Les Soirées... (suite). Elisabeth Schwarskopf, soprano.

dir. Herbert von Karajan, Avec Elisabeth Schwarzkopf, Rita Streich.

RADIO CLASSIQUE

de reguse Sannt-Etienne-du-Mont, a París, par la Maitrise du Centre de musique baroque de Versailles, la Maitrise de Radio France et les Pages et les Chartres de la chapelle, dir. Olivier Schneebeli.

**GUIDE TÉLÉVISION** 

### **MAGAZINES** 16.00 Saga-Cités.

16.10 et 20.10 Le Talk Show. 17.00 Les Lumières du music-hall. Les Quatre Barbus. Bobby Lapointe. Paris Première 17.10 Le Club. Sidney Lumet.

17.15 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. 18.00 Stars en stock. Jacqueline Bisset. Paul Newman. Paris Première 18.30 Nulle part ailleurs. Invité: YB, Maniacs Sharkiat, Didier Eribon.

19.00 Rive droite, 19.10et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief.

20.00 20h Paris Première. Invité : Kent Paris Première 20.05 Viva. Fête des vignerons : vin d'Est, vin d'Oue

20.15 Droit de cité. Le plus beau RTBF 1 20.40 Quelle paix pour les Balkans? invités : Hans Koschnik, Alexandre Adler. 20.50 Des racines et des ailes.

Illettrisme : des mots contre l'exclusion, Vaincre l'anorexie. Les nouveaux grands-parents. France 3 21.05 Strip-tease, Nenesse fait du foin. Perdu de vue. TV 5 Nenesse rau un rom. Les nourritures terrestres. 22.45 Ça se discute.

Homosexualité féminine : la fin de la clandestinité ? 23.25 Un siècle d'écrivains. Carlos Fuentes, un voyage dans le temps. 0.10 Génération Albator. Queen Emeraldas. Vlysse 31 : Le royaume d'Hadès.

Jayce et les conquérants de la lumière : L'évasion. 0.50 Le Canal du savoir. Ousmane Sow,

### DOCUMENTAIRES 17.10 Les Armes de la victoire. [1/12]. Le T-34.

17.30 Etat des lieux : le Yémen. Odyssée 18.15 Gouverner, c'est choisir? Odyssée 18.30 Les Celtes. 18.30 Picasso. 18.40 Cinq colonnes à la une.

19.00 Feu sur la glace. [2/2].

CANAL +

17.45 Rex The Runt

**TELEVISION** 

Une nouvelle série animée, drôle,

acide. Issue des studios britan-

niques Aartman, spécialisés dans

l'animation en pâte à modeler, Rex

The Runt (« Rex l'avorton »)

montre une bande de chiens aux

travers humains. Dans leur pavil-

ion de banlieue, Rex, Bob, Wendy

et Vince rêvent de célébrité, mais

passent leur temps à regarder la té-

lé. Cette série désopilante porte la

signature de Richard Goleszowski.

19.30 La Chine, dragon millénaire. 19.45 Ces montagnes qui soudain disparaissent. 20.10 360°, le reportage GEO. D'après nature [3/4]. Arte 20.35 Vivre dangereusement.

20.55 Lorsque l'enfant parait. 20.55 Le Pays des bouddhas d'or. 21.15 Point de départ 21.35 Les Tribus indiennes. [75/20], Les Pueblos

21.45 Voyage au pays des dieux. (1/13). Jérusalem, que de foi. 22.05 Le Train des orphelins. 22.15 Les Derniers Sanctuaires.

22.50 Musica. L'Autre Vie d'Alban Berg. Arte 22.55 Deux Papous plus un. Planète 23.00 Des ours et des hommes. Odyssée 23.45 Profil. Victor Klemperer, un chroniqueur du siècle, ma vie, sl indécemment longue.

23.55 Cinéma de notre temps.
David Lynch. Ciné Cinémas 0.50 L'Epopée des fusées. [13/13]. Au-delà du système solaire. 1.10 La Lucarne.

Povinnost, confession d'un capitaine [1/2]. SPORTS EN DIRECT 15.00 Cyclisme.

17.00 Pootball. Championnat du monde des moins de 20 ans. Nigeria - Allemagne. Eur 20.45 Football. Ligue des champions. Demi-finale Manchester - Juventus.

DANSE

19.55 Mercure.
Chorègraphie. Léonide Massine.
Musique. Eric Satle.
Avec Lorca Massine (Apollon), Paola
Catalani (Wenus), Lucien Bruchon (Mercare). Décors et costumes. Pablo Picasso. 27.50 Musica.

L'Alke des cosmonautes. Sasha Waltz et Elliot Caplan. 22.45 Symphonie de Psaumes.
Chorègraphle, jiri kyrlan.
Musique. Stravinsky. Par le Nederlanc
Dans Theater, avec Shane Caroll,
Alida Chase, Marly Knoben et
Forchestre symphonique de Londres,
dir. Leonard Bernstein.

20.55 Charlotte, dite Charlie

Charlotte a quinze ans, elle est jo-

lie. Ses parents ne voient pas que

leur fille est en proie à un mal-être.

Ce téléfilm subtil, réalisé par Caro-

line Huppert et écrit par Colo Ta-

vernier O'Hagan, aborde, en de-

hors des codes de la fiction télé, un

sujet d'ordinaire peu ou maladroi-

tement traité: l'homosexualité fé-

minine. Déja diffusé en 1995, il sert

de prologue à un débat du maga-

zine « Ça se discute ».

FRANCE 2

23.15 La Légende de Joseph. Chorégraphie. John Neumeier. Musique. R. Strauss. Par le Wiener Staatsopernballer, avec Kevin Haigen, Judith Jamison, Karl Musil et Judith Jamison, Karl Musil et l'Orchestre philharmoni dir. Heinrich Hollreiser.

TÉLEFILMS 💎 🔑 🤔

17.35 Cœur Caraïbes. [2/2]. 18.15 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. Michel Favart [3/4]. 18.30 La Lettre inachevée. Valérie Lumbroso et Chantal Picault. 20.30 Le Tueur du dimanche.

20.40 Un amour qui tue. RTL 9 20.50 La Vie en face Laurent Dus M 6 20.55 Charlotte, dite Charlie.

France 2 21.15 La Monnaie de la pièce. RTBF 1 17.00 Au nom de la loi. 19.30 Voltaire, ce diable

d'homme. [4/6]. Festival 20.00 Larry et Balki. Le billet de loterie. TMC 20.05 Cosby. France 3 20.10 Campus Show. Orgueil et préjugé Série Club 20.13 Alfred Hitchcock présente. Echappé dans le désert. 13\*\*\* Rue

20.15 Ellen. The Parent Trap. RTL9 20.30 Star Trek, la nouvelle génération.
[1/2]. La pierre de Gol. Canal Jimm Le fantôme d'Agnès 20.40 Nestor Burma. L'Homme au sang bleu. O. 13th Rue

21.25 Le Caméléon. Betrayal (v.o.). 21.55 Presque parfaite. La prédiction (v.o.). Canal Jimmy 22.15 Brooklyn South. La vie sous Castro (v.o.). Série Club

22.25 Friends. The One with Joey's Bag (v.o.). 22.35 La Rédac. Retour en enfance. Disney Channel 22.50 Absolutely Pabulous. Canal Jimmy

23.25 The New Statesman. Memoires 23.30 The Closer. Episode pilote (v.o.) 0.25 New York Police Blues. Canal Jimmy

Case tardive des mercredis d'Arte.

«La Lucarne» accueille des

œuvres qui ont cette rare et pré-

cieuse qualité de dire l'universel en

même temps que leur singularité.

Réalisé en vidéo par Alexandre So-

kourov, l'un des plus grands ci-

néastes russes, Povinnost (Confes-

sion) relève de ce corpus et, plus

encore, fascine par la richesse et la

profondeur de ses références et la

virtuosité de sa facture.

1.10 La Lucarne

### FILMS 13.50 Les Aristochats

MERCREDI 7 AVRIL =

Wolfgang Reitherman (Etats-Unis, 1970, animation, 95 min) O. Disney 13.50 Sailor et Lula = E David Lynch (Etats-Unis, 1989, 120 min) O. Ciné Cinéma 2 14.00 Sleepers W Barry Levinson (Etais-Unis, 1996, 145 min) O. Ciné Cinéma 1

15.40 Dick Tracy M R Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 105 min) O. Cinéstar 1 16.30 Napoléon 🗷 🗷 🗷 Abel Gance [1/3] (France, 1926, N., muet, 120 min) O. Histoire 18.50 Les Granges brûlées 🖀 🖺 Jean Chapot (France, 1973, 100 min) O. Ciné Ci

20.30 Out of the Fog 
Anatole Linvak (Easts-Unis, 1941,
N., v.o., 90 min; O. Ciné Classics



20.30 Sailor et Lula **B B** David Lynch. Avec Nicolas Cage, Laura Dem (Eaus-Unis, 1989, v.o., 123 min) O. Ciné Cinéma 3

21.00 The Hit ■ ■ Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, 100 min) O. Ginéstar 2 22.40 Scream = = 22.40 Marion El

Manuel Pointer (France, 1996, 105 min) O. Cinéstar 2 23.20 Ma sœur est du tonnerre 🗷 🗷 🗷



0.45 Les Deux

David Lynch (Etats-Unis, 1989, v.o., 120 min) O. **Ciné Cinéma** 1 1.10 Rafles sur la ville 🛮 🗷 Pierre Chenal (France, 1957, N., 80 min) O.

2.05 Huit et demi 🛮 🗷 🗗 Federico Fellini (Italie, 1963. N., v.o., 130 min) **O.** 2.05 Un homme parmi les loups E E Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983

20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. 23.25 Un siècle d'écrivains. Carlos Fuentes, un voyage dans le temp

18.30 Nulle part ailleurs 20.30 Le Journal du cinéma. Orphelines DB Maurice Tourneur. Avec Rosine Derean, Renée Saint-Cyr (France, 1952, N., 100 mint O. Ciné Classics 0.30 South Park. O. 0.50 Spin City. O. 1.00 Sailor et Luia 🗷 🗷

14.45 Evamag. O. 15.16 Spin City, c. 15.30 A la une. o. 15.55 Décode pas Bunny 16.25 Toonsylvania. O. 16.45 C+ Cléo.

► En clair jusqu'à 21.00 22.38 Les Sales Blaeues de l'Echo. 22.40 Scream # Film. Wes Craven (v.o.).

### SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA 0 Tous publics Accord parental souhaitable Accord parental indispensable

ou interdit aux moins de 12 ans 0 Public adulte interdit aux moins de 16 ans

Interdit aux moins de 18 ans

On peut voir A ne pas manquer

Chef-d'œuvre ou dassique Les symboles spéciaux de Canal +

DD Derniere diffusion Sous-titrage special pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

UN GÉNÉRAL britannique, David Wilby, a utilisé, lundi à Bruxelles, une formule-choc pour dire ce que restait l'objectif de l'OTAN : « Notre intention est de mettre fin à la violence avant que le dernier Albanais du Kosovo ne soit parti en éteignant la lumière. » La formule est un peu facile, un peu osée aussi, mais combien parlante. « En éteignant la lumière », en effet, au pays des té-

Maintenant que le week-end pascal est fini en France, que les bouchons et les interruptions d'indignation se sont résorbés, que les choses de la vie et de la guerre out repris leur cours, le débat fait rage. Alors, ces réfugiés kosovars, faut-il les acqueillir, de gré ou de force? Ajouter pour eux l'exil-sahit à l'exode forcé? Accepter, voire entériner ainsi, « le fait accompli des déportations perpétrées par les Serbes», selon la phrase de Lionel Jospin.

Ce débat n'est pas simple. Les bonnes fois, comme les bonnes intentions ou les argumentaires raisonnés et raisonnables, s'affrontent. Car chacun sent par trop que la solution choisie, ou imposée par les faits, ne sera en définitive non pas la meilleure, mais la moins pire : disperser un peuple, y compris contre sa volonté, aux quatre coins de l'exil. loin du Kosovo, loin du retour? Ou le maintenir dans l'abominable sort concret. le malheur. la souffrance quotidienne des camps improvisés, à un jet de

pierre, de cœur, du pays perdu? Le débat fait rage. Et même rage parfois de façon totalement outrancière, à lire certaines déclarations de personnalités, qui mettent plus de fureur et font plus de bruit à dénoncer l'égoïsme, la frilosité de la France, qu'elles n'en ont manifesté à condamner les pratiques du régime de Belgrade. C'est le monde et la pensée à l'envers que de prendre ainsi les conséquences pour la cause, et l'exode forcé d'un peuple pour un refus politique de l'immigration par l'autre. C'est même assez indigne!

Les faits, les simples urgence et nécessité humanitaires feront sans aucun doute que tout le malheur kosovar ne pourra être contenu, résorbé aux frontières du Kosovo. Et qu'il faudra bien, ne serait-ce que pour sauver la vie des réfugiés et sauver les pays limitrophes, prendre effectivement des mesures d'accueil qui sont aussi d'éloignement.

Mais, hélas, pendant le débat, la purification etimique continue. Autrement dit, déciderait-on d'accueillir à titre provisoire, les 390 000 réfugiés-déportés des dix premiers jours de guerre, que le régime serbe se chargerait, si l'on ose dire, de reconstituer les stocks. Dans son entreprise de nettoyage ethnique par le vide, confirmée par tous les témoignages, Belgrade n'en a pas fini avec le Kosovo et les Kosovars. Au rythme où cela va, 40 000 ou 45 000 réfugiés par jour, des cen-taines de milliers de personnes sont encore à venit, dans la seule logique des chiffres, d'une population à 90 % de souche albanaise

La purification ethnique continue. Et le vrai, l'unique débat est là, chaque jour plus aigu, et le même depuis le départ, quoi qu'on en dise : l'intervention au sol des troupes de l'OTAN ou non, pour mettre un terme ou non à cette abomination. En une phrase, la capacité militaire, la volonté politique, le risque humain de faire la guerre, aussi, pour la gagner.

# Le RU 486, « pilule du lendemain », commercialisé dans plusieurs pays de l'UE

LES LABORATOIRES Exelgyn ont annoncé mardi 6 avril le démarrage de la procédure d'enregistrement permettant au RU 486 (ou Mifegyne) de disposer d'une autorisation de mise sur le marché au niveau européen. Au centre de nombreuses controverses, cette molécule a, aujourd'hui, été utilisée par près d'un demi-million de femmes dans des procédures non chirurgicales d'interruption de grossesse. Elle est actuellement commercialisée en France (depuis 1988), en Grande-Bretagne (depuis 1990) et en Suède (depuis 1991). Parmi les pays concernés par cette demande d'enregistrement figurent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce et les Pays-Bas. « Les experts des différents pays ont 90 jours pour donner leur avis, a expliqué au Monde le docteur Edouard Sakiz, directeur d'Exelgyn. En juillet prochain, nous devrions pouvoir entrer en discussion avec chacun des pays concernés, notamment l'Allemagne, pour préciser les conditions de distribution du

# M. Richard évoque un « partage des rôles » dans l'aide aux réfugiés kosovars

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a indiqué mardi matin, sur RTL, que les pays de l'Alliance engagés dans les actions sur la Yougoslavle se « partageraient les rôles » dans l'aide à apporter aux réfugiés kosovars. « Ces personnes ont vocation à revenir dans un Kosovo pluriethnique et sécurisé, a-t-il expliqué. (...) Pendant la période où on a à les soutenir, il faut que leurs conditions de vie soient correctes et qu'on fasse correctement face à l'urgence humanitaire. Nous pensons, nous, qu'en apportant l'aide massive (...) en Albanie et en Macédoine (...) nous avons la meilleure solution. L'Italie et la Grande-Bretagne partagent notre approche. D'autres partenaires pensent qu'il faut, pour aider les pays d'accueil, emmener les personnes déplacées hors de la zone. Nous ne préférons pas cette solution. » « Je crois qu'on se partagera les rôles »,

TURQUE: un attentat-suicide contre le gouverneur de la province de Bingol (est) a fait 2 morts et 20 blessés, lundi 5 avril. L'auteur de l'attaque, un homme âgé d'une vingtaine d'années, a été déchiqueté et une fillette d'une dizaine d'années est morte sur le coup, a précisé sur la chaîne de télévision NTV le gouverneur, Suleyman Kamci, qui est sorti indemne de l'attentat. Selon une source hospitalière. l'attentat a fait 20 blessés, dont 5 policiers. Une vague d'attentats frappe la Turquie depuis l'arrestation mi-février du chef du PKK. Abdullah Öcalan, détenu sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (ouest), qui est dans l'attente de son jugement. - (AFP.)

■ PHILIPPINES: le président Joseph Estrada a reporté, mardi 6 avril, de 90 jours l'exécution de trois condamnés à mort par injection mortelle qui était prévue pour mercredi, afin de permettre une possible révision de leurs sentences. Un condamné à mort, Léo Echegaray, avait été exécuté le 5 février pour le viol en 1994 de sa fille âgée de 11 ans. Cette exécution était la première aux Philippines depuis vingt-trois ans après la réintroduction en 1994 de la peine de mort, abolie en 1987. Plus de 900 condamnés à mort se trouvent dans les prisons philippines. - (AFP.)

Tirage du Monde daté mardi 6 avril 1999 : 442 363 exemplaires.

# Le procès des deux suspects libyens de l'attentat de Lockerbie ne commencera pas avant plusieurs mois

Les sanctions de l'ONU ont été suspendues dès l'arrivée des deux hommes aux Pays-Bas

de notre correspondant Quand commencera le procès à proprement parler d'Abdelbaset Ali Mohamad Ai Megrahi et d'Amine Khalifa Fhimah? Lundi 5 avril, personne ne pouvait répondre avec certitude à cette question, alors même que les deux suspects libyens venaient d'atterrir aux Pays-Bas pour y être jugés, dix ans après l'attentat à la bombe contre un avion de la PanAm qui fit 270 morts au-dessus du village écossais de Lockerbie.

Une chose est certaine: cette remise ouvre la porte à la levée des sanctions de l'ONU contre la Libye, ainsi que l'a confirmé Robin Cook, secrétaire au Foreign Office à Londres. Parmi les mesures imposées par deux résolutions de l'ONU, en 1992 et 1993, figurent un embargo aérien, un

# Dix ans de procédures

L'ARRIVÉE des deux suspects libyens aux Pays-Bas, lundi 5 avril, marque la fin d'une longue décennie de polémiques et d'imbroglios juridiques et diplomatiques.

L'affaire Lockerbie débute le 21 décembre 1988 lorsqu'un Jumbo let de la compagnie américaine PanAm explose en vol au-dessus d'un petit village écossais. Deux cent soixante-dix personnes trouvent la mort à la suite de cette explosion. Très vite, la thèse de l'attentat est avancée : l'examen des débris de l'avion accrédite l'idée d'une valise piégée.

Après trois années d'enquêtes et de fausses pistes, la Libye est officiellement mise en accusation le 14 novembre 1991, lorsque la justice américaine et la justice britannique inculpent deux Libyens suspectés d'être membres des services spéciaux de Tripoli.

Maigré les dénégations des autorités libyennes, le Conseil de sécurité vote le 31 mars 1992 des sanctions internationales, dont un embargo aérien, pour contraindre Tripoli à livrer les deux hommes. Ces sanctions sont renforcées un an plus tard.

Mise au ban des nations, la Libye refuse de se plier à ces injonctions en arguant de sa législation qui ne prévoit pas d'extradition et en avançant que la convention de Montréal sur la sécurité du trafic aérien permet à un pays de juger hui-même ses ressortissants. Après des années de blocage, Tripoli obtient un premier succès en février 1998 lorsque la Cour internationale de justice se déclare compétente pour examiner une requête libyenne en ce sens.

Politiquement, la Libye reçoit par ailleurs le soutien de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui décide en juin, lors d'un sommet réuni à Ouagadougou (Burkina Faso), de lever unilatéralement et partiellement l'embargo aérien décidé par l'ONU.

GESTE DE COMPROMIS

Conscients de cette évolution, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne proposent alors de faire un geste de compromis en acceptant au'un proces se déroule dans un pays tiers, mais selon la loi écossaise. Tripoli ne donne cependant pas suite à cette proposition et exige des garanties à propos des sanctions de l'ONU et du sort des deux Libyens, pour le cas où ils seraient jugés coupables. A nouveau, le dossier s'enlise.

Une nouvelle médiation tentée par l'Afrique du Sud et par l'Arabie saoudite va cependant relancer les négociations. Le 15 février, les deux pays se montrent optimistes, et le 19 mars, en présence de Nelson Mandela, le colonel Mouarimar Kadhafi annonce devant le Congrès général du peuple libyen que les deux hommes seront remis à la justice écossaise aux Pays-Bas « d'ici le 6 avril ». Washington et Londres affichent leur circonspection, mais cet engagement sera tenu.

embargo militaire, le gel d'avoirs une portion de terre pour y abrifinanciers à l'étranger, la réducter un procès sous une législation tion du personnel diplomatique liautre que la sienne. byen, et des restrictions pour l'importation de certains

L'incertitude à propos du début des audiences s'explique si l'on prend en compte le fait que ce procès ne connaît aucun précédent en droit. C'est pour trouver une issue à une impasse diplomatique que Washington, Londres et La Haye ont innové en matière de justice pénale, Alors que Tripoli refusait de livrer ses ressortissants pour un procès aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, les dirigeants de ces deux Etats ont demandé à leur homologue néerlandais de céder une partie de leur territoire, le temps d'un procès. Le 24 août 1998, le gouvernement néerlandais donnait son feu vert.

Jusqu'à ce jour, insiste-t-on au mi-

nistère de la justice, jamais aucun

pays n'a abdiqué sa juridiction sur

équipements pétroliers. Ces me-

sures ont été officiellement sus-

pendues dès l'arrivée des suspects

aux Pays-Bas.

C'est pourtant ce qu'a fait le

Parlement néerlandais. Depuis la fin de l'an dernier, Camp Zeist. une ancienne caserne qui abritait des militaires américains, près d'Utrecht, est transformé en tribunal sous haute sécurité. Une centaine de policiers écossais surveillent les travaux en cours. Une salle d'audience, des facilités administratives, une salle de presse, et, bien sûr, des cellules : rieu ne doit manquer pour le procès, dont l'accusation sera menée par deux procureurs écossais. Norman McFadyen et Jim Brisbane, arrivés dimanche aux Pays-Bas.

Avant de rencontrer leurs accusateurs, les deux suspects, arrêtés par les Nécriandais, devront être juridiquement extradés vers l'Ecosse. Selon la loi aux Pays-Bas, Al Megrahi et Fhimah ont une possibilité d'appel auprès de la Cour de cassation. « Une telle procédure peut prendre trois mois ou plus », estime Victor Holtus. porte-parole au ministère de la justice. Les suspects se contenteront-ils d'une décision en première instance ? Côté écossais, on dîsait lundi avoir reçu des signaux en ce sens « de la part des avo-

Même dans ce cas, le procès ne commencera pourtant pas aussitôt. La législation écossaise prévoit en effet la comparation initiale des suspects devant un juge, qui lira les charges retenues contre eux et devra fixer une date pour le début du procès à proprement parier, dans une période de cent dix jours au maximum. Mais les avocats ont la possibilité de demander un délai supplémentaire, pour prendre connaissance de toutes les pièces du dossier. «Tout porte à croire que les audiences ne commenceront pas avant plusieurs mois », indique Paul Geoghan, porte-parole de la

Alain Franco

# Guerre des boutons (de porte) à Jérusalem

TÉRUSALEM

de notre correspondant Au moment où des milliers de fidèles s'étaient rassemblés à Jérusalem pour célébrer la mise en croix et la résurrection du Christ, une bataille surréaliste a opposé les responsables de l'Eglise, incapables de s'entendre sur l'emplacement d'une porte comme sur la garde de la dé qui l'accompagne. La discorde s'est installée lorsqu'en prévision de l'afflux des pèlerins attendus à l'occasion du prochain millénaire les autorités israéliennes ont demandé qu'une issue de secours soit percée dans les murs du Saint-Sépulcre qui, seion la tradition, abrite le tombeau du Christ. Une seule entrée (qui sert également de sortie) permet au-

jourd'hui d'accéder au sanctuaire, ce qui est déjà in-

suffisant pour le flux des milliers de pèlerins. Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une nouvelle porte, mais personne ne s'entend lorsqu'il s'agit d'en désigner l'emplacement. C'est que le Saint-Sépulcre dépend juridiquement de plusieurs communautés religieuses qui, au fil des siècles, s'y sont taillé un territoire qu'aucune n'accepte de voir amputer, même si la partie à céder ne devait avoir que l'épaisseur d'une porte. Ici, chaque dalle, chaque pilier, chaque niche dans le mur fait l'objet d'une surveillance jalouse, et aucune procession ne peut traverser le territoire du volsin sans un accord préalable sur le trajet comme sur l'horaire. Guère étonnant, dans ces conditions, qu'il ait fallu plus de quarante ans pour mener à bien la réfection du dôme.

Quant aux travaux d'éclairage prévus pour accompagner les cérémonies du millénaire, ils n'ont toujours pas ou commencer, personne n'étant d'accord sur le trajet des câbles électriques... La « bataille de la porte » n'est donc qu'un nouvel épisode de cette très ancienne guéguerre. Depuis trois mois, Grecs orthodoxes, Arméniens, franciscains, Coptes égyptiens et éthiopiens ont multiplié les réunions, sans parvenir à dégager un compromis.

ESPOIR INAVOUABLE

Les Grecs, qui sont les plus anciens et les plus puissants à l'intérieur du bâtiment, gardent un prudent silence tandis que leurs frères franciscains et arméniens ont tendance à désigner le territoire éthiopien comme étant le « lieu naturel » où devrait être installée la porte. Les vingt-cinq prêtres éthiopiens qui, depuis des lustres, campent dans de modestes cellules adossées au bâtiment, répliquent qu'ils n'ont déjà pas assez de place pour pouvoir en offrir à la communauté.

On en est là, chacun espérant, sans publiquement l'avouer, que les Israéliens imposeront une solution qui mettrait tout le monde d'accord. Ne resterait plus ensuite qu'à régier les conséquences de cet agre d'autorité : la garde de la clé de la porte. Pour ce qui est de la porte d'entrée, il a fallu des années d'affrontements pour trouver la solution : confier la clé à une famille musulmane qui, moyennant rétribution, ouvre et ferme chaque jour la basilique. Le gardien de la porte de sortie sera-t-il plus facile à trouver ? « L'Histoire, le passé, le présent et tous les responsables sont responsables de la situation », a philosophiquement commenté dimanche le patriarche latin de Jérusalem, Me Sabbah, en délivrant son message pascal.

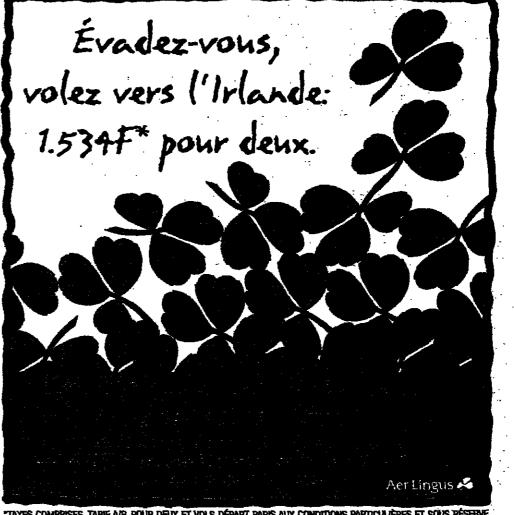
Georges Marion

Though,

and A-Lacing

a Bond Bereion (s.)

£1...



"Taxes comprises. Tarif atr pour deux et vols départ paris aux conditions particulières et sous réserve D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE